

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA REPRÉSENTATION DES ACTEURS SYNDICAUX  
DANS LE DISCOURS JOURNALISTIQUE QUÉBÉCOIS :  
LE CAS DES ACTIONS DU 1<sup>ER</sup> MAI 2015

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
JULIEN DAIGNEAULT BOUCHER

JANVIER 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier sincèrement mon directeur de maîtrise, Éric George, ainsi que le professeur André Mondoux pour leur soutien académique et financier.

Je tiens aussi à remercier chaleureusement les responsables du SEUQAM et de la Fondation UQAM pour l'octroi de la Bourse SEUQAM-Carole-Corbeil ainsi que ceux des l'AEMDC pour l'octroi d'une Bourse de soutien à la recherche et à la création.

Je tiens finalement à souligner la solidarité dont a fait preuve ma partenaire ainsi que mes camarades d'Alternative socialiste dans mes démarches académiques.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE : Crise, néolibéralisme, discours journalistique et relations industrielles.....	6
1.1 Crise, néolibéralisme et austérité.....	6
1.2 Néolibéralisme et austérité au Québec.....	9
1.2.1 Les actions entourant le 1 <sup>er</sup> mai 2015.....	11
1.2.2 La crise économique et les entreprises médiatiques au Québec.....	13
1.3 Néolibéralisme, discours politique et discours médiatisé de masse.....	15
1.3.1 Discours médiatisé de masse et déviance sociale.....	17
1.4 Conclusion partielle.....	20
1.5 Questions de recherche.....	21
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE : Une analyse matérialiste et dialectique du discours journalistique.....	23
2.1 Discours et communication de masse médiatisée.....	23
2.1.1 La matérialité du discours.....	25
2.1.2 La nécessité d'une théorie discursive en étude des communications.....	25
2.2 L'Analyse critique du discours (CDA).....	29
2.2.1 Introduction à la CDA.....	29
2.2.2 La notion de critique.....	31
2.2.3 La notion de discours.....	34
2.2.3.1 Une conception matérialiste et dialectique du discours.....	35
2.2.4 La notion de pouvoir.....	38
2.2.4.1 La notion d'hégémonie.....	41
2.2.4.2 La notion de pouvoir symbolique.....	42
2.2.4.3 La notion de « discours marchandise ».....	43
2.2.5 La notion d'idéologie.....	46
2.3 Conclusion partielle.....	50
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE : Une analyse critique du discours journalistique.....	53
3.1 Construction et interprétation du discours.....	54
3.2 La pertinence du marxisme en CDA.....	56
3.3 L'approche de Fairclough.....	58
3.3.1 L'analyse textuelle.....	59
3.3.1.1 Analyse sociosémantique des acteurs sociaux.....	61
3.3.1.2 Analyse visuelle des acteurs sociaux.....	68

3.3.2 L'analyse des pratiques discursives	70
3.3.2.1 Analyse des thèmes (macropropositions)	74
3.3.2.2 Analyse des facteurs valeur des thèmes	74
3.3.3 L'analyse des pratiques sociales	79
3.3.3.1 Pratiques économiques	81
3.3.3.2 Pratiques politiques	82
3.3.3.3 Pratiques idéologiques	84
3.4 Le corpus de l'analyse	88
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS	91
4.1 Analyse textuelle : représentation des acteurs sociaux en discours	92
4.1.1 Systèmes d'effacement	92
4.1.1.1 Inclusion	94
4.1.1.2 Exclusion	95
4.1.2 Systèmes de réarrangement	96
4.1.2.1 Activation	97
4.1.2.2 Passivation	98
4.1.3 Systèmes de substitution	100
4.1.3.1 Dépersonnalisation	101
4.1.3.2 Personnalisation	104
4.1.4 Conclusion partielle	106
4.2 Analyse textuelle : représentation visuelle des acteurs sociaux	109
4.2.1 Distance sociale	109
4.2.2 Relation sociale	110
4.2.3 Interaction sociale	111
4.2.4 Catégorisation générale des acteurs sociaux	111
4.2.5 Conclusion partielle	113
4.4 Analyse des pratiques discursives	117
4.4.1 Les syndicats ne respectent pas la loi et troublent l'ordre social	117
4.4.1.1 Les acteurs sociaux	117
4.4.1.2 Les enjeux	118
4.4.1.3 Conclusion partielle	122
4.4.2 Des thèmes vendeurs	126
4.4.2.1 L'élite au pouvoir/célébrités	127
4.4.2.2 Divertissement	127
4.4.2.3 Surprise	127
4.4.2.4 Mauvaise/bonne nouvelle	128
4.4.2.5 Magnitude	128
4.4.2.6 Pertinence	129
4.4.2.7 Suivi	129

4.4.2.8 Agenda politique et commercial.....	130
4.4.3 Conclusion partielle.....	130
4.5 Analyse des pratiques sociales.....	131
4.5.1 Pratiques économiques.....	131
4.5.1.1 <i>Journal de Montréal</i> : un discours antisyndical.....	131
4.5.1.2 <i>La Presse</i> : un discours propatronal.....	134
4.5.1.3 <i>Le Devoir</i> : un discours réformiste « d'intérêt public ».....	135
4.5.1.4 <i>Métro</i> : un discours commercial.....	136
4.5.1.5 Conclusion partielle.....	137
4.5.2 Pratiques politiques.....	138
4.5.2.1 Une parole syndicale surreprésentée.....	138
4.5.2.2 Conclusion partielle.....	141
4.5.3 Pratiques idéologiques.....	143
4.5.3.1 Un capitalisme « naturalisé ».....	143
4.5.3.2 Des syndiqués turbulents qui ne représentent pas la « population ».....	144
4.5.3.3 Conclusion partielle.....	147
CONCLUSION.....	150
5.1 Préoccupations de départ.....	150
5.2 Contextualisation.....	150
5.3 Questions de recherche.....	152
5.4 Approche méthodologique.....	152
5.5 Résultats et interprétations.....	153
5.5.1 Analyse de la représentation des acteurs sociaux en discours.....	153
5.5.2 Analyse des représentations visuelles des acteurs sociaux.....	155
5.5.3 Analyse des thèmes.....	157
5.5.4 Analyse des facteurs valeur des thèmes.....	157
5.5.5 Analyse des pratiques économiques.....	158
5.5.6 Analyse des pratiques politiques.....	159
5.5.7 Analyse des pratiques idéologiques.....	160
5.5.8 Apports théoriques et pratiques.....	161
5.6 Bilan des limites.....	163
5.7 Pistes de recherche.....	164
ANNEXES.....	166
RÉFÉRENCES.....	177

## LISTE DES FIGURES

Figure		Page
3.1	Analyse textuelle selon Richardson (2007:38)	60
3.2	Progression de l'analyse textuelle selon Richardson (2007:47)	61
3.3	Réseau de représentations des acteurs sociaux dans le discours selon Van Leeuwen (2009:65)	63
3.4	Objet de l'analyse du discours journalistique selon Richardson (2007:39)	71
3.5	Objet de l'analyse critique du discours journalistique selon Richardson (2007:42)	80

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Liste des titres des textes du corpus.....	166
4.1 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres.....	93
4.2 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces.....	93
4.3 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour le <i>Métro</i> .....	168
4.4 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour le <i>Métro</i> .....	168
4.5 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour le <i>Journal de Montréal</i> .....	168
4.6 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour le <i>Journal de Montréal</i> .....	169
4.7 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour <i>La Presse</i> .....	169
4.8 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour <i>La Presse</i> .....	169
4.9 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour <i>Le Devoir</i> .....	170
4.10 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour <i>Le Devoir</i> .....	170
4.11 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres.....	96
4.12 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces.....	97
4.13 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du <i>Métro</i> .....	171
4.14 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces du <i>Métro</i> .....	171
4.15 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du <i>Journal de Montréal</i> .....	171
4.16 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces du <i>Journal de Montréal</i> .....	172
4.17 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres de <i>La Presse</i> .....	172
4.18 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces de <i>La Presse</i> .....	172
4.19 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du <i>Devoir</i> .....	173
4.20 Proportions des activations/passivations par acteur social dans	

	les amorces du <i>Devoir</i> .....	173
4.21	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres.....	100
4.22	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces.....	100
4.23	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du <i>Métro</i> .....	174
4.24	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du <i>Métro</i> .....	174
4.25	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du <i>Journal de Montréal</i> .....	174
4.26	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du <i>Journal de Montréal</i> .....	175
4.27	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres de <i>La Presse</i> .....	175
4.28	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces de <i>La Presse</i> .....	175
4.29	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du <i>Le Devoir</i> .....	175
4.30	Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du <i>Le Devoir</i> .....	176
4.31	Proportions des représentations des acteurs sociaux dans les photos accompagnant chaque texte selon le journal.....	109
4.32	Proportions des thèmes qui se dégagent des titres et des amorces.....	117
4.33	Proportions des thèmes selon le journal.....	121
4.34	Fréquence des facteurs valeurs contenus dans les thèmes.....	126
4.35	Proportions des citations attribuées aux acteurs sociaux selon le journal.....	138

## RÉSUMÉ

Les mesures d'austérité néolibérale imposées par le gouvernement libéral de Philippe Couillard ont entraîné des mobilisations syndicales historiques durant les négociations du secteur public et parapublic de 2015. Dans un contexte de remise en cause par les élites politiques des droits démocratiques de la population, ce travail explore le rôle dans la reproduction des rapports sociaux de domination que tiennent les représentations sociales véhiculées par les quatre grands quotidiens papier francophones québécois concernant les différents acteurs sociaux impliqués dans les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015.

Nous adoptons une approche matérialiste et dialectique du discours appliquée à une méthodologie d'Analyse critique du discours (Fairclough, 1995a, b, 2000b, 2003). Notre analyse de la manière dont les acteurs sociaux sont représentés mobilise des outils sociosémantiques (Van Leeuwen, 2008; Kress et Van Leeuwen, 2005) et linguistiques critiques (Van Dijk, 1985, 1988a, b, 1993). Notre analyse des raisons à l'origine de ces représentations emprunte à l'économie politique critique et radicale des médias (Schlosberg, 2017), aux *Cultural Studies* (Hall et coll., 1978) ainsi qu'à la théorie marxiste de l'idéologie (Marx et Engels, 1982; Waynes, 2003) et du rôle du discours des médias de masse (Lénine, 1977).

Nos analyses combinées et croisées révèlent des stratégies de représentation largement plus désavantageuses pour les acteurs syndicaux que pour les autres. Ces représentations participent à légitimer l'ordre social capitaliste néolibéral et le contrôle en découlant. La mise en récit dominante favorise une dépolitisation des enjeux. Nous en concluons que le discours journalistique étudié a participé à remettre en cause le droit de grève et le droit de manifester de la population.

Mots clés : représentation, syndicat, discours journalistique, analyse critique du discours, 1<sup>er</sup> mai, néolibéralisme, marxisme

## INTRODUCTION

Le 1<sup>er</sup> mai 2015, des dizaines de milliers de personnes issues d'environ 860 organisations syndicales, communautaires et étudiantes tiennent une journée d'action de visibilité contre les politiques d'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Des actions syndicales coordonnées par le collectif *Refusons l'austérité!* se déroulent dans plus de 35 municipalités du Québec. Ces dernières sont le théâtre d'occupations, de manifestations ou de blocages de routes. Ce coup de force exprime clairement la volonté de lutte de la base syndicale, en particulier celle du secteur public et parapublic concernée par les négociations entre l'État québécois et le Front commun intersyndical 2015<sup>1</sup>. La journée d'action du 1<sup>er</sup> mai constitue le déploiement militant syndical le plus important depuis celui de la ronde de négociation du secteur public et parapublic de 2003-2005.

Ce travail explore la réponse des principaux quotidiens francophones du Québec aux mobilisations syndicales historiques ayant entouré le 1<sup>er</sup> mai 2015. Jacques Rouillard (1994:305) rappelle que de par sa nature, « le syndicalisme est un agent de transformation et de contestation sociale dans les sociétés capitalistes ». Les médias, théorisés comme des appareils d'hégémonie du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste (Gramsci, 1983), sont des acteurs sociaux en mesure d'instiguer et de polariser d'emblée les débats publics sur les syndicats et leur pratique. Claudia Ortu (2012:13) estime que « [l]e rôle des syndicats en tant qu'acteurs sociaux dans l'ordre mondial néo-capitaliste est façonné par le discours - principalement par le biais d'acteurs puissants, à la fois dans la sphère économique et sociale, qui formulent les idées

---

<sup>1</sup> Le Front commun est composé de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP). Le SISP est lui-même formé de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) et de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS). Ce Front commun, qui regroupe plus de 400 000 syndiqués, est le plus large de l'histoire du Québec.

hégémoniques sur les syndicats. »<sup>2</sup> Les discours journalistiques de notre étude de cas mobilisent une série de stratégies discursives visant à représenter les enjeux des conflits de travail, les acteurs sociaux concernés ainsi que leurs rôles. La pratique des journaux vise ainsi à produire des effets idéologiques qui participent à reproduire les rapports de domination sociale en vigueur, spécialement entre les classes sociales. Le recours aux outils de l'Analyse critique du discours (*Critical Discourse Analysis* en anglais, ci-après CDA) permet d'analyser la fonction des mécanismes discursifs utilisés par les journalistes et les éditeurs dans la reproduction institutionnelle du pouvoir par les groupes dominants. À partir d'une étude de cas, nous cherchons à savoir comment les journalistes et les éditeurs représentent, dans le discours journalistique de quatre quotidiens imprimés francophones québécois, les acteurs sociaux lors de la période entourant la journée d'action nationale du 1<sup>er</sup> mai 2015. Nous cherchons ensuite à expliquer pourquoi les acteurs syndicaux sont représentés ainsi en nous basant sur des théories critiques touchant l'économie, le politique et l'idéologique. Nous cherchons finalement à savoir s'il y a concordance entre ces démarches inductive et déductive.

Le contexte d'austérité néolibérale hérité de la crise économique de 2007 a entraîné des comportements gouvernementaux de plus en plus rigides quant à la gestion des droits démocratiques des populations, notamment au Québec (Martin, 2015). La menace constante d'une loi spéciale visant à décréter unilatéralement les conditions de travail des syndiqués en négociation à travers le Front commun 2015 constitue un exemple de ce comportement disciplinaire. Le durcissement des pratiques des groupes dominants quant aux droits démocratiques de la population, en particulier le droit de grève et le droit de manifester, a des répercussions dans leur discours et celui des médias. Dans quelle mesure le discours journalistique participe-t-il à cette disciplinarisation des pratiques syndicales?

<sup>2</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The role of trade unions as social actors in the neo-capitalist world order is shaped through discourse – mostly through powerful actors, in both the economic and social sphere, making ideas about trade unions hegemonic.* »

Pour tenter de répondre à cette question, nous adoptons une approche constructiviste du discours journalistique qui remet en question le positivisme des prétentions à l'objectivité. La pratique journalistique appréhendée comme une forme de représentation du monde développe un discours de connaissance du monde qui est propre à un état de société donné, c'est-à-dire historiquement situé. Van Leeuwen (2008) soutient que le discours a pour fonction d'opérer une représentation de la réalité à travers la recontextualisation des événements, des pratiques sociales et des acteurs sociaux. Pour décrire le pourquoi et le comment des phénomènes du monde, le discours doit s'organiser sous la forme de l'argumentation (Charaudeau, 2005:31)<sup>3</sup>. Argumenter sur des expériences sociales comme les pratiques syndicales du droit de grève et de manifester est forcément politique. Comme le souligne Rouillard (1994:305), les journalistes qui doivent prendre position par rapport aux actions d'un agent de transformation et de contestation sociale comme les syndicats sont forcés de se situer par rapport à l'ordre social capitaliste et ainsi révéler leur vision de l'organisation sociale. Le discours journalistique doit ainsi être approché comme un discours argumentatif, même si la rhétorique argumentative n'y est pas explicite<sup>4</sup>. L'injonction commerciale du traitement journalistique « objectif » force toutefois les journalistes et les éditeurs à utiliser des stratégies pour masquer la dimension argumentative de leurs textes. L'une de ces stratégies consiste à découper les genres textuels entre d'une part, les genres textuels descriptifs et narratifs (ex. titres, reportages) et de l'autre les genres textuels opinatifs et argumentatifs (ex. éditoriaux, chroniques). D'après Charaudeau (1997), les premiers sont prétendument informatifs, purement descriptifs, donc implicitement « non argumentatifs ». Ils présentent une visée dominante d'information ou de « faire-savoir ». Les seconds présentent une

<sup>3</sup> Patrick Charaudeau (2005:33) définit l'argumentation comme « une activité cognitive générale tournée vers l'interlocuteur, et qui met en œuvre une organisation discursive ayant pour but d'imposer à celui-ci un cadre de questionnement, une prise de position et des arguments de preuve, afin que celui-ci ne trouve aucune contre-argumentation et finisse par partager l'opinion du sujet argumentant ».

<sup>4</sup> Voir Ruth Amossy (2010 [2000]) qui propose de discriminer les discours à visée argumentative avouée de ceux qui n'ont qu'une dimension argumentative.

visée argumentative avouée. Ils ont une intention d'agir sur les croyances et sur les représentations d'autrui, une visée de « faire-croire ». Or, les textes descriptifs et narratifs déploient inévitablement des stratégies d'influence, malgré leur visée informative.

À partir de ce point de vue sociodiscursif, il est possible d'élargir la compréhension du discours journalistique en abordant les rapports de pouvoir qui l'articule. Le recours aux outils de la CDA nous permet, à partir du texte, d'aller au-delà de son langage et d'explorer les pratiques discursives et sociales qui véhiculent et reflètent des construits idéologiques. Une telle démarche ouvre des avenues nous permettant d'évaluer comment l'utilisation du langage faite par les journalistes et les éditeurs offre une vision des conflits de travail qui s'inscrit dans l'hégémonie discursive, c'est-à-dire qui contribue à reproduire les rapports de domination en vigueur dans la société en générale.

Le deuxième objectif de ce travail consiste à garnir le faible corpus de travaux universitaires critiques québécois et canadiens concernant le discours des médias sur le syndicalisme et la classe travailleuse en général. Très peu d'études traitent des relations industrielles dans la production médiatique québécoise. Nous avons dénombré six études académiques qui portent sur la production journalistique concernant des négociations et des moyens de pression entre l'État du Québec et différents Fronts communs intersyndicaux<sup>5</sup>. Seules deux d'entre elles - Souchard (1989) et Reshef et Keim (2015) - prennent comme objet d'étude le discours de presse sur le syndicalisme. Les autres travaux sont des analyses de contenus.

Notre travail débute en chapitre I par une contextualisation des pratiques journalistiques dans la conjoncture de crise actuelle du capitalisme. Nous tentons de comprendre comment et pourquoi les stratégies d'austérité gouvernementales et de rationalisation des entreprises médiatiques influencent le discours des journaux sur

<sup>5</sup> Voir Charest (1975) et Chamberland (1975) pour la ronde de négociation 1971-72 ; Morf (1976) pour la ronde 1976 ; Souchard (1989) pour la ronde 1982-83 ; Posca (2006) et Reshef et Keim (2015) pour la ronde 2003-04

les conflits de travail.

En chapitre II, nous posons un cadre théorique combinant déduction et induction basé sur une approche matérialiste et dialectique du discours journalistique. Nous introduisons la CDA comme approche méthodologique et définissons ses concepts clés: la critique, le discours, le pouvoir et l'idéologie.

Notre approche méthodologique de CDA appliquée à une étude de cas est détaillée en chapitre III. Nous y décrivons notre démarche épistémologique constructiviste et interprétative ainsi que les outils qualitatifs mobilisés pour analyser certaines dimensions des pratiques textuelles, discursives et sociales.

En chapitre IV, nous détaillons les résultats issus de chaque critère de chacune des analyses. Nous comparons les résultats des différents niveaux contextuels entre eux et nous interprétons les résultats les plus saillants. S'il y a lieu, nous comparons ces résultats à la littérature de référence.

Nous concluons en chapitre V par une synthèse de la recherche, un court bilan des limites, une ouverture vers une nouvelle piste et une réflexion sur le potentiel d'une pratique discursive syndicale de classe.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE : Crise, néolibéralisme, discours journalistique et relations industrielles

Dans ce chapitre, nous soutenons que la crise économique mondiale débutée en 2007 a inauguré une nouvelle période dans le développement de la lutte des classes. Nous survolons brièvement l'essor des idées néolibérales, leur mise en application massive et leurs effets à l'échelle mondiale. Nous envisageons le néolibéralisme comme un assemblage de pratiques concrètes et de discours qui influencent autant l'action de l'État du Québec, l'action de son gouvernement que celle des entreprises médiatiques. La lutte sociale contre les politiques d'austérité ainsi que la 13<sup>e</sup> ronde de négociations entre l'État du Québec et le Front commun intersyndical de 2015 se déroulent dans ce contexte néolibéral. Le discours des médias constitue une instance clé pour représenter et légitimer les idées néolibérales dans l'espace public. Cette situation nous amène à nous demander comment le discours de quatre quotidiens québécois francophones représente les différents acteurs sociaux impliqués lors des actions entourant la journée d'action nationale du 1<sup>er</sup> mai 2015.

#### 1.1 Crise, néolibéralisme et austérité

Comme l'écrit Christine Buci-Glucksmann (1975:91) à propos de la pensée d'Antonio Gramsci, « [u]ne crise *économique* ne se développe en crise historique et organique que si elle atteint l'État et les appareils de l'hégémonie : soit " l'État dans son ensemble " ». C'est exactement ce qui se déroule depuis le début de la crise économique mondiale en 2007<sup>6</sup> : le capitalisme mondial est plongé dans une crise profonde et insoluble. Depuis le tournant vers l'austérité en 2010, les programmes politiques néolibéraux implantés par les classes dominantes dans l'espoir de remédier

---

<sup>6</sup> Cette crise de surproduction est caractérisée par une crise de l'investissement et un manque chronique de demande dans l'économie mondiale.

à la crise économique n'ont pas rétabli l'équilibre perdu du système. Les mesures d'austérité budgétaires ont même empiré la situation selon plusieurs analystes, qu'ils appartiennent aux institutions financières internationales (Krugman, 2015; Plummer, 2012; Stiglitz, 2014) ou aux tendances critiques du capitalisme néolibéral (Harvey, 2005, 2007, 2010; Dardot et Laval, 2013).

La situation de crise économique irrésolue a permis le développement d'un potentiel pour de nouvelles crises et de nouveaux conflits. Cette situation matérielle a entraîné une baisse de légitimité du système capitaliste actuel dans la conscience de classe de millions de personnes. Bien que non dite, une peur réelle existe parmi les classes dirigeantes. Leur position politique devient de plus en plus instable au fur et à mesure que ces élites démontrent leur incapacité à surmonter les échecs évidents du capitalisme et à implanter des solutions viables pour la majorité de la population. Les élites anticipent avec sérieux des soulèvements de masse et même des changements révolutionnaires. En 2015, le président du Conseil européen Donald Tusk, a déclaré :

Pour moi, l'atmosphère est un peu similaire à celle d'après 1968 en Europe. Je peux sentir, peut-être pas une humeur révolutionnaire, mais quelque chose comme une impatience généralisée. Quand l'impatience n'est plus individuelle, mais devient l'aspect d'un sentiment social, c'est l'introduction de la révolution.<sup>7</sup> (Spiegel, 2015)

La crise a déjà entraîné des changements profonds dans les humeurs et les perspectives de toutes les classes, en particulier parmi la classe travailleuse, chez les jeunes et chez les peuples opprimés du monde entier. La dernière période a été marquée par l'entrée croissante des masses sur la scène de l'histoire; des soulèvements révolutionnaires du « Printemps arabe » en 2011 aux mouvements de masse contre l'austérité et la Troïka en Europe en passant par le « Printemps érable » québécois de 2012 jusqu'à l'actuelle rébellion sociale contre le trumpisme dans les centres urbains des États-Unis et les soulèvements prérévolutionnaires en Catalogne.

<sup>7</sup> Traduction libre par l'auteur de « *For me, the atmosphere is a little similar to the time after 1968 in Europe. I can feel, maybe not a revolutionary mood, but something like widespread impatience. When impatience becomes not an individual but a social aspect of feeling, this is the introduction of revolution* »

Malgré cela, les classes dominantes continuent de miser sur le programme néolibéral pour assurer la (re)production de l'économie capitaliste. Comme le soutient David Harvey (2007:22, 2005; 2010), le néolibéralisme est un projet politique qui vise à restaurer un équilibre en faveur des classes dominantes et à répartir la richesse du bas vers le haut. L'austérité néolibérale appréhendée comme un processus d'accumulation primitive du capital (Marx, 1973:80-207) fonctionne bel et bien, mais dans l'intérêt des classes dominantes. La mise en place de politiques d'austérité a aggravé la dépression économique et fait augmenter les inégalités socio-économiques. Ces inégalités n'ont jamais été aussi élevées dans les pays de l'OCDE : le 10 % des plus riches gagnent maintenant presque 10 fois plus que les 10 % les plus pauvres (Desrosiers, 2015). Ce rapport était de sept pour un il y a 30 ans.

À l'instar de Yiannis Mylonas (2015:249), nous concevons le néolibéralisme comme un :

assemblage de discours et de pratiques flexibles – qui se rencontrent dans des cadres sociaux formels et informels - récemment reconfigurés d'après les idées clés de la concurrence et de l'efficacité. Cet " assemblage " transforme les États, les institutions et la vie individuelle, en gros tous les aspects de la vie sociale, selon les principes de l'entreprise, en suivant le rythme et les exigences de la finance mondiale.<sup>8</sup>

Cette conception du néolibéralisme fait écho à ce que Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant ont exprimé en 2000 : l'élite néolibérale prend la société post-fordiste et post-keynésienne des États-Unis comme modèle.

Cet unique super-pouvoir, cette Mecque symbolique de la Terre, est caractérisé par le démantèlement délibéré de l'État social et l'hypercroissance corrélative de l'État pénal, l'écrasement du mouvement syndical et la dictature de la conception de l'entreprise fondée sur la seule "valeur-actionnaire", et leurs conséquences sociologiques, la généralisation du salariat précaire et de l'insécurité sociale, constituée en moteur privilégié de l'activité économique.

<sup>8</sup> Traduction libre par l'auteur de « *neoliberalism as an assemblage of flexible discourses and practices – met across formal and informal social frameworks – lately reconfigured under the key ideas of competition and efficiency. This "assemblage" is transforming states, institutions and individual living, basically all aspects of social life, under the principles of the enterprise, following the pace and demands of global finance.* »

(Bourdieu et Wacquant, 2000:6-7)

Durant les dernières décennies, les classes dominantes ont réussi à imposer un programme néolibéral en s'emparant des leviers gouvernementaux dans de nombreux États, dont au Québec. D'une part, la frange néolibérale a consolidé son hégémonie dans les institutions étatiques tout en déployant une série de mesures d'austérité budgétaires (ex. privatisations, rationalisations, coupes budgétaires). D'autre part, elle a réussi à imposer aux discours économiques et politiques plus généraux les catégories de perception néolibérales, notamment à travers la « nouvelle vulgate planétaire » (Bourdieu et Wacquant, 2000) de la « mondialisation », de la « flexibilité » et de la « gouvernance ».

## 1.2 Néolibéralisme et austérité au Québec

Les classes dirigeantes québécoises accélèrent le rythme de l'austérité néolibérale après le choc de la crise économique en 2008. Les gouvernements successifs réduisent la taille de l'État pour laisser plus de place aux entreprises privées ainsi qu'à leurs méthodes. Après la « réingénierie de l'État » du libéral Jean Charest et l'interlude des coupures péquistes de Pauline Marois, c'est au tour du gouvernement libéral de Philippe Couillard de convier la population québécoise à son programme de « rigueur » (Conseil du Trésor, 2014) et de « responsabilité » budgétaires qu'exige la gestion des dépenses de l'« État du XXI<sup>e</sup> siècle » (Dutrisac, 2014).

Durant la campagne électorale des libéraux de 2014, Couillard axe son discours sur deux points : une vision néolibérale du rôle de l'État et le danger de la « séparation » du Québec. Selon *Le Devoir* (Robitaille, 2014), le livre *The Fourth Revolution : The Global Race to Reinvent the State*, signé par deux dirigeants de la revue *The Economist*, constitue la « bible » du premier ministre Couillard. Dans cet ouvrage, les auteurs invitent les classes dirigeantes à achever la révolution du néolibéralisme inaugurée dans les années 1980. La démocratie des états capitalistes

occidentaux serait devenue « trop démocratique » (Micklethwait et Wooldridge, 2014:245) pour faire face aux modèles économiques autoritaires asiatiques. Elle concéderait trop d'avantages aux syndicats et aux industriels subventionnés par l'État. La réduction de l'État s'impose comme solution afin d'ouvrir la voie au libre marché, à la liberté de l'individu et à l'entreprise privée. Comme l'écrit Éric Martin (2015:3), « [i]l conviendrait donc de restreindre la démocratie et d'imposer de manière autoritaire une limitation du rôle de l'État, celui-ci étant réduit au simple rôle de catalyseur d'un développement économique dont l'impulsion provient du secteur privé ». Ce mouvement de retour à un État le moins interventionniste possible, mais adapté à la mondialisation grâce aux technologies, implique de limiter les revendications des groupes sociaux, spécialement des syndicats.

Les tenants de l'approche néolibérale présentent des scénarios récurrents pour légitimer les coupes dans les programmes de l'État : dette publique surélevée, explosion des dépenses en santé résultant du vieillissement de la population et du choc démographique, impossibilité d'augmenter les taxes et les impôts afin de garantir une fiscalité concurrentielle. En point de presse le 26 août 2014, le ministre des Finances, Carlos Leitão, annonce l'objectif du projet gouvernemental : l'équilibre budgétaire des finances de l'État. Cet objectif se réalisera à l'issue de compressions budgétaires de l'ordre de 2,7 milliards \$ en 2014 et de 2,4 milliards \$ en 2015 (La Presse canadienne, 2014). Leitão reconnaît que ces coupes se feront aux dépens des services publics. Le gouvernement applique alors une série de compressions budgétaires jamais vue depuis des décennies : coupures massives dans le système d'éducation et de la santé, augmentation des frais d'électricité, modulation des tarifs des Centres de la petite enfance, etc. (voir Nguyen, 2015). Le gouvernement fait ces annonces à la veille du début des négociations avec le Front commun intersyndical du secteur public et parapublic.

Le gouvernement Couillard n'applique pas seulement son programme néolibéral au domaine économique et politique. Il l'applique tout spécialement à l'administration publique des relations industrielles avec les employés de l'État.

Martin (2015:13-14) mentionne plusieurs exemples récents reflétant la logique néolibérale d'effritement du lien entre capitalisme et démocratie. Menée sous la menace constante d'une loi spéciale<sup>9</sup>, la 13<sup>e</sup> ronde de négociations entre l'État du Québec et les syndicats du secteur public et parapublic doit s'ajouter à cette liste. Avec l'adoption des Lois 37 et 160 en 1985-86, le gouvernement du Québec s'est doté d'un « régime de négociation factice, qui réduit les matières pouvant faire l'objet de négociations et sujettes à l'exercice de moyens de pression » (Perrier, 2001:59-60). Martin Petitclerc et Martin Robert (2015) rappellent que toutes les négociations de renouvellement de conventions collectives au Québec, en particulier dans le secteur public, se déroulent sous la menace d'une loi spéciale ou d'ordonnances d'injonctions. Depuis l'adoption du Code du travail en 1964, Yvan Perrier (2013:229) signale que l'écrasante majorité des négociations dans les secteurs public et parapublic se sont terminées par des lois d'exception ou par des reconductions unilatérales de conventions collectives venues à expiration.

### 1.2.1 Les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015

Après plusieurs années d'application des mesures d'austérité néolibérales, les effets déstructurants sur les institutions étatiques ont été aussi désastreux au Québec qu'ailleurs dans le monde. Les effets des politiques d'austérité ont précipité un phénomène de conscientisation politique massif dont les mobilisations historiques du Front commun 2015 sont l'expression la plus marquante des dernières années au Québec. La journée nationale d'actions syndicales du 1<sup>er</sup> mai 2015 organisée par le collectif *Refusons l'austérité!* est emblématique à ce titre.

Organisée simultanément par le collectif *Refusons l'austérité!*, la Coalition Main rouge et la Coalition 1<sup>er</sup> mai, les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015 prennent une

---

<sup>9</sup> « Les lois spéciales sont des lois à durée déterminée, votées en séance extraordinaire au Parlement, qui visent à prévenir ou à mettre fin à une grève par la suspension de certaines règles de droit (dont celles du Code du travail) et l'imposition de sanctions pénales » (Petitclerc et Robert, 2015 :79-80).

ampleur géographique jamais vue dans l'histoire du monde du travail québécois. Du côté des enseignants de cégeps, une trentaine de syndicats adoptent un mandat de grève pour la Journée internationale des travailleurs et des travailleuses (Rettino-Parazelli, 2015a). La veille du 1<sup>er</sup> mai, la Commission des relations du travail (CRT) juge illégale cette journée de grève et somme les syndiqués de rester au travail. La direction de la CSN se plie à la décision et recommande à ses membres de suivre l'ordonnance ([ici.radio-canada.ca](http://ici.radio-canada.ca), 2015). Une dizaine de syndicats maintiennent leur mandat et débrayent le 1<sup>er</sup> mai malgré les directives de leur centrale et de la Commission. Une centaine de personnes fait alors du piquetage devant les accès du Collège de Rosemont. Au même moment, les centrales syndicales, les groupes communautaires et le mouvement étudiant organisent simultanément des actions de visibilité contre l'austérité partout au Québec. C'est le moment que choisissent les syndicats munis d'un mandat de journée de perturbation pour l'utiliser. Les syndiqués passent à l'action dans plus de 35 municipalités au Québec. Des piquets de grève symboliques sont tenus dans plus de 100 milieux de travail, des autoroutes sont bloquées dans toutes les régions du Québec et plusieurs occupations ont lieu<sup>10</sup> (Guillette, 2015:11-12).

Une demi-journée de grève s'effectue aussi parmi les employés de services de garde en milieu familial. Environ 860 organisations sont en grève simultanément, principalement des groupes communautaires (Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, 2015). Près de 40 000 étudiants débrayent. L'organisation de parents d'élèves *Je protège mon école publique* voit le jour ce même 1<sup>er</sup> mai. Le groupe appelle à faire des chaînes humaines devant toutes les écoles de la province à chaque premier du mois. Pendant un an, plus de 115 000 personnes prennent part aux chaînes humaines aux quatre coins du Québec. (*Je protège mon école publique*, 2016)

Le six mai, la direction du Collège de Rosemont annonce qu'elle suspend avec

<sup>10</sup> En particulier à Montréal devant le chantier du CHUM, à l'intérieur du Centre de commerce mondial, dans le Hall de Québecor ainsi que dans une vingtaine de banques du quartier des affaires et de Westmount

solde six enseignants ayant participé au blocage du 1<sup>er</sup> mai le temps d'une enquête administrative. La direction du Collège de Rosemont est alors la seule à sévir envers les enseignants grévistes du 1<sup>er</sup> mai. Le 15 mai, le comité des relations de travail du Collège annonce sa sanction: les enseignants sont suspendus pendant encore une semaine sans salaire. Les six enseignants auront été suspendus près de trois semaines, sans avoir pu faire le suivi auprès de leurs étudiants avant la fin de la session.

### 1.2.2 La crise économique et les entreprises médiatiques au Québec

La crise économique mondiale a eu des impacts dans le paysage médiatique québécois et canadien, spécialement à partir de 2009. La marge bénéficiaire des journaux canadiens a diminué de 17,5 % à 10,3 % entre 2000 et 2012 (CEM, 2015a:5). Pour l'ensemble du Canada entre 2008 et 2014, les recettes publicitaires ont baissé de 20 % pour les hebdomadaires, de 32 % pour les magazines et de 39 % pour les quotidiens (TVB, 2015).

Ce contexte de diminution des revenus et des marges bénéficiaires a poussé les patrons d'entreprises médiatiques à opérer des changements structurels et organisationnels ainsi qu'à introduire des innovations technologiques. Entre 2008 et 2014, la concentration verticale de la propriété des médias canadiens a plus que doublé, la plaçant à un niveau « extrêmement élevé » comparé à celui des États-Unis et des 27 autres pays étudiés par le Canadian Media Concentration Research Project (CMCRP, 2015:iii).

Les restructurations organisationnelles et structurelles ont engendré la fermeture de journaux en région<sup>11</sup> et en milieu urbain<sup>12</sup> ainsi que la mise à pied de milliers de personnes dans les grands médias. Le coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie en 2012 a connu une baisse « principalement en raison des mises à pied et de la rationalisation de l'industrie provoquées par la réduction des revenus » (Statistique

<sup>11</sup> Notamment *Voir Mauricie, Voir Saguenay* (2012), *L'Action Régionale en Montérégie, Le Magazine Saint-Lambert, Le Progrès de Bellechasse* (2013)

<sup>12</sup> Notamment *Hour* (2012)

Canada, 2013:1). Selon Colette Brin et Marilou St-Pierre (2013:11), les éditeurs de journaux du Québec ont réussi à diminuer de 11 % leurs dépenses en salaires, traitements et avantages sociaux des employés entre 2008 et 2010, « ce qui représente une baisse de même ampleur que celle de l'ensemble des dépenses d'exploitation ». Dans leur étude couvrant la période 2008-2011, Brin et St-Pierre (2013:54) dénotent la mise en place de mesures organisationnelles favorisant la flexibilité externe<sup>13</sup> comme l'augmentation de l'embauche d'employés à temps partiel, de surnuméraires, de pigistes et de contractuels. L'augmentation des heures de travail ainsi que le réaménagement des horaires de travail et des conditions salariales ont aussi été renégociés à la faveur des employeurs (Brin et St-Pierre, 2013:13).

En outre, les effectifs journalistiques dédiés à couvrir le monde du travail dans les quotidiens semblent avoir été réduits à néant au tournant du siècle. Les directions des quotidiens ont fait disparaître les rubriques travail - associée au monde syndical - au profit de l'expansion des sections économiques collées au monde des affaires et à sa vision managériale de la société (Tremblay, 1986:29).

La position de force des employeurs leur a permis d'instaurer de nouvelles stratégies de production médiatique. La convergence des contenus, c'est-à-dire le processus de réorganisation du travail journalistique visant à produire et à diffuser des contenus sur plusieurs plateformes, s'est implantée autant à Radio-Canada (Francoeur, 2012b) que chez Québecor Média (Carbasse, 2010) et Gesca. Carbasse et Goyette-Côté (2013:15) affirment que chez Québecor, l'implantation de cette stratégie de production-diffusion s'est institutionnalisée notamment par la création d'une agence de presse interne, QMI. Sa fonction est de centraliser et de rationaliser une part importante de la production journalistique de l'entreprise en plus d'être en mesure de l'alimenter en cas de conflit de travail. L'implantation progressive de la convergence des contenus chez Québecor a été suivie d'une réduction drastique des effectifs journalistiques à l'issue des longs conflits de travail au *Journal de Québec*

---

<sup>13</sup> La flexibilité externe « joue sur les normes du travail afin de n'embaucher que la main-d'oeuvre strictement nécessaire et au moment où elle l'est » (Boucher et Noiseux, 2010:102).

(2007-2008) et au *Journal de Montréal* (2009-2011). Selon Carbasse et Goyette-Côté, (2013:26), la convergence n'a pas seulement accentué le phénomène de redondance des contenus, elle a accru les cadences de production, le travail multitâches, la mutualisation des ressources ainsi que l'exigence de la maîtrise de différents formats.

L'introduction de nouveaux outils technologiques dans la pratique des journalistes a joué un rôle fondamental pour réduire la taille de la chaîne de production et favoriser une plus grande flexibilité interne du travail<sup>14</sup>. Ces outils ont permis l'imposition du travail multitâches, du télétravail en réseau ou encore de l'automatisation de la production rédactionnelle. Dans la tendance à la numérisation des contenus, *La Presse* a aboli son édition papier du dimanche 28 juin 2009. Le quotidien *The Gazette* a emboîté le pas le 8 août 2011. En janvier 2018, l'édition papier de *La Presse* disparaît complètement (La Presse canadienne, 2017). Ce passage a engendré une profonde restructuration de la rédaction au cours des dernières années.

Tous ces changements organisationnels, structurels et technologiques découlant de la crise économique ont participé à « flexibiliser », c'est-à-dire à précariser le travail des journalistes et des éditeurs. Ces changements n'ont pas été sans effets sur le discours journalistique bien que très peu d'études canadiennes se soient penchées sur la question. Pourtant, les travailleurs de l'information subissent de plein fouet les politiques de rationalisation néolibérale. En plus des effets matériels concrets de la concurrence capitaliste dans le champ journalistique, voyons maintenant comment le programme néolibéral peut affecter le discours médiatisé de masse.

### 1.3 Néolibéralisme, discours politique et discours médiatisé de masse

Norman Fairclough et Isabela Fairclough (2012:7) soutiennent qu'il existe quatre grandes trames narratives dans le discours politique pour expliquer les causes de la

---

<sup>14</sup> La flexibilité interne consiste à « rendre les employé-es plus polyvalents » (Boucher et Noiseux, 2010:102).

crise économique mondiale débutée en 2007. Les deux premières l'expliquent d'un point de vue systémique. L'une critique le capitalisme tandis que l'autre critique uniquement sa version néolibérale. Les deux autres explications ne présentent pas de dimensions systémiques. L'une cible les restrictions étatiques imposées au libre marché. Ce dernier serait en mesure de régler la crise par lui-même. L'autre explique la crise par les lacunes morales des peuples et des groupes de personnes impliqués. Plusieurs études montrent la prévalence des explications non systémiques dans les médias de masse européens (Lapavitsas et coll., 2010; Mylonas, 2012;2014;2015; Douzinas, 2013; Mercille, 2013; Bickes, Otten et Weymann, 2014, Kutter, 2014; Mazzoni et Barbieri, 2014; Doukaki, 2015).

À l'instar de Fairclough et Fairclough (2012), Mylonas (2015) soutient que la rationalisation de l'austérité dans le discours politique et le discours médiatisé de masse peut exercer une influence sur les conceptions qu'un public aura de la réalité sociale. Selon Mylonas (2015:249) :

Le rôle du journalisme et la position des médias traditionnels comme entreprises commerciales travaillant selon les fondements néolibéraux, ainsi que le développement de leur rôle social disciplinaire, habituent le public à la connaissance, au jargon et aux enjeux de la finance et de l'économie, fait avancer l'enthousiasme public et le soutien aux réformes néolibérales de manière organique, en parlant au nom des "payeurs de taxes", des consommateurs-citoyens, qui doivent constamment surveiller l'avancement des réformes de l'austérité, les légitimant au nom du peuple, en tant que participant personnel à la crise et à sa gestion.<sup>15</sup>

Les représentations de l'austérité analysées par Mylonas (2012;2014;2015) dans le discours journalistique présentent un positionnement idéologique et une vision de la stratégie de construction de l'Europe qui exclue toutes conceptions alternatives à

<sup>15</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The role of journalism and the position of the mainstream media as corporate apparatuses working according to the neoliberal grounds, and developing a disciplinary social role, accustoming the public to the knowledge, jargon and stakes of finance and economics, advancing public enthusiasm and support for neoliberal reforms in an organic way, by speaking on behalf of the "taxpayers", the consumer-citizens, who need to constantly surveil the advance of the austerity reforms, legitimizing them in the people's name, as being personally involved in the crisis and its management.* »

celle du néolibéralisme.

Ce genre de représentation ne génère pas une problématisation politique des injustices sociales et, par conséquent, l'émergence de solidarités et de mobilisations politiques sur des bases internationalistes peut être plus difficile<sup>16</sup>, explique Mylonas (2015:249)

L'acceptation des explications non systémiques de la crise économique et du caractère inévitable de l'austérité néolibérale implique de considérer ses rapports marchands comme l'état « naturel » des choses. Cette dépolitisation du contexte de la crise amène à considérer favorablement le *statu quo* socio-économique capitaliste actuel.

### 1.3.1 Discours médiatisé de masse et déviance sociale

Stuart Hall et coll. (1978:54) soutiennent que le discours des journalistes prend son sens chez un public dans la mesure où il est basé sur des « cartes culturelles » mentales du monde social partagées par ce même public. Ces « cartes culturelles » reposent sur certains présupposés sociaux, en particulier sur la notion d'unité que sous-tendent des concepts comme la Nation, le Peuple, l'Économie, etc.

Selon David Morley (1976:250), « l'image dominante de la société dans les médias en est une d'égalité sociale dans laquelle n'existent pas de conflits d'intérêts structurels irréconciliables »<sup>17</sup>. Toute défiance au « consensus politique » peut être taxée d'illégitime et de « déviance ». Selon Murdock (1973), cet étiquetage sert une double fonction : elle réitère l'existence d'un ensemble de prémisses et d'intérêts de base partagés et elle clarifie la nature du « consensus » en stigmatisant des exemples concrets de ce qu'il n'est pas. « Ces deux éléments, la célébration du consensus et le dénigrement de la dissidence, sont indispensables au processus à travers lequel le

<sup>16</sup> Traduction libre par l'auteur de « *This sort of representation does not produce a political problematisation of social injustices, and therefore solidarities and political mobilizations on internationalist premises, may be harder to emerge.* »

<sup>17</sup> Traduction libre par l'auteur de « *the prevailing image of society in the media is one of basic social equality, and there are assumed to be no irreconcilable structural conflicts of interest* »

pouvoir est légitimé dans les États capitalistes corporatifs » (Murdock, 1973:157). Hall et coll. (1978:66) estiment que cette notion de « consensus » est à la base des principes d'organisation de la production du discours des médias, spécialement dans le cas d'événements criminels ou à caractère violent. Les journalistes couvrent ainsi davantage les événements qui troublent la « nature » consensuelle de la société. D'une part, l'attrait de ce discours de la déviance sert les intérêts économiques des propriétaires des journaux en permettant de maximiser leur potentiel d'intérêt à devenir une « nouvelle » (*newsworthiness*), que plusieurs chercheurs évaluent à partir de séries de facteurs valeur (Bell, 1991:155-160; Galtung et Ruge, 1974:62-72; Harcup et O'Neill, 2001; Van Dijk, 1988 b:119-124). D'autre part, le processus de production du discours basé sur ce paradigme informel de sélection selon ces facteurs valeur agit comme un encodage idéologique (Hartley, 1982:80). La forme-valeur des « discours marchandise » participe elle-même à limiter les contenus et les catégories du pensable. Les représentations sociales qui circulent ensuite dans le discours journalistique remplissent un rôle crucial dans la légitimation de l'ordre établi ainsi que dans l'acceptation du contrôle social en découlant (Murdock, 1973:157-158; Tracy, 2004:465).

Les conflits de travail apparaissent ainsi comme anormaux et inutiles, ou du moins temporaires. Les auteurs d'un corpus substantiel de recherches empiriques<sup>18</sup> et théoriques (Cirino, 1971; Hackett et coll., 2000; McChesney, 2004; Miliband, 1982; Parenti, 1986) - réalisées sur différents formats médiatiques, dans plusieurs pays et selon diverses méthodologies – considèrent que le traitement médiatique des relations industrielles est largement plus critique à l'égard de la main-d'oeuvre qu'envers sa contrepartie patronale ou gouvernementale, en particulier lors de conflits de travail et

<sup>18</sup> AIM, 1980; Beharrell et Philo, 1977; Bensman, 1983; Bok et Dunlop, 1970 ; Brennen, 2005; Charest, 1975; Chamberland, 1975; Compton, 1997; Craft et Abboushi, 1983; Daigneault et Rioux, 1973, Glasgow University Media Group, 1976 ;1980 ;1982; Goldman et Rajagopal, 1991 ; Greenberg, 2004; Grenier, 1992; Gunster, 2008; Gutstein, Hackett et NewsWatch Canada, 1998 ; Hackett, 1983; Hartmann, 1975/1976; Hutt, 1987; Jensen, 1987; Knight, 1982; 2001; Kumar, 2001; 2008; Lynch, 1981; Martin, 2004; McColl, 1980; Morf, 1976; Morley, 1976; Murdock, 1973; Philo et Hewitt, 1976; Posca, 2006; Puette, 1992; Reitsma, 2012; Seltzer, 1981; Silva, 1995; Souhard, 1989; Steuter, 1999; Su, 1997; Tracy, 2004; 2006; TUC, 1979; Zack, 1977

de grèves. Les auteurs de ces études soutiennent que les énonciateurs du discours médiatique représentent les relations industrielles de manière à reproduire certaines croyances et présupposés dominants concernant la nature de la réalité sociale. Ce n'est donc pas un hasard si le discours journalistique cadre systématiquement les conflits de travail hors de la lutte des classes, ignorant les causes profondes des conflits industriels, c'est-à-dire les dynamiques du capitalisme (Parenti, 1986:81). D'après Claudia Ortu (2008:289), ce « déni de l'existence de la lutte des classes fait partie de la stratégie antisyndicale des gouvernements ».<sup>19</sup> La philosophie et l'économie libérale s'appuient sur une conception procédurale de la démocratie dont le sujet est la figure de l'*homo juridicus*. Comme le souligne Ouellet (2016:106), les règles juridiques et politiques s'enchaînent dans le contexte néolibéral de la « gouvernance ». « Inspirée d'un *ethos* managérial fondé sur l'efficacité technique, la pratique de la gouvernance contribue à dépolitiser les rapports sociaux en général et l'économie en particulier », explique-t-il (Ouellet, 2016:110). La vision consensuelle libérale de la société implique qu'il existe toujours des moyens légitimes et institutionnels de régler les conflits dans le cadre capitaliste (ex. libre-marché des idées, institutions politiques, système judiciaire). Créée par le Parlement, la loi incarne la volonté de la population. Exécutée devant les tribunaux, elle fournit à la société les définitions de base de ce qui est une action acceptable ou inacceptable. Les événements qui transgressent la barrière sociale de la violence sont, par définition, dignes d'attention médiatique. Plusieurs travaux soulignent l'accent mis sur les aspects sensationnels des grèves, comme la corruption ou la violence, tandis que les événements pacifiques et les résolutions de conflits sans incident tombent dans l'indifférence des journalistes et des éditeurs (Bok et Dunlop, 1970:36; Brennan, 2005:70-73; Chamberland, 1975:73; Hackett, 1983:42; McColl, 1980:439; Reitsma, 2012:86; Schmidt, 1993:162; Zack, 1977:1-6). « L'usage de la violence marque la distinction entre ceux qui sont fondamentalement *dans* la société et ceux qui sont *en*

<sup>19</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The denial of the existence of class struggle is part of governments' anti-union strategy.* »

*dehors* de celle-ci »<sup>20</sup>, affirment Hall et coll. (1978:68). Les actions qui visent à stigmatiser et à punir ceux qui enfreignent la loi « se présentent comme une *réaffirmation symbolique dramatisée* des valeurs de la société et de ses limites de tolérance »<sup>21</sup> (Hall et coll., 1978:66). En somme, le discours néolibéral a-historique et apolitique repris par les journaux présente les rapports d'inégalités « comme le résultat de l'irresponsabilité des individus incapables de répondre aux transformations de l'environnement extérieur, c'est-à-dire au marché » (Ouellet, 2016:110-111).

#### 1.4 Conclusion partielle

Nous avons vu dans ce chapitre que la crise économique mondiale inaugurée en 2007 a ouvert une brèche dans les institutions étatiques et dans le discours social. Les classes dominantes en ont profité pour accélérer le rythme de leur programme néolibéral. Après plusieurs années de promotion du discours néolibéral et d'application de mesures d'austérité, les effets déstructurants sur les institutions étatiques ont été aussi désastreux au Québec qu'ailleurs dans le monde. La crise a également précipité un phénomène de conscientisation de classe massif dont les mobilisations historiques durant le Front commun 2015 sont l'expression la plus marquante des dernières années au Québec.

La crise économique a contraint les propriétaires d'entreprises de presse à opérer de profonds changements dans leur production. Ces changements ont participé à maximiser la rentabilité des entreprises aux dépens des conditions de travail de leurs employés. Nous soutenons que les changements globaux et locaux se sont aussi fait sentir au niveau du discours des journaux, bien que l'absence d'études diachroniques du discours journalistique québécois réalisées avant, pendant et après la crise nous empêche de le confirmer.

<sup>20</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The use of violence marks the distinction between those who are fundamentally of society and those who are outside it.* »

<sup>21</sup> Traduction libre par l'auteur de « [...] *stands as a dramatised symbolic reassertion of the values of the society and of its limits of tolerance.* »

La rationalisation néolibérale du discours des journaux entraîne une représentation du *statu quo* capitaliste comme un état naturel des choses. Ce qui trouble le consensus social est alors étiqueté d'illégitime et de déviant, puis traité dans les journaux comme une célébration du consensus et un dénigrement de la dissidence. D'une part, l'attrait de ce discours de la déviance sert les intérêts économiques des propriétaires des journaux en permettant de maximiser leur potentiel d'intérêt à devenir une « nouvelle ». D'autre part, cette forme marchandisée du discours journalistique permet de maintenir les rapports idéologiques nécessaires à la cohésion du projet de la gouvernance néolibérale. Les conflits de travail apparaissent ainsi comme anormaux et inutiles, ou du moins temporaires. Le discours journalistique tend à les cadrer hors de la lutte des classes et des dynamiques capitalistes. Le discours néolibéral repris par les journaux réduit la dimension politique des conflits de travail à leur dimension juridique, *a fortiori* s'il y a transgression de la barrière sociale de la violence. Les rapports inégalitaires à l'origine des conflits de travail ne sont ainsi attribuables qu'aux individus incapables de s'adapter au marché.

### 1.5 Questions de recherche

À partir d'une étude de cas, nous cherchons à savoir **comment les journalistes et les éditeurs représentent, dans le discours journalistique de quatre quotidiens imprimés francophones québécois, les différents acteurs sociaux lors de la période entourant la journée d'action nationale du 1<sup>er</sup> mai 2015**. Nous cherchons ensuite à expliquer **pourquoi** les acteurs syndicaux sont représentés ainsi en nous basant sur des théories critiques touchant l'économie, le politique et l'idéologique. Nous cherchons finalement à savoir s'il y a **concordance entre les résultats** obtenus par la démarche inductive d'analyse des représentations sociosémantiques et ceux déduits de nos cadres d'analyse économique, politique et idéologique.

Pour y parvenir, nous testerons la pertinence d'une approche matérialiste et dialectique du discours appliquée à une méthodologie d'Analyse critique du discours (CDA). Dans le cadre général de l'approche relationnelle dialectique de Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003), nous mobiliserons :

- le modèle d'analyse de la représentation des acteurs sociaux en discours de Van Leeuwen (2008) ;

- les notions du modèle de la représentation visuelle des acteurs sociaux de Gunther Kress et Van Leeuwen (2005) ;

- le concept de thème (macroproposition) de Van Dijk (1985, 1988a, 1988b) ;

- et les 10 facteurs valeur donnés aux « nouvelles » selon Tony Harcup et Deirdre O'Neill (2001) appliqués aux unités discursives ;

afin de savoir comment les journalistes et les éditeurs représentent les acteurs sociaux dans notre corpus. Nous mobilisons ensuite des notions d'économie politique critique et radicale des médias (Schlosberg, 2017), de critique culturelle des *Cultural Studies* (Hall et coll., 1978) et de la linguistique critique (Van Dijk, 1993) ainsi que des concepts marxistes d'idéologie (Marx et Engels, 1982; Waynes, 2003) et de la fonction idéologique du discours des journaux (Lénine, 1977) afin de déduire pourquoi le discours journalistique représente les acteurs syndicaux d'une certaine manière. Au fil des analyses, nous comparerons entre eux les résultats obtenus pour les différents niveaux contextuels ainsi qu'avec la littérature concernant le traitement des relations industrielles dans les médias.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE : Une analyse matérialiste et dialectique du discours journalistique

Abordons maintenant la pertinence d'adopter le discours comme objet de recherche en étude des communications de masse médiatisées. Cette approche nous mènera à décrire notre stratégie de recherche, l'Analyse critique du discours. Nous développerons ensuite les principales notions conceptuelles partagées au sein de la CDA : la critique, le discours, le pouvoir et l'idéologie.

#### 2.1 Discours et communication de masse médiatisée

De la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale jusqu'aux années 1980, la plupart des travaux portant sur les communications de masse ont été réalisés selon différentes théories sociologiques ou sociopsychologiques (Van Dijk, 1985:1). Ces travaux portent sur les institutions des médias de masse, leurs audiences, leurs effets ou encore sur les relations entre les médias d'une part, et la société et la culture, d'autre part (Van Dijk, 1985:1). Très peu d'études ont porté sur l'analyse systématique de ce que la communication de masse semble être d'abord avant tout, c'est-à-dire des textes et des discours. L'étude des messages de masse médiatisés s'est réalisée de manière prédominante à travers l'utilisation d'une approche méthodologique principalement quantitative, l'analyse de contenus.

L'analyse de contenus est utile pour identifier des séquences ou des fréquences de significations à travers un large échantillon de textes. Elle l'est beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'analyser les processus variés et complexes de création du sens à l'oeuvre de manière latente « dans » les textes.

Jusqu'à récemment, les études qualitatives empiriques dans le domaine de la recherche sur les médias « étaient consignées aux marges de l'activité de recherche et

de la formation graduée »<sup>22</sup> (Lindlof, 1995:8). Des approches plus interprétatives, contextuelles et constructivistes de collection et d'analyse de données - telles les analyses de discours - se taillent désormais une place grandissante. Fairclough (2010:390) signale que :

les chercheurs en sciences sociales manquent à la fois d'une élaboration théorique du discours comme élément du social, dialectiquement interconnecté avec les autres, et des ressources méthodologiques pour produire des analyses de discours qui vont bien au-delà de simples listes d'éléments de vocabulaire.<sup>23</sup>

Comme lui, John E. Richardson (2007) soutient que l'analyse de discours, en particulier l'Analyse critique du discours (CDA), est là pour créer le pont manquant entre les sciences sociales et les études sur le langage. L'approche plus interprétative, contextuelle et constructiviste de la CDA vient corriger les lacunes de l'analyse de contenus en :

[offrant] des *interprétations* de la signification des textes plutôt que de seulement quantifier des caractéristiques textuelles et en dériver un sens; [en situant] *ce qui est écrit* ou dit dans le *contexte* où il se produit, plutôt que de simplement résumer les séquences ou les régularités dans les textes; et [en affirmant] que la signification textuelle est *construite* à travers l'interaction entre le producteur, le texte et le consommateur plutôt que d'être simplement " lue " par tous les lecteurs exactement de la même manière. (Richardson, 2007:15)<sup>24</sup>

L'Analyse du discours à la française des années 1970 (dont Michel Pêcheux est l'auteur le plus représentatif) s'est distinguée par sa volonté de développer un cadre

<sup>22</sup> Traduction libre par l'auteur de « *empirical qualitative studies were consigned to the margins of research activity and graduate training* »

<sup>23</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Yet social researchers have lacked both the theoretical elaboration of discourse as an element of the social, dialectically interconnected with others, and the methodological resources to produce analyses of discourse which go much beyond mere lists of vocabulary items.* »

<sup>24</sup> Traduction libre par l'auteur de « *offer interpretations of the meanings of texts rather than just quantifying textual features and deriving meaning from this; situate what is written or said in the context in which it occurs, rather than just summarising patterns or regularities in texts; and argue that textual meaning is constructed through an interaction between producer, text and consumer rather than simply being 'read off' the page by all readers in exactly the same way.* »

théorique intégrant le discursif à son contexte sociohistorique de signification. Cet ordre de réflexion a permis d'identifier deux lacunes de l'analyse de contenu, « soit la double absence d'une théorie du fonctionnement discursif et du rapport entre le discours et l'ordre symbolique » (Bourque et Duchastel, 1988:63).

### 2.1.1 La matérialité du discours

Une analyse de discours se différencie d'une simple analyse de contenu par la prise en compte de la « matérialité » du discours. Le discours est ici envisagé comme une instance de médiation entre culture et langage, entre société et langage, dont il faut nécessairement tenir compte pour analyser des phénomènes de communication de masse. Les messages ne s'impriment pas simplement dans les consciences. Le sens est socialement construit et c'est le discours qui relie un texte à son interprétation dans un contexte donné. Ancré dans l'espace et le temps, le discours sert des intérêts matériels et présente une matérialité pouvant avoir des effets matériels.

Cette approche matérialiste du discours nous permet d'en faire un objet d'étude à proprement parler, plutôt qu'une abstraction conceptuelle. À la manière de Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003), nous concevons le discours à la fois comme un ensemble de pratiques textuelles, des pratiques discursives (de la production à l'interprétation) et de pratiques sociales. L'analyse de la médiation du monde des signes devient ainsi nécessaire à la saisie du monde social. Nous reviendrons plus loin sur la conception matérialiste du discours.

### 2.1.2 La nécessité d'une théorie discursive en étude des communications

En journalisme, le sens des mots, des textes et des discours est constamment lié au contexte. Ce lien s'effectue de deux manières : par l'attribution du sens et par l'attribution de la référence. L'attribution du sens s'opère à travers la grammaire ou par la manière dont un mot est utilisé considérant que les mots peuvent avoir

plusieurs sens (ex. jeu de mots). La référence à laquelle un énoncé ou un mot renvoie est toute aussi dépendante du contexte que son sens. Ainsi, c'est le contexte qui permet de savoir que le pronom « il » réfère au président du Conseil du Trésor.

Il est peu probable que le lectorat entre en contact direct, face à face, avec les acteurs sociaux cités dans un texte. Leur absence doit être compensée par des représentations d'eux-mêmes afin de combler la distance qui existe dans le temps et dans l'espace entre le moment de l'articulation du sens et le moment de son échange (Van Leeuwen et Wodak, 1999:94). Il devient ainsi nécessaire d'analyser comment les acteurs sont représentés pour comprendre le monde social. Selon Klaus Bruhn Jensen (1987:9), l'avantage décisif de l'analyse du discours par rapport aux autres approches constructivistes en recherche sur les médias « est de permettre au chercheur d'étudier de manière systématique les variations d'utilisation du langage relatives au contexte social de l'interaction communicative. [...] Dans chaque cas, les séquences linguistiques réelles, comprenant les choix lexicaux, les constructions grammaticales et la cohérence du récit, ont une valeur explicative et servent de point de départ pour décrire les mécanismes sociaux plus fondamentaux à l'œuvre à chaque étape du processus de communication »<sup>25</sup>.

Les analystes du discours francophone de tradition linguistique<sup>26</sup> se concentrent sur l'étude des relations entre l'utilisation du langage, les pratiques discursives et leurs interprétations dans leur contexte paratextuel, intertextuel/interdiscursif et situationnel (voir Charaudeau, 2009). De leur côté, les analystes majoritairement anglophones en CDA s'intéressent surtout aux relations entre le langage, le pouvoir et l'idéologie dans la pratique discursive contextualisée. Ainsi la CDA a pris le relais de l'Analyse du discours à la française par « sa volonté de systématisation du rapport

<sup>25</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The decisive advantage of discourse analysis over all these approaches is that it allows the researcher to study variations in language use that are relative to the social context of the communicative interaction in a systematic way. [...] In each case actual linguistic patterns, including lexical choices, grammatical constructions, and story coherence, have an explanatory value and serve as the point of departure for describing the more fundamental social mechanisms at work in each stage of the communication process.* »

<sup>26</sup> Voir l'approche sociodiscursive de Dominique Maingueneau (2009:33) ou l'approche socio-communicationnelle de Patrick Charaudeau (2006b)

idéologie/discours » (Charaudeau et Maingueneau, 2002:303). Comme le soulignent Ruth Wodak et ses collègues (1999:8), la CDA n'est pas intéressée « à étudier le système linguistique et ses dimensions fonctionnelles et sémantiques en soi, mais plutôt à établir les relations linguistiques entre le langage et les structures institutionnelles et politiques »<sup>27</sup>. Comme le fait remarquer Monika Kopytowska (2012:1), les différentes études réalisées selon le programme de la CDA ont généré « des tentatives continues pour identifier, analyser et décrire différents aspects et différentes dimensions de la dialectique entre les événements discursifs et les structures sociales, les situations et les institutions. »<sup>28</sup>

En CDA, le discours est envisagé comme une pratique sociale contextualisée (Fairclough et Wodak, 1997 ; Wodak, 1996) qui recontextualise d'autres pratiques sociales (Van Leeuwen, 1996 ; Van Leeuwen et Wodak, 1999). Fairclough (2001:231, 2010:4) envisage la vie sociale comme un réseau d'interconnexions entre différentes pratiques sociales. Chaque pratique sociale est l'articulation relativement stable de divers éléments sociaux<sup>29</sup> – de moments – comprenant toujours un élément de discours. Ces éléments entretiennent des relations dialectiques entre eux. L'analyse d'une pratique sociale implique donc l'analyse des relations dialectiques entre ces différents éléments. « Aucun objet ou élément (comme le discours) ne peut être analysé autrement qu'en termes de relations dialectiques avec d'autres »<sup>30</sup>, estime Fairclough (2010:4).

Une approche discursive matérialiste et dialectique des messages de masse médiatisés permet d'éviter les réductions empiricistes ou psychologues des nouvelles. Par exemple, le *modèle propagandiste* d'Edward Herman et Noam

<sup>27</sup> Traduction libre par l'auteur de « *to study the linguistic system and its functional and semantic dimensions per se, but rather to establish the linguistic relations between language and institutional and political structures* »

<sup>28</sup> Traduction libre par l'auteur de « *has generated continuous attempts to identify, analyse and describe various aspects and dimensions of the dialectics between discursive events and social structures, situations and institutions.* »

<sup>29</sup> Fairclough (2001:231) en identifie huit : les activités, les sujets et leurs relations sociales, les instruments, les objets, le temps et l'espace, les formes de conscience, les valeurs et le discours.

<sup>30</sup> Traduction libre par l'auteur de « *... no one object or element (such as discourse) can be analysed other than in terms of its dialectical relations with others.* »

Chomsky (1988), bien que matérialiste dans son économie politique radicale, ne mobilise pas de théorie discursive. Les auteurs utilisent plutôt le concept de « filtres » pour expliquer les « distorsions » entre la réalité et l'information médiatique qui parvient aux récepteurs. Cette conception manipulateur des médias présuppose une réalité objective antérieure au traitement médiatique qu'il serait possible d'atteindre avec des structures médiatiques démocratiques et non marchandes. Ce déterminisme économique structuraliste ne tient pas compte de la dimension construite des discours et du sens qu'ils véhiculent. Le modèle propagandiste échoue à expliquer comment peuvent se former et s'organiser des interprétations différentes des discours dominants. Au final, cette approche est incapable d'expliquer comment une résistance collective peut s'opposer à l'hégémonie discursive des classes dirigeantes et révolutionner leurs appareils de propagande. En l'absence d'une analyse de la médiation du sens par le discours, tout le processus de l'encodage et du décodage des messages est écarté. Il devient risqué de prétendre à une stratégie de résistance efficace, mais sans dimension sémiotique, alors qu'il s'agit précisément de l'objet de la propagande.

À l'inverse, les auteurs qui défendent la *résistance culturelle* (*cultural resistance*) au sein du courant postmoderne des *Cultural Studies* (voir Fiske, 1987) surestiment cette possibilité de résistance des publics. Ils ignorent la matérialité des structures sociales d'exploitation en prétendant que le pouvoir est également partagé entre les producteurs et les consommateurs de médias ou encore en défendant la posture idéaliste selon laquelle une lecture subversive des médias est libératrice *en soi* et suffit à constituer une lutte matérielle concrète. Le rejet de l'agentivité de la classe travailleuse par une grande partie de la gauche postmoderne au profit d'une certaine compréhension des « discours » et des « identités » (voir Laclau et Mouffe, 1985) condamne inéluctablement ses réformes médiatiques, ses médias alternatifs et ses tentatives individuelles de pratiques communicationnelles démocratiques. Selon Lee Artz (2015:10), ces pratiques risquent d'être au mieux ignorées, « ou, plus

probablement, à être absorbés par les normes générales de la société de classe »<sup>31</sup>.

En choisissant une stratégie de CDA, nous pourrions faire le lien entre les éléments textuels des articles concernant les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015, les représentations sociales véhiculées par le discours journalistique ainsi qu'avec leurs rôles dans la reproduction des rapports sociaux de pouvoir et de domination en société. Nous pourrions ainsi savoir si la manière dont les journalistes manient le langage pour représenter les actions syndicales contribue ou non à maintenir ou à reproduire les rapports de domination en vigueur.

## 2.2 L'Analyse critique du discours (CDA)

### 2.2.1 Introduction à la CDA

D'après Wodak (2013:x), la CDA est davantage un champ d'investigation des sciences sociales qu'une discipline académique au sens traditionnel comprenant une série de théories, de catégories, d'hypothèses et de méthodes de recherche fixes. La CDA « peut être considérée comme un programme de recherche interdisciplinaire axée sur les problèmes, subsumant une variété d'approches, chacune se basant sur différentes hypothèses épistémologiques, avec différents modèles théoriques, méthodes de recherche et agendas. »<sup>32</sup> (Wodak, 2013:xix) Pour expliquer cette situation, voyons quelles sont les origines de la CDA.

La CDA s'est constituée à partir des années 1970 par les apports de différentes disciplines du champ de la rhétorique, de la linguistique textuelle, de l'anthropologie, de la philosophie, de la sociopsychologie, des sciences cognitives, des études littéraires ainsi que de la linguistique et de la pragmatique appliquée (Wodak,

<sup>31</sup> Traduction libre par l'auteur de « *be muted at best, or, more likely, be absorbed by the overarching norms of class society.* »

<sup>32</sup> Traduction libre par l'auteur de « *can be seen as a problem-oriented interdisciplinary research programme, subsuming a variety of approaches, each drawing on different epistemological assumption, with different theoretical models, research methods and agenda.* »

2001:1). Selon Teun A. Van Dijk, la publication de *Language and Social Control* (Fowler, Hodge, Kress, Trew, 1979) inaugure l'introduction de l'Analyse critique du discours (Van Dijk, 2007:xxiv-xxv). Dans ce livre, Fowler et ses collègues se basent sur l'approche linguistique systémique fonctionnelle de M. A. K. Halliday (1967-68, 1978) pour montrer comment les détails des textes peuvent servir à opérer des processus idéologiques.

Pour Halliday, le langage est inséparable de son contexte sociolinguistique, de sa caractéristique de médiateur de l'idéologie et de ses relations avec les structures de pouvoir. L'objectif principal du langage consiste à permettre aux sujets d'établir des significations entre eux de manière à faire sens du monde. Halliday (1985) considère la grammaire comme un « potentiel de signification » (ce qui *peut* être dit) plutôt que comme un ensemble de règles (ce qui *doit* être dit). Il considère que la signification appartient à la culture plutôt qu'au langage. Le sens émerge ainsi des interactions entre le langage et le contexte social. Le langage est compris comme une ressource systématique utilisée pour exprimer et échanger du sens à travers divers contextes et usages linguistiques.

Fairclough et Wodak (1997) mentionnent que le marxisme, en particulier le marxisme occidental du XX<sup>e</sup> siècle, a grandement façonné la linguistique critique et la CDA. Au cours des décennies, la CDA s'est fortifiée en intégrant des influences provenant des théories sociales critiques, notamment celles de Michel Foucault, de Pierre Bourdieu et de Jürgen Habermas. Même si les analystes actuels en CDA ont moins recours au modèle systémique fonctionnel du langage développé par Halliday, les travaux de Fowler et de ses collègues demeurent une influence majeure en CDA (Fairclough, 2005; Van Dijk, 2001; Wodak, 2006, 2007).

La CDA a « officiellement » débuté en 1990 avec le lancement de la revue *Discourse and Society* de Van Dijk ainsi que par la publication de plusieurs livres présentant le même agenda de recherche (Wodak, 2013:xxii). L'intérêt pour la CDA s'est développé au cours des dernières années comme en témoigne la quantité de publications, de conférences et de projets y étant reliés (Kopytowska, 2012:1). La

CDA est désormais un paradigme établi en linguistique tout comme un champ d'étude en sciences sociales.

La CDA n'est pas un programme de recherche qui prétend être ou qui propose une théorie unique ou spécifique. Comme le signale Van Leeuwen, (2006:234), « les analystes critiques du discours s'engagent non seulement avec une gamme de paradigmes analytiques du discours, mais aussi avec la théorie sociale critique. Dans des travaux plus récents, la théorie sociale peut même dominer l'analyse du discours »<sup>33</sup>. Les analystes critiques du discours s'unissent plutôt autour de la « critique et de la contestation des discours hégémoniques, des textes et des genres qui re/produisent les inégalités, les injustices, la mystification et l'oppression dans les sociétés contemporaines. » (Wodak, 2013:xxiii). Quatre concepts clés figurent de manière indispensable dans toutes les variantes de la CDA : la critique, le discours, le pouvoir et l'idéologie.

### 2.2.2 La notion de critique

Les analystes en CDA ont recours à différentes compréhensions du terme « critique ». À la base, ils l'utilisent afin d'orienter leur travail vers une contestation de ce qu'ils considèrent être des pratiques sociales et politiques qui reproduisent les rapports de domination sociale. La dimension critique de la CDA insère un élément normatif dans l'analyse. L'analyse critique vise à produire des interprétations et des explications pouvant identifier les causes des problèmes sociaux et produire une connaissance pouvant contribuer à résoudre ou à amoindrir ces derniers. Pour Wodak (2002:12), un:

compte-rendu pleinement " critique " du discours exigerait donc une théorisation et une description à la fois des processus et des structures sociales, qui donnent lieu à la production d'un texte, ainsi que des structures et des processus sociaux au sein desquels les individus ou les groupes, en tant

<sup>33</sup> Traduction libre par l'auteur de « *critical discourse analysts engage not only with a range of discourse analytical paradigms, but also with critical social theory. In more recent work social theory may even dominate over discourse analysis* »

que sujets sociohistoriques, créent les significations dans leur interaction avec les textes<sup>34</sup>.

Wodak (2013:xxiv-xxvi) relève trois dimensions à la posture critique des analystes en CDA.

Premièrement, la CDA vise à expliciter les relations implicites tissées entre le discours, le pouvoir et l'idéologie, au-delà des significations superficielles. Ce travail de déconstruction des significations textuelles exige l'intégration des données dans leur contexte social et la clarification du positionnement politique des participants du discours. Pour Roger Fowler (1981:25), la posture « critique » en CDA consiste à produire :

une interrogation analytique attentive des catégories idéologiques, ainsi que des rôles et des institutions et ainsi de suite, à travers lesquels une société se constitue et se maintient elle-même ainsi que la conscience de ses membres [...] Toute connaissance, tous les objets, sont des construits: la critique analyse les processus de construction et, reconnaissant la qualité artificielle des catégories concernées, offre la possibilité de concevoir profitablement le monde d'une manière alternative.<sup>35</sup>

Pour Wodak (2002:10), les théories critiques comme la CDA « ne cherchent pas uniquement à décrire et expliquer, mais aussi à déraciner un type particulier d'illusion ». Ainsi, l'un des objectifs de la CDA consiste à démystifier les discours en y déchiffrant les idéologies sociopolitiques. En conséquence, la CDA présente un agenda sociopolitique critique explicite. Les analystes visent à révéler et expliciter les relations de pouvoir qui « sous-tendent les façons de parler et d'écrire dans une société donnée, et en particulier de révéler le rôle du discours dans la production, la

<sup>34</sup> Traduction libre par l'auteur de « *A fully "critical" account of discourse would thus require a theorization and description of both the social processes and structures, which give rise to the production of a text, and of the social structures and processes within which individuals or groups as social-historical subjects, create meanings in their interaction with texts* »

<sup>35</sup> Traduction libre par l'auteur de « *a careful analytic interrogation of the ideological categories, and the roles and institutions and so on, through which a society constitutes and maintains itself and the consciousness of its members [...] All knowledge, all objects, are constructs : criticism analyses the processes of construction and, acknowledges the artificial quality if the categories concerned, offers the possibility that we might profitably conceive the world in some alternative way.* »

reproduction et la résistance à la domination sociopolitique »<sup>36</sup> (Van Dijk, 1998:4). Selon Fairclough (1989:4), la CDA vise à élever la conscience des individus concernant les relations entre le langage et le pouvoir, en particulier concernant la manière dont le langage permet à certaines personnes d'en dominer d'autres.

Dans un deuxième temps, adhérer à une posture critique implique une autoréflexion de la part de l'analyste. Ce dernier doit prendre une distance par rapport aux données, clarifier son positionnement politique et maintenir une autoréflexion continue pendant ses recherches. Bourdieu (1984a) a fortement souligné le fait que le système de la recherche est dépendant des structures sociales. La critique de ces structures ne peut pas s'effectuer à partir d'une position « extérieure ». Comme le mentionne Wodak (2013:xxvi), « [I]es chercheurs, les scientifiques et les philosophes ne se situent pas hors de la hiérarchie sociale du pouvoir et des statuts, ils en sont les sujets »<sup>37</sup>. Comme pour tout travail académique, les analystes en CDA doivent être conscients que leur propre travail est motivé par des facteurs sociaux, économiques, politiques et culturels.

Selon Fairclough (2010:7), la « critique évalue ce qui existe, ce qui pourrait exister et ce qui devrait exister sur la base d'un ensemble cohérent de valeurs »<sup>38</sup>. Pour Van Leeuwen (2006:293), cette intention éthique consiste à « expliciter sa position, ses intérêts de recherche, ses valeurs et ses critères de manière la plus transparente possible, sans ressentir le besoin d'excuser sa position critique »<sup>39</sup>.

En conséquence, le 3<sup>e</sup> aspect de la posture critique en CDA consiste à faire de cette pratique un outil de changement social. L'analyste doit viser à faire une utilisation pratique des résultats obtenus.

<sup>36</sup> Traduction libre par l'auteur de « *underlie ways of talking and writing in a society, and in particular to reveal the role of discourse in producing, reproducing of challenging sociopolitical dominance* »

<sup>37</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Researchers, scientists and philosophers are not outside the societal hierarchy of power and status but subject to this structure.* »

<sup>38</sup> Traduction libre par l'auteur de « *critique assesses what exists, what might exist and what should exist on the basis of a coherent set of values.* »

<sup>39</sup> Traduction libre par l'auteur de « *an intention to make one's position, research interests and values explicit and one's criteria as transparent as possible, without feeling the need to apologise for the critical stance of one's work* »

En résumé, la dimension critique de la CDA exige de l'analyse une vue d'ensemble du contexte dans lequel un texte est produit, diffusé et interprété. Son analyse consiste à découvrir les usages proprement politiques du langage. Son travail n'est cependant pas uniquement analytique, mais aussi prospectif. Dans cette optique, lire l'ordre des choses tel qu'il est n'est pas suffisant : encore faut-il le lire comme ce qu'il pourrait être. Le travail de l'analyste, basé sur des valeurs de progrès social, vise ainsi à être un outil de changement social.

### 2.2.3 La notion de discours

La notion de *discours* est sujette à un nombre élevé d'usages dans les milieux académiques. Nous utilisons ici la définition qu'en donnent Fairclough et Wodak (1997:260) :

La CDA voit le discours – le langage en action à travers la parole et l'écrit – comme une forme de " pratique sociale ". Décrire le discours comme une pratique sociale implique une relation dialectique entre un événement discursif particulier et la ou les situations, les institutions et les structures sociales qui l'encadrent: L'événement discursif est façonné par eux, mais il les façonne également. C'est-à-dire que le discours est socialement constitutif et socialement conditionné - il constitue des situations, des objets de connaissance ainsi que des identités sociales et des relations entre des personnes et des groupes de personnes. Il est constitutif en ce sens qu'il aide à maintenir et à reproduire le statu quo social, et en ce sens qu'il contribue à le transformer. Étant donné que le discours est socialement conséquent, il engendre d'importants problèmes de pouvoir. Les pratiques discursives peuvent avoir des effets idéologiques majeurs, c'est-à-dire qu'elles peuvent aider à produire et à reproduire des relations de pouvoir inégales entre (par exemple) les classes sociales, les femmes et les hommes ainsi qu'entre les minorités et les majorités ethniques/culturelles par la manière dont elles représentent les choses et positionnent les gens.<sup>40</sup>

<sup>40</sup> Traduction libre par l'auteur de « *CDA sees discourse – language use in speech and writing – as a form of 'social practice' . Describing discourse as social practice implies a dialectical relationship between a particular discursive event and the situation(s), institution(s) and social structure(s) which frame it : The discursive event is shaped by them, but it also shapes them. That is, discourse is socially constitutive as well as socially conditioned – it constitutes situations, objects of knowledge, and the social identities of and relationships between people and groups of people. It is constitutive both in the sense that it helps to sustain and reproduce the social status quo, and in*

### 2.2.3.1 Une conception matérialiste et dialectique du discours

Richardson (2007:28) signale qu'il existe une tendance en CDA qui « traite le discours comme une chose qui, *en soi*, peut inclure ou exclure, reproduire les inégalités sociales ou influencer sur le changement social »<sup>41</sup>. Il s'agit d'une posture philosophique idéaliste, selon laquelle les idées peuvent déterminer l'existence matérielle. Un exemple de corollaire d'une telle position serait de penser qu'il s'agit uniquement de changer les idées et les valeurs des journalistes comme individus afin d'éliminer l'antisyndicalisme du champ journalistique. À cette vision s'oppose une perspective matérialiste des pratiques sociales selon laquelle ce sont plutôt les conditions matérielles qui déterminent les idées. En s'appuyant sur le matérialisme historique de Karl Marx, Richardson (2007:28) rappelle qu'« un monde existe indépendamment des êtres humains, et c'est cette existence matérielle (et plus précisément nos relations sociales) qui détermine notre conscience »<sup>42</sup>. Déjà en 1859, Marx (1972:4) écrivait;

dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de consciences sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

---

*the sense that it contributes to transforming it. Since discourse is so socially consequential, it gives rise to important issues of power. Discursive practices may have major ideological effects – that is, they can help produce and reproduce unequal power relations between (for instance) social classes, women and men, and ethnic/cultural majorities and minorities through the ways in which they represent things and position people. »*

<sup>41</sup> Traduction libre par l'auteur de « *to treat discourse as a thing that in itself can include or exclude, reproduce social inequalities or effect social change.* »

<sup>42</sup> Traduction libre par l'auteur de « *a world exists independent of human beings, and it is this material existence (and specifically our social relations) that determines our consciousness.* »

Contre les critiques qui prétendent que l'approche de Marx est un déterminisme économique, Pierre Fougeyrollas (1976:163) souligne que Marx est clair sur la dimension matérialiste et dialectique des relations entre les rapports de production (infrastructure) et les processus institutionnels et idéologiques (superstructure). De *l'Idéologie allemande* à *l'Anti-Düring* en passant par *Misère de la philosophie*, *Critique de l'économie politique* et le livre I du *Capital*, les textes de Marx :

interdisent toute réduction mécaniste des processus institutionnels et idéologiques aux rapports de production et à la lutte des classes qui manifeste immédiatement ses rapports, et ils interdisent non moins fermement, toute conception anti-matérialiste selon laquelle, par exemple, l'État, la religion et la philosophie contiendraient en eux-mêmes leurs propres principes d'explication et disposeraient d'une indépendance ou même d'une autonomie vis-à-vis des rapports sociaux de production et de la lutte des classes (Fougeyrollas, 1976:163).

Fougeyrollas fustige ainsi les penseurs comme Lukács et Althusser qui prêtent une autonomie à la superstructure. Fougeyrollas (1976:165) rejette tout spécialement la distinction formelle qu'Althusser effectue entre l'idéologie et les institutions dans son concept d'appareil idéologique d'État (Althusser, 1976). Fougeyrollas (1976:166) estime plutôt que :

les idéologies n'ont pas de réalité en dehors des institutions qu'elles expriment et qu'elles animent directement. Et la superstructure à la fois institutionnelle et idéologique n'a pas de réalité en dehors des rapports sociaux de production générateurs de la lutte des classes dans laquelle cette superstructure fonctionne.

Ce que le matérialisme historique nous fait découvrir, c'est la réalité dialectique des êtres humains qui, en produisant les biens matériels et les moyens de leur travail, se produisent eux-mêmes comme êtres sociaux, groupés et séparés en classes antagonistes et vivants, à travers une lutte des classes plus ou moins inconsciente ou consciente, des pratiques institutionnelles et des représentations idéologiques.

De manière à éviter le piège du déterminisme structuraliste à la Herman et Chomsky, les chercheurs en CDA considèrent le discours et les autres formes de sémiotique sociale - de production sociale du sens (ex. image visuelle, musique, geste) -

comme des instances socialement constituées et socialement constituantes de la réalité sociale (Blommaert, 2005:27; Fairclough, 1995b:55; Phillips et Jørgensen, 2002:61; Reisigl et Wodak, 2009:89).

Dans sa première thèse sur Feuerbach, Marx (1976:7) explique que son matérialisme consiste à saisir « l'objet, la réalité, le monde sensible [...] en tant qu'*activité concrète humaine* », en tant que pratique.

Calquant les grandes lignes du modèle de production des marchandises de Marx, Stuart Hall (2008a:169) propose d'appréhender le processus communicationnel « comme une structure produite et entretenue par l'articulation de moments liés entre eux, mais distincts – production, circulation, distribution/consommation, reproduction ». Hall (2008a) parle ici de « production » discursive de significations à travers la mise en œuvre de codes. Une fois produit, en circulation et distribué, un discours doit être traduit en pratiques sociales pour compléter le cycle. Par exemple, il ne peut y avoir de consommation puis de reproduction de représentations sociales sur les syndicats si aucun sens n'a préalablement été extrait du discours d'un journal.

Comme les codes sont le résultat de conventions sociales, culturelles et linguistiques dynamiques, les codeurs-producteurs et les décodeurs-récepteurs ne sont pas toujours sur la même longueur d'onde. Pour Hall (2008a:177), « [c]es codes sont les moyens par lesquels on fait signifier le pouvoir et l'idéologie dans des discours spécifiques ». Dans les termes de Valentin Volochinov (1979), il en résulte un phénomène de lutte pour le sens, de lutte des classes au sein du langage. Comme la correspondance entre les codes n'est pas nécessaire, Hall (2008a) propose trois positions de décodage du discours possible :

- dominante hégémonique : décodage en fonction du code de référence qui a servi à le coder ;
- négociée : décodage qui privilégie les définitions hégémoniques, mais se réserve des exceptions « locales » ;
- oppositionnelle : décodage globalement contraire à la lecture dominante, lutte au sein du discours.

Si la chaîne du « procès de production » discursif est interrompue, rien ne garantit la « transition d'une forme à l'autre » dont la reproduction dépend. « Si le sens n'est pas articulé dans la pratique, il ne produit pas d'effets », affirme Hall (2008a:170).

Le discours journalistique n'est pas, en lui-même, capable d'altérer la société. Les significations et les représentations qu'il véhicule ne peuvent avoir d'effets matériels concrets que si elles sont traduites en pratiques sociales par un sujet. La résistance d'un sujet au discours antisyndical des médias doit prendre place dans un contexte où le sujet voulant agir sur la société base son action sur une pratique matérielle concrète. Par exemple, l'action des employés d'UPS en grève aux États-Unis en 1997 a réussi à faire changer le discours négatif des médias sur leur conflit de travail. Cette lutte a montré que :

la résistance collective peut altérer les codes des reportages. La " narration nationaliste ", comme méthode dominante de cadrage, a cédé la place à une discussion sur les intérêts des travailleurs. En somme, une lutte matérielle - la grève - et sa capacité à mobiliser la solidarité de classe ont changé les termes de la représentation, et la lutte textuelle qui en a résulté a transcendé le domaine discursif pour aider à l'issue de la lutte matérielle.<sup>43</sup> (Kumar, 2008:162)

Pour mieux comprendre comment se présente le pouvoir du discours journalistique, passons maintenant au troisième concept clé de la CDA : le pouvoir.

#### 2.2.4 La notion de pouvoir

« La CDA s'intéresse à la manière dont les formes linguistiques sont utilisées

<sup>43</sup> Traduction libre par l'auteur de « *collective resistance can alter the codes of news reporting. The " nationalist narrative ", as the dominant method of framing, gave way to a discussion of worker's interests. In sum, a material struggle – the strike – and its ability to mobilize class solidarity changed the terms of representation, and the ensuing textual struggle transcended the discursive realm to aid in the outcome of the material struggle.* »

dans diverses expressions et manipulations du pouvoir »<sup>44</sup>, affirme Wodak (2002:11). Selon Titscher et coll. (2000:151), « les questions de pouvoir sont d'un intérêt central » pour la CDA considérant que « le pouvoir et les idéologies peuvent avoir un effet à chacun des niveaux contextuels »<sup>45</sup> de la pratique discursive. « Typiquement, les analystes en CDA s'intéressent aux façons dont le discours (re)produit la domination sociale, c'est-à-dire l'abus de pouvoir d'un groupe sur un autre »<sup>46</sup>, estime Wodak (2013:xxvii). Les analystes en CDA s'intéressent également aux manières dont les groupes sociaux dominés résistent discursivement à ces abus. Wodak (2013:xxvii) signale toutefois que la question de la définition du pouvoir demeure encore ouverte au sein de la CDA. À la suite de Richardson (2007 :30), nous mobilisons le modèle du pouvoir de Steven Lukes (1974), modèle tridimensionnel qui met l'accent sur l'aspect idéologique des relations de pouvoir.

Lukes (1974) décrit trois dimensions – ou faces - du pouvoir. La première dimension se réalise lorsque *A* exerce un pouvoir sur *B* en lui faisant faire ce qu'il ne ferait pas autrement. *A* exerce ainsi un pouvoir sur *B* en influençant, en formant ou en déterminant ses attitudes, ses croyances et ses désirs. Ce type d'exercice du pouvoir concerne surtout les décisions consciemment prises à l'issue d'un conflit ouvert. Ce type de pouvoir se manifeste notamment par la censure ou les congédiements politiques<sup>47</sup>. Dans la deuxième dimension du pouvoir, il y a une volonté consciente de *A* d'éviter le conflit. Ainsi :

*A* consacre ses énergies à la création ou au renforcement de valeurs sociales et politiques et de pratiques institutionnelles qui limitent la portée du processus politique afin [que *B*] ne considère publiquement que les enjeux relativement

<sup>44</sup> Traduction libre par l'auteur de « *CDA takes an interest in the ways in which linguistic forms are used in various expressions and manipulations of power.* »

<sup>45</sup> Traduction libre par l'auteur de « *[q]uestions of power are of central interest [...] power and ideologies may have an effect on each of the contextual levels* »

<sup>46</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Typically, CDA researchers are interested in the way discourse (re)produce social domination, that is, power abuse by one group over others...* »

<sup>47</sup> voir l'affaire André Pratte à *La Presse* (Philpot, 2008:143-144), Russell Mills au *Ottawa Citizen* (Shade, 2005) suivi de celles de *The Gazette*, du *Halifax Daily News* et du *Windsor Star* (Bozonelos, 2004)

inoffensifs pour  $A$ <sup>48</sup>. (Bachrach et Baratz, 1970:6)

Richardson (2007:31) souligne que cette dimension est particulièrement importante pour comprendre comment les médias de masse sont, en général, utilisés par les groupes sociaux dominants. Cette dimension du pouvoir s'opère notamment à travers les pratiques professionnelles et les routines journalistiques (ex. échéances serrées qui empêchent d'élaborer un sujet, accès facile et systématique aux sources officielles et institutionnelles, course au profit qui impose la sélection de thèmes présentant certaines valeurs).

Dans la troisième dimension du pouvoir de Lukes (1974), le pouvoir s'opère sans qu'il y ait de choix conscient effectué ou de volonté d'atteindre un résultat. « En d'autres termes, les individus et les groupes obtiennent le pouvoir de leurs relations sociales avec les autres et de leur position dans un système social hiérarchique »<sup>49</sup> (Richardson, 2007:31). Pour Lukes (1974:24), il s'agit de l'utilisation ultime du pouvoir :

N'est-ce pas l'exercice du pouvoir le plus suprême et insidieux que d'empêcher les gens, quel que soit le degré, d'avoir des griefs qu'en façonnant leurs perceptions, leurs cognitions et leurs préférences de telle manière qu'ils acceptent leur rôle dans l'ordre existant des choses, soit parce qu'ils le voient comme naturel et interchangeable, ou parce qu'ils l'apprécient comme divinement ordonné et bénéfique?<sup>50</sup>

Le pouvoir se définit alors de la manière suivante : «  $A$  exerce un pouvoir sur  $B$  lorsque  $A$  affecte  $B$  d'une manière contraire aux intérêts de  $B$  » (Lukes, 1974:34)<sup>51</sup>.

<sup>48</sup> Traduction libre par l'auteur de « *A devotes his energies to creating or reinforcing social and political values and institutional practices that limit the scope of the political process to public consideration of only those issues which are comparatively innocuous to A.* »

<sup>49</sup> Traduction libre par l'auteur de « *In other words, individuals and groups gain power from their social relation to others and their position in a hierarchical social system.* »

<sup>50</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Is it not supreme and most insidious exercise of power to prevent people, to whatever degree, from having grievances by shaping their perceptions, cognitions, and preferences in such a way that they accept their role in the existing order of things, either because they see it as natural and interchangeable, or because they value it as divinely ordained and beneficial?* »

<sup>51</sup> Traduction libre par l'auteur de « *A exercises power over B when A affects B in a manner contrary*

C'est ce type de pouvoir qu'expriment les cas d'autocensure consciente ou non des journalistes face aux actions des propriétaires des médias (voir Bernier, 2010). Ainsi, Anne Burn (2001:138) estime que tous « les textes constituent des sites critiques de négociation du pouvoir et de l'idéologie »<sup>52</sup>. Les textes sont :

gouvernés par des différences de pouvoir qui sont, en partie, encodées et déterminées par le discours et par le genre. Par conséquent, les textes sont souvent des sites de lutte en ce sens qu'ils contiennent des traces de discours et d'idéologies différentes en dispute et en lutte pour la domination.<sup>53</sup> (Wodak, 2013:xxix)

À travers la capacité du discours journalistique à représenter le monde social, les médias de masse possèdent ce pouvoir d'exprimer l'idéologie à travers leurs textes. Nous reviendrons sur la question de l'idéologie dans la prochaine section.

#### 2.2.4.1. La notion d'hégémonie

Wodak (2013:xxviii) souligne que la notion d'*hégémonie* d'Antonio Gramsci est particulièrement influente en CDA. Pour Gramsci, le maintien du pouvoir des classes dominantes dans les sociétés contemporaines ne repose pas uniquement sur la force coercitive. Même si ce pouvoir est toujours basé sur les relations et les pratiques économiques et qu'il repose ultimement sur la capacité d'utiliser la force coercitive, il dépend également du consentement que la classe sociale dominante obtiendra de la part des classes subalternes quant à sa vision de la gestion de la société. L'hégémonie a pour fonction de « naturaliser » un projet politique afin d'assurer le consensus de sa légitimité. Le concept d'hégémonie ne renvoie pas uniquement à la bataille des idées. Elle se réalise et se matérialise dans les institutions, les comportements et les

---

*to B's interests »*

<sup>52</sup> Traduction libre par l'auteur de « *all texts are critical sites for the negotiation of power and ideology* »

<sup>53</sup> Traduction libre par l'auteur de « *they are governed by differences in power that are, in part, encoded in and determined by discourse and by genre. Therefore, texts are often sites of struggle in that they show traces of differing discourses and ideologies contending and struggling for dominance.* »

pratiques. Une classe sociale dominante travaillera donc à établir des liens idéologiques communs avec les classes subordonnées à travers l'hégémonie de sa direction politique et culturelle. Ce travail d'hégémonie est toutefois un champ de bataille fluide. Il s'agit d'une lutte perpétuelle pour la formation du *sens commun*, c'est-à-dire d'une pensée consensuelle et « naturelle » de réfléchir et de faire sens du monde. D'un point discursif, l'hégémonie peut être décrite « comme la domination de la classe dominante tout entière; c'est-à-dire la domination des symbolisations et des manières de penser directement liés à *son* sens pratique et à *ses* habitus, lesquels sont dès lors métamorphosés comme des règles universelles et naturelles » (Angenot, 1984:30-31).

#### 2.2.4.2. La notion de pouvoir symbolique

Ce pouvoir d'établir les significations du monde qui nous entoure, Bourdieu (1977) l'appelle le *pouvoir symbolique*. Pour Bourdieu (1977), la langue est un « système symbolique » possédant un « pouvoir symbolique » inhérent. « Le pouvoir symbolique est un pouvoir de construction de la réalité qui tend à établir un ordre *gnoséologique* : le sens immédiat du monde (et en particulier du monde social) » (Bourdieu, 1977:407). Selon lui, ce pouvoir constitue le *donné* à travers l'énonciation, fait voir et croire, confirme ou transforme la vision du monde. Par conséquent, il module l'action sur le monde et peut transformer ce dernier (Bourdieu, 1977:410). Pour Bourdieu (2001:173), ce pouvoir symbolique des mots est efficace uniquement si la personne qui interprète un texte ou un discours reconnaît la légitimité de leur énonciateur à les produire.

Les systèmes symboliques, en tant qu'instruments structurés et structurants de communication et de connaissance, remplissent une authentique fonction politique d'instrument d'imposition ou de légitimation de la domination. Ils :

contribuent à assurer la domination d'une classe sur une autre (violence

symbolique) en apportant le renfort de leur force propre aux rapports de force qui les fondent [...] Les différentes classes et fractions de classes sont engagées dans une lutte proprement symbolique pour imposer la définition du monde social la plus conforme à leurs intérêts, le champ des prises de positions idéologiques reproduisant sous une forme transfigurée le champ des positions sociales. (Bourdieu, 1977:408-09)

En synchronisant leur discours avec l'hégémonie discursive néolibérale, les énonciateurs du discours journalistique livrent *par procuration* la bataille symbolique entre les groupes sociaux. Ils servent les intérêts de groupes extérieurs au champ de production journalistique dans la mesure où ils servent leurs propres intérêts dans la lutte interne de leur propre champ de production.

Marc Angenot (1984) s'est penché sur l'enjeu du pouvoir dans et sur les discours. Au-delà des interactions strictement linguistiques entre les textes et entre les discours, Angenot parle de rapports de domination et d'hégémonie, de rapports de pouvoir symboliques où s'actualisent, où se projettent, des rapports de force sociaux. Il appréhende le Discours social - l'ensemble de ce qui se dit et s'écrit dans un état de société donné - comme un *marché* soumis à une dialectique d'offres et de demandes, de tendances et de lois générales.

#### 2.2.4.3 La notion de « discours marchandise »

La division du travail discursif propre à l'état actuel du Discours social (Angenot, 1984:32) implique une valorisation capitaliste des unités discursives en circulation sur le marché discursif à l'image de la valorisation des marchandises. Marx (1973b:246) définit la marchandise comme la « forme sociale la plus simple, sous laquelle se présente dans la société actuelle, le produit du travail ». La marchandise est à la fois *valeur d'usage* et *valeur* proprement dite (Marx, 1973b:247). Issue du travail concret, la valeur d'usage est réalisée à travers l'usage d'un produit. Cet usage peut être multiple et changeant. Dans une économie de marché capitaliste, le travail est aussi valorisé de manière abstraite afin d'être échangeable sur le marché sous

forme de marchandise. Issue du travail abstrait, la *valeur d'échange* est la forme phénoménale que prend une marchandise sur le marché. D'après Marx (1970:30), « les *valeurs d'échange* des marchandises ne sont que les *fonctions sociales* de ces objets et n'ont rien de commun avec leurs qualités *naturelles* » d'objets d'usage. « Percevant la valeur comme un attribut des choses, on ne peut qu'être mystifié par le " caractère fétiche de la marchandise " », souligne Gilles Dostaler (1978:63). Dans le *Capital*, Marx semble montrer que ce n'est pas l'échange des biens – des valeurs d'usage – qui détermine la valeur des marchandises. « Il devient évident que ce n'est pas l'échange qui règle la quantité de valeur d'une marchandise, mais, au contraire, la quantité de valeur de la marchandise qui règle ses rapports d'échange », explique-t-il (Marx, 1972b:76). Comme la finalité de la production capitaliste est la survaleur (plus-value), le but de l'activité productive est la reproduction toujours plus élargie de valeur.

Comme pour toute forme de marchandise, la valeur d'usage d'un discours est dominée par l'« abstraction réelle » que représente sa valeur marchande. La valeur d'usage de ce que nous nommons un « discours marchandise » est constamment menacée d'être vidée de son sens par sa valeur marchande.

Dans le sillage des récents travaux en économie politique culturelle et de ceux de la critique radicale de la valeur d'inspiration marxienne, Maxime Ouellet (2016:45) soutient « que la manière dont les rapports sociaux sont médiatisés au sein d'une société est au fondement des représentations symboliques qu'elle se fait d'elle-même. » Marc Guillaume (1975) rappelle que le fétichisme de la marchandise a pu se généraliser par la déstructuration progressive des systèmes symboliques des sociétés traditionnelles. La valeur, comme médiation des pratiques sociales, impose sa finalité et ses contraintes à l'ensemble de la société. Pour Ouellet (2016:50), l'objet de la critique de Marx, en particulier dans les *Grundrisse* et *Le Capital*, est ce procès d'abstraction propre à la forme de domination spécifique du capitalisme. L'« abstraction réelle » que constitue la valeur induit des « rationalités particulières qui se matérialisent dans la pratique des acteurs économiques. » (Ouellet, 2016:46)

La modernité capitaliste ne fonde plus son pouvoir sur l'arbitraire. Elle doit « se légitimer au moyen de la médiation de l'idéologie pour assurer la reproduction de la société » (Ouellet, 2016:67). La modernité capitaliste se caractérise alors comme un procès d'instrumentalisation du symbolique par le capital (Ouellet, 2016:52).

La médiation des rapports sociaux – par l'intermédiaire des abstractions du travail, de la marchandise et de la valeur – induit une forme de domination constitutive de subjectivités spécifiques participant à la reproduction symbolique et matérielle de l'ordre social. (Ouellet, 2016:49)

La forme-valeur ne détermine ainsi pas seulement les contenus de la pensée, mais également les catégories de la pensée elle-même. Comme le mentionne Mike Wayne (2003:190),

les médias joueront un rôle important dans la construction de biens symboliques, qui intériorisent et favorisent certains modes de conscience, d'identification et de fantasme qui correspondent, à un certain niveau, à leurs formes-apparences<sup>54</sup>.

La théorie du fétichisme de la marchandise de Marx nous aide ici à expliquer pourquoi les productions idéologiques (les idées et les valeurs légitimées systématiquement par les relations sociales dominantes) sont si efficaces (Wayne, 2003:191). Elles n'émanent pas uniquement des superstructures, mais proviennent également des infrastructures. Elles se génèrent aussi par « le bas », c'est-à-dire dans le mode de production. Comme le mentionne Wayne (2003:189), les textes journalistiques ne peuvent cependant pas se réduire à leur médiation immédiate sous forme de marchandise par le processus de production. Ils doivent être contextualisés dans les dynamiques culturelles de la lutte des classes.

Dans le marché du discours, les discours circulent, se demandent, s'offrent et s'échangent à travers des processus de concurrence et d'innovation. Il y règne toutefois une hégémonie discursive propre à chaque société, c'est-à-dire des formes dominantes de connaître et de signifier le monde. L'hégémonie discursive renvoie à

<sup>54</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Clearly the media will play an important rôle in constructing symbolic goods, which internalise and promote certain modes of consciousness, identification and fantasy that correspond at some level to the appearance-forms.* »

« des dominances interdiscursives, des manières de connaître et de signifier le connu qui sont le *propre* de cette société et qui régulent et transcendent la division des discours sociaux » (Angenot, 1989:19). Le traitement du répertoire de thèmes imposés à tous les esprits par l'hégémonie ouvre le « champ de débats et de dissensions eux-mêmes réglés par des contraintes de forme et de contenu » (Angenot, 2006:9). L'hégémonie discursive octroie le statut d'interlocuteur valable et constitue l'idée de société comme cohésion organique au niveau de la culture (Angenot, 1984:25)

Dans les cas où le discours porte sur une grève, Bourdieu (1984b:258) signale que : « [l]'enjeu de la lutte est un enjeu de lutte : à tout moment il y a une lutte pour dire s'il est " convenable " ou non de lutter sur tel ou tel point. C'est un des biais par lesquels s'exerce la violence symbolique comme violence douce et masquée ». Les journalistes jouent ainsi un rôle capital et stratégique dans la définition des moyens et des fins légitimes ou illégitimes d'une grève. Les textes et les discours constituent ainsi des sites d'affrontement politique pour l'hégémonie discursive et sociale.

### 2.2.5 La notion d'idéologie

En CDA, l'étude des relations dialectiques entre le discours et le pouvoir implique le recours à la notion d'idéologie pour expliquer l'organisation des idées et des valeurs individuelles et collectives selon une orientation sociopolitique et stratégique spécifique. Une perspective idéologique peut être transmise chez un public à travers une utilisation précise du langage. Un tel déploiement du langage a pour but, consciemment ou non, d'engendrer une cognition sociale suivant les schémas du sens commun, de ses représentations et de ses présupposés.

Selon Van Dijk (1996:85) :

à travers un accès spécial et un contrôle sur les moyens de discours et de communication, les groupes dominants ou les institutions peuvent influencer les structures de textes et de parole d'une telle manière que, comme résultat, la connaissance, les attitudes, les normes, les valeurs et les idéologies des

destinataires sont – plus ou moins indirectement affectées dans l'intérêt du groupe dominant.

Les acteurs sociaux ayant accès aux médias ne sont pas uniquement en mesure de construire le message, mais aussi d'assurer sa circulation continue. Ainsi, Peter R.R. White (2000:142) soutient que l'analyse du choix d'inclure ou non des acteurs sociaux dans un texte ainsi que l'analyse des rôles qui leur sont systématiquement attribués constitue un outil précieux pour découvrir le positionnement explicite ou caché de l'énonciateur d'un discours.

Or, la notion d'idéologie constitue un autre concept fortement polysémique en CDA. Dans son article *Les idéologies ne sont pas des systèmes*, Angenot (1991) critique la définition de « systèmes d'idées » donnée généralement à la notion d'idéologie. Retraçant la filiation de cette définition au travail d'Althusser (1968), Angenot différencie l'idéologie au singulier des idéologies au pluriel. Selon lui, l'idéologie au singulier renvoie à « toute la culture d'une époque et d'une société », c'est-à-dire au Discours social global sous une hégémonie donnée (Angenot, 1991:52). Quant à elles, les idéologies au pluriel concernent « les grandes doctrines et visions du monde politiques, les grands récits axiologiques et mobilisateurs » (Angenot, 1991:53-54), c'est-à-dire les « idéologies » sociopolitiques.

Nous croyons que ces définitions sont plus fidèles à l'approche de Marx pour qui « la domination dans l'ordre des idées, évoquée dans *L'Idéologie allemande*, touche non seulement l'expression de ces idées, mais leur production même » (Muhlmann, 2004:36-37). Ainsi, nos idées et nos croyances ne sont pas des produits de notre expérience individuelle *en soi*, mais découlent davantage des conditions sociales matérielles, en particulier des circonstances économiques. Réflexions et diffractions de ces circonstances, réflexions et diffractions des relations sociales, ces idées et ces croyances représentent les circonstances de la domination des classes dirigeantes. Les formes du signe qui en découlent « sont conditionnées autant par l'organisation sociale des individus que par les conditions dans lesquelles l'interaction a lieu »

(Volochinov, 1979 :41). Les signes linguistiques se révèlent donc être un matériel de l'idéologie. « En conséquence, *dans tout signe idéologique s'affrontent des indices de valeur contradictoires* » (Volochinov, 1979:44) hérités de la lutte des classes.

Les définitions d'Angenot (1991) cadrent davantage avec celles retrouvées chez des analystes néomarxistes en CDA comme Fairclough. Plusieurs chercheurs en CDA<sup>55</sup> se basent sur la définition de l'idéologie donnée par John B. Thompson (1984;1990). Selon ce dernier, l'idéologie correspond aux processus et aux formes sociales dans lesquelles, et au moyen desquelles, les formes symboliques hégémoniques circulent dans le monde social. Le langage occupe « la place de médium fondamental pour la création, la transmission et la contestation du sens dans le monde social » (Thompson, 1987:12).

À travers la médiation du discours, le langage peut ainsi servir à la reproduction de l'idéologie au sein des institutions sociales. Pour Thompson (1987:10), « étudier l'idéologie, c'est étudier la façon dont le sens sert à entretenir les rapports de domination ». À partir de la définition de l'idéologie au singulier de Thompson, Fairclough (2003:218) définit les idéologies au pluriel. « Les idéologies sont des représentations d'aspects du monde qui contribuent à établir et à maintenir des relations de pouvoir, de domination et d'exploitation »<sup>56</sup>. Elles y parviennent à travers leur opérationnalisation dans les manières d'agir, d'interagir et d'être (Fairclough, 2010:8). Les idéologies au pluriel servent ainsi d'importants moyens pour établir et maintenir des relations de pouvoir inégal à travers le discours.

La définition sociocognitiviste de l'idéologie théorisée par Van Dijk diffère toutefois de celle retrouvée chez les néomarxistes comme Thompson ou Fairclough. Pour Van Dijk, il n'y a pas de différence entre l'idéologie au singulier et les idéologies au pluriel. Il s'agit de « cadres de base très spécifiques de cognition sociale, avec des structures internes spécifiques, et des fonctions cognitives et

<sup>55</sup> Wodak (2002:9); Fairclough (2010:8)

<sup>56</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Ideologies are representations of aspects of the world which contribute to establishing and maintaining relations of power, domination and exploitation.* »

sociales spécifiques »<sup>57</sup> (Van Dijk, 1995:21). Plus que de simples « systèmes d'idées », les idéologies sont « des systèmes mentaux abstraits » qui organisent les attitudes socialement partagées par les membres des groupes sociaux, des organisations ou des institutions (Van Dijk, 1995:18). Les idéologies « fonctionnent comme des " interfaces " entre, d'une part, les représentations cognitives et les processus sous-jacents au discours et à l'action, et, d'autre part, la position sociale et les intérêts des groupes sociaux »<sup>58</sup> (Van Dijk, 1995:18). Les tenants de l'approche historique-discursive (*Discourse-Historical Approach*, ou DHA) semblent partager cette vision de l'idéologie. Ils la considèrent comme « une perspective (souvent) unilatérale ou encore comme une vision du monde composée de représentations mentales, de convictions, d'opinions, d'attitudes et d'évaluations connexes qui sont partagées par les membres d'un groupe social spécifique »<sup>59</sup> (Reisigl et Wodak, 2001:88).

D'après Van Leeuwen (2008:6), les discours :

ne représentent pas seulement ce qui se passe, ils l'évaluent également, lui attribuent un but, le justifient, et ainsi de suite, et dans de nombreux textes ces aspects de la représentation deviennent beaucoup plus importants que la représentation de la pratique sociale elle-même.<sup>60</sup>

Fowler (1991:10) affirme que « [tout] ce qui est dit ou écrit sur le monde est articulé à partir d'une position idéologique particulière : le langage n'est pas une fenêtre claire, mais un médium réfractaire et structurant »<sup>61</sup>. Les mots et les discours

<sup>57</sup> Traduction libre par l'auteur de « *very specific basic frameworks of social cognition, with specific internal structures, and specific cognitive and social functions* »

<sup>58</sup> Traduction libre par l'auteur de « *function as the « interface » between the cognitive representations and processes underlying discourse and action, on the one hand, and the societal position and interests of social groups, on the other hand.* »

<sup>59</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Ideology, for the DHA, is seen as an (often) one-sided perspective of world view composed of related mental representations, convictions, opinions, attitudes and evaluations, which is shared by members of a specific social group.* »

<sup>60</sup> Traduction libre par l'auteur de « *not only represent what is going on, they also evaluate it, ascribe purpose to it, justify it, and so on, and in many texts these aspects of representation become far more important than the representation of the social practice itself* »

<sup>61</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Anything that is said or written about the world is articulated from a particular ideological position: language is not a clear window but a refracting, structuring medium* »

peuvent ainsi devenir des outils politiques stratégiques utilisées pour marquer les personnes et les groupes à accepter et à inclure (endogroupes)<sup>62</sup>, et ceux à identifier comme déviants et à exclure (exogroupes).

### 2.3 Conclusion partielle

À la suite de Fairclough (2003:2-3, 2010) et Richardson (2007:15), nous soutenons que l'analyse de discours, en particulier la CDA, est là pour faire le pont entre les sciences sociales et les études sur le langage. Contrairement à une simple analyse de contenus, une analyse de discours permet d'analyser la médiation sociale du sens. Comme c'est le discours qui constitue le lien entre un texte et son interprétation dans un contexte donné, il est nécessaire de le prendre comme objet d'étude à part entière pour rendre compte des phénomènes de communication de masse médiatisée.

Les études en CDA possèdent l'avantage d'étudier de manière systématique les variations dans l'utilisation du langage et de les restituer dans leur contexte social. L'analyse critique des textes en contexte permet d'établir des liens entre des discours et des mécanismes sociaux plus fondamentaux. En choisissant la stratégie théorico-méthodologique de la CDA, nous pourrions savoir si la manière dont les journalistes et les éditeurs manient le langage pour représenter les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015 contribue ou non à maintenir ou à reproduire les rapports de domination en vigueur.

La CDA tire ses racines de la linguistique critique à laquelle se sont greffées des influences provenant des théories sociales critiques. La CDA est un programme de recherche axé sur la résolution de problèmes (Wodak, 2013:xix). Les analystes en

<sup>62</sup> Introduites en CDA notamment par Teun A. Van Dijk, les notions d'endogroupe et d'exogroupe sont issues de la psychologie sociale. Selon Bourhis et Gagnon (1994:708-773), « L'endogroupe est composé des individus qu'une personne a catégorisés comme membres de son propre groupe d'appartenance et avec qui elle a tendance à s'identifier. Par contre, on peut définir l'exogroupe comme étant composé de tous les individus qu'une personne a catégorisés comme membres d'un groupe d'appartenance autre que le sien et avec qui elle n'a pas tendance à s'identifier. »

CDA mobilisent différents outils conceptuels rendant la CDA hétérogène et parfois éclectique. Ces analystes s'unissent toutefois autour de la « critique et de la contestation des discours hégémoniques, des textes et des genres qui re/produisent les inégalités, les injustices, la mystification et l'oppression dans les sociétés contemporaines. » (Wodak, 2013:xxiii). Quatre concepts clés figurent de manière indispensable dans toutes les variantes de la CDA : la critique, le discours, le pouvoir et l'idéologie.

Une conception matérialiste du discours permet d'envisager le discours à la fois comme une pratique textuelle, une pratique discursive (la « production » discursive de signification de Hall (2008a)) et une pratique sociale. Ces trois dimensions du discours sont en relation dialectique avec elles-mêmes ainsi qu'avec les éléments externes au discours (ex. situations, institutions, structures sociales). Ces éléments externes conditionnent le discours, mais sont aussi influencés par le discours. Le discours peut aider à maintenir et à reproduire le statu quo social, tout comme il peut contribuer à le transformer. Il en résulte un phénomène de lutte pour le sens, de lutte des classes au sein du langage (Volochinov, 1979). Ainsi, le discours journalistique n'est pas, en lui-même, capable d'altérer la société. Les significations et les représentations qu'il véhicule ne peuvent avoir d'effets matériels concrets que si elles sont traduites en pratiques sociales par un sujet.

L'analyse critique vise à produire des interprétations et des explications pouvant identifier les causes des problèmes sociaux et produire une connaissance pouvant contribuer à résoudre ou à amoindrir ces derniers. L'analyse critique du discours permet de « révéler le rôle du discours dans la production, la reproduction et la résistance à la domination sociopolitique »<sup>63</sup> (Van Dijk, 1998:4). Le modèle tridimensionnel du pouvoir de Lukes (1974) permet de comprendre l'aspect idéologique des relations de pouvoir. Il permet de saisir comment les médias de masse sont, en général, utilisés par les groupes sociaux dominants pour naturaliser

<sup>63</sup> Traduction libre par l'auteur de « *underlie ways of talking and writing in a society, and in particular to reveal the role of discourse in producing, reproducing of challenging sociopolitical dominance* »

l'ordre social existant. En CDA, l'étude des relations dialectiques entre discours et pouvoir implique le recours à la notion d'idéologie pour expliquer l'organisation des idées et des valeurs individuelles et collectives selon une orientation sociopolitique spécifique.

Les journalistes, jouissant d'un pouvoir symbolique important, jouent un rôle idéologique capital et stratégique lorsqu'ils choisissent d'inclure ou non des acteurs dans un conflit de travail, de leur assigner des rôles et des actions ou encore de définir les moyens et les fins légitimes ou illégitimes d'un conflit. Leurs textes et leurs discours constituent des sites d'affrontement pour le pouvoir, pour l'hégémonie discursive et pour la (re)production des processus idéologiques. En outre, leur discours n'est pas uniquement puissant parce qu'il est le résultat de processus superstructurels. Les représentations symboliques sous forme-valeur de « discours marchandise » résultent elles-mêmes des injonctions des rapports de production capitalistes infrastructurels. Le discours journalistique, régulé par l'hégémonie discursive, s'inscrit dans les processus idéologiques maintenant l'ordre social. Les représentations sociales circulant dans le discours médiatique remplissent ainsi un rôle crucial dans la légitimation de l'ordre établi ainsi que dans l'acceptation du contrôle social en découlant (Murdock, 1973:157-158; Tracy, 2004:465).

Dans le cadre de ce travail, nous tentons d'identifier les traces de ces processus idéologiques en analysant la représentation des acteurs sociaux dans le discours journalistique de quatre quotidiens imprimés québécois lors des actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE : Une analyse critique du discours journalistique

Dans ce chapitre, nous survolons le caractère construit des phénomènes communicationnels ainsi que la nécessaire interprétation qui accompagne chaque regard qui tente de les analyser. Nous défendons ensuite la pertinence d'une approche marxiste en CDA (c'est-à-dire matérialiste et dialectique) afin de tenter de saisir notre objet de recherche de la manière la plus totale possible. Nous décrivons ensuite les approches et les stratégies utilisées pour notre analyse.

Le modèle relationnel dialectique de CDA développé par Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003) constitue le cadre général de notre méthodologie. En suivant Richardson (2007), nous présentons les trois étapes de ce modèle : l'analyse des pratiques textuelles, l'analyse des pratiques discursives et l'analyse des pratiques sociales. La triangularisation théorique que nécessite l'analyse de ces trois niveaux contextuels nous pousse à entreprendre une analyse de discours qualitative dans laquelle seront prises en compte certaines dimensions linguistiques, sémiotiques, économiques, politiques et idéologiques propres au champ journalistique.

Dans la partie sur l'analyse des pratiques textuelles, nous présentons le modèle de la représentation des acteurs sociaux en discours développée par Van Leeuwen (2008). En ce qui concerne l'analyse des images, nous mobilisons des notions du modèle de la représentation visuelle des acteurs sociaux de Kress et Van Leeuwen (2005).

Dans la partie sur l'analyse des pratiques discursives, nous traitons les thèmes (macropropositions) des textes tels que conceptualisés par Van Dijk (1985, 1988a, 1988b) comme des « discours marchandise » en circulation sur le marché des discours. Dans un premier temps, la notion de thèmes nous permet d'analyser la représentation des acteurs sociaux à un niveau supérieur à celui des analyses sociosémantiques et visuelles déjà réalisées. Dans un deuxième temps, nous réarticulons les facteurs valeurs donnés aux « nouvelles » (*news values*) de Harcup et

O'Neill (2001) à un niveau discursif afin de découvrir si ces injonctions de la forme marchandise se retrouvent dans les thèmes.

Dans la partie sur l'analyse des pratiques sociales, nous mobilisons d'abord des notions d'économie politique critique et radicale (Schlosberg, 2017) afin de déduire le discours auquel nous devons nous attendre considérant le pouvoir tridimensionnel (Lukes, 1974) des propriétaires de chaque journal. Pour notre analyse des pratiques politiques, nous approchons la question de la définition politique des événements dans le discours journalistique, en particulier par le recours des journalistes et éditeurs aux citations des acteurs sociaux, en nous inspirant des *Cultural Studies* (Hall et coll., 1978) et de la linguistique critique (Van Dijk, 1993). Nous terminons cette section en présentant une approche marxiste de l'idéologie (Marx et Engels, 1982; Waynes, 2003) et de la fonction idéologique du discours des journaux (Lénine, 1977) dans la naturalisation des antagonismes de classe (Coward et Ellis, 1977). À partir de ces notions, nous cherchons à savoir si les stratégies discursives d'invisibilité/hypervisibilité appliquée à la classe travailleuse (Moon et Rolison, 1998) le sont aussi aux acteurs syndicaux dans les titres, les amorces, leurs thèmes et les citations de notre corpus.

### 3.1 Construction et interprétation du discours

La CDA est une approche constructiviste et interprétative. D'un point de vue constructiviste, la communication résulte d'une fabrication étant donné qu'elle est le produit d'opérations humaines et sociales. Il n'existe pas de relations « naturelles » entre les signes, les concepts et les significations. Selon Hall (1997:21), le sens est construit par un *système de représentation*. La représentation produit des significations à travers le discours en reliant entre eux les objets « réels », les concepts reliés à ces objets et les signes reliés à ces concepts. Selon Michael Löwy (1985), « [l]a vérité objective sur la société n'est pas concevable comme une image de miroir

indépendante du sujet connaissant, mais plutôt comme un *paysage* peint par un artiste ». La pratique journalistique appréhendée non pas comme une science sociale ou une discipline, mais comme une forme de représentation du monde, développe un discours de connaissance du monde élaboré par une équipe d' « artistes peintres ». Le discours journalistique est construit par des sujets dans un état de société donné, puis il est potentiellement décodé, interprété, et reproduit par d'autres sujets sociaux.

En journalisme, la question de l'appréhension du réel proprement dit se transpose souvent dans le débat sur l'objectivité. Roselyne Koren (2004:210) estime à juste titre qu'une conception « inatteignable » de l'objectivité consiste à :

prétendre ou à présupposer que le journaliste peut faire abstraction de la nature de la langue, de la nature foncièrement indirecte et subjective de sa médiation et choisir délibérément l'option objectiviste de la mise en mots neutre, ontologique et transparente [...] L'objectivité, entendue comme impartialité, égale attention à toutes les thèses en présence, est parfaitement possible durant la période de l'investigation, mais elle perd sa pertinence au moment de trancher, de désigner le ou les points de vue les plus valides, ceux qui permettront au lecteur de comprendre l'événement, de participer à la construction des " vérités civiles " et d'agir en connaissance de cause.

Comme le souligne Thompson (1987:17), l'analyste de discours doit interpréter un objet – le discours – qui appartient lui-même à un domaine préinterprété. L'analyse de discours, cette interprétation d'une interprétation, doit ainsi prendre en compte les sujets qui produisent et qui consomment les discours. Ce constructivisme social (Berger et Luckmann, 1967) n'est pas un relativisme naïf postulant une réalité universelle indépendante des perspectives économiques ou politiques. La fonction discursive de construction de la réalité sociale doit être comprise de manière réaliste. La sémiologie sociale implique des relations de domination dans lesquelles les pratiques sociales sont contraintes et activées par l'idéologie. Dans une société de classes capitaliste, les représentations de la réalité sont des constructions qui peuvent occulter les véritables intérêts en jeu et les possibilités de changement social. À l'instar de plusieurs chercheurs en CDA, notre approche constructiviste et interprétative du discours prend également appui sur un matérialisme historique et

dialectique.

### 3.2 La pertinence du marxisme en CDA

Depuis la dernière crise du capitalisme en 2008, un intérêt pour les travaux de Karl Marx et le riche corpus de la tradition théorique marxiste croît partout sur la planète.

Selon Christian Fuchs (2017:695-696) :

L'avantage de l'approche marxiste est qu'elle situe le phénomène étudié, dans notre cas la communication, dans la totalité de la société, dans les structures de domination, dans les idéologies, dans ses contradictions, dans ses dynamiques, dans ses crises, dans ses luttes sociales et dans ses alternatives potentielles.<sup>64</sup>

De son côté, Artz (2015:24) affirme que le marxisme fournit une:

compréhension [du fait] que les déterminants de l'accès public aux moyens de communication dépendent de l'économie politique de la formation sociale, offrant ainsi une posture théorique pour mesurer la démocratie, identifier les forces sociales en litige [ainsi qu'] expliquer et prédire les pratiques communicationnelles dominantes selon quelles classes sociales sont au pouvoir ou atteignent le leadership dans une société donnée.<sup>65</sup>

L'interface texte/discours/société se situe au coeur du dispositif analytique de la CDA. « La CDA considère les textes comme un moment *matériel* dans la production et la reproduction de la vie sociale, et analyse le " travail " social réalisé dans les textes comme un élément important de la critique sociale matérialiste »<sup>66</sup>, expliquent

<sup>64</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The advantage of the Marxist approach is that it situates the studied phenomenon, in our case communication, in society's totality, structures of domination, ideologies, its contradictions, dynamics, crises, social struggles, and potential alternatives.* »

<sup>65</sup> Traduction libre par l'auteur de « *What Marxism provides is the understanding that the determinants of public access to the means of communication depend on the political economy of the social formation, providing a theoretical stance for measuring democracy, identifying the social forces in contention, and explaining and predicting dominant communication practices according to which social classes have power or attain leadership in that society.* »

<sup>66</sup> Traduction libre par l'auteur de « *CDA views texts as a moment in the material production and reproduction of social life, and analyses the social 'work' done in texts as a significant focus of materialist social critique.* »

Fairclough et Graham (2010:304). « Cela suppose une relation dialectique entre des événements discursifs particuliers et les situations, les institutions et les structures sociales dans lesquelles ils sont intégrés »<sup>67</sup>, renchérissent Van Leeuwen et Wodak (1999:91-92).

Davantage qu'une analyse de discours au sens strict, la CDA possède une dimension critique. L'analyse critique implique le recours à une méthodologie systématique (Wodak, 1996:17-20) où le « langage devrait être analysé en relation avec le contexte social dans lequel il est utilisé et avec les conséquences de cette utilisation » (Richardson, 2007:45). Plus spécifiquement, l'analyste en CDA doit examiner le discours en relation avec les conditions sociales, les idéologies et les relations de pouvoir en vigueur.

Une critique du capitalisme est incomplète sans une analyse critique de la dimension du langage. À la suite de Fairclough et Graham (2010:305), nous souhaitons appliquer une logique marxiste à la théorie et à la méthodologie de la CDA. L'objectif est de renforcer la capacité de la CDA à aborder son objet de recherche.

Nous croyons que ce genre de critique devrait partir d'une vision du langage comme un élément d'un processus social matériel interconnecté dialectiquement avec d'autres éléments (Chouliaraki et Fairclough, 1999; Fairclough, 2000a; Graham, 1999, 2000), et que la production de la vie sociale (à la fois la production économique et la production des domaines non économiques) repose sur l'articulation de divers éléments et aspects de la socialité dans des configurations relativement stables qui incluent toujours et essentiellement le langage (ou plus généralement, le discours).<sup>68</sup> (Fairclough et Graham, 2010:303)

---

<sup>67</sup> Traduction libre par l'auteur de « *It assumes a dialectical relationship between particular discursive events and the situations, institutions and social structures in which they are embedded* »

<sup>68</sup> Traduction libre par l'auteur de « *We believe that this sort of critique should start from a view of language as an element of the material social process which is dialectically interconnected with other elements (Chouliaraki and Fairclough 1999, Fairclough 2000a, Graham 1999, 2000), and that the production of social life (both economic production and production in non-economic domains) is based within the articulation together of diverse elements and aspects of sociality into relatively stable configurations which always essentially and inherently include language (or more generally, discourse).* »

La lecture que Fairclough et Graham font de Marx met précisément l'accent sur l'interconnectivité dialectique du langage avec les autres éléments sociaux. Cet aspect fonde :

une base essentielle pour une forme de critique du langage qui peut rendre pleinement justice au pouvoir social du langage dans le nouveau capitalisme sans réduire la vie sociale au langage, en supprimant le langage de l'existence matérielle, ou en réifiant le langage.<sup>69</sup> (Fairclough et Graham, 2010:303)

À l'instar de Fuchs (2017), nous ne nous aventurerons pas dans une quête de la nouveauté pour établir notre méthodologie critique en communication. Nous préférons redécouvrir des dimensions marginalisées, voire cachées, ainsi que les forces de la tradition marxiste. Nous comptons y arriver en adoptant une approche matérialiste et dialectique du discours en CDA.

### 3.3 L'approche de Fairclough

Il existe plusieurs stratégies de recherche en CDA qui analysent les relations entre l'utilisation concrète du langage et les structures culturelles et sociales plus larges : l'approche de la linguistique de corpus (Mautner, 1995; Teubert, 2009), l'approche sociale psychologique de Wetherell et Potter (1993), le modèle socio-cognitif de Van Dijk (1993;1998;2001), l'approche historique-discursive de l'École de Vienne (Reisigl et Wodak, 2001; Wodak, 1996; 2002; Wodak et coll., 1999) ou encore l'approche relationnelle dialectique de Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003).

Dans le cadre de ce travail, nous adopterons la perspective relationnelle dialectique du modèle de Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003) tel que présenté par Richardson (2007). Comme d'autres stratégies, celle de Fairclough permet de positionner le discours journalistique dans le domaine plus vaste des communications de masse médiatisées en régime capitaliste. Elle nous permet d'envisager le discours

<sup>69</sup> Traduction libre par l'auteur de « *an essential basis for a form of language critique which can do full justice to social power of language in new capitalism without reducing social life to language, removing language from material existence, or reifying language.* »

journalistique comme un processus au cours duquel les pratiques sociales en vigueur dans le champ journalistique – et dans les autres champs sociaux - influencent les textes, autant dans leur production que dans leur consommation. En retour, les articles journalistiques participent à construire la société et ses relations sociales en modifiant la conscience des personnes qui les consomment.

En contraste avec les autres approches en CDA, Fairclough adopte une conception matérialiste et dialectique du discours (Fairclough et Graham, 2010; Chouliaraki et Fairclough, 1999; Fairclough, 2000a). Il conçoit trois dimensions à chaque événement discursif : « [i]l est simultanément un texte, une pratique discursive - qui comprend également la production et l'interprétation des textes - et une pratique sociale. »<sup>70</sup> (Titscher et coll., 2000:149-150)

Notre analyse doit ainsi s'attarder aux trois dimensions matérielles du discours journalistique : les *pratiques textuelles*, les *pratiques discursives* et les *pratiques sociales*. Comme analyste de discours, notre point d'entrée dans le processus discursif est l'analyse textuelle.

### 3.3.1 L'analyse textuelle

Pour Alexandra Koller (2009:71), les « textes peuvent être envisagés comme des unités de la langue écrite ou orale, sémantiquement cohérentes et syntaxiquement cohésives ; c'est-à-dire que les textesinstancient les usages de la langue dont les éléments s'assemblent pour former une entité signifiante. » En d'autres mots, un texte (ex. un article, une conversation, une image) véhicule une logique de forme et de sens lorsqu'il est mis en contexte. Il constitue une instanciation matérielle du discours. C'est de cette manière qu'un article de journal peut signifier socialement, tout en demeurant un bout de papier imprimé.

Fairclough (2003) base sa méthode d'analyse sur la linguistique systémique

<sup>70</sup> Traduction libre par l'auteur de « It is simultaneously text, discursive practice – which also includes the production and interpretation of texts – and social practice. »

fonctionnelle (*Systemic functional linguistic*). Selon cette théorie, les textes remplissent simultanément trois métafonctions : idéationnelle, interpersonnelle et textuelle. En les reprenant tour à tour, les textes :

représentent simultanément les aspects du monde (le monde physique, le monde social, le monde mental); promulguent les relations sociales entre les participants dans les événements sociaux ainsi que les attitudes, les désirs et les valeurs des participants; et relie de manière cohérente et cohésive les parties de textes en un tout uni (Fairclough, 2003:27)<sup>71</sup>

L'analyste doit ainsi considérer deux aspects principaux d'un texte : la structuration des énoncés ainsi que leur combinaison et leur séquençage (Fairclough, 1995a:104). Le premier aspect concerne l'analyse des *énoncés* qui représentent les acteurs sociaux, leurs actions, les processus et les événements dans lesquels ils sont représentés être investis. Le second aspect concerne l'analyse de l'*organisation* de ces énoncés en un ensemble structuré de manière cohérente. Richardson (2007:38) schématise ainsi l'analyse textuelle de Fairclough dans la Figure 3.1.

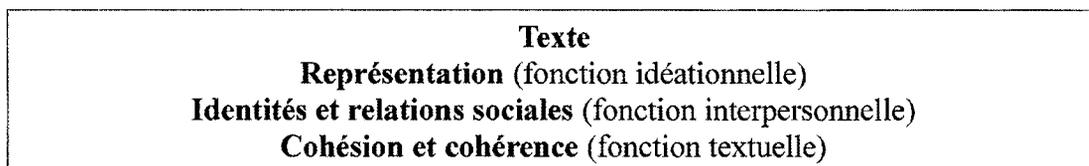


Figure 3.1 Analyse textuelle selon Richardson (2007:38)

En CDA, tous les aspects du contenu textuel sont considérés comme résultant d'un choix. Cette hypothèse implique d'analyser les textes à différents niveaux. Richardson (2007:47) représente dans la Figure 3.2 la progression d'une analyse textuelle qui part du mot (analyse micro) jusqu'à l'organisation du sens à travers tout le texte (analyse macro).

<sup>71</sup> Traduction libre par l'auteur de « *simultaneously represent aspects of the world (the physical world, the social world, the mental world); enact social relations between participants in social events and the attitudes, desires and values of the participants; and coherently and cohesively connect parts of texts together' as a united whole* »

<b>Structuration des énoncés</b>	<b>Mots (lexique)</b>	<b>Micro-analyse textuelle</b>
	<b>Énoncés 1 (syntaxe et transitivité)</b>	
	<b>Énoncés 2 (modalité)</b>	
	<b>Présupposition</b>	
	<b>Rhétorique</b>	
<b>Combinaison des énoncés</b>	<b>Narration</b>	<b>Macro-analyse textuelle</b>

Figure 3.2 Progression de l'analyse textuelle selon Richardson (2007:47)

### 3.3.1.1 Analyse sociosémantique des acteurs sociaux

Couplée à la perspective déductive de Fairclough (1995a;b; 2000b; 2003), la perspective inductive d'étude de cas proposée par Van Leeuwen (2008) nous permettra de résoudre nos questions de recherche par abduction.

Le cadre analytique qualitatif de Van Leeuwen dérive de la conception du discours formulée par Foucault (1969). Pour ce dernier, le discours est une construction sémantique d'aspects spécifiques de la réalité qui servent les intérêts de contextes sociohistoriques particuliers. Van Leeuwen (2008) se base également sur le concept de « registre » développé par Halliday dans ses travaux de grammaire systémique fonctionnelle. Les registres représentent la variété sémantique du langage appréhendé comme un dialecte social distinct par sa sémantique plutôt que sa phonologie et sa grammaire lexicale. Van Leeuwen (2008) articule ces deux concepts sur la notion de *recontextualisation* élaborée par Basil Bernstein (1981;1986;1990). Élargissant cette notion au-delà du discours pédagogique étudié par Bernstein, Van Leeuwen (2008:vii) postule que tout discours recontextualise des pratiques sociales puisque toute connaissance est fondée sur la pratique.

Le modèle de la représentation des acteurs sociaux en discours de Van Leeuwen (2008) nous permet de mieux comprendre comment ces représentations *peuvent* être recontextualisées. L'application de cette approche nous permet d'identifier la *manière* dont les représentations sont recontextualisées dans le discours journalistique pour cadrer certains aspects de la réalité sociale. Le schéma 3.1 en page 64 représente le

réseau de représentations des acteurs sociaux dans le discours selon Van Leeuwen (2009:65).

Ce réseau sociosémantique tire son originalité d'une recatégorisation sociologique de différents systèmes lexico-grammaticaux et linguistiques discursifs distincts. L'agentivité linguistique ne correspond pas toujours avec l'agentivité sociologique. La prise en compte de différentes réalisations linguistiques et rhétoriques catégorisées d'une manière sociologique (ex. nomination, agentivité) plutôt que linguistique (ex. nominalisation, suppression de l'agent au passif) permet de rétablir ce lien. Le réseau de Van Leeuwen trouve son unité dans le concept d'« acteur social » plutôt que dans un concept linguistique comme le « groupe nominal ».

Le réseau implique trois types principaux de transformations linguistiques : l'effacement (systèmes 1 et 2), le réarrangement (systèmes 3 à 5) et la substitution (système 6 à 22).

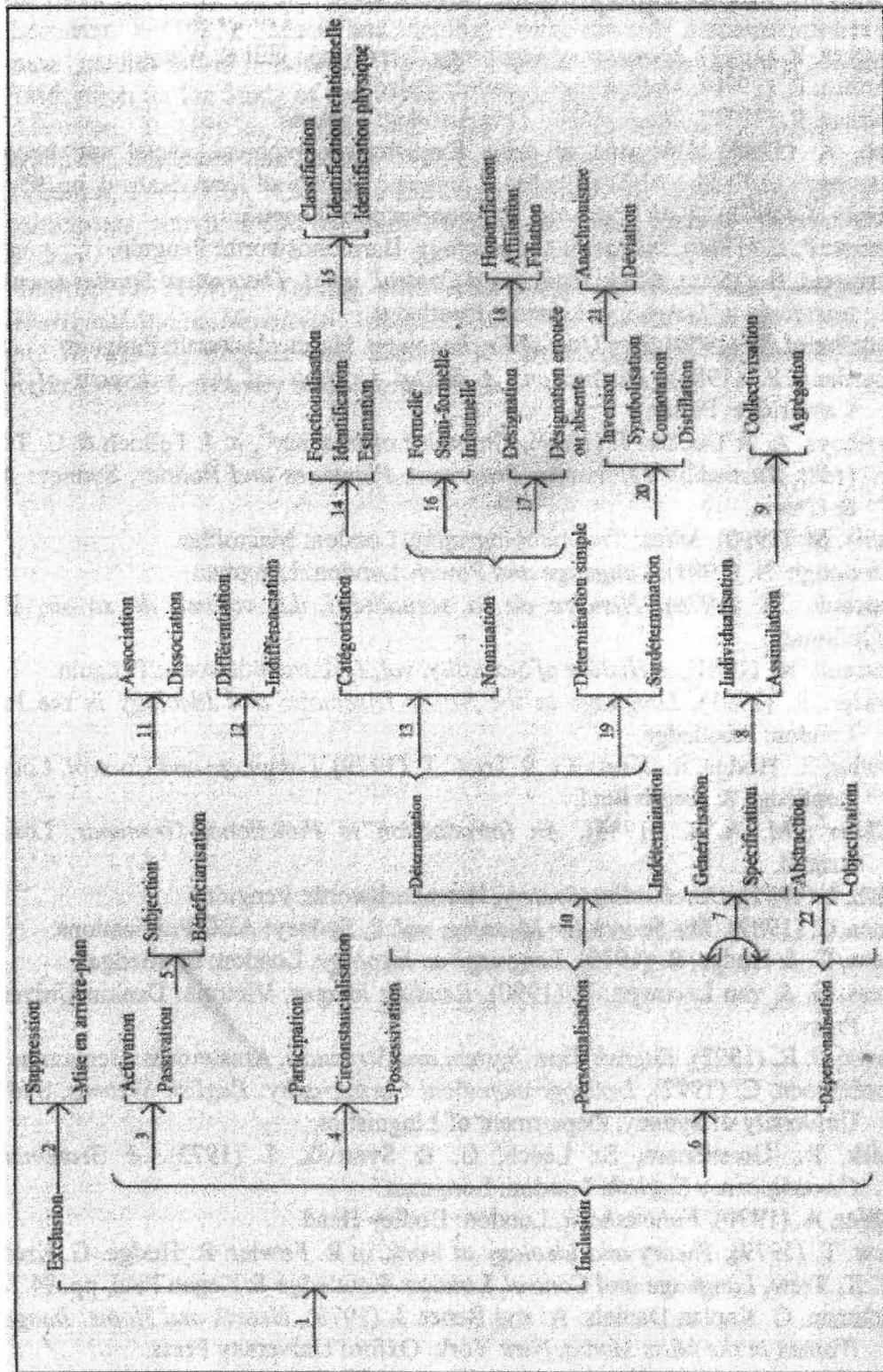


Figure 3.3 Réseau de représentations des acteurs sociaux dans le discours (Van Leeuwen, 2009:65)

## L'effacement

Les acteurs sociaux peuvent être explicitement mentionnés dans un texte (*Inclusion*) ou symboliquement retirés de l'expérience immédiate d'un public (*Exclusion*).

L'exclusion peut prendre la forme d'une *Suppression* ou d'une *Mise à l'arrière-plan*. La suppression implique l'omission de toute référence à un acteur social dans un texte. Ce procès empêche de répondre à la question : Qui a posé cette action? Certaines exclusions peuvent être « innocentes » dans la mesure où l'auteur présume que l'identité d'un acteur social est supposée déjà connue par le public cible ou considérée non pertinente. L'exclusion peut aussi être utilisée comme stratégie consciente pour déguiser l'identité d'acteurs puissants ou décourager le questionnement concernant leurs actions (voir Trew, 1979:97). Comme le soutient Van Leeuwen (2009:36), « [l]es représentations incluent ou excluent les acteurs sociaux en fonction de leurs intérêts et de leurs buts en lien avec le lectorat auquel elles sont destinées ». La fonction politique de la suppression peut devenir saillante lorsque l'on compare le discours de différentes sources.

La mise à l'arrière-plan exclut les références directes d'un acteur social à une action donnée, mais le mentionne ailleurs dans le texte. Il est alors possible d'inférer « de manière raisonnablement certaine (bien que ce ne soit jamais totalement sûr) qui ils sont ». (Van Leeuwen, 2009:37) La suppression et la mise à l'arrière-plan relèguent toutes deux à l'arrière-plan un acteur social, mais à des degrés différents.

Les procès d'exclusion jouent un rôle quantitatif et qualitatif important dans la représentation des acteurs sociaux même si ces derniers finissent ultimement par être inclus et mentionnés quelque part dans les textes. D'une part, la suppression et la mise à l'arrière-plan réduisent le nombre de fois où les acteurs sociaux sont représentés de manière explicite. D'autre part, les procès de suppression et de mise à l'arrière-plan survenant dès les premières lignes d'un texte, soit dans le titre et l'amorce, fixent de *qui* (ou *quoi*) les textes parlent.

L'inclusion des représentations d'un acteur social peut signifier un statut social supérieur et l'exclusion, un statut inférieur, impuissant ou indésirable.

#### L'affectation des rôles

Les rôles qui sont donnés à jouer aux acteurs sociaux dans les représentations constituent un aspect important du travail de plusieurs linguistes critiques (Fairclough, 1989, Fowler, 1991 ; Fowler et coll., 1979 ; Kress et Hodge, 1981 ; Van Dijk, 1991). Les acteurs sociaux peuvent être représentés comme « agent » (acteur) ou comme « patient » (objet affecté) en rapport avec une action spécifique. Comme le mentionne Van Leeuwen (2009:42), cet aspect est important puisqu'il n'y a pas forcément congruence entre les rôles que les acteurs sociaux jouent dans les pratiques sociales et les rôles grammaticaux qui leur sont donnés dans les textes. La manière dont sont représentés les participants peut réaffecter leurs rôles ou réarranger leurs relations sociales. Les choix de représentations s'inscrivent dans des contextes institutionnels et sociaux où ils servent des intérêts et remplissent des objectifs politiques.

Les représentations peuvent doter les acteurs de rôles soit actifs, soit passifs. « Le *rôle actif (Activation)* survient quand les acteurs sociaux sont représentés comme les forces actives et dynamiques dans une activité, le *rôle passif (Passivation)* quand ils sont représentés comme « subissant » l'activité, ou comme en étant « les récepteurs finaux » », explique Van Leeuwen (2009:43). L'allocation des rôles peut s'opérer à travers les rôles grammaticaux des participants ou par les structures de transitivité.

La transitivité constitue le coeur de la représentation. Elle renvoie aux relations entre les participants et aux rôles qu'ils jouent dans les processus décrits dans un discours. Comme l'écrit Mills (1995:143-144), « [L]'étude de la transitivité se soucie de comment les actions sont représentées; quelles sortes d'actions apparaissent dans un texte, qui les fait et à qui elles sont faites », en bref le « *qui (ou quoi) fait quoi à qui (ou quoi)* »<sup>72</sup>.

<sup>72</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The study of transitivity is concerned with how actions are*

## La substitution

La substitution se réalise grâce au système de référence, au lexique et à la métaphore.

## Personnalisation/Dépersonnalisation

Les acteurs sociaux peuvent être représentés sous les traits d'êtres humains (*Personnalisation*) ou par d'autres moyens, comme le recours aux noms abstraits ou encore concrets, lorsque les significations n'incluent pas de traits sémantiques « humains » (*Dépersonnalisation*).

Le procès de dépersonnalisation offre la possibilité de « mettre en arrière-plan l'identité et/ou le rôle des acteurs sociaux ; il peut donner une force ou une autorité impersonnelle à l'action ou à la qualité d'un acteur social ; et cela peut ajouter des connotations positives ou négatives à l'action ou à l'énoncé d'un acteur social » (Van Leeuwen, 2009:60).

Van Leeuwen (2008:46-47) distingue deux types de procès de *Dépersonnalisation* : l'*Abstraction* et l'*Objectivation*. L'abstraction se produit lorsqu'un acteur social est représenté au moyen d'une qualité qui lui est assignée par et dans la représentation. L'objectivation s'effectue par une référence d'ordre métonymique, c'est-à-dire qu'elle représente les acteurs sociaux en référant à un endroit (*Spatialisation*), à un énoncé (*Autonomisation d'énoncé*), à un instrument (*Instrumentalisation*) ou à une partie du corps (*Somatisation*) étroitement associé à eux ou à l'action dans laquelle ils sont représentés être engagés.

---

*represented; what kind of actions appear in a text, who does them and to whom they are done [...] who (or what) does what to whom (or what) »*

## Nomination et Catégorisation

Les acteurs sociaux sont nommés lorsqu'ils sont représentés à partir de leur identité propre. Le procès de *Nomination* est typiquement réalisé par le recours à des noms propres. Ces derniers peuvent être formels (nom de famille seulement, avec ou sans titres), semi-formels (prénom et nom de famille) ou informels (prénom seulement). Les nominations peuvent aussi prendre la forme de titres, de rangs, d'appellations honorifiques ou standard, d'affiliations, etc. Les acteurs nominalisés sont souvent le centre d'intérêt d'un texte (Humby, 2012:378).

Les acteurs sociaux sont catégorisés lorsqu'ils sont représentés à partir de leur identité et des fonctions qu'ils partagent avec d'autres. Deux *Catégorisations* clés font partie du réseau de représentation de Van Leeuwen (2008:42-45) : l'*Identification* et la *Fonctionnalisation*. Pour Van Leeuwen (2008:43), la mise en œuvre de ce choix de catégorisation revêt une grande importance en analyse du discours, car elle permet de comprendre la manière dont l'identité est formée à travers un texte.

## Fonctionnalisation

Le procès de fonctionnalisation se produit par le recours à des références aux acteurs sociaux en termes d'activités, d'occupation ou de rôle (ex. enseignant, ministre).

Les différents procès du modèle de Van Leeuwen (2008) sont déterminants pour la transitivité et la rhétorique, mais également pour l'élaboration des thèmes et de la narrative d'un texte. Voyons maintenant comment certains d'entre eux sont aussi utilisés pour analyser la représentation visuelle des acteurs sociaux.

### 3.3.1.2 Analyse visuelle des acteurs sociaux

Comme le mentionne Catherine Saouter (2000:42), « tout document visuel est vu et absolument vu à la fois comme un *objet donné à voir* et comme *donnant à voir un objet*, celui de la représentation ». Dans un contexte social donné, la dialectique entre le plan plastique (l'image donnée à voir) et le plan iconique (l'image donnant à voir un objet) oriente le plan de l'interprétation. Sur le plan plastique, toute image présente des codes de dénotation précis (ex. un policier). Basée sur cette dénotation, toute image mobilise des codes de connotation plus ouverts sur le plan iconique (ex. la violence policière). Ces dénnotations et connotations permettent à un signe de signifier. Elles dérivent des « pratiques sociales, du savoir des institutions, des croyances et des légitimations qui existent de manière diffuse au sein d'une société et qui ordonnent l'appréhension du monde de cette société en termes de modèles de signification dominants »<sup>73</sup> (Hall, 1974:176). Les connotations peuvent fournir à l'image la signification mythique qui cadre son décodage.

Les photos de presse sont sélectionnées et traitées de manière à générer des connotations particulières (Bignell, 1997:98). Leur signification dépend du contexte du journal dans lequel elles apparaissent. Le texte qui apparaît près d'une image, les légendes par exemple, indique souvent comment l'image devrait être interprétée (Hall, 1974 :178). Le texte fournit les connotations qui fixent les limites des significations d'une image. De manière complémentaire, l'image « naturalise » les significations dont le texte l'a investi étant donné qu'elle est censée reproduire la « réalité ». L'image « prouve » ainsi que le message du texte est vrai. L'une dans l'autre, ces connotations guident l'observateur vers la construction de certaines significations mythiques et vers une interprétation conséquente.

Gunther Kress et Van Leeuwen (2005:119-58) ont développé un modèle d'analyse de la représentation visuelle des acteurs sociaux en discours. Les images

<sup>73</sup> Traduction libre par l'auteur de « *social practices, the knowledge of institutions, the beliefs and the legitimations which exist in a diffused form within a society, and which order that society's apprehension of the world in terms of dominant meaning-patterns* »

impliquent toujours deux types de participants. D'une part, il y a les participants représentés qui sont les personnes, les endroits et les choses représentés dans une image. D'autre part, il y a les participants interactifs qui sont les personnes qui communiquent entre elles à travers une image, c'est-à-dire le producteur et l'observateur de l'image. Kress et Van Leeuwen (2005) considèrent que trois dimensions ne peuvent être évitées lors de la représentation visuelle d'acteurs sociaux en deux dimensions : la distance sociale entre les personnes représentées et l'observateur ; la relation sociale entre les personnes représentées et l'observateur ; l'interaction sociale entre les personnes représentées et l'observateur. Ces relations sont évidemment symboliques et imaginaires puisqu'elles dépendent de l'interprétation de l'observateur. Cette interprétation peut se faire soit en acceptant les codes de référence, soit en les négociant, soit en s'y opposant (Hall, 2008a).

#### Distance sociale

La taille des plans peut symboliser la proximité sociale entre les acteurs sociaux et l'observateur. Plus le plan d'un acteur social est rapproché, plus il peut symboliser une relation interpersonnelle de proximité (l'un des nôtres) avec l'observateur. Inversement, plus un plan se rapproche du plan de grand ensemble, plus il peut symboliser une distance relationnelle (l'un des leurs).

#### Relation sociale

Le point de vue symbolise le pouvoir et l'engagement entre les personnes représentées et l'observateur. Selon Kress et Van Leeuwen (2005), l'angle vertical implique la représentation d'un différentiel de pouvoir en référence aux dispositifs permettant d'avoir une position surélevée dans la vraie vie (ex. estrade). La plongée symbolise un pouvoir imaginaire de l'observateur sur les acteurs sociaux. Une contre-plongée représente l'inverse, tandis que le point de vue frontal à hauteur des yeux

symbolise l'égalité. L'angle horizontal représente l'engagement ou le détachement. Dans la vie réelle, cette différence renvoie au fait de rencontrer une personne en face à face, de la « confronter » littéralement et figurativement, ou d'occuper une position en retrait (point de vue oblique).

### Interaction sociale

La destination du regard des personnes représentées symbolise une interaction sociale avec l'observateur. Lorsque la personne représentée « regarde » l'observateur dans les yeux, elle s'adresse symboliquement à lui. Elle lui fait une demande symbolique. À l'opposé, une personne qui porte son regard ailleurs ne s'adresse pas à l'observateur. Ce dernier observe la personne représentée comme il observe un objet ou un « spectacle ».

### Catégorisation générale

Kress et Van Leeuwen s'intéressent aussi à la manière dont les acteurs sociaux sont représentés à l'intérieur des images. De manière similaire aux stratégies sociosémantiques mentionnées plus haut, les acteurs sociaux peuvent être inclus/exclus, actifs/passifs, représentés de manière générique/spécifique ou représentés comme des individus ou des groupes.

#### 3.3.2 L'analyse des pratiques discursives

L'analyse de discours implique d'étudier le processus discursif de significations en reliant les textes avec leurs conditions sociales de production, de circulation, de distribution/consommation et de reproduction (Hall, 2008a). Dans le cas de la communication de masse médiatisée, le discours se fonde sur l'institution sociale des entreprises de presse. Cette articulation autour d'un ensemble de pratiques discursives

spécifiques liées à un champ social spécifique permet de parler d'un discours particulier, celui du discours journalistique.

Richardson (2007:39) schématise l'objet de l'analyse du discours journalistique dans la Figure 3.3.

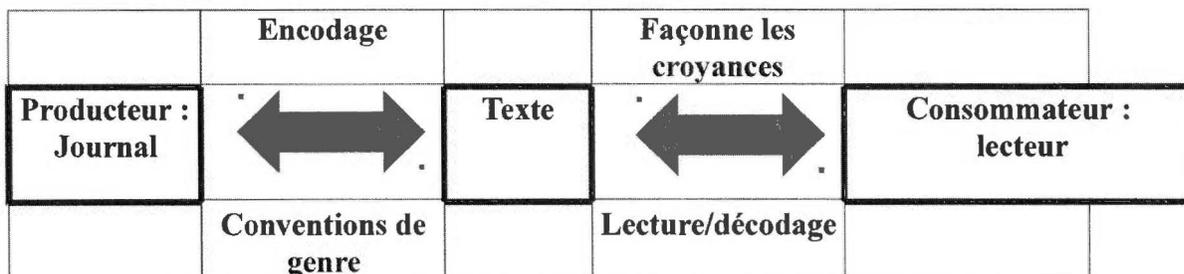


Figure 3.4 Objet de l'analyse du discours journalistique selon Richardson (2007:39)

Comme le suggère la Figure 3.3, des relations dialectiques s'opèrent à chaque point de la médiation discursive. D'abord, les journalistes et les éditeurs utilisent différentes pratiques discursives pour produire des articles journalistiques dirigés vers des audiences dont ils présument ou imaginent les caractéristiques (ex. classe sociale, niveau d'éducation, préférences). D'une part, l'audience est appréhendée comme le produit d'un travail, c'est-à-dire comme une marchandise. Les propriétaires de journaux vendent une partie de l'espace de leur média aux publicitaires afin de leur permettre d'accéder à l'attention de l'audience et ainsi permettre une consommation de publicité. Sous cet angle, les journaux « vendent » l'audience-marchandise aux publicitaires. D'autre part, l'audience est conceptualisée comme une entité consommatrice de « nouvelles marchandise » ou plutôt, dans une perspective discursive, de « discours marchandise ». Dans cette deuxième conceptualisation, la relation entre un journal et une audience est « basée sur la satisfaction des attentes de l'audience et la validation des relations de confiance passées, qui à leur tour dépendent de routines légitimées et institutionnalisées de présentation de l'information qui évolue au fil du temps »<sup>74</sup> (Blumler et Gurevitch, 1995:13). Collen

<sup>74</sup> Traduction libre par l'auteur de « based on the fulfilment of audience expectations and the

Cotter (2001:421) considère l'audience comme une partie du mécanisme du discours journalistique. La considération de l'audience par les journalistes peut affecter la structure du discours, le choix des thèmes, le choix des acteurs, le style, la syntaxe ou encore la phonologie. L'audience constitue ainsi « la toile de fond sur laquelle les journalistes et les éditeurs basent les questions de la valeur à donner aux nouvelles »<sup>75</sup> (DeWerth-Pallmeyer, 1997:5).

Une série de pratiques professionnelles, de routines et de techniques influencent la production des textes et l'encodage du sens dans le discours journalistique. D'un côté, les producteurs et le mode de production encodent le sens dans les textes par différents processus (ex. sélection des thèmes, choix des acteurs, établissement des valeurs données aux « nouvelles », choix du vocabulaire, etc.). Inversement, les conventions de genre du discours et des textes journalistiques formatent la production en déterminant la manière dont l'information doit être collectée, organisée et présentée (ex. façons de citer, style, rhétorique, argumentation, etc.).

Les textes et les discours circulent ensuite dans l'intertexte et l'interdiscours<sup>76</sup> où ils puisent leur sens. Pour Wodak (2011:629), « les relations spatiales et temporelles entre les textes impliquent toujours des relations de recontextualisation, par lesquelles les textes (et les discours, genres et arguments qu'ils déploient) voyagent entre des contextes spatiaux et temporels différents, et sont sujets à des transformations dont la nature dépend des relations et des différences entre ces contextes »<sup>77</sup>. De par leur caractère sociohistorique, les textes et les discours journalistiques sont constitués de

---

*validation of past trust relationships, which in turn are dependent on legitimised and institutionalised routines of information presentation evolved over time »*

<sup>75</sup> Traduction libre par l'auteur de « *is the backdrop against which reporters and editors consider questions of news value »*

<sup>76</sup> L'interdiscours est constitué de l'ensemble des unités discursives de dimensions variables avec lesquelles un discours particulier entre en relation implicite ou explicite (Maingueneau, 2009 :77). Selon cette définition, l'intertexte est un sous-ensemble de l'interdiscours composé de l'ensemble des textes avec lesquels un texte particulier entre en relation implicite ou explicite.

<sup>77</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Spatial and temporal relationships between texts always include relations of recontextualization, whereby texts (and the discourses, genres and arguments which they deploy) move between spatially and temporally different contexts, and are subject to transformation whose nature depends upon the relationships and differences between such contexts. »*

fragments ou d'éléments d'autres textes et d'autres discours. Ce phénomène est particulièrement saillant par le texte et de discours rapporté (la citation) ou encore par le repiquage de textes d'agences de presse.

À l'autre bout du processus discursif, le sens du discours journalistique et son potentiel à agir sur la conscience du lecteur dépend du bagage culturel de ce dernier. D'un côté, le sens des textes et des discours se présente au lecteur de manière à cadrer ses interprétations (ex. représentations, présuppositions, trame narrative). Toutefois, un lecteur ne puisera une signification d'un texte qu'en la reliant à sa propre connaissance du monde et à sa propre connaissance du texte (Van Dijk, 2003, 2005). Le décodage du sens d'un article journalistique se fait alors soit en acceptant les codes de référence, soit en les négociant, soit en s'y opposant (Hall, 2008a). De plus, cette lecture est souvent affectée par le jugement que le lecteur porte sur le producteur (ex. l'image de marque du journal, son parti pris politique, son prestige).

Au niveau analytique, Richardson (2007:112) propose d'appréhender l'analyse des pratiques discursives en entonnoir, c'est-à-dire en partant d'une macro-analyse large des facteurs économiques (ex. pratiques organisationnelles et professionnelles) jusqu'à une micro-analyse des fragments de textes repiqués dans d'autres textes et discours (ex. communiqués de presse, textes d'agence de presse). L'analyse des pratiques discursives doit ainsi mettre en relation chaque niveau d'analyse avec la production et la consommation des nouvelles.

Pour des raisons de temps et de faisabilité, nous nous concentrons sur l'analyse de deux aspects discursifs. D'une part, nous appréhendons la notion de thème développée par Van Dijk (1985, 1988a, 1988b) comme un « discours marchandise » particulièrement important et chargé de représentations concernant les acteurs sociaux. D'autre part, nous évaluons la prégnance de la forme marchandise sur les thèmes en cherchant chez eux la présence des facteurs valeur donnés aux « nouvelles » (*news values*) selon Harcup et O'Neill (2001) que nous réarticulons aux niveaux discursif et interdiscursif.

### 3.3.2.1 Analyse des thèmes (macropropositions)

Le thème (*topic*) d'un texte - ou sa macroproposition - est une proposition articulée à un niveau supérieur aux mots ou aux énoncés. Une macroproposition est formulée par une proposition complète (ex. Les professeurs font la grève), plutôt que par un seul concept, comme c'est le cas pour un sujet (ex. la grève). La macroproposition appartient au niveau des « macrostructures sémantiques » (Van Dijk, 1985). Elle concerne le sens global d'un texte et en décrit l'essentiel. En terme journalistique, il s'agit de l'angle du texte, c'est-à-dire *de quoi ça parle* (Maingueneau, 2009:126).

Les thèmes ou les macropropositions « s'expriment couramment dans le titre idéal d'un bulletin de nouvelles : ils concernent toujours un événement ou un épisode spécifique »<sup>78</sup> (Van Dijk, 1988a:170). En définissant la situation rapportée et en encodant un cadre de lecture et d'interprétation préférentiel, les titres et les amorces participent non seulement à construire un sens préférentiel, mais aussi à exprimer une vision politique à travers les textes. Considérant que le lectorat lit souvent uniquement les titres et les amorces et que le thème est ce dont « les lecteurs se rappellent le mieux »<sup>79</sup> (Van Dijk, 1988b:226), l'analyse des thèmes des titres et des amorces est cruciale pour évaluer la représentation des acteurs sociaux et les rôles qui leur sont attribués.

### 3.3.2.2 Analyse des facteurs valeur des thèmes

Dan Schiller (1979) a montré que la notion d'objectivité est apparue dans la presse commerciale américaine au cours des années 1830 comme stratégie commerciale alternative aux habitudes traditionnelles du journalisme partisan. Denis

<sup>78</sup> Traduction libre par l'auteur de « *routinely expressed in the ideal headline of a single news report : They are always about a specific event or episode* »

<sup>79</sup> Traduction libre par l'auteur de « *strategically serves as the expression of its macrostructure [...] this macrostructure of thematic structure is best recalled by readers* »

Ruellan (1993:166-167) explique que :

le concept d'objectivité est venu légitimer le nouveau rôle commercial de la presse. Il s'est imposé en interaction avec l'appropriation par les éditeurs privés d'une fonction sociale essentielle : la défense de l'intérêt public.

Cette prétention à fournir une conception objective du monde implique de fonder l'angle des textes sur une approche positiviste puisant sa légitimité dans des usages techniques ou des « rituels stratégiques » (Tuchman, 1972) (ex. le recours aux sources, aux citations, à la structure pyramidale et à la mise en contexte). L'angle de l'intérêt public, s'il semble concerner quantitativement le plus grand nombre possible de personnes, ne sert pas leurs intérêts de classe pour autant. L'angle de l'intérêt public est une stratégie commerciale qui bénéficie d'abord et avant tout aux intérêts économiques des propriétaires de médias. La prétention à l'intérêt public comme pratique professionnelle matérielle confère une puissance idéologique à la rhétorique de l'objectivité. En son temps, Gramsci avait d'ailleurs compris qu'avec la gestion capitaliste des activités intellectuelles et communicationnelles, la dimension industrielle et commerciale se liait avec la dimension idéologico-politique (Tosel, 2005:59).

Les chercheurs qui ont analysé empiriquement le traitement normatif du contenu des médias ont élaboré le concept de valeurs données aux nouvelles (*new values*) pour juger du potentiel d'un « événement » à devenir une nouvelle (*newsworthiness*) en fonction des intérêts supposés de l'audience à laquelle elle est destinée. Ces valeurs sont utilisées comme des règles d'encodage de base pour sélectionner, ordonner et prioriser la collecte d'information et la production discursive de la nouvelle. Tony Harcup et Deirdre O'Neill (2001:261) signalent que même si ces règles ne sont pas forcément écrites ou codifiées par les organes de presse, « elles existent dans la pratique quotidienne et dans les connaissances acquises au travail »<sup>80</sup>.

Comme le mentionne Hall (1974:181),

---

<sup>80</sup> Traduction libre par l'auteur de « *may not be written down or codified by news organisations [...] they exist in daily practice and in knowledge gained on the job* »

« parmi les millions d'événements qui se produisent chaque jour dans le monde, seule une infime proportion devient visible comme " nouvelles potentielles " : et de cette proportion, seule une petite fraction est réellement produite comme actualité du jour dans les médias »<sup>81</sup>.

Dans une étude devenue classique, Johan Galtung et Mari Ruge (1974) posent la question : Comment les « événements » deviennent-ils des « nouvelles » ? Elles suggèrent 12 facteurs valeur<sup>82</sup> qui semblent être particulièrement importants dans la sélection des nouvelles par les journalistes et les éditeurs. Elles supposent que plus un « événement » satisfait de facteurs valeur, plus il aura de chance de se qualifier comme une nouvelle. Quarante ans plus tard, Harcup et O'Neill (2001) ont identifié plusieurs lacunes dans l'opérationnalisation de ces facteurs valeur. Ils ont revisité l'étude et proposent plutôt 10 facteurs valeur :

- la référence à l'élite au pouvoir (ex. individus, organisations ou institutions) ;
- la référence à la célébrité (ex. personne déjà célèbre) ;
- le divertissement (ex. sexe, *human interest*, photo divertissante) ;
- la surprise (élément de surprise ou de contraste) ;
- la mauvaise nouvelle (ex. conflit, tragédie) ;
- la bonne nouvelle (ex. sauvetage, triomphe individuel) ;
- la magnitude (signifiant en terme du nombre de personnes impliquées ou du potentiel d'impact) ;
- la pertinence (ex. proximité culturelle, importance politique) ;
- le suivi (ex. dernier développement d'un récit d'événement déjà abordé) ;
- l'agenda du journal (ex. sert les orientations politiques ou commerciales du journal).

Sans fixer de hiérarchie entre les facteurs valeur, Harcup et O'Neill (2001:276) suggèrent que certaines combinaisons de valeurs semblent garantir une couverture

<sup>81</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Yet of the millions of events which occur daily in the world, only a tiny proportion ever become visible as " potential news stories " : and of this proportion, only a small fraction are actually produced as the day's news in the news media. »*

<sup>82</sup> La fréquence, l'intensité, l'univocité, la proximité culturelle, la consonance, la rareté, la continuité, la composition, la référence aux personnes de l'élite, la référence aux nations de l'élite, la personnification, la négativité

journalistique. C'est notamment le cas pour les événements qui concernent des célébrités et qui garantissent l'opportunité de bonnes photos. Graham Knight (2001:75) estime que les « scripts de grève » (*strike scripts*) qui définissent la valeur donnée aux nouvelles concernant les relations industrielles ont « tendance à traiter principalement des exigences économiques égoïstes des grévistes, des actions et des émotions auxquelles elles donnent lieu, de la perturbation, des inconvénients et des dommages causés par la grève, ainsi que des divisions internes et des désaccords entre les grévistes ou au sein du syndicat »<sup>83</sup>

Notre approche discursive et critique nous porte toutefois à remettre en contexte ces facteurs valeur afin d'aller au-delà de l'approche fonctionnaliste de barrière à l'entrée (*gatekeeping*) et au-delà de l'erreur immanentiste de l'analyse de contenus proposée par ces auteurs.

Selon Peter Vasterman (1995),

« Cette approche est basée sur la présomption que les journalistes rapportent des événements. Mais les nouvelles ne sont pas déjà là, les journalistes ne rapportent pas les nouvelles, ils produisent les nouvelles. Ils les construisent, ils construisent des faits, ils construisent des énoncés et ils construisent un contexte dans lequel ces faits ont un sens. Ils reconstruisent " une " réalité. »<sup>84</sup>

Hall (1974:182) signale que si les facteurs valeurs proposés par Galtung et Ruge aident à identifier des éléments formels dans la construction des nouvelles, « nous devons également considérer les valeurs formelles des nouvelles comme une structure idéologique - examiner ces règles comme la formalisation et l'opérationnalisation d'une *idéologie des nouvelles* »<sup>85</sup>. Ces facteurs valeurs peuvent être vus comme les

<sup>83</sup> Traduction libre par l'auteur de « *tend to be primarily about strikers' economically self-interested demands, the actions and emotions to which these give rise, the disruption, inconvenience and harm caused by the strike, and internal divisions and disagreements among the strikers or within the union* »

<sup>84</sup> Traduction libre par l'auteur de « *This approach is based on the presumption that journalists actually report events. But news is not out there, journalists do not report news, they [sic] produce news. They construct it, they construct facts, they construct statements and they construct a context in which these facts make sense. They reconstruct 'a' reality.* »

<sup>85</sup> Traduction libre par l'auteur de « *we need, also, to see formal news values as an ideological structure - to examine these rules as the formalisation and operationalisation of an ideology of news* »

composants des « cartes » culturelles (*cultural maps*) utilisées par les journalistes et les éditeurs pour faire sens du monde (Hall, 1978:54). Les facteurs valeur varient selon les cultures et entre les médias (McNair, 1994:34) en fonction de la manière dont ils sont façonnés par des facteurs internes (ex. professionnels, institutionnels) et externes (ex. politiques, économiques, idéologiques). Les valeurs données aux nouvelles reflètent ainsi les attitudes et les croyances sociales en vigueur (Bell, 1991:156 ; Hartley, 1982:80).

D'un point de vue discursif, nous appliquons la notion de facteurs valeur aux différentes unités discursives en circulation dans le marché des discours plutôt qu'aux « contenus nouvelles ». Dans notre cas, les facteurs valeur sont identifiés dans les thèmes des textes plutôt que dans des « événements ». Quant à lui, le potentiel d'intérêt d'une nouvelle (*newsworthiness*) se réarticule comme le potentiel d'intérêt d'une mise en récit donnée, plutôt que comme une composante intrinsèque d'un contenu donné. Si l'inclusion de certains récits encode le sens du discours journalistique d'une certaine manière, l'exclusion d'autres récits le façonne tout autant.

Un phénomène mis en récit selon les critères d'encodage de Harcup et O'Neill (2001) nous semble plus susceptible d'être considéré comme une « nouvelle » - c'est-à-dire produit, publié puis consommé comme « discours marchandise » - considérant la fonction qu'ont ces critères dans son processus de valorisation marchande.

À titre d'exemple, les journalistes et les éditeurs produisent des textes dont se dégage un thème au niveau sémantique. Ces thèmes sont élaborés dans une optique de maximisation de leur valeur sur le marché des discours. La valeur d'échange des thèmes est censée être plus élevée si elle tient compte des intérêts supposés de l'audience ciblée. Cette valeur d'échange doit être partagée à la fois par les producteurs et l'audience afin de permettre une consommation et la création de survaleur.

Nous appréhendons les facteurs valeur comme des injonctions de la forme marchandise, des indicateurs de valorisation marchande, imposés aux thèmes des

textes. Découvrir leur présence dans les thèmes permettra d'évaluer l'influence de la forme marchandise sur la représentation des acteurs sociaux.

Comme le mentionne Richardson (2007:112), ce portrait des relations dialectiques entre le producteur et le consommateur est partiel. Les entreprises médiatiques n'évoluent pas dans un vide social, mais interagissent avec d'autres systèmes sociaux. Cette réflexion sur les liens du discours journalistique avec les discours d'autres champs, d'autres institutions sociales et d'autres phénomènes sociaux plus larges nous amène à aborder la question des pratiques sociales des journaux.

### 3.3.3 L'analyse des pratiques sociales

À cette étape, l'analyse devient *critique*. La CDA requiert d'analyser la manière dont le discours est lié et participe à la (re)production des relations sociales. Fairclough (1995a:57) parle d'une analyse des pratiques socioculturelles des textes ou d'une analyse « des événements sociaux et culturels dont l'événement communicatif fait partie »<sup>86</sup>. L'analyste en CDA soumet alors les textes (dans leur forme, leur fond et leur fonction) ainsi que les discours (dans leur production, leur circulation, leur consommation) à une analyse éthique et politique contestant les aspects qui contribuent à (re)produire les inégalités structurelles. L'objectif consiste à « exposer l'abus de pouvoir et mobiliser les gens pour remédier aux injustices sociales »<sup>87</sup> (Blommaert, 2005:25).

Pour Peter E. Jones (2001:245), cette analyse critique ne peut s'accomplir que si les textes et leurs revendications idéologiques sont confrontés aux faits, c'est-à-dire à la réalité des pratiques et des relations de pouvoir. L'analyse de la structure

<sup>86</sup> Traduction libre par l'auteur de « *the social and cultural goings-on which the communicative event is part of* »

<sup>87</sup> Traduction libre par l'auteur de « *exposing power abuse and mobilising people to remedy social wrongs* »

« interne » des textes « devient un outil utile dans l'analyse idéologique seulement lorsqu'il est informé et positionné dans une théorie sociale (ex. le marxisme) capable d'éclairer les liens " externes " entre les idées et les pratiques sociales dans leur ensemble » (Jones, 2001:247)<sup>88</sup>.

Richardson (2007:42) schématise la médiation du discours journalistique en société de manière dialectique telle que représentée par la Figure 3.4.

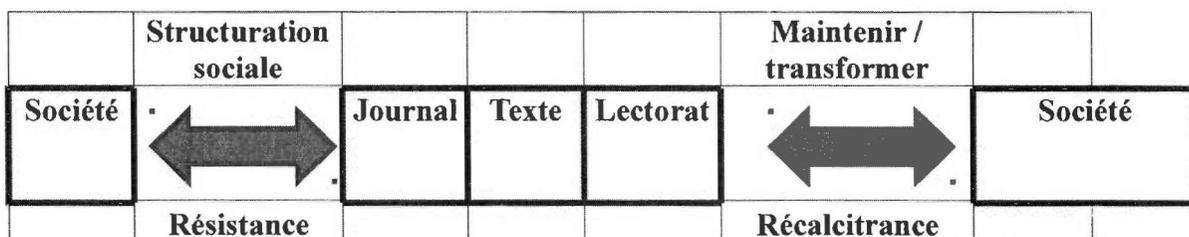


Figure 3.5 Objet de l'analyse critique du discours journalistique selon Richardson (2007 :42)

D'un côté, la société et les caractéristiques historiques, économiques, politiques et idéologiques de sa formation sociale constituent un fond qui structure et permet le travail des journalistes et des éditeurs. Cette formation sociale est constamment en mouvement en raison de luttes que se livrent ses éléments internes. Rosalind Coward et John Ellis (1977:63) soutiennent qu'une explication marxiste de la structure capitaliste tient compte de trois pratiques à travers lesquelles « la formation sociale est produite et transformée » : la pratique économique, la pratique politique et la pratique idéologique. Les pratiques économiques permettent la (re)production des moyens matériels de subsistance ainsi que la reproduction des « rapports de production spécifiques, historico-économiques » (Marx, 1971:197). Les pratiques politiques produisent « les " relations mutuelles " des groupes sociaux, les formes de l'organisation sociale et les relations de domination et de subordination entre ces

<sup>88</sup> Traduction libre par l'auteur de « *become a useful tool in ideological analysis when informed by and positioned within a social theory (e.g. Marxism) capable of illuminating the " external " connections between ideas and social practices as a whole* »

formes. » (Coward et Ellis, 1977:63) Les pratiques idéologiques « produisent des positions qui permettent aux sujets d’agir dans la totalité sociale. »<sup>89</sup> (Coward et Ellis, 1977:63)

### 3.3.3.1 Pratiques économiques

La pratique économique sous le capitalisme est caractérisée par la production par les travailleurs et travailleuses d’une survalueur qui est appropriée par les classes capitalistes. C’est à ce niveau de la médiation discursive que les liens de pouvoir entre les institutions journalistiques et les classes dirigeantes sont mis en oeuvre (Fishman, 1980; Gans, 1980; Gitlin, 1980; Tuchman, 1978). Artz (2015:24) affirme que peu importe qui exerce le pouvoir sur un média, cet acteur déterminera les pratiques professionnelles du médium et la fonction sociale de sa communication. L’influence sur le discours des médias peut provenir de leurs propriétaires, de leurs annonceurs, d’acteurs politiques ou d’autres institutions de l’élite (Miliband, 1982). Dans notre cas, nous considérons le pouvoir qu’exercent les propriétaires sur le discours de leurs journaux respectifs. Justin Schlosberg (2017:8) considère « la propriété des médias comme une force idéologique, qui privilégie les agendas et les récits d’intérêts puissants de manière souvent subtile, mais systématique »<sup>90</sup>. Il conçoit ce pouvoir des propriétaires de médias comme un enchevêtrement de mesures coercitives, persuasives et idéologiques (Lukes, 1974), c’est-à-dire « un mécanisme intimement lié à toute une série de pressions qui ont finalement un impact sur l’autonomie des journalistes »<sup>91</sup> (Schlosberg, 2017:8).

Nous tentons d’analyser la politique économique des propriétaires des journaux

<sup>89</sup> Traduction libre par l’auteur de « *Second, political practice produces the ‘mutual relations’ of social groups, the forms of social organisation and the relations of dominance and subordination between these forms. [...] Third, ideological practices produces positions which enable subjects to act within the social totality.* »

<sup>90</sup> Traduction libre par l’auteur de « *media ownership as an ideological force, privileging the agendas and narratives of powerful interests in often subtle but systemic ways.* »

<sup>91</sup> Traduction libre par l’auteur de « *a mechanism that is intimately connected to a whole range of pressures that ultimately impact on journalist autonomy.* »

de notre corpus en soulevant certains exemples d'exercice du pouvoir, notamment concernant leur gestion des relations industrielles de leurs journaux respectifs. Nous en déduisons un discours type pour chaque journal concernant les acteurs syndicaux. Nous comparons ensuite ce discours attendu aux résultats de nos analyses textuelles, visuelles et discursives.

### 3.3.3.2 Pratiques politiques

Les pratiques économiques nécessitent toutefois des formes politiques et idéologiques pour exister. La pratique politique, constituée des contradictions entre les classes, relève du domaine de l'État. Cet État, sans nécessairement refléter les intérêts d'une classe de manière directe, assurera la perpétuation du *contexte* dans lequel l'appropriation de la survalueur du travail par le capital peut continuer. On parle ici de l'influence qu'exerce la réglementation étatique sur les médias ou encore le pouvoir des institutions officielles, comme celle du droit, sur le discours des médias.

Plusieurs études soulignent la mise de l'avant par les journalistes et les éditeurs des représentations sociales provenant des sources institutionnelles officielles ou des porte-paroles formels (Fishman, 1978; 1980; Francoeur, 2012 :23; Gans, 1980 :281-85; Gunster, 2008:669; Hall et coll. 1978; Hackett, 1983 :21; Hartmann, 1975/76 :61-17; Hutt, 1987 :94; Knight, 1983 :76; Kozolanka, 2006; Tuchman, 1978). Stuart Hall et coll. (1978) parlent des définisseurs primaires (*primary definers*) pour nommer ces acteurs « officiels » auxquels les journalistes ont quasi systématiquement recours pour « définir » une situation. La mise de l'avant des représentations des définisseurs primaires concernant les enjeux, la problématique, les acteurs et les actions d'une situation donnée échafaude une structure symbolique de compréhension de la réalité qui favorise leurs intérêts. Comme le notent plusieurs études (Fishman, 1980; Gans, 1980; Hall et coll., 1978; Tuchman, 1978; Knight, 1982), un discours médiatique qui relaye de manière non critique celui des sources « officielles » incorpore « la pertinence, la précision et la représentativité des données et des catégories juridico-

bureaucratiques dominantes »<sup>92</sup> (Knight, 1982:76). Dans la forme rationalisée des interactions sociales politiques modernes (Weber, 2003), l'important est que tous suivent la même procédure - en l'occurrence légale - à défaut d'avoir des représentations consensuelles du vivre ensemble. L'impact de cette rationalisation sur le discours journalistique est de permettre toujours plus de discours de moins en moins puissants et toujours moins de procédures, de formats et de gabarits de plus en plus puissants (Van Leeuwen, 2008:4). « Partout, il y a une homogénéité générique et une hétérogénéité discursive »<sup>93</sup>, affirme Van Leeuwen (2008:4)

La question des sources – ou des *voix* – renvoie à qui est autorisé à « parler » ou non dans les médias. Les journalistes et les éditeurs rapportent le discours des sources dans leur propre discours. Ce discours rapporté, « c'est le *discours dans le discours*, l'*énonciation dans l'énonciation*, mais c'est, en même temps, un *discours sur le discours*, une *énonciation sur l'énonciation*. » (Volochinov, 1979:161). Le discours rapporté peut être considéré comme de l'information d'arrière-plan ou encore attribué directement à la source sous forme de citations. Plusieurs chercheurs soulignent le caractère révélateur des citations dans la pratique journalistique (Clayman, 1990 ; Van Dijk, 1993:252-53 ; Zelizer, 1989).

Elles montrent non seulement avec qui les reporters ont parlé, qui a un accès spécial aux médias, quels acteurs sont jugés suffisamment importants et crédibles pour être réellement cités, qui est autorisé à donner ses propres opinions, mais aussi comment le journaliste évalue les opinions citées.<sup>94</sup> (Van Dijk, 1993:252)

Sous couvert d'hétérogénéité discursive, le recours au discours rapporté se justifie souvent parce qu'il produit un effet de détachement du propos et permet une mise en scène de certains éléments du discours (Vincent et Dubois, 1997:11). Par

<sup>92</sup> Traduction libre par l'auteur de « ... *the pertinence, accuracy, and representativeness of legal-bureaucratic data and categories* »

<sup>93</sup> Traduction libre par l'auteur de « *Everywhere, there is generic homogeneity and discursive heterogeneity.* »

<sup>94</sup> Traduction libre par l'auteur de « *They show not only with whom reporters have been talking, who have special access to the media, which news actors are found important and credible enough to be actually quoted, who are allowed to give their own opinions, but also how the journalist evaluates quoted opinions.* »

exemple, les journalistes et les éditeurs peuvent se distancier de certains énoncés en les mettant entre guillemets. Ce procédé attire l'attention sur l'énoncé entre guillemets et permet « aux journaux de se dissocier de l'idée affirmée, et par là, de la juger, sinon de la condamner » (Berthiaume, 1981:155).

Pour notre analyse des pratiques politiques, nous examinons les citations attribuées aux différents acteurs sociaux afin de déterminer qui réussit à imposer sa définition politique des événements.

### 3.3.3.3 Pratiques idéologiques

Quant à la pratique idéologique, elle agit pour aplanir les contradictions de la société de classe en fournissant « la manière dont l'individu vit activement son rôle dans la totalité sociale »<sup>95</sup> (Coward et Ellis, 1977:66). Ainsi, les représentations sociales aident à justifier et à naturaliser l'exploitation et les inégalités inhérentes au mode capitaliste de production.

Selon une perspective marxiste de la fonction idéologique du discours, les idées de la classe dirigeante sont celles qui dominent dans toute formation sociale (Marx et Engels, 1982). Cela ne veut pas dire que la classe dirigeante produit directement et littéralement tout ce qui est pensé, écrit ou représenté. Cela signifie plutôt que « les idées dominantes sont dans l'ensemble *compatibles* ou du moins ne confrontent pas ouvertement les idées ou (une distinction importante) les *intérêts* de la classe dirigeante »<sup>96</sup> (Waynes, 2003:135). Ces idées, ces symbolisations et ces manières de penser sont directement liées au sens pratique et aux habitus des classes dirigeantes, dont les membres sont les plus qualifiés pour les recevoir comme « naturelles », tandis que les autres classes sociales doivent faire prendre de « bonne volonté culturelle » (Angenot, 1984:31).

<sup>95</sup> Traduction libre par l'auteur de « *the way in which the individual actively lives his or her role within the social totality* »

<sup>96</sup> Traduction libre par l'auteur de « *the ruling ideas are by and large compatible with or at least do not openly confront the ideas or (an important distinction) interests of the ruling class* »

Pour Lénine, la variété plus ou moins subtile des journaux bourgeois correspond aux factions de classes qu'ils représentent (ex. haute bourgeoisie, intelligentsia libérale, petite bourgeoisie opportuniste). D'une part, les journaux sont un bon reflet des classes et de leur lutte à une époque donnée. D'autre part, Lénine pense qu'ils entretiennent avec la lutte des classes un rapport spécifique : ils sont eux-mêmes sujets de cette lutte. L'idéologie ne s'y reflète pas seulement, elle y prend corps. « C'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des factions, que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe » (Lénine, 1977:348). En conséquence, la lutte menée dans la presse anticipe et prépare la lutte ouverte entre les classes. Le discours des journaux – et de toute autre institution capitaliste – sert ainsi de médiation à l'hégémonie discursive des classes dirigeantes. La volonté de gommer les antagonismes de classe, voire de nier l'existence des classes sociales, fait partie des stratégies discursives capitalistes déployées dans ces journaux. Pour des raisons stratégiques, Lénine généralise ici les grandes tendances de classe des journaux à l'ensemble de leur discours et pratiques. Cette position considère comme marginale la place que les discours alternatifs peuvent y occuper. Pour Lénine, la tâche des marxistes consiste à construire des organes de presse propres à la classe ouvrière, non pas à développer des discours résistants au sein des journaux contrôlés par d'autres classes sociales. Dans le contexte québécois actuel, aucun média de masse n'est contrôlé par une organisation autonome de la classe travailleuse. Pour certains acteurs de la gauche, cette situation rend intéressante l'étude des espaces de résistance au sein des médias bourgeois.

Richardson (2007:135) rappelle que les journalistes et les éditeurs parlent beaucoup des classes sociales, mais rarement avec le terme explicite « classe » ou avec une vision de lutte entre les classes.

Les classes émergent historiquement comme structures sociales et économiques, mais également comme structures discursives. Parler de la classe travailleuse est une manière de nommer, de comprendre et d'organiser certaines formes d'inégalités sociales. Barbara Ehrenreich (1995:40-41) définit la classe travailleuse - uniquement

sous son rapport avec l'infrastructure - comme:

toutes ces personnes qui ne sont pas des professionnels, des gestionnaires ou des entrepreneurs; qui travaillent pour les salaires plutôt que pour les revenus; et qui passent leurs heures de travail à lever, à plier, à conduire, à surveiller, à dactylographier, à taper, à nettoyer, à soigner, à charger, à décharger, à cuisiner, à servir, etc.<sup>97</sup>

Selon Pierre Beaudet (2009:78), ce groupe de personnes représente grossièrement plus de 65 % du total de la main d'oeuvre à temps plein. Le rôle des syndicats comme organisations autonomes de la classe travailleuse est central dans la lutte que cette classe mène pour sa libération de l'exploitation du capital. Même si seulement 40 % des salariés du Québec sont syndiqués (Labrosse, 2016:5), les organisations syndicales offrent le cadre d'agentivité le plus massif et le plus représentatif de la classe travailleuse. Selon Dreama Moon et Garry Rolison (1998:129), la naturalisation des inégalités de classe se manifeste par deux stratégies de représentation de la classe travailleuse : l'invisibilité et l'hypervisibilité. Lorsque les acteurs de la classe travailleuse ne sont pas simplement exclus du discours, ils peuvent être, d'une part, invisibilisés sous des traits dépersonnalisants afin de rendre leurs conditions matérielles d'existence invisibles, c'est-à-dire indiscernables de celles des autres classes sociales. D'autre part, ces acteurs peuvent être individualisés afin de rendre hypervisibles certaines caractéristiques « socialement inacceptables » de certains membres de la classe travailleuse. Cette stratégie porte atteinte à la classe travailleuse et ses membres et participe à les délégitimer auprès des audiences. D'après Moon et Rolison (1998:130), la manière dont nous nous dénommons nous-mêmes et les autres, tout comme la manière dont ces groupes sont décrits « jouent un rôle dans l'établissement et le maintien de relations hiérarchisées et validées »<sup>98</sup>. En bref, « les journaux grand public naturalisent les inégalités de classe en

<sup>97</sup> Traduction libre par l'auteur de « *all those people who are not professionals, managers or entrepreneurs; who work for wages rather than salaries; and who spend their working hours variously lifting, bending, driving, monitoring, typing, keyboarding, cleaning, providing physical care for others, loading, unloading, cooking, serving, etc.* »

<sup>98</sup> Traduction libre par l'auteur de « *what we call ourselves and others as well as how these groups are described plays a role in establishing and maintaining hierarchical, valenced relationships* »

individualisant les dysfonctionnements sociaux et en accusant les victimes des structures hiérarchiques du capitalisme de leur propre aliénation »<sup>99</sup> (Richardson, 2007:142).

Notre analyse des pratiques idéologiques cherche à savoir si les stratégies discursives d'invisibilité et d'hypervisibilité de la classe travailleuse (Moon et Rolison, 1998) sont appliquées aux acteurs syndicaux dans les titres, les amorces, leurs thèmes ainsi que dans les citations des différentes sources.

Les pratiques économiques, politiques et idéologiques en vigueur dans le champ journalistique ne déterminent pas de façon mécanique les textes et les discours, tout comme leur consommation. Les journalistes et les éditeurs jouissent d'un certain degré d'autonomie dans leur travail. Ils ont la possibilité de résister, de manipuler ou de transformer les pratiques économiques, politiques et idéologiques. On peut penser aux médias issus de la classe travailleuse ou au travail des lanceurs d'alerte (*whistleblower*) dans les médias des classes dominantes. D'un point de vue matérialiste, il est toutefois inconcevable d'imaginer le travail des individus et des institutions hors de l'influence structurante des pratiques sociales. Malgré une certaine indépendance, le travail des journalistes demeure « déterminé en dernier ressort par les besoins économiques du capital et les exigences de reproduction du mode de production capitaliste »<sup>100</sup> (McNair, 2005:152).

Cette perspective matérialiste ouvre la voie à une analyse intégrée des trois niveaux requis par le modèle de CDA choisi (pratiques textuelles, pratiques discursives, pratiques sociales). À la suite de Richardson (2007:148), nous souhaitons que cette CDA permette de mieux cerner le rôle des journaux dans la reproduction des inégalités de classe et de l'exploitation capitaliste.

---

<sup>99</sup> Traduction libre par l'auteur de « *mainstream newspapers naturalise class inequality by individualising social dysfunction and blaming the victims of the hierarchical structures of capitalism for their own alienation* »

<sup>100</sup> Traduction libre par l'auteur de « *determined in the last instance by the economic needs of capital, and the reproductive requirements of the capitalist mode of production viewed more broadly* »

### 3.4 Le corpus de l'analyse

Le corpus d'analyse est constitué de 34 articles tirés de quatre quotidiens francophones québécois (le *Journal de Montréal*, *La Presse*, *Le Devoir* et *Métro*). Le corpus est constitué de sept textes de genre opinatif et argumentatif – c'est-à-dire des chroniques et des courriers de lecteurs - ainsi que 27 textes de genre descriptif et narratif – c'est-à-dire des nouvelles et des reportages - publiés dans les versions imprimées des quatre quotidiens. Ces textes abordent tous directement ou indirectement les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. Nous avons aussi analysé les 36 photos accompagnant les textes du corpus. Nous avons choisi une période de trois semaines, soit du 24 avril 2015 au 16 mai 2015, comme moment de cristallisation du discours journalistique autour des actions du 1<sup>er</sup> mai. Une grande quantité de textes ont été produits en préparation aux actions du 1<sup>er</sup> mai, pour rapporter ces actions le lendemain ainsi que pour faire le suivi des sanctions découlant de la grève des enseignants de cégeps. Les textes ont été obtenus à partir de la banque de données *Eureka.cc*. Les fichiers .PDF incluant les photos des textes du *Journal de Montréal* ont été obtenus à partir du lecteur *PressReader* de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Nous avons utilisé le logiciel *QSR Nvivo 10* pour encoder notre corpus lors de l'analyse sociosémantique. Nous avons utilisé le logiciel *LibreOffice Calc* pour compiler les résultats des autres types d'analyses.

Nous avons choisi d'effectuer nos analyses textuelles et discursives à partir des titres (voir Tableau 3.1 dans l'Annexe A) et des amorces des textes. Les titres et les amorces présentent des structures de forme qui interagissent avec des structures de sens. D'une part, les éléments formels (ex. structure de l'information en pyramide inversée) présentent l'information la plus importante et la plus pertinente du discours journalistique de manière linéaire et proéminente. D'autre part, le titre et l'amorce forment un résumé du texte qui exprime son angle, son thème ou sa macrostructure sémantique (macroproposition). Toutefois, il s'agit d'un thème émis par un producteur. Un lecteur pourra l'interpréter selon sa conscience. Comme le souligne

Jonathan Bignell (1997:96), « [l]a fonction des syntagmes linguistiques des titres consiste à attirer l'attention du lecteur sur le thème de chaque reportage et de proposer certains des codes sociaux appropriés pour le comprendre à travers les connotations des signes linguistiques. »<sup>101</sup> En définissant la situation rapportée et en encodant un cadre de lecture et d'interprétation préférentiel, les titres et les amorces participent non seulement à construire un sens préférentiel, mais aussi à exprimer une vision politique à travers les textes. Considérant que le lectorat lit souvent uniquement les titres et les amorces et que le thème est ce dont « les lecteurs se rappellent le mieux »<sup>102</sup> (Van Dijk, 1988b:226), leur rôle est crucial dans la construction préférentielle du sens d'un texte ainsi que dans son positionnement politique. Nos analyses portent ainsi prioritairement sur les titres et les amorces afin d'identifier les processus idéologiques les plus importants à l'oeuvre dans le discours journalistique concernant les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015.

Nous avons choisi d'analyser les quotidiens papier pour des raisons de faisabilité, notamment les difficultés d'accès technique et financier aux enregistrements radio et télévisuel. En outre, l'analyse de la presse papier demeure tout à fait pertinente. En 2015, 44 % des Québécois lisent un quotidien imprimé. Cette proportion est toutefois en baisse constante depuis plusieurs années (Charlton, Giroux et Lemieux, 2016:28). Au Québec, *Le Journal de Montréal* et *La Presse* présentent les plus forts tirages : 22,08 % et 21 % du marché total respectivement. Le tirage du *Devoir* occupe quant à lui 2,39 % du marché et celui du *Métro*, 9,81 %. À eux seuls, ces journaux totalisent 55,28 % des parts de marché total (CEM, 2015b:12). En termes de lectorat, *Le Journal de Montréal* rejoint 20,75 % des lecteurs, *La Presse* 18,5 %, *Métro* 15,32 % et *Le Devoir* 5,15 %, pour un total de 59,72 % des parts de marché (CEM, 2015b:13). Dans les cas du *Journal de Montréal*

<sup>101</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The function of the linguistic syntagms of headlines is to draw the attention of the reader to the topic of each news story, and through the connotations of the linguistic signs to propose some of the social codes appropriate for understanding it.* »

<sup>102</sup> Traduction libre par l'auteur de « *strategically serves as the expression of its macrostructure [...] this macrostructure of thematic structure is best recalled by readers* »

et de *La Presse*, le contenu produit par les employés de ces quotidiens sert à alimenter celui des autres médias de leurs réseaux respectifs. Cette convergence augmente ainsi la portée de leur discours au-delà des chiffres déjà mentionnés. Comme la majeure partie du reste du tirage et du lectorat total est détenue par les autres journaux de Québec, de Gesca et du Groupe Capitales Médias, nous estimons que notre corpus sera représentatif du discours d'information médiatique en vigueur dans les quotidiens francophones du Québec pour la période étudiée.

## CHAPITRE IV

### RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS

Notre travail débute avec une analyse des pratiques textuelles et visuelles de notre corpus. Elle se poursuit avec une analyse en deux temps des pratiques discursives des journaux concernés et se termine avec une analyse en trois temps de leurs pratiques sociales.

Nous nous basons d'abord sur le modèle de la représentation des acteurs sociaux en discours de Van Leeuwen (2008) pour réaliser une analyse textuelle de certains éléments sociosémantiques présents dans les titres et les amorces. L'analyse se poursuit en mobilisant les outils de Kress et Van Leeuwen (2005) afin de réaliser une analyse de la représentation visuelle des acteurs sociaux dans les images qui accompagnent les articles.

Nous enchaînons avec une analyse des inclusions/exclusions, des rôles des acteurs sociaux ainsi que des enjeux présents dans les thèmes (macropropositions) des titres et des amorces (Van Dijk, 1985, 1988a, 1988b). Nous comparons ces résultats à ceux obtenus lors des analyses textuelles et visuelles. Nous cherchons ensuite la présence des facteurs valeur de Harcup et O'Neill (2001) dans les thèmes afin de déterminer la prégnance de la forme marchandise sur ces derniers.

Nous terminons avec une triple analyse des pratiques sociales. À partir d'articles de journaux et de la littérature accessible publiquement sur le sujet, nous dressons un profil politico-économique critique des pratiques des propriétaires de chaque journal. Nous mettons l'accent sur l'approche managériale de gestion des relations industrielles au sein des entreprises propriétaires des journaux. Nous comparons ensuite les attentes que cette analyse d'économie politique critique fait reposer sur le discours journalistique avec les résultats obtenus lors des analyses des pratiques textuelles, visuelles et discursives. Dans un deuxième temps, nous analysons quelle vision politique des événements le discours journalistique priorise grâce à l'utilisation stratégique des citations des acteurs sociaux. Nous comparons ensuite ces résultats

avec ceux obtenus lors des analyses précédentes. Nous terminons cette section en cherchant si les stratégies discursives d'invisibilité et hypervisibilité de la classe travailleuse (Moon et Rolison, 1998) sont appliquées aux acteurs syndicaux dans les titres, les amorces, leurs thèmes ainsi que dans les citations des différentes sources.

#### 4.1 Analyse textuelle : représentation des acteurs sociaux en discours

##### 4.1.1 Systèmes d'effacement

Les textes du corpus offrent une représentation de la pratique sociale du droit de grève et du droit de manifester tels qu'ils sont institués au Québec. Ils représentent également une évaluation des actions jugées légitimes pour exercer ces droits. Dans le cas des événements entourant les actions du 1<sup>er</sup> mai 2015, la pratique de la grève et de la manifestation implique certains acteurs sociaux spécifiques : le gouvernement, les tribunaux du travail, des syndicats comme organisations, des travailleurs syndiqués ou non syndiqués, des employeurs et des services policiers. Nous avons regroupé dans quatre catégories les acteurs sociaux majeurs présents dans notre corpus :

- les acteurs gouvernementaux (ex. le premier ministre Philippe Couillard, le ministre de l'Éducation François Blais, le Comité patronal de négociation des collègues (CPNC) et ses représentants);
- les acteurs juridiques et patronaux (ex. la Commission des relations du travail (CRT) et ses commissaires, la direction du Collège de Rosemont);
- les acteurs syndicaux (ex. diverses organisations syndicales, différents porte-paroles syndicaux, des syndiqués comme les enseignants de cégeps);
- les acteurs policiers (ex. les policiers du Service de police de la ville de Montréal).

Nous n'avons pas considéré les acteurs mineurs comme les étudiants, les automobilistes, les passants ou la rédaction de *La Presse*.

Comme l'indique le tableau 4.1, les acteurs sociaux les plus fréquemment inclus dans les titres sont les acteurs gouvernementaux, les acteurs policiers suivis des

acteurs syndicaux. Les acteurs les plus fréquemment exclus des titres, c'est-à-dire mis à l'arrière-plan ou supprimés, sont les acteurs juridiques et patronaux.

Tableau 4.1 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres

	<b>Inclus (%)</b>	<b>Mis à l'arrière-plan (%)</b>	<b>Supprimés (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=16)</b>	56 (n=9)	6 (n=1)	38 (n=6)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=17)</b>	0	24 (n=4)	76 (n=13)
<b>Acteurs syndicaux (n=55)</b>	31 (n=17)	54,5 (n=30)	14,5 (n=8)
<b>Acteurs policiers (n=4)</b>	50 (n=2)	50 (n=2)	0

Le tableau 4.2 montre les proportions des inclusions/exclusions par acteur dans les amorces. Les ratios observés dans les titres augmentent avec une plus grande inclusion de tous les acteurs sociaux. Toutefois, il y a changement dans les places proportionnellement parlant. Les acteurs juridiques et patronaux sont les plus représentés, suivis des acteurs policiers, des acteurs syndicaux et des acteurs gouvernementaux.

Tableau 4.2 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces

	<b>Inclus (%)</b>	<b>Mis à l'arrière-plan (%)</b>	<b>Supprimés (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=31)</b>	58 (n=18)	26 (n=8)	16 (n=5)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=35)</b>	89 (n=31)	3 (n=1)	8 (n=3)
<b>Acteurs syndicaux (n=67)</b>	64 (n=43)	34 (n=23)	2 (n=1)
<b>Acteurs policiers (n=8)</b>	75 (n=6)	12,5 (n=1)	12,5 (n=1)

Les tableaux 4.3 à 4.10 en Annexe B montrent les proportions des inclusions/exclusions dans les titres et les amorces selon le journal. Les résultats obtenus jusqu'ici nous permettent d'appréhender qualitativement certaines des tendances d'inclusion et d'exclusion observées quantitativement.

#### 4.1.1.1 Inclusion

Dans les titres, le gouvernement est surtout représenté par la spatialisation « Québec » lorsqu'il demande à la CRT de « bloquer la grève des professeurs » (Teisceira-Lessard, 2015a). La mise de l'avant des acteurs gouvernementaux permet de mettre l'accent sur leur agentivité dans les conflits décrits. C'est au *Devoir* qu'ils sont proportionnellement les plus inclus, c'est-à-dire mentionnés le plus directement. Dans les amorces, les acteurs juridiques et patronaux sont les acteurs les plus inclus, bien qu'ils soient très peu présents dans les titres. Ils y sont représentés ordonnant « aux professeurs de se présenter au travail » (Teisceira-Lessard, 2015a) ou annonçant la suspension d'enseignants. De leur côté, les policiers sont inclus comme contrepartie aux manifestants dans les textes sur les « affrontements » du 1<sup>er</sup> mai (ex. Jasmin, 2015). Les acteurs policiers sont représentés dans deux textes du *Journal de Montréal*, par rapport à un seul pour le *Métro* et *La Presse*. Pour tous les journaux, les acteurs syndicaux sont quantitativement les acteurs les plus inclus ou mis à l'arrière-plan dans les titres et les amorces. Ils sont toutefois en troisième position quant à la proportion de leur inclusion par rapport aux autres acteurs. Les enseignants de cégeps victimes d'une suspension de la part de la direction du Collège de Rosemont (ex. Agence QMI, 2015c) sont les acteurs syndicaux les plus inclus, suivis des syndicats représentés comme étant en confrontation avec le gouvernement et les policiers (ex. Agence QMI, 2015b). Même lorsque la CRT interdit aux enseignants de faire la grève contre leur employeur et que la direction du Collège de Rosemont suspend certains enseignants, les syndiqués demeurent les seuls acteurs inclus directement dans les titres (ex. Laurin-Desjardins, 2015a; Rettino-Parazelli, 2015b). Leur agentivité est ainsi mise de l'avant même s'ils sont les objets affectés du processus. De tous les journaux, ce sont les titres et les amorces du *Journal de Montréal* qui présentent la plus grande proportion inclusion/exclusion pour les acteurs syndicaux. Autrement dit, le *Journal de Montréal* inclut davantage les acteurs syndicaux qu'il ne les exclue dans

ses titres et ses amorces. Pour tous les acteurs inclus dans les titres et les amorces du *Journal de Montréal*, plus du 2/3 sont des acteurs syndicaux.

#### 4.1.1.2 Exclusion

L'exclusion de certains acteurs participe à rendre plus opaques certaines dimensions du récit des textes. Dans les titres, la suppression presque totale des acteurs juridiques et patronaux exclut leur rôle dans le processus d'interdiction de la grève des enseignants au profit du rôle actif du gouvernement (ex. Rettino-Parazelli, 2015a). Cette suppression exclut aussi leur rôle dans l'interdiction de cette grève ainsi que dans la suspension d'enseignants. Cette stratégie permet de mettre de l'avant les enseignants dans un rôle passif (ex. Laurin-Desjardins, 2015a; Rettino-Parazelli, 2015b). Des chercheurs ont d'ailleurs noté que la partie patronale tend à disparaître en tant qu'agent actif central lors de conflits de travail (Douglas, Pecora et Guback, 1985:858-60; Goldman et Rajagopal, 1991). L'exclusion des acteurs gouvernementaux par suppression ou par mise à l'arrière-plan peut masquer le rôle joué par le gouvernement libéral dans les relations industrielles du secteur public et parapublic. Son rôle dans l'élaboration et l'application des mesures d'austérité n'est pas toujours explicite lorsque les journalistes et les éditeurs font de « l'austérité » un objet (ex. *Journal de Montréal*, 2015b). C'est au *Journal de Montréal* que les acteurs gouvernementaux sont les plus exclus. Dans le cas des acteurs syndicaux, l'utilisation de formules de dépersonnalisation qui relèvent de l'abstraction (ex. branle-bas), de la généricisation (ex. Éducation, Fonction publique) ou de l'objectivation (ex. grève des profs, grève sociale) pour les représenter met à l'arrière-plan, voire supprime, leur rôle. Ils sont davantage exclus des titres que des amorces. Quant aux acteurs policiers, ils sont exclus derrière des abstractions comme « vives tensions » et « soirée mouvementée » ou encore l'objectivation « odeur de gaz lacrymogène ».

#### 4.1.2 Systèmes de réarrangement

Plusieurs choix différents peuvent être effectués pour représenter les relations sociales que sont censés entretenir les acteurs sociaux entre eux. Des représentations différentes connotent des significations différentes. L'attribution d'un rôle aux acteurs sociaux peut servir à réarranger leurs relations sociales en fonction de la vision politique de l'énonciateur.

Le tableau 4.11 montre dans quelles proportions les acteurs sociaux représentés le sont dans un rôle actif ou passif dans les titres. Le rôle attribué aux acteurs gouvernementaux est marqué : il est plus actif que passif. À l'inverse, celui des acteurs syndicaux est plus passif qu'actif. Les acteurs juridiques et patronaux sont complètement actifs tandis que les acteurs policiers sont uniquement passifs.

Tableau 4.11 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=13)</b>	69 (n=9)	31 (n=4)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=1)</b>	100 (n=1)	0
<b>Acteurs syndicaux (n=37)</b>	40,5 (n=15)	59,5 (n=22)
<b>Acteurs policiers (n=4)</b>	0	100 (n=4)

Les tendances observées dans les titres s'observent encore pour tous les acteurs lorsque l'on analyse les rôles attribués dans les amorces (tableau 4.12). Les acteurs gouvernementaux sont légèrement plus passifs, les acteurs syndicaux un peu plus actifs. Les proportions se redistribuent toutefois chez les acteurs policiers ainsi que les acteurs juridiques et patronaux.

Tableau 4.12 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=34)</b>	62 (n=21)	38 (n=13)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=25)</b>	76 (n=19)	24 (n=6)
<b>Acteurs syndicaux (n=119)</b>	46 (n=55)	54 (n=64)
<b>Acteurs policiers (n=6)</b>	50 (n=3)	50 (n=3)

Les tableaux 4.13 à 4.20 en Annexe C montrent les proportions des activations/passivations dans les titres et les amorces selon le journal.

#### 4.1.2.1 Activation

Dans les titres et les amorces, les acteurs gouvernementaux sont principalement représentés de manière active, en particulier lorsqu'ils demandent à la CRT de « bloquer la grève des professeurs » (Teisceira-Lessard, 2015a). Ils sont davantage représentés de manière active dans *La Presse* et *Le Devoir*. Présents une seule fois dans les titres, les acteurs juridiques et patronaux tiennent néanmoins un rôle actif important dans les amorces, surtout au *Devoir*. La CRT « ordonne » aux enseignants de ne pas débrayer et « bloque » ainsi leur grève (Laurin-Desjardins, 2015a). Quant à la direction du Collège de Rosemont, elle est représentée « avoir suspendu six enseignants » (TC Media, 2015). L'activation représente tous ces acteurs comme des forces dynamiques et signale leur pouvoir d'agir dans les situations de conflits décrites. Lorsqu'ils sont représentés dans un rôle actif, les acteurs syndicaux sont en processus de « grève sociale », de débrayage ou mènent des actions aux quatre coins du Québec (Agence QMI, 2015a). Seul le *Journal de Montréal* les représente de manière plus active que passive. *Le Devoir* s'en tient à un ratio 50:50. Les acteurs syndicaux sont d'ailleurs représentés comme les seuls acteurs responsables du déclenchement des grèves. Cette observation concorde avec celles d'autres

chercheurs qui ont aussi identifié les syndicats comme les seuls responsables actifs du déclenchement d'une grève (Glasgow University Media Group, 1980:177; Hackett, 1983:43; Hartmann, 1975/76:17; Hutt, 1987:92-93; McColl, 1980:425), même dans le cas de *lockouts* où l'action de l'employeur est la cause immédiate de l'interruption de travail (Hartmann, 1975/76:17; Hackett, 1983:31; Philo et Hewitt, 1976:15; Seltzer, 1981:70). Quant aux acteurs policiers, ils ne sont pas représentés de manière active dans les titres. Leur rôle est actif dans certaines amorces, davantage au *Journal de Montréal*, lorsqu'ils utilisent « du poivre de Cayenne pour disperser la foule » (Lévesque et Métro, 2015) ou qu'ils arrêtent des manifestants (Journal de Montréal, 2015b).

#### 4.1.2.2 Passivation

Dans les titres, les acteurs policiers tiennent un rôle passif dans le phénomène « d'affrontement » qui les oppose aux « manifestants » (Jasmin, 2015). Dans les amorces, ils sont représentés comme des objets affectés lorsqu'ils sont victimes de la violence de ses « affrontements » comme dans l'exemple « deux policiers ont été blessés au visage » (Lavoie, 2015). Les « manifestants » apparaissent alors comme les agents actifs de cette violence. De manière complémentaire, la voix passive est aussi utilisée pour exclure toute agentivité des policiers lorsqu'ils tiennent un rôle actif dans les « affrontements » comme dans l'exemple suivant : « une trentaine de manifestants ont été arrêtés » (Scali, 2015). Les acteurs syndicaux sont surtout représentés de façon passive. Ils le sont largement sous la forme de l'expression propositionnelle « des professeurs » postmodifiant le nom du processus de « grève » (Teisceira-Lessard, 2015a). Ils sont représentés comme des objets affectés lorsque la CRT leur interdit de faire grève (ex. Laurin-Desjardins, 2015a) et quand la direction du collège de Rosemont suspend six enseignants grévistes (Agence QMI, 2015c). Cette passivation permet de mettre l'agentivité des acteurs syndicaux de l'avant tout en reléguant celles des acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux à l'arrière-

plan. Les acteurs syndicaux sont finalement représentés de façon passive lors des « affrontements » avec la police. Le rôle passif attribué aux acteurs syndicaux signale leur vulnérabilité face au gouvernement qui veut bloquer leur grève, face à la CRT qui interdit leur grève, face à la direction du collège de Rosemont qui les suspend et face à la police qui les arrête. Quant aux acteurs gouvernementaux, ils sont d'abord représentés de manière passive par des formules de possessivation comme « les "politiques d'austérité" du gouvernement Couillard » (Teisceira-Lessard, 2015b), « les compressions budgétaires du gouvernement Couillard » (Collectif d'auteurs, 2015) ou l'abstraction « austérité » (Journal de Montréal, 2015b). Le gouvernement est aussi passif lorsqu'il est accusé par les syndicats (Le Devoir, 2015) ou représenté comme un objet affecté par la « logique d'affrontement » des syndicats (Agence QMI, 2015b). Contrairement aux autres journaux, le *Journal de Montréal* représente d'abord le gouvernement de manière passive et, inversement, de manière active les acteurs syndicaux. L'accent est alors mis sur l'agentivité de ces derniers.

De manière générale, les titres et les amorces représentent la puissance qu'exercent les acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux à prendre des décisions concernant les conflits engendrés par les acteurs syndicaux. Cet effet est amplifié par l'utilisation d'un lexique condescendant (ex. sanction, châtiment, punition) pour représenter les suspensions imposées par le Collège Rosemont. De leur côté, les syndicats sont montrés comme vulnérables face à la loi, et les policiers face à la violence des manifestants. Travis G. Reitsma (2012:86) et Su Jung Min (1997:153-154) montrent également que les acteurs gouvernementaux et patronaux sont représentés activement tandis que les acteurs syndicaux sont représentés passivement dans leur étude portant respectivement sur le discours du *Windsor Star* concernant la grève des employés municipaux de Windsor en 2009 et sur le discours du *New York Times* concernant les grèves de masse sud-coréennes des années 1990.

### 4.1.3 Systèmes de substitution

Comme le montre le tableau 4.21, les titres font référence aux acteurs gouvernementaux de manière dépersonnalisée plus de deux fois plus souvent que de manière personnalisée. Les proportions sont similaires pour les acteurs syndicaux. Quant aux acteurs juridiques et patronaux, ils sont uniquement dépersonnalisés, tandis que les acteurs policiers sont davantage dépersonnalisés que personnalisés.

Tableau 4.21 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=16)</b>	25 (n=4)	75 (n=12)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=13)</b>	0	100 (n=13)
<b>Acteurs syndicaux (n=67)</b>	28 (n=19)	72 (n=48)
<b>Acteurs policiers (n=6)</b>	33 (n=2)	67 (n=4)

Les tendances observées dans les titres s'accroissent dans les amorces pour les acteurs gouvernementaux (tableau 4.22). Elles demeurent valables et stables pour les acteurs syndicaux et policiers. Les références aux acteurs juridiques et patronaux se redistribuent dans les amorces, mais demeurent aussi dans la tendance des titres.

Tableau 4.22 Proportions des personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=58)</b>	14 (n=8)	86 (n=50)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=32)</b>	16 (n=5)	84 (n=27)
<b>Acteurs syndicaux (n=153)</b>	33 (n=50)	67 (n=103)
<b>Acteurs policiers (n=9)</b>	33 (n=3)	67 (n=6)

Les tableaux 4.23 à 4.30 en Annexe D montrent les proportions des personnalisations/dépersonnalisations dans les titres et les amorces selon le journal.

#### 4.1.3.1 Dépersonnalisation

Dans les titres et les amorces, les acteurs gouvernementaux sont surtout dépersonnalisés par objectivation. Ils sont davantage dépersonnalisés dans *La Presse* que dans les autres journaux. Les acteurs gouvernementaux sont spatialisés à l'aide du nom de la ville de Québec, surtout dans les titres. Le titre « Cégeps – Québec veut bloquer la grève des professeurs » (Teisceira-Lessard, 2015a) produit un effet de consensus où l'Assemblée nationale dans son ensemble, voire la ville de Québec, semble vouloir prévenir la grève. Or, il s'agit plutôt d'une demande du CPNC. Les textes font aussi référence aux acteurs gouvernementaux grâce aux moyens politiques avec lesquels ils accomplissent l'action dans laquelle ils sont représentés être engagés, par exemple les « mesures/politiques d'austérité » ou encore les « compressions ». Ces stratégies de dépersonnalisation offrent la possibilité de mettre à l'arrière-plan le rôle que jouent certains acteurs sociaux dans l'implantation des mesures d'austérité. Toutefois, un procès d'individualisation attribuant les mesures d'austérité au gouvernement complète presque toujours les formules, comme dans l'exemple « une grève sociale contre les mesures d'austérité de Québec. » (Lévesque et Métro, 2015). Même si les acteurs gouvernementaux sont mentionnés, leur forte objectivation confère une autorité impersonnelle à leurs actions. Comme le souligne Van Leeuwen (2009:60), ce procès d'objectivation est un trait caractéristique du discours bureaucratique dans lequel les activités humaines sont gouvernées par des procédures impersonnelles plutôt que par la pratique des acteurs sociaux. On retrouve ce discours bureaucratique notamment dans l'exemple « la grève des professeurs était illégale parce qu'elle violait le Code du travail et les conventions collectives » (Teisceira-Lessard, 2015b). Les acteurs sociaux peuvent en être exclus considérant qu'ils ont été objectivés à travers la nomination de certains aspects de leurs relations

industrielles. Les concepts « grève », « Code du travail » et « conventions collectives » peuvent alors « agir » grammaticalement d'eux-mêmes. L'assimilation des acteurs gouvernementaux par la collectivisation est aussi très utilisée dans les amorces avec les occurrences « gouvernement » ou « CPNC ». Les acteurs gouvernementaux sont ainsi représentés comme des groupes homogènes et consensuels. L'effet d'homogénéité est aussi renforcé par le procès d'individualisation. Il permet de singulariser les acteurs gouvernementaux en la personne du premier ministre Philippe Couillard, grâce à l'expression « gouvernement Couillard ». De cette manière, le gouvernement parle d'une seule voix.

Les acteurs juridiques et patronaux sont complètement dépersonnalisés dans les titres et le sont largement dans les amorces. Ils sont principalement objectivés dans les titres, ce qui participe à mettre à l'arrière-plan, voire à supprimer leur agentivité. Par exemple, l'acteur qui interdit le débrayage des professeurs de cégep, la CRT, est supprimé du titre et de l'amorce du texte « Dix cégeps en grève malgré l'interdiction » (Bélisle, 2015) par l'utilisation du terme objectivé « interdiction ». Les acteurs juridiques sont surtout assimilés dans les amorces. L'agentivité de la CRT y est mise de l'avant par l'utilisation du terme collectivisé « Commission des relations du travail (CRT) ». La CRT est surtout représentée en train « d'ordonner aux professeurs de se présenter au travail » (Teisceira-Lessard, 2015a). Cette formule bureaucratique implique un acteur dépersonnalisé (la CRT) qui s'adresse à des acteurs personnalisés (les enseignants). Du côté de la direction du Collège de Rosemont, son agentivité dans le processus de suspension des professeurs est mis à l'arrière-plan grâce à l'objectivation de l'action de la direction. Ce procès s'opère à travers des occurrences comme « sanction », « décision », « suspensions », « mesures administratives », « cinq jours sans salaire » ou « fin de session interrompue ». Dans l'exemple suivant, le terme « sanction » occupe une position de complément d'objet direct qui supprime complètement le rôle de la direction.

« Les professeurs suspendus du Collège de Rosemont, qui ont reçu leur sanction

hier, sont outrés » (Laurin-Desjardins, 2015c)

Lorsqu'elle est assimilée par collectivisation au terme « direction », l'administration du collège de Rosemont est surtout représentée en train d'annoncer les suspensions plutôt que d'effectuer l'action de suspendre. Par exemple, la « direction du collège de Rosemont a annoncé, hier, avoir suspendu six enseignants » (TC Media, 2015).

Dans le cas des acteurs syndicaux, les titres les dépersonnalisent, en particulier dans *Métro*, principalement sous la forme d'objectivations. Ils sont surtout représentés par la référence à leurs moyens de pression grâce aux occurrences « grève des professeurs », « grève sociale », « grève du 1<sup>er</sup> mai », « actions » et « marche ». La grève des enseignants de cégeps leur est la plupart du temps attribuée dans les titres par la possessivation « grève des professeurs ». Le gouvernement et la CRT ne sont pas représentés en train de stopper les enseignants dans leur processus de grève, mais bien en train de stopper la *grève elle-même*. Ce procès de dépersonnalisation met à l'arrière-plan les causes politiques qu'ont les enseignants de faire la grève afin de mettre de l'avant le symptôme (la grève). La grève représentée comme un objet permet de masquer l'aspect dynamique des rapports de forces que sous-tend ce processus. Dans les amorces, les acteurs syndicaux sont aussi objectivés de la sorte par les différentes formules de « journée de grève », de « Journée internationale des travailleurs » ou d'actions directes. Ces objectivations mettent à l'arrière-plan le rôle joué par les acteurs syndicaux. Les objectivations peuvent se retrouver à occuper le rôle d'un sujet investi d'une force impersonnelle comme dans les exemples suivants :

« La journée internationale des travailleurs s'annonce agitée cette année » (Shaffer, 2015).

« [...] la grève d'une journée qui devait toucher aujourd'hui la majorité des professeurs de cégep » (Teisceira-Lessard, 2015b)

Les acteurs syndicaux sont aussi représentés de manière abstraite au moyen d'une qualité qui leur est attribuée par et dans les représentations comme « affrontements », « contestation », « branle-bas » ou « vives tensions ». Ces représentations qualifient

l'action des acteurs syndicaux de manière négative en lui connotant une bravade et une opposition conflictuelle de nature à troubler l'ordre social. Les amorces assimilent aussi les acteurs syndicaux à une pluralité par un procès de collectivisation, notamment avec le mot « syndicats » ou avec les différents acronymes des organisations syndicales. Les titres et les amorces ne font référence aux syndicats locaux qu'une seule fois.

Quant aux acteurs policiers, ils sont davantage dépersonnalisés que personnalisés dans les titres et les amorces. C'est davantage le cas au *Journal de Montréal* que dans les autres journaux. Les policiers sont abstraits à travers les termes « affrontements », « vives tensions » et « soirée mouvementée », tandis qu'ils sont objectivés avec « odeur de gaz lacrymogène ». La métonymie « odeur de gaz lacrymogène » et les euphémismes « soirée mouvementée » et « vives tensions » participent à diluer leur rôle et leur responsabilité dans la répression des actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015.

#### 4.1.3.2 Personnalisation

Lorsque les acteurs gouvernementaux sont représentés sous les traits d'êtres humains, ils sont d'abord fonctionnalisés avec les occurrences « premier ministre », « ministre » et « représentants ». Cette fonction s'accompagne souvent d'une nomination qui met de l'avant les noms des acteurs concernés « le ministre de l'Éducation supérieure François Blais » et le « premier ministre Philippe Couillard ». Ces acteurs sont alors le centre d'intérêt du texte à partir de qui tout s'articule.

Les acteurs juridiques et patronaux sont très peu personnalisés. La CRT l'est uniquement par fonctionnalisation (commissaires) tout comme la direction du Collège de Rosemont (employeur).

Le procès de personnalisation le plus utilisé dans les titres et les amorces pour représenter les acteurs syndicaux est une catégorisation par fonctionnalisation. Les termes utilisés mettent d'abord de l'avant la profession (ex. profs, professeurs, enseignants, éducatrices), puis la fonction des acteurs syndicaux dans les

manifestations du 1<sup>er</sup> mai (ex. manifestants), le statut de travail (ex. employés, salariés) et le rôle hiérarchique dans la structure syndicale (ex. présidents, membres). Dans tous les journaux sauf au *Journal de Montréal*, les acteurs syndicaux sont largement plus dépersonnalisés que personnalisés. Le ratio est de 50:50 dans les amorces du *Journal de Montréal*. Contrairement à la fonctionnalisation des acteurs gouvernementaux, celle des acteurs syndicaux est rarement suivie d'une nomination. Leur fonctionnalisation sert d'abord et avant tout à représenter de larges pans de personnes par leur occupation ou leur rôle, contrairement à la fonctionnalisation des personnes de l'élite qui sert à nommer le statut d'un individu particulier. Cet effet « de masse » est renforcé par le procès d'agrégation qui précède souvent la fonction, comme dans « [La CRT] a ordonné aux milliers d'enseignants qui devaient tenir une grève [...] » (Laurin-Desjardins, 2015a). Cela est un signe de mobilisation, de grand nombre et d'ampleur de la cause. Cela peut aussi tendre à déshumaniser les acteurs syndicaux en les assimilant à des statistiques. L'exemple extrême est celui des personnes interpellées durant les actions du 1<sup>er</sup> mai. Elles sont réduites à leur nombre dans « [...] 57 ont été interpellées [...] » (Jasmin, 2015). La plupart du temps, le procès de personnalisation des acteurs syndicaux implique une formulation bureaucratique dans laquelle ils font face à des acteurs institutionnels dépersonnalisés. Cela participe à représenter le statut de vulnérabilité des syndiqués face à des pouvoirs impersonnels, comme dans l'exemple suivant.

« La Commission des relations du travail ordonne aux enseignants de cégep » (La Presse canadienne, 2015a)

Enfin, lorsqu'ils sont représentés avec les acteurs gouvernementaux, les acteurs syndicaux sont qualifiés de « mécontents » (Journal de Montréal, 2015a). Ils sont aussi représentés comme étant « dans une logique d'affrontement » (Agence QMI, 2015b) ou impliqués dans un « dialogue de sourds » (Dutrisac, 2015). Les acteurs syndicaux se voient ainsi qualifiés négativement par un vocabulaire qui connote le conflit (Hutt, 1987:95) et la mauvaise foi (Reitsma, 2012:85), surtout dans le *Journal de Montréal*.

#### 4.1.4 Conclusion partielle

Notre analyse textuelle inspirée du modèle de la représentation des acteurs sociaux en discours de Van Leeuwen (2008) nous permet de faire des liens entre les choix lexico-grammaticaux des titres et des amorces, l'encodage préférentiel du sens des représentations et leur articulation dans l'hégémonie discursive néolibérale.

Les acteurs syndicaux sont les acteurs les plus représentés dans les titres et les amorces. Ils le sont à la fois comme acteurs actifs et passifs. Les enseignants et les syndicats sont activement représentés dans les processus de grève ou d'action directe. Ils sont représentés comme les seuls acteurs responsables du déclenchement des grèves et des actions. Les conflits sont personnalisés principalement par les enseignants et les manifestants. L'accent est mis sur l'aspect massif de leurs actions. Le rôle du gouvernement est alors mis à l'arrière-plan ou exclu, ce qui peut décourager le questionnement concernant ses responsabilités dans l'éclosion des conflits (voir Trew, 1979:97). La grève et l'action directe sont pourtant des pratiques sociales qui ne peuvent avoir une existence indépendante de l'action des acteurs sociaux de chacune des parties prenantes. C'est pourtant le sens que les représentations passives des acteurs syndicaux participent à véhiculer. D'une part, seuls les enseignants sont représentés lorsque la CRT déclare leur grève illégale ou quand la direction du Collège Rosemont suspend six enseignants. D'autre part, le gouvernement agit sur la grève elle-même, et non pas sur les enseignants en débrayage. De cette manière, l'accent est mis sur la grève et les actions directes.

En général, les acteurs gouvernementaux sont représentés activement dans la gestion du conflit de travail impliquant les enseignants de cégep. Ils sont principalement dépersonnalisés pour représenter le pouvoir, surtout dans *La Presse*, ce qui ajoute une force impersonnelle bureaucratique et consensuelle à leurs actions. Les acteurs gouvernementaux tentent de trouver une issue légale et démocratique au conflit en demandant, à travers le CPNC, l'intervention de la CRT. Le gouvernement

est ainsi représenté comme le gardien de la loi et de l'ordre, soucieux d'éliminer un conflit dont il n'est pas responsable (voir Trew, 1979:106).

La CRT occupe également un rôle actif et principalement dépersonnalisé dans le conflit. Elle ordonne aux enseignants de ne pas débrayer. Les directions de cégep se retrouvent à devoir faire appliquer cette décision de la CRT, ce que seule la direction du Collège de Rosemont fera. Toutefois, son rôle est supprimé ou est mis à l'arrière-plan par des procès d'objectivation. Cet obscurcissement de l'agentivité de la direction du Collège entraîne une ambiguïté sur l'attribution de la causalité et de la responsabilité des suspensions. Le rôle actif du gouvernement et la CRT est pourtant bien mis de l'avant dans la chaîne d'opération qui mène aux suspensions. Seul l'acteur à la fin du processus bureaucratique devient passif, comme dégagé de la responsabilité d'avoir exécuté les décisions prises en amont.

De leur côté, les policiers sont impliqués passivement dans la répression des actions entourant la Journée internationale des droits des travailleurs et des travailleuses. Ils sont davantage dépersonnalisés, ce qui contribue à masquer leur agentivité. La mise de l'avant de leur vulnérabilité met l'accent sur l'aspect violent de l'action des manifestants. Ces « affrontements » et ces « vives tensions » violentes imputées, du moins en partie, aux manifestants légitiment l'intervention des policiers et font porter la responsabilité de la violence aux victimes mêmes de la répression policière (Dupuis-Déri, 2013b:213). Cette narration renforce la mise en récit officielle d'une police « forcée » d'intervenir pour rétablir l'ordre suite à des méfaits.

Dans la séquence d'événements de notre corpus, les acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux sont représentés activement dans leur puissance à agir sur le déroulement de la « grève sociale » et sur le comportement des enseignants. De leur côté, les acteurs syndicaux constituent les objets affectés par leurs décisions. Ils sont toutefois bien actifs dans l'organisation de la grève et d'actions directes, dont les policiers, automobilistes, passants et étudiants se retrouvent passivement à faire les frais.

La formulation bureaucratique opposant des acteurs syndicaux personnalisés à des acteurs institutionnels dépersonnalisés participe à représenter leur statut de vulnérabilité face à des pouvoirs impersonnels. Masquer le rôle actif qu'a joué le gouvernement et les policiers dans la répression des enseignants grévistes et des manifestants du 1<sup>er</sup> mai participe à légitimer l'ordre établi ainsi que l'acceptation du contrôle social en découlant. L'effacement d'une partie des acteurs impliqués dans la grève et les actions directes participe à dépolitiser les enjeux de ce 1<sup>er</sup> mai 2015.

De tous les quotidiens, c'est le discours du *Journal du Montréal* qui tranche le plus avec celui des autres. Son discours met davantage de l'avant les acteurs syndicaux, tant en fréquence d'inclusion qu'en termes de rôle actif et personnalisé. Inversement, le journal exclut spécialement les acteurs gouvernementaux et les représente de manière plus passive que les autres journaux. De plus, les acteurs policiers sont inclus principalement dans les articles du *Journal* qui les représentent de manière active, mais de façon plus dépersonnalisée que les autres quotidiens. Au *Journal de Montréal*, les textes entourant les actions du 1<sup>er</sup> mai 2015 sont principalement des nouvelles sur des syndicats, des grévistes et des manifestants cherchant une situation de conflit au cours de laquelle ils organisent des actions de perturbation qui contreviennent aux règles des institutions, que ce soit à la Loi du travail représentée par la décision CRT et les sanctions de la direction du Collège Rosemont ou au respect de l'ordre public représenté par l'action des policiers. Quant à la pratique du gouvernement, sa critique est hors de portée du discours du quotidien étant donné son effacement.

Le discours du *Devoir* se caractérise par davantage d'inclusions et de rôles actifs attribués aux acteurs gouvernementaux. Quant aux acteurs syndicaux, ils sont représentés autant de manière active que passive. À *La Presse*, les acteurs gouvernementaux sont aussi plus actifs et surtout plus dépersonnalisés qu'ailleurs. Quant au *Métro*, il ne personnalise jamais les acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux. C'est aussi ce quotidien qui dépersonnalise le plus les acteurs syndicaux. Son discours est similaire à celui de *La Presse*.

#### 4.2 Analyse textuelle : représentation visuelle des acteurs sociaux

Nous avons analysé 36 photos tirées des 34 textes de notre corpus. Les acteurs syndicaux sont de loin les plus représentés (n=31), suivis par les acteurs policiers (n=13) et le premier ministre (n=1). Les acteurs juridiques et patronaux sont totalement exclus des représentations visuelles. Le tableau 4.31 montre aussi que *Le Devoir* et le *Journal de Montréal* représentent visuellement davantage les acteurs sociaux que les deux autres journaux. Seul *Le Devoir* représente un acteur gouvernemental, le premier ministre Couillard.

Tableau 4.31 Proportions des représentations des acteurs sociaux dans les photos accompagnant chaque texte selon le journal

	% (fréquence)				
	<b>Journal de Montréal (n=12)</b>	<b>La Presse (n=5)</b>	<b>Le Devoir (n=23)</b>	<b>Métro (n=5)</b>	<b>Total (n=45)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux</b>	-	-	4 (n=1)	-	2 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux</b>	-	-	-	-	0
<b>Acteurs syndicaux</b>	58 (n=7)	80 (n=4)	70 (n=16)	80 (n=4)	69 (n=31)
<b>Acteurs policiers</b>	42 (n=5)	20 (n=1)	26 (n=6)	20 (n=1)	29 (n=13)

##### 4.2.1 Distance sociale

Seule une photo représente les acteurs gouvernementaux : celle du premier ministre Philippe Couillard, en plan rapproché, durant une allocution officielle au Salon bleu de l'Assemblée nationale. Les acteurs syndicaux sont presque exclusivement photographiés à une distance considérable lors de manifestations ou d'actions directes (ex. piquets de grève, arrestation) (n=27). Quatre clichés représentent des porte-paroles syndicaux en plan rapproché ou en gros plan (la présidente de la SFPQ, Lucie Martineau, le président de la CSN, Jacques Létourneau,

un professeur de littérature suspendu, Nicholas Dawson et le président de la FEC-CSQ, Mario Beauchemin). Les acteurs policiers sont majoritairement représentés à une distance publique lors des manifestations ou des actions directes organisées par les acteurs syndicaux (n=11). Deux photos les représentent en gros plan : le cliché officiel du porte-parole du SPVM, Laurent Gingras, et le médaillon d'un policier anonyme casqué qui saigne du nez.

Pour l'ensemble des journaux, la taille du plan des photos nous distancie symboliquement des masses syndiquées et manifestantes. À l'inverse, elle nous rapproche des porte-paroles gouvernementaux, syndicaux et policiers ainsi que des policiers blessés.

#### 4.2.2 Relation sociale

Couillard est représenté à la hauteur des yeux, d'un point de vue oblique. Les acteurs syndicaux en action sont principalement observés en plongée (n=14), de manière oblique (n=10) ou frontale (n=4). Toutefois, ils sont aussi observés à hauteur des yeux (n=17), en particulier lorsque des policiers sont aussi représentés dans la photo (n=8) ou qu'il s'agit de portraits d'acteurs syndicaux (n=4).

Quant aux acteurs policiers en action (ex. qui arrêtent ou qui « poivrent » des manifestants), ils sont presque tous photographiés à la hauteur des yeux d'un point de vue oblique (n=8), sauf ceux qui marchent parmi les manifestants. Le cliché du porte-parole du SPVM est frontal, tandis que celui du policier blessé est oblique.

Les clichés représentant les acteurs syndicaux placent l'observateur en situation de pouvoir symbolique en plus d'offrir un détachement de leurs actions. L'observateur les « regarde », comme perché, c'est-à-dire en retrait de l'action. Pour les acteurs policiers, très peu de pouvoir symbolique est offert à l'observateur qui les « regarde » à la hauteur des yeux arrêter ou « poivrer » des manifestants. Une distance systématique est mise par rapport à leurs actions observées de côté. Les porte-paroles syndicaux et policiers sont toutefois représentés de manière égalitaire,

en mode relation, car ils prennent la pose. La photo du premier ministre en action offre le même rapport de pouvoir égalitaire, mais représente un détachement relationnel de ses actions.

#### 4.2.3 Interaction sociale

Presque tous les acteurs sociaux sont représentés alors qu'ils ne regardent pas l'observateur. Ils sont ainsi représentés comme des objets de contemplation. Ils ne s'adressent pas directement à l'observateur. Toutefois, les cinq photos-portraits les représentent en train de le fixer. C'est aussi le cas de deux autres photos : une photo du *Devoir* (Paré, 2015) où plusieurs manifestants fixent l'observateur et un cliché du *Journal de Montréal* (Scali, 2015) où un manifestant, plaqué au sol par deux policiers en train de le menotter, regarde aussi l'observateur. Ces deux dernières photos représentent des acteurs syndicaux en position de vulnérabilité symbolique (contre-plongée) et matérielle (victimes de l'austérité, victimes de la répression policière). Leur regard sérieux s'adresse directement à l'observateur et lui demande d'entrer dans une relation symbolique avec eux. Cette relation de subordination est bien différente de celle, plus égalitaire, imaginée entre l'observateur et les photos de porte-paroles.

#### 4.2.4 Catégorisation générale des acteurs sociaux

Les acteurs syndicaux sont majoritairement représentés de manière active en train de manifester ou de tenir un piquet de grève. Ils tiennent des pancartes ou des bannières, marchent dans la rue ou fuient les gaz lacrymogènes. Ils sont représentés passivement par les photos de porte-paroles et par celles où les policiers les arrêtent ou les aspergent de poivre de cayenne. Représenter les acteurs syndicaux de la sorte les confine au rôle d'acteurs qui perturbent l'ordre établi puis qui en subissent les conséquences. Leur comportement déviant est stigmatisé par les connotations

violentes des photos. Les photos de manifestants récalcitrants à leur arrestation qui se font maîtriser par plusieurs policiers, de manifestants qui se font « poivrer » à bout portant par des policiers ou encore les photos d'une voiture de police et d'une vitrine vandalisées valident cette représentation violente des actions syndicales.

Les acteurs policiers sont dépeints dans un rôle répressif actif (n=10) dans lequel :

- ils intimident la foule en déambulant à travers elle munis de l'équipement antiémeute ;
- ils arrêtent violemment les manifestants ;
- ils aspergent les manifestants de poivre de cayenne.

*Le Devoir* contient six de ces représentations, tandis que le *Journal de Montréal* en présente trois et *La Presse* une.

Les acteurs policiers sont aussi représentés passivement (n=3) par la photo d'un porte-parole (Shaffer, 2015), celle d'un policier blessé et celle d'une voiture de patrouille vandalisée (Scali, 2015). Comparés aux manifestants, les policiers sont représentés comme les victimes d'une violence plus intense, connotée par la photo d'un pare-brise d'autopatrouille vandalisé, d'une vitrine brisée et par le visage d'un policier saignant du nez. Ces trois photos connotant une violence subie par les policiers sont toutes publiées dans l'édition du 2 mai du *Journal de Montréal*. Cette connotation de violence envers les acteurs policiers est amplifiée par une mise en page double où le visage du policier blessé en médaillon « regarde » l'image de droite sur laquelle sont représentés des manifestants masqués - dont l'un d'eux brandit un fumigène – qui défilent derrière la bannière du Parti communiste révolutionnaire.

L'unique acteur gouvernemental est activement représenté en pleine allocution officielle. Ce type de représentation offre à voir le premier ministre dans le mode du dialogue, contrairement à celui de l'inflexibilité – du dialogue de sourd – décrit dans l'article.

Les acteurs syndicaux sont largement plus représentés comme des groupes de personnes (n=24) que par des individus (n=6). L'effet d'homogénéisation (tous

pareils, interchangeable) participe à diminuer leurs différences personnelles. Les acteurs policiers sont presque tous représentés en petit groupe (n=11) plutôt que par leur porte-parole (n=1). L'effet d'homogénéisation est amplifié par le port de leur uniforme, ce qui permet une catégorisation culturelle de ces acteurs. Quant au premier ministre, il est représenté de façon spécifique, comme individu sur lequel est mis l'accent.

#### 4.2.5 Conclusion partielle

L'analyse des représentations visuelles des acteurs sociaux nous permet d'identifier différentes stratégies utilisées par les journalistes et éditeurs pour les représenter.

De manière générale, les acteurs syndicaux sont représentés comme appartenant à un exogroupe, c'est-à-dire un groupe externe à celui de l'observateur. Au niveau des relations avec l'observateur, les acteurs syndicaux sont représentés comme :

- des personnes « loin de nous » grâce à des stratégies de distanciation ;
- des personnes opprimées grâce à des stratégies de déresponsabilisation (*disempowerment*) et ;
- des objets à examiner grâce à des stratégies d'objectivation (voir Van Leeuwen, 2008:141).

Au niveau de leurs catégorisations générales, les acteurs syndicaux sont d'abord et avant tout représentés comme de larges groupes homogènes. Ils sont représentés comme des individus lorsqu'il s'agit de photos de représentants officiels, de manifestants arrêtés ou d'un professeur suspendu. Ces observations concordent avec celles relevées dans notre analyse des représentations sociosémantiques concernant les rôles actif et passifs attribués aux acteurs syndicaux.

Chez les acteurs policiers, les stratégies de distanciation et d'objectivation sont aussi utilisées pour les représenter comme un exogroupe. Toutefois, ils sont représentés à hauteur des yeux, ce qui symbolise une égalité avec l'observateur. Les

acteurs policiers sont représentés comme de petits groupes très homogènes qui intimident la foule, arrêtent les manifestants ou les aspergent de poivre de cayenne. Seules une photo du *Métro* et deux du *Journal de Montréal* les représentent dans un rôle passif, respectivement comme porte-parole et victimes de la violence des manifestants. Cette analyse diffère en termes de proportion à celle des représentations sociosémantiques des titres et des amorces. Ces dernières présentent plutôt les policiers dans un rôle presque exclusivement passif, à la fois lorsqu'ils répriment des manifestants ou lorsqu'ils sont blessés. Leur rôle actif est aussi masqué par des procès de dépersonnalisation. Les représentations des photos offrent plutôt à voir le rôle actif des acteurs policiers.

Le seul acteur gouvernemental est représenté comme appartenant à l'endogroupe de l'observateur, proche et égal à lui. Il est toutefois donné à voir comme un objet avec lequel il n'y a pas d'engagement ni d'interaction. Il est représenté de façon spécifique, comme individu, dont l'action est celle d'un tribun politique. Dans l'analyse sociosémantique, les acteurs gouvernementaux sont aussi représentés activement, mais davantage de manière dépersonnalisée.

L'exclusion des acteurs juridiques et patronaux de la représentation visuelle participe à gommer leur rôle dans les situations abordées. Ces acteurs sont également parmi ceux qui sont les plus exclus et dépersonnalisés dans notre analyse sociosémantique.

La redistribution de l'inclusion/exclusion des acteurs sociaux dans les photos est frappante lorsque l'on compare l'analyse sociosémantique à l'analyse visuelle. Les représentations visuelles ne nous laissent pratiquement qu'avec les acteurs syndicaux et policiers. En conséquence, les principales représentations visuelles de notre corpus offrent à voir :

- les acteurs syndicaux comme de larges groupes homogènes de personnes en action dans 56 % de toutes les représentations visuelles (25/45) ;
- les acteurs policiers qui intimident ou répriment des manifestants dans 27 % de

toutes les représentations visuelles (12/45).

Ces représentations axées sur la perturbation et la violence policière participent à évacuer les dimensions politiques des sujets traités. Elles proposent plutôt une mise en récit élaborée selon une logique de fait divers axé sur le sensationnalisme.

En outre, près de 61 % (22/36) des images publiées l'ont été le 2 mai pour représenter les actions de la veille. Pourtant, les événements du 1<sup>er</sup> mai ne sont traités que par 12 % des articles de notre corpus. Ces images connotent essentiellement la « casse », la perturbation, la violence et l'intimidation. Bien que tous les textes possèdent une dimension se rapportant à la lutte des syndiquées des secteurs public et parapublic dans le cadre des actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015, de nombreuses photos utilisées pour les représenter ne les concernent pas directement. Par exemple, le *Métro* du 24 avril utilise la photo d'une manifestation essentiellement composée de jeunes pour illustrer la préparation du 1<sup>er</sup> mai par différentes organisations syndicales, communautaires, citoyennes et politiques. *Le Devoir* (Rettino-Parazelli, 2015a) utilise une image du camp de fortune établi par des militants du cégep du Vieux-Montréal pour illustrer la volonté du gouvernement Couillard d'empêcher les professeurs de cégep à faire la grève. Le 1<sup>er</sup> mai, le *Journal de Montréal* place un article sur la décision de la CRT d'interdire la grève des professeurs aux côtés d'une image d'un manifestant se faisant arrêter par quatre policiers. Le lendemain, le même quotidien illustre son résumé de la journée du 1<sup>er</sup> mai par des photos de militants d'extrême gauche masqués brandissant un fumigène, de manifestants qui fuient des gaz lacrymogènes, d'une auto-patrouille et d'une vitrine vandalisées ainsi que d'un policier blessé.

Rappelons que la journée d'action de visibilité du 1<sup>er</sup> mai 2015 a d'abord et avant tout été organisée par les centrales syndicales et les organisations du collectif *Refusons l'austérité!* en opposition aux mesures d'austérité du gouvernement Couillard dans le cadre des négociations du Front commun intersyndical. Ces multiples actions syndicales n'ont pas débouché sur des confrontations avec les policiers. L'attitude des policiers a toutefois changé face aux groupes anticapitalistes

et citoyens qui ont manifesté lors des soirées du 30 avril et du 1<sup>er</sup> mai. Les images violentes publiées dans les journaux concernent ces militants en particulier. Plusieurs études canadiennes montrent que les interventions policières sont plus rapides et plus brutales lors de manifestations attribuées à des acteurs politiques jugés radicaux, marginaux ou indésirables (Rafail, 2010, Frank, 1984, Frank et Kelly, 1979, Dupuis-Déri, 2013a). Les participants des manifestations jugées légitimes (ex. syndicales) sont beaucoup moins victimes du profilage politique pouvant mener à des arrestations que le sont les manifestants jugés illégitimes (Frank et Kelly, 1979:609). En l'absence d'images violentes concernant les syndiqués, les journaux ont publié celles qui concernent les militants anticapitalistes et citoyens.

Cette stratégie d'amalgame, qui consiste à joindre des photos de perturbation aux textes concernant la lutte des acteurs syndicaux, participe à décrédibiliser les acteurs du Front commun 2015 et à leur accoler un rôle d'acteur perturbateur violent. Par exemple, les photos du *Métro* représentent surtout des manifestations étudiantes et anticapitalistes bien que les textes traitent de la préparation générale aux actions du 1<sup>er</sup> mai et de la grève des enseignants.

La narration des photos renforce la mise en récit officielle d'une police « forcée » d'intervenir pour rétablir l'ordre suite à des méfaits, en l'occurrence du vandalisme. Cette faute, imputée aux manifestants, légitime l'intervention policière et fait porter la responsabilité de la violence aux victimes mêmes de la répression policière (Dupuis-Déri, 2013b:213). Les relations industrielles ne sont alors pas représentées sur la base de l'opposition entre capital et travail, mais plutôt dans une logique de désordre public où les acteurs syndicaux troublent la quiétude de l'observateur. Ces représentations axées sur la perturbation et la violence policière participent à dépolitiser le discours en l'articulant selon une logique de fait divers axé sur le sensationnalisme.

#### 4.4 Analyse des pratiques discursives

##### 4.4.1 Les syndicats ne respectent pas la loi et troublent l'ordre social

Nous avons identifié les thèmes (macropropositions) qui se dégagent des titres et des amorces de nos 34 textes afin d'établir leurs grandes tendances. Le tableau 4.32 montre la fréquence de ces thèmes.

Tableau 4.32 Fréquence des thèmes qui se dégagent des titres et des amorces

Thèmes	Fréquence (n=34)
a. Les syndicats ne respectent pas la loi	10
b. Les manifestations/grèves des syndicats troublent l'ordre social	9
c. Le gouvernement (et les directions de cégeps) s'oppose au recours à la grève par les syndicats	4
d. Les syndicats sont légitimes d'avoir recours à leur droit démocratique de faire la grève	4
e. Les syndicats sont motivés par leurs propres intérêts	2
f. Les syndicats maintiennent un climat de tension sociale	2
g. Le gouvernement ne veut pas négocier avec les syndicats	1
h. Le gouvernement soutient le recours des syndicats à leurs droits démocratiques	1
i. La grève pénalise les étudiants	1

##### 4.4.1.1 Les acteurs sociaux

Pour l'ensemble des journaux, les acteurs syndicaux sont représentés dans 100 % des thèmes, le gouvernement dans 33 %, les directions de cégeps dans 11 % et les étudiants du cégep de Rosemont dans 11 %. Deux thèmes (b. et i.) remplacent les acteurs syndicaux par une objectivation (manifestation ou grève). Pour l'ensemble des journaux, les thèmes les plus fréquents représentent les acteurs syndicaux s'appropriant à violer la loi ou l'ayant violé par la grève illégale (a.). Les thèmes représentent leurs actions (manifestations et grèves) d'après leur aspect perturbateur

de l'ordre social (b.) ou du cursus des étudiants (i.). *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir* représentent aussi les acteurs syndicaux comme voulant maintenir un climat d'affrontement avec le gouvernement (f.). Dans les textes opinatifs du *Devoir* et de *La Presse*, les titres et les amorces présentent comme légitime le recours à la grève illégale par les professeurs de cégep (d.). Ceux du *Journal de Montréal* présentent le comportement des syndicats comme mû par des intérêts égoïstes de privilégiés (e.). Le gouvernement, d'abord dépeint par le *Journal de Montréal* comme un soutien aux moyens de pression des professeurs (h.), est ensuite représenté par *La Presse*, le *Devoir* et le *Metro* en train de s'opposer – avec les directions de cégeps - à l'exercice du droit de grève des enseignants (c.). Le gouvernement est aussi dépeint par le *Métro* comme intransigeant dans les négociations avec les syndicats du secteur public (g.).

Comme il fallait s'y attendre, ces observations correspondent à celles issues de l'analyse sociosémantique de la représentation des acteurs sociaux dans les titres et les amorces (voir section 4.1.4). L'analyse des thèmes s'arrime également avec les résultats de l'analyse visuelle des acteurs sociaux (voir section 4.2.5). Les acteurs syndicaux sont surreprésentés, de surcroît dans des situations de perturbation sociale. À l'inverse, les autres acteurs sociaux sont mis à l'arrière-plan, ce qui dissimule leur agentivité.

#### 4.4.1.2 Les enjeux

Pour la majorité des thèmes, l'enjeu du 1<sup>er</sup> mai 2015 est celui du respect de la loi et de l'ordre social qui en découle (a.b.c.f.i.). Les textes opinatifs du *Devoir* et de *La Presse* proposent toutefois un angle différent, celui du recours légitime par les syndicats à leur droit démocratique de faire la grève (d.). Plutôt que d'aborder la pratique du droit de grève, la plupart des thèmes fait mention des conséquences de la grève et des manifestations sur l'ordre social (a.b.f.i.). Les objectivations « grèves » et « manifestations » permettent d'orienter l'attention de l'audience vers les

conséquences de ces actions plutôt que vers les acteurs sociaux qui les pratiquent. Dans les textes, c'est la « grève » qui « viole les conventions collectives des professeurs ainsi que le Code du travail » (Teisceira-Lessard, 2015a) en plus de « porter préjudice aux étudiants » (Rettino-Parazelli, 2015a). Seuls les textes opinatifs du *Devoir* et de *La Presse* permettent aux acteurs syndicaux de définir l'enjeu du 1<sup>er</sup> mai comme celui de la judiciarisation du conflit par le gouvernement.

L'accent mis sur les actions perturbatrices et leurs conséquences participe à dépolitiser les thèmes. Le discours mis en forme sur le mode du fait divers tend à éluder la mise en situation des actions du 1<sup>er</sup> mai (Tremblay, 1986:21). À la lecture des titres, des amorces et des thèmes qui en découlent, on sait qu'il y a grève, manifestation ou affrontement et qui est à « blâmer » pour tout cela. Toutefois, aucune revendication n'est présentée. On ne sait pas quels sont les demandes, les enjeux ou le contexte de la grève des enseignants de cégeps, même si la majorité des établissements risquent d'être touchée. Le *Métro* et *Le Devoir* mentionnent la « grève sociale » du 1<sup>er</sup> mai, *La Presse* parle de la « Fête des travailleurs », mais seuls le *Journal de Montréal* (Journal de Montréal, 2015b) et le *Devoir* (Paré, 2015) mentionnent explicitement dans un titre l'opposition à l'austérité.

En outre, aucune mention du Front commun intersyndical n'est faite dans les titres et les amorces. C'est pourtant en raison du contexte de négociations quinquennales avec l'État que la lutte contre l'austérité prend des proportions historiques le 1<sup>er</sup> mai 2015. Les négociations dans le secteur public et parapublic ne sont abordées comme enjeu principal que dans les trois textes qui traitent du déjeuner annuel de mai entre les présidences des centrales syndicales et le premier ministre du Québec (La Presse canadienne, 2015b, Dutrisac, 2015, Agence QMI, 2015b). Cette rencontre – où les syndicats sont dépeints dans une « logique d'affrontement » (Agence QMI, 2015b) - est traitée de manière tout à fait isolée par rapport aux textes qui parlent des actions syndicales du 1<sup>er</sup> mai. Ces textes ne font pas de liens entre, d'une part, la lutte légale des centrales syndicales pour de nouvelles conventions collectives face à l'État et, d'autre part, leur lutte politique contre les mesures

d'austérité mises en place par le gouvernement qui dirige cet État. Les journalistes et les éditeurs mettent l'accent sur l'enjeu des demandes salariales sans faire de liens clairs avec la campagne anti-austérité en cours<sup>103</sup>. Les journaux parlent des centrales syndicales qui « réclament » (La Presse canadienne, 2015b) des hausses salariales, mais qui se butent à un gouvernement dont les « offres salariales » (Dutrisac, 2015) sont inflexibles. Le gouvernement laisse toutefois entendre être prêt à « jeter du lest » (Dutrisac, 2015) si les syndicats font des concessions sur leurs autres conditions de travail.

Le discours journalistique joue ainsi le jeu du gouvernement en séparant la dimension légale de la dimension politique intrinsèque à la lutte syndicale du Front commun. Ce discours légaliste présent dans les titres, les amorces et les thèmes favorise une représentation du gouvernement comme un acteur neutre, au-dessus des conflits politiques, dont la gestion bureaucratique vise à trouver une issue démocratique à un conflit dont il n'est pas responsable (voir Trew, 1979:106). Ce discours journalistique qui intègre « la pertinence, la précision et la représentativité des données et des catégories juridico-bureaucratiques dominantes »<sup>104</sup> (Knight, 1982:76) entraîne une dépolitisation des enjeux. Dans les textes, l'objectif de Couillard est présenté comme celui d'en arriver à une entente négociée (La Presse canadienne, 2015b ; Dutrisac, 2015). Le gouvernement prétend vouloir éviter d'imposer une loi spéciale ou un décret qui fixerait de manière unilatérale les termes des nouvelles conventions collectives. Cet objectif exige des syndicats une pratique qui demeure dans le cadre de la légalité<sup>105</sup>. Cette posture évacue le rapport politique conflictuel inhérent à la lutte des classes qui oppose le mouvement syndical à l'État

<sup>103</sup> Ce discours fait écho à celui de l'argumentaire de la direction du Front commun 2015 (Front commun 2015, 2014). Dans ce manifeste, le Front commun n'établit pas de liens entre ses revendications et sa lutte contre l'austérité, malgré la volonté explicite du gouvernement de réduire les effectifs des secteurs public et parapublic, de procéder à des compressions budgétaires drastiques et de restructurer profondément la fonction publique.

<sup>104</sup> Traduction libre par l'auteur de « ... *the pertinence, accuracy, and representativeness of legal-bureaucratic data and categories* »

<sup>105</sup> Ce discours visant à éviter la loi spéciale et à en arriver à un règlement négocié a d'ailleurs été repris par la direction du Front commun 2015 durant toute la durée des négociations.

capitaliste. Le discours journalistique qui reprend cette vision d'une société où il n'existe pas de conflits d'intérêts structurels irréconciliables (Morley, 1976:250) fait apparaître tout conflit de travail comme anormal, inutile, ou du moins temporaire, car il perturbe l'ordre établi. Les actions syndicales qui sortent du cadre légal deviennent ainsi socialement déviantes.

Le tableau 4.33 établit la proportion des thèmes qui se dégagent des titres et des amorces selon le journal.

Tableau 4.33 Proportions des thèmes selon le journal

Thèmes	% (Fréquence)			
	Journal de MTL	Métro	La Presse	Le Devoir
a.	31 (n=4)	33,3 (n=2)	25 (n=1)	27,3 (n=3)
b.	31 (n=4)	33,3 (n=2)	25 (n=1)	18,2 (n=2)
c.	-	16,7 (n=1)	25 (n=1)	18,2 (n=2)
d.	-	-	25 (n=1)	27,3 (n=3)
e.	15 (n=2)	-	-	-
f.	7,7 (n=1)	-	-	9 (n=1)
g.	-	16,7 (n=1)	-	-
h.	7,7 (n=1)	-	-	-
i.	7,6 (n=1)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>11</b>

Le *Journal de Montréal* (n=13) et *Le Devoir* (n=11) sont les deux quotidiens ayant publié le plus de textes concernant les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. *La Presse* est celui qui en a publié le moins (n=4) suivi du *Métro* (n=6).

On remarque que le *Journal de Montréal* représente davantage l'action des syndicats comme illégale (a=4) et troublant l'ordre social (b=4) que les autres journaux. Le *Journal de Montréal* est le seul à victimiser les étudiants du Collège Rosemont (i=1) et à mentionner la magnanimité du gouvernement à soutenir les moyens de pression des professeurs *avant* qu'ils n'entament leur grève (h=1). Ce journal est également le seul à ne pas mentionner les efforts du gouvernement auprès

de la CRT pour empêcher la grève en plus d'être le seul à contenir des textes opinatifs fustigeant l'égoïsme des élites syndicales (e=2). Les thèmes abordés dans le discours du *Journal de Montréal* permettent de nourrir un discours antisyndical.

En contraste, le discours du *Devoir* contient davantage d'articles dont le thème est l'opposition du gouvernement à la grève des professeurs (c=2). Il contient aussi le plus de textes opinatifs soutenant l'utilisation légitime du droit de grève par les syndicats (d=3). La publication, dans le courrier des lecteurs, de la lettre ouverte *Nous sommes toutes et tous des organisateurs de la grève sociale du 1<sup>er</sup> mai* donne la parole aux professeurs de cégeps. Le quotidien les exhibe qu'une certaine manière comme des lecteurs emblématiques d'une partie de son lectorat. Le discours du *Devoir* est celui des quatre journaux qui apparaît le moins antisyndical. Par ailleurs, la parution d'un cahier spécial intitulé « Syndicalisme » durant les négociations du secteur public et parapublic dénote un intérêt - peut-être commercial - à couvrir l'actualité du monde du travail. *Le Devoir* et *Métro* sont les seuls journaux à faire paraître un article qui annonce, respectivement le 25 et le 24 avril, la journée d'action syndicale du 1<sup>er</sup> mai.

#### 4.4.1.3 Conclusion partielle

Le nombre élevé de thèmes où les acteurs syndicaux sont représentés en train de commettre des actes illégaux ou de nature à troubler l'ordre public offre constamment à voir leur action comme conflictuelle, défavorable pour le public ou motivée par leurs propres intérêts. L'unique thème qui mentionne les étudiants les représente comme les consommateurs lésés par les actions syndicales. Ces thèmes interpellent leur audience à titre de consommateur potentiellement affecté par les événements mis en récit. Quant au gouvernement, il tient principalement le rôle de celui qui s'oppose, avec la direction du Collège de Rosemont, à l'action gréviste des enseignants grâce à la solution démocratique que constitue le recours au tribunal de la CRT.

L'enjeu de la majorité des thèmes est celui du respect par les syndicats de la loi et

de l'ordre. Si certains textes opinatifs abordent la légitimité de la pratique du droit de grève (notamment dans *La Presse* et *Le Devoir*), la plupart des thèmes font mention des conséquences de la grève et des manifestations sur l'ordre social. Ce discours journalistique opère une dépolitisation des enjeux du 1<sup>er</sup> mai en minimisant la mise en contexte politique des actions. De plus, à la suite du gouvernement, les journaux reprennent le discours de séparation entre la dimension légale et la dimension politique intrinsèque à la lutte syndicale du Front commun. Dans cette vision du *statu quo* social, les actions conflictuelles du 1<sup>er</sup> mai apparaissent comme déviantes.

Plusieurs chercheurs observent que l'information sur le monde du travail est cadrée en fonction des intérêts patronaux – considérés équivalents à ceux du public - et tend au maintien ou à la restauration de la « stabilité sociale » en temps de conflit (Brennen, 2005:73; Charest, 1975:108; Hackett, 1983:39-41,46; Hannigan, 1985; Hartmann, 1975/76:18; Hutt, 1987:98; Jensen, 1987:24; Knight, 1982:62-63; 2001:88; Martin, 2004:5; McColl, 1981:439; Reitsma, 2012:85; Rollings, 1983:138; Seltzer, 1981:68; Souchard, 1989:238-239; Tracy, 2004:465; 2006:556-557). L'acceptation des rapports marchands comme l'état « naturel » des choses dans les médias entraîne son corollaire, celui de considérer favorablement le *statu quo* socio-économique capitaliste. Martin (2004:5) explique que :

En mettant l'accent sur les marchandises, les nouvelles commerciales grand public - comme la publicité qui les soutient - dissimulent les travailleurs qui se cachent derrière ces marchandises de marque et la myriade de conditions dans lesquelles ils travaillent. Le résultat ultime du cadrage des nouvelles du monde du travail selon l'axe de la consommation est que les nouvelles critiquent souvent sévèrement les actions des travailleurs et soutiennent de façon enthousiaste les actions du capital.<sup>106</sup>

Partant de cette hypothèse, les conflits de travail apparaissent comme anormaux et inutiles, ou du moins temporaires, car ils perturbent l'ordre établi. Selon Parenti

<sup>106</sup> Traduction libre par l'auteur de « *With this focus on commodities, the commercial mainstream news – like the advertising that supports it – obscures the laborers behind those branded commodities and the myriad of conditions in which they work. The ultimate outcome of the news media's consumer-oriented framing of labor stories is that the news is often severely critical of labor's actions and enthusiastically supportive of capital's actions.* »

(1986) et Morley (1976), les médias présentent les gouvernements nationaux comme des arbitres neutres dans la lutte entre le capital et le travail. Ces gouvernements sont censés agir au nom de leur « intérêt national », intérêt qui, lui-même, est « censé être mieux servi en obtenant le retour des travailleurs à la production dès que possible, quelles que soient les conditions de règlement »<sup>107</sup> (Parenti, 1986:85-86). Ainsi, les sacrifices consentis par les travailleurs au profit des patrons finiront par être avantageux comme le veut la théorie libérale du ruissellement (*trickle-down*). Toutefois, une perspective alternative – qui émane en particulier du mouvement syndical – considère que les conflits sont générés par la structure industrielle fondamentale de notre société capitaliste (Hyman, 1977). Les médias ignorent le plus souvent ces divergences d'interprétation du vivre ensemble. La couverture médiatique des syndicats qui en découle les représente comme des groupes de pression luttant pour leurs propres intérêts, ce qui s'avère problématique pour la stabilité sociale étant donné leur manque de considération pour le bien-être de la société en général (AIM, 1980; Bensman, 1983; Brennen, 2005:71; Charest, 1975:108; Downing, 1980:35; Hackett, 1983:22-25; Goldman et Rajagopal, 1991; Jensen, 1987:24; Knight, 1982:62-63, 2001:88; Kumar, 2008:59-88; Martin, 2004; Morley, 1976:250-251; Parenti, 1986; McColl, 1981:439; Reitsma, 2012:84; Rollings, 1983:137-141; Seltzer, 1981; Steuter, 1999:7; Tracy, 2004:453; 2006:556). En contrepartie, les intérêts du capital privé – qui lui aussi peut-être envisagé comme un groupe de pression - sont considérés comme ceux du public et subsumés sous le mantra de l'« intérêt national ».

Dans un contexte où la situation sociale est considérée comme exempte de conflits structurels de base et où la présence d'une communauté d'intérêts communs est acceptée, toute défiance au « consensus politique » peut être taxée d'illégitime et de « déviante » (Murdock, 1973:157). Hartmann et d'autres chercheurs soutiennent

<sup>107</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The news media unfailingly portray the government as a neutral arbiter in the struggle between capital and labor, acting on behalf of the " national interest " - which itself is assumed to be best served by getting the workers back into production as soon as possible, regardless of the terms of settlement. »*

que le traitement médiatique des relations industrielles est structurellement porté à délégitimer les syndicats face à la partie patronale ou gouvernementale (Downing, 1980:40; Glasgow University Media Group, 1980:186; Hackett, 1983:22-23; Hartmann, 1975/76:16; Knight, 1982:76; 2001:87; McColl, 1980:428; Steuter, 1999:7; Tracy, 2006:557). Différents procédés sont utilisés afin de réduire leur statut à celui de groupes aux marges de la société orthodoxe.

Comme le souligne Morley (1976:259), la chaîne causale de la narration du conflit permet au public de savoir ce qu'est une grève, ce qu'elle fait, qui elle affecte et qui est à « blâmer » pour ce problème. Pour les analystes du Glasgow University Media Group, « la couverture des nouvelles est organisée autour de ces thèmes, mais il n'existe pas de chaîne causale similaire pour d'autres explications des crises industrielles »<sup>108</sup> (Beharell et Philo, 1977 :8). Comme le rappelle McColl (1981:425), les grèves ne sont pas des causes, mais bien des symptômes qui expriment les injustices fondamentales au sein de la société. Selon Michael Parenti, les conflits de travail rapportés dans les médias ne sont jamais caractérisés comme une expression de la lutte des classes entre les capitalistes qui accumulent la richesse et la main-d'oeuvre qui se bat pour protéger ou améliorer ses conditions de vie. L'impression de qui *donne* et de qui *s'accapare* les richesses est ainsi inversée. La presse corporative dépeint un management qui fait des « offres » et des syndicats qui font des « demandes » (Parenti, 1986 :81). D'après Claudia Ortu (2008:289), ce « déni de l'existence de la lutte des classes fait partie de la stratégie antisyndicale des gouvernements ».<sup>109</sup> En ignorant les causes profondes des conflits industriels, il devient aisé pour la presse de représenter les grèves comme des événements irrationnels provoqués par l'émotivité de travailleurs récalcitrants (Downing, 1980:35). Les syndicats, et plus particulièrement les grévistes, deviennent ainsi les principaux protagonistes de l'événement, car ce sont eux qui troublent l'harmonie des

<sup>108</sup> Traduction libre par l'auteur de « *News coverage is organised around such themes but no similar causal chain exists for other explanations of industrial crisis.* »

<sup>109</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The denial of the existence of class struggle is part of governments' anti-union strategy.* »

relations de travail. Les nouvelles de la grève deviennent principalement celles des grévistes (Douglas, Pecora et Guback, 1985:858-60; Hackett, 1983:45; Hartmann, 1975/76:17; Knight, 1982:75;2001:86; McColl, 1980:428; Hutt, 1987:93; Steuter, 1999:7; Tracy, 2006:557). La partie patronale tend ainsi à disparaître en tant qu'agent actif central de la situation de conflit (Douglas, Pecora et Guback, 1985:858-60 ; Goldman et Rajagopal, 1991).

#### 4.4.2 Des thèmes vendeurs

Les 10 facteurs valeurs donnés aux « nouvelles » selon Harcup et O' Neill (2001) nous servent ici d' indicateurs du processus de valorisation des thèmes (discours-marchandises) dans l' interdiscours des quatre journaux. Ces facteurs valeurs constituent en quelque sorte les représentations de l' injonction de la forme marchandise dans les thèmes. Le tableau 4.34 recense la fréquence de ces facteurs valeurs dans les neuf thèmes identifiés pour les titres et les amorces des textes.

Tableau 4.34 Fréquence des facteurs valeurs contenus dans les thèmes

Facteur valeur	Thèmes								
	a.	b.	c.	d.	e.	f.	g.	h.	i.
<b>Élite</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	
<b>Célébrité</b>									
<b>Divertissement</b>		X							X
<b>Surprise</b>	X							X	
<b>Mauvaise nouvelle</b>	X	X	X	X	X	X	X		X
<b>Bonne nouvelle</b>									
<b>Magnitude</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Pertinence</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Suivi</b>	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>Agenda</b>	X	X	X	X	X	X		X	X
<b>Total</b>	7	7	6	6	6	6	5	6	6

Les résultats montrent que les facteurs valeurs sont présents selon plusieurs

combinaisons dans tous les thèmes. Les deux thèmes les plus fréquents (a et b) sont ceux qui en contiennent le plus. Toutefois, une approche quantitative n'est pas des plus adéquates considérant la dimension exclusive de certains facteurs valeur (ex. un thème ne peut pas à la fois être une bonne et une mauvaise nouvelle).

#### 4.4.2.1 L'élite au pouvoir/célébrités

Tous les thèmes concernent des organisations puissantes, en l'occurrence les syndicats et le gouvernement. Aucun thème ne concerne toutefois de personnes célèbres sans pouvoir.

#### 4.4.2.2 Divertissement

Dans 7 cas sur 9, le thème des manifestations et des grèves perturbatrices (b.) est l'occasion de publier des photos violentes et sensationnelles de manifestants ou de policiers qui les répriment. Près de 61 % de toutes les photos ont été publiées le 2 mai pour représenter les actions perturbatrices de la veille. Toutefois, ces événements ne sont traités que par 12 % des articles de notre corpus. Dans le thème i., la grève des enseignants du Collège Rosemont est traitée comme un drame vécu par les étudiants lésés en tant que consommateurs d'un service public.

#### 4.4.2.3 Surprise

Il est surprenant de lire à la fin avril que le gouvernement soutient le recours des syndicats à des moyens de pression (h.), compte tenu de l'annonce de l'escalade qui s'en vient. Quatre jours plus tard, le gouvernement fait effectivement volte-face sur le sujet. Il est également surprenant de comprendre que les enseignants de cégeps vont de l'avant dans une grève illégale (a.).

#### 4.4.2.4 Mauvaise/bonne nouvelle

Tous les thèmes, sauf h., sont traités comme des mauvaises nouvelles en raison de leur dimension négative ou conflictuelle. De nombreuses études empiriques montrent que les producteurs du discours médiatique traitent des relations industrielles d'abord et avant tout d'après leur aspect conflictuel et perturbant, en particulier lors d'actions de grèves (AIM, 1980; Chermesh, 1982; Compton, 1997; Douglas, Pecora et Guback, 1985:860; Glasgow University Media Group, 1976; 1980; 1982; Gunster, 2008:678-79; Gutstein, Hackett et NewsWatch Canada, 1998; Hartmann, 1975/1976:7; Hackett, 1983:22-15; Hannigan, 1985; Hutt, 1987:92-94; Kozolanka, 2006; Philo et Hewitt, 1976:14-15; Schmidt, 1993:162; Rollings, 1983:138; Tremblay, 1986:20). Les grèves sont considérées comme des événements « problématiques ». Leur fréquence, leur durée et leur ampleur sont des éléments significatifs qui influent sur l'espace dédié à leur couverture dans la presse (Chermesh, 1982:97 ; Schmidt, 1993:151). Au Québec, Gisèle Tremblay (1986:21) note que *La Presse* et le *Journal de Montréal* sont les plus friands de ce genre d'information, tandis que *Le Devoir* l'est le moins. Elle identifie aussi une tendance à traiter ces conflits à la manière des faits divers, c'est-à-dire avec un minimum de contextualisation, en particulier dans le *Journal de Montréal*. Quant au thème h., il ne présente ni d'aspect particulièrement négatif ni positif.

#### 4.4.2.5 Magnitude

Tous les thèmes sont perçus comme ayant une signification suffisante pour l'audience en termes :

- de nombre de personnes impliquées (ex. des centaines de milliers de syndiqués des secteurs public et parapublic, la majorité des enseignants de cégeps, des milliers d'étudiants) ;
- de potentiel d'impact, notamment sur l'ordre social, le respect de la loi et les usagers (ex. étudiants).

Selon Christopher R. Martin (2004:5) :

les médias basent leur couverture des grèves, des lock-out, des fermetures et des protestations largement sur la pertinence du conflit pour les intérêts du consommateur - c'est-à-dire l'impact du conflit sur le prix, la qualité et la disponibilité des biens consommables et des services ainsi que sur l'économie de consommation dans son ensemble.<sup>110</sup>

Cette considération est manifeste dans la formule voulant que les grévistes et les manifestants prennent en « otage » les usagers (Scali, 2015). Tremblay (1986:21-22) souligne que « [de] tous les conflits, ce sont ceux du secteur et des services publics qui émergent le plus dans la presse » québécoise. Les journalistes et les éditeurs traitent ces conflits considérant leurs impacts chez les usagers qui représentent potentiellement une part importante de l'audience ciblée. Les enjeux du conflit s'éclipsent alors derrière ses conséquences pour l'audience.

#### 4.4.2.6 Pertinence

Tous les thèmes sont perçus comme ayant une pertinence pour les audiences ciblées étant donné les larges groupes d'acteurs et de consommateurs de services publics concernés.

#### 4.4.2.7 Suivi

Nous considérons que les thèmes identifiés dans notre corpus s'articulent tous dans la narration des événements entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. En ce sens, ils opèrent un suivi diachronique du sens à donner aux différentes actions. De manière générale, nous supposons que les thèmes s'insèrent et se répètent également dans le discours plus large sur les syndicats durant les négociations du secteur public et parapublic

<sup>110</sup> Traduction libre par l'auteur de « *the news media cover strikes, lockouts, shutdowns, and protests largely based on the relevance of the conflict to the interests of the consumer – that is, the impact of the conflict on such things as the price, quality, and availability of consumable goods and services and on the consumer economy at large.* »

ainsi que dans le discours plus général sur le syndicalisme.

#### 4.4.2.8 Agenda politique et commercial

Pour l'ensemble des journaux, nous estimons que les thèmes axés sur le conflit et la perturbation de services obéissent à leur agenda commercial capitaliste considérant l'approche sensationnaliste de la logique du fait divers utilisée pour les mettre en récit. Cela est particulièrement valable pour le *Journal de Montréal* (Cornellier, 2005:86 ; Tremblay, 1986:21). Dans le cas de *La Presse*, ses positions éditoriales propatronales et néolibérales (Cornellier, 2005:103-104) concordent avec les thèmes présents dans ses articles. Seul un courrier des lecteurs défend le droit des syndicats d'exercer la grève. Au *Devoir*, tout le courrier des lecteurs va dans ce sens, ce qui semble indiquer une position politique moins antisyndicale. Notre corpus ne comprend pas de textes opinatifs pour le *Métro*.

#### 4.4.3 Conclusion partielle

La production par les journalistes et les éditeurs de thèmes traitant l'action des syndicats sous l'angle de l'illégalité et de la perturbation sociale concorde avec l'injonction capitaliste de mettre des événements en récit de manière à dégager un maximum de valeur de leur forme « discours marchandise » sur le marché discursif. Notre analyse des facteurs valeur des thèmes semble montrer que les textes ont été mis en circulation selon cette mise en récit principalement parce qu'elle aborde négativement une situation de conflit où des organisations puissantes – qui représentent des centaines de milliers de membres – contreviennent à la loi et menacent les intérêts de l'audience perçue comme une instance consommatrice potentiellement lésée dans l'offre de services publics.

## 4.5 Analyse des pratiques sociales

### 4.5.1 Pratiques économiques

Le discours d'un journal s'inscrit dans les pratiques discursives de l'industrie des journaux ainsi que dans les pratiques sociales capitalistes prévalentes. Les journaux et leurs discours sont des produits et des marchandises créés et mis en marché selon des forces économiques déterminantes. Les propriétaires d'un journal exercent un pouvoir (direct ou non) qui est de nature à influencer le discours du journal dans le sens de leurs intérêts. Si une analyse de l'économie politique des médias permet d'expliquer pourquoi les facteurs structurels participent à maintenir la domination du discours antisyndical dans un média, une analyse critique du discours permet d'identifier empiriquement les traces de ce discours et la manière dont il s'opérationnalise dans les représentations.

#### 4.5.1.1 *Journal de Montréal*: un discours antisyndical

Le *Journal de Montréal* est la propriété de Québecor, une entreprise québécoise active notamment dans le domaine de l'édition, des médias et des télécommunications. Avec ses trois titres, Québecor est l'acteur dominant en termes de tirage et en termes de nombre de lecteurs au Québec. Le tirage du *Journal de Montréal* représente près de 24 % du tirage francophone (CEM, 2015c). Il est le quotidien le plus lu au Québec (CEM, 2015b:13). Il est légitime de croire que son lectorat est principalement composé de travailleurs et de travailleuses qui utilisent les services publics. À titre comparatif, ce sont aussi les membres des classes travailleuses anglaises qui consomment principalement des tabloïds comme le *Journal* (Worcester, 1998).

Pierre-Karl Péladeau, l'un des 100 Canadiens les plus riches du pays, a dirigé l'entreprise de 1999 à 2013 et la dirige de nouveau depuis 2017. Sous sa gouverne,

Québecor déclare 14 *lock-out*, dont ceux de Vidéotron (2002-2003), du *Journal de Québec* (2007-2008) et du *Journal de Montréal* (2009-2011). Péladeau fils est aussi reconnu pour avoir fait installer, en 1993, les presses du *Journal de Montréal* à Cornwall, en Ontario, pour contourner les lois anti-briseurs de grève québécoises. La pratique antisyndicale de l'entreprise n'est pas sans effet sur le discours du quotidien concernant les conflits de travail. En 2010, Pierre-Karl Péladeau fait paraître une lettre dans le *Journal de Montréal* où il propose d'abolir l'adhésion syndicale obligatoire dans un atelier syndiqué (Moalla, 2010), à l'instar des conservateurs de Stephen Harper. Les nombreuses chroniques antisyndicales des médias Québecor témoignent également du discours antisyndical de l'entreprise. Péladeau a été jusqu'à affirmer les prérogatives du propriétaire sur le travail des journalistes en plein *lock-out* du *Journal de Montréal* (Dubuc, 2015:151). Est-il alors surprenant d'apprendre que ce sont les journalistes de Québecor qui manifestent la plus grande détresse professionnelle concernant l'autocensure (Bernier, 2008:106)?

Ce discours antisyndical entre en confrontation directe avec les intérêts de classe de la majeure partie de son lectorat. Cette situation semble paradoxale lorsque l'audience est uniquement perçue comme une instance consommatrice de discours. Elle ne l'est plus lorsqu'elle est conceptualisée comme une marchandise à vendre à des publicitaires. La question principale, matérialiste, est celle de l'accès au discours plutôt que celle de l'adhésion politique au discours. Dans un système de libre marché, moins une personne est fortunée, moins elle a de choix lorsque vient le temps d'acheter un journal qui s'adresse à elle (Westergaard, 1977:102-103). Outre les quotidiens gratuits montréalais (*Métro* et *24h*), le *Journal de Montréal* est le plus accessible et le moins coûteux. Dans la forme, le *Journal* est l'un des seuls quotidiens de masse à s'adresser à la classe travailleuse québécoise grâce à son style, ses sujets, ses angles, etc., mais principalement pour des raisons publicitaires. Sur le fond, l'orientation politique de son discours relève des intérêts de ses propriétaires. La poursuite du profit par les propriétaires du *Journal* fait verser la rédaction dans le sensationnalisme et la logique du fait divers depuis des décennies (Cornellier,

2005:86 ; Tremblay, 1986:21). Depuis une dizaine d'années, son discours se caractérise par un populisme de droite nationaliste et identitaire, voire xénophobe. En 2006-2007, le discours du quotidien se cristallise lors de la controverse sur les « accommodements raisonnables » au cours d'une guerre commerciale contre son concurrent, *La Presse* (voir Potvin, 2008). Après avoir financé le Parti Conservateur à Ottawa (2004, 2006) et le Parti libéral (2005, 2007, 2008), Péladeau finance l'Action démocratique du Québec (ADQ) en 2007. C'est l'ADQ qui sort grande gagnante de la controverse des « accommodements raisonnables » en devenant pour la première fois l'opposition officielle à Québec. Péladeau fait ensuite la promotion de la nouvelle mouture de l'ADQ, la Coalition Avenir Québec, dans ses médias pour arracher au Parti québécois deux victoires : l'entente de l'amphithéâtre Québecor à Québec et le retrait de la promesse de modernisation de la loi anti-briseurs de grève de la plateforme du PQ (Dubuc, 2015:152). En 2014, il se lance en politique pour ce même PQ. Il en devient le chef un an plus tard. À l'automne 2015, Péladeau refuse d'appuyer le Front commun dans ses négociations avec l'État québécois (Chouinard, 2015). Il démissionne du PQ en 2016 et revient à la barre de Québecor l'année suivante.

Les résultats de notre analyse des représentations sociosémantiques des acteurs sociaux, de leurs représentations visuelles ainsi que de l'analyse des thèmes abordés dans le *Journal de Montréal* concordent avec l'attente d'un discours antisyndical déduit des pratiques économiques de l'entreprise. Le discours montre d'abord et avant tout les enseignants et les manifestants qui sont engagés dans des activités de nature à perturber l'ordre social, que ce soit par l'aspect confrontationnel du vocabulaire, par la violence des photos ou par les thèmes qui renvoient à l'illégalité et l'illégitimité. Les acteurs syndicaux contreviennent ainsi à la loi et menacent les intérêts de l'audience perçue comme une instance consommatrice potentiellement lésée dans l'offre de services publics.

#### 4.5.1.2 *La Presse*: un discours propatronal

En 2015, *La Presse* est la propriété de Gesca, une filiale de Power Corporation of Canada. Power est une entreprise internationale de gestion et de portefeuille. *La Presse* occupe 22 % des parts du marché francophone (CEM, 2015c) tandis que les six quotidiens régionaux vendus au Groupe Capitaux Médias par Gesca en mars 2015 en constituent 17 % (CEM, 2015c). La famille Desmarais à la tête de l'entreprise est depuis longtemps considérée comme celle ayant le plus d'influence sur les politiques canadienne et québécoise (Godin, 1973; Philpot, 2011). En 2011, un câble de WikiLeaks publié dans *Le Devoir* (Francoeur, 2011) a encore fait état de ce pouvoir, notamment sur le Parti libéral du Québec. L'acquéreur originel de *La Presse*, Paul Desmarais, n'a jamais caché les raisons politiques de son achat : faire la promotion du fédéralisme canadien et lutter contre le pouvoir des syndicats (Radwanski, 1971:7; *Le Point*, 2008; Philpot, 2011:158-160). Desmarais est d'ailleurs reconnu pour ses interventions directes dans la salle de rédaction, comme lors du renvoi sommaire d'André Pratte en 1994. L'emprise de la famille Desmarais laisse un malaise parmi les journalistes. Dans l'étude menée par Bernier (2008:106-107), les journalistes de *La Presse* ne sont majoritairement ni en accord ni en désaccord avec l'affirmation voulant que certains de leurs collègues se soient autocensurés durant les derniers mois. En phase avec les intérêts des classes dirigeantes canadiennes et québécoises, le quotidien présente une ligne éditoriale propatronale, néolibérale et fédéraliste (Cornellier, 2005:103-104; Philpot, 2011:160). Concurrent direct du *Journal de Montréal*, *La Presse* adopte aussi une approche sensationnaliste axée sur les faits divers (voir son rôle dans l'épisode des « accommodements raisonnables » dans Potvin, 2008:250).

Comme dans le cas du *Journal de Montréal*, les résultats de nos analyses précédentes pour *La Presse* concordent avec le discours propatronal traditionnel de ses propriétaires. Les acteurs gouvernementaux y sont plus actifs et dépersonnalisés que dans les autres journaux, ce qui met en valeur leur pouvoir bureaucratique d'agir

sur les situations de conflits. Il s'agit du quotidien ayant publié le moins de textes et de photos sur les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. Les photos mettent en scène des policiers qui « poivrent » des manifestants, une manifestation ainsi que les participants d'une chaîne humaine. Les thèmes parlent du gouvernement qui s'oppose à la grève des enseignants, de ces derniers qui ne respectent pas la loi et des manifestants qui affrontent la police. Toutefois, le seul courrier des lecteurs publié dans *La Presse* défend le recours des enseignants à la grève illégale. Une photo de l'auteur accompagne le texte. Ce texte nuance un discours qui, jusqu'au 15 mai, nourrit très peu d'intérêt pour les enjeux syndicaux du 1<sup>er</sup> mai, mis à part pour la perturbation et l'action des institutions afin de prévenir une grève d'enseignants jugée illégale.

#### 4.5.1.3 *Le Devoir*: un discours réformiste « d'intérêt public »

*Le Devoir* est le seul quotidien indépendant du Québec, dans la mesure où il n'appartient à aucun conglomérat. Le quotidien détient 3 % de parts du marché des quotidiens francophones au Québec (CEM, 2015c). *Le Devoir* est lu par des personnes plus scolarisées que la moyenne (Myles, 2016). Près du tiers du lectorat dispose d'un revenu familial supérieur à 100 000 \$. Sa frange de lecteurs de 25 à 49 ans, professionnels, diplômés universitaires à revenu élevé est prisée par les annonceurs. C'est dire que ce journal grand format s'adresse à une classe moyenne petite-bourgeoise.

Le discours du *Devoir* n'est pas axé sur le sensationnalisme et le fait divers. Il semble plutôt offrir des outils à une classe moyenne dans sa gestion la plus éclairée possible de la classe travailleuse et des inégalités du capitalisme en général. Les prétentions objectivistes du discours « d'intérêt public » du *Devoir* servent cette stratégie. Historiquement, le discours du *Devoir* est plus critique envers les syndicats que la partie patronale concernant les questions de relations industrielles (voir Rouillard, 1994). Il demeure toutefois sympathique à leurs revendications depuis des

décennies. Rouillard (1994:295) souligne que dans les années 1960, *Le Devoir* consacrait une large part de ses informations sur le syndicalisme aux impacts sur la population qu'avaient les conflits dans les services publics. Il estime que « la seule légitimité que les éditorialistes concèdent à la grève dans les services publics, c'est de saisir l'opinion publique des revendications syndicales » (Rouillard, 1994:298). Nous pensons que cet angle de l'intérêt public guide toujours le travail des journalistes et des éditeurs du *Devoir* aujourd'hui.

La relative indépendance structurelle du quotidien et sa stratégie éditoriale plus nichée disposent davantage le discours du *Devoir* aux enjeux du monde du travail. C'est effectivement ce que nos résultats suggèrent jusqu'ici. Le discours du *Devoir* est formellement plus équilibré en ce sens que les acteurs syndicaux sont représentés autant activement que passivement et que des acteurs gouvernementaux actifs y sont davantage inclus que dans les autres journaux. De plus, il s'agit du quotidien qui fait le plus de place aux opinions en faveur de la grève illégale des enseignants. Son discours fait aussi davantage de place à la mise en contexte des enjeux, probablement parce que les articles du *Devoir* sont généralement plus longs que ceux des autres quotidiens. En revanche, comme dans les autres journaux, les photos du *Devoir* montrent surtout des rassemblements et les thèmes présentent les mêmes comportements perturbateurs chez les acteurs syndicaux. Son discours demeure axé sur les acteurs syndicaux. Au final, les analyses et les solutions réformistes proposées par le journal se situent à l'intérieur du cadre narratif posant comme souhaitable une perturbation minimale des services publics dans l'intérêt des usagers.

#### 4.5.1.4 *Métro*: un discours commercial

Le quotidien gratuit *Métro* est une propriété de Transcontinental, une entreprise québécoise d'emballage, d'impression, de distribution et d'édition. Distribué dans le métro de Montréal, le *Métro* possède un lectorat principalement composé de travailleurs et d'étudiants de moins de 49 ans ayant étudié à l'université (*Métro*,

2016). Comme il s'agit d'un journal gratuit, c'est-à-dire financé par ses annonceurs, nous suspectons une forte orientation vers sa clientèle cible issue de la classe travailleuse.

Le *Métro* a publié peu d'articles et de photos sur les actions entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. Son discours suit les mêmes tendances que celles des autres journaux. Nos résultats montrent un discours similaire à celui de *La Presse* pour les thèmes, les représentations visuelles et les représentations sociosémantiques. Nous qualifions le discours du *Métro* de commercial, puisqu'il semble être davantage préjudiciable vis-à-vis des syndicats dans une optique de valorisation du discours-marchandise plus que pour des motifs politiques de sa direction.

#### 4.5.1.5 Conclusion partielle

L'analyse politico-économique critique de l'entreprise Québecor nous autorise à nous attendre à un discours antisyndical de la part de son journal phare, le *Journal de Montréal*. C'est effectivement ce que montrent les résultats de l'analyse des représentations sociosémantiques des acteurs sociaux, l'analyse de leurs représentations visuelles ainsi que l'analyse des thèmes abordés. La même démarche appliquée à Power Corporation of Canada nous fait anticiper un discours antisyndical et propatronal à *La Presse*. Les résultats découlant de nos analyses précédentes concordent avec cette attente. Dans le cas du *Devoir*, l'indépendance structurelle de l'entreprise et ses stratégies commerciales dirigées vers une classe moyenne petite-bourgeoise permettent un discours plus sensible aux enjeux du monde du travail étant donné qu'il est guidé par un « intérêt public » réformiste. Son discours demeure néanmoins axé sur les acteurs syndicaux, l'aspect perturbateur de leurs actions et les solutions légales de régler les conflits de travail. Pour le *Métro*, son discours commercial orienté vers les couches plus jeunes de la classe travailleuse est similaire à celui de *La Presse*.

#### 4.5.2 Pratiques politiques

Dans cette section, notre analyse des pratiques politiques examine le pouvoir qu'ont les acteurs sociaux comme sources à cadrer les enjeux du discours journalistique selon leurs intérêts. Une manière d'évaluer ce pouvoir des sources consiste à identifier les représentations qu'elles mettent de l'avant dans les citations qui leur sont attribuées concernant la nature des conflits sociaux et des solutions à mobiliser pour les régler.

##### 4.5.2.1 Une parole syndicale surreprésentée

Le tableau 4.35 montre la fréquence des citations attribuées aux différents acteurs sociaux dans chacun des journaux.

Tableau 4.35 Proportions des citations attribuées aux acteurs sociaux selon le journal

	<b>Journal de Montréal (n=36)</b>	<b>La Presse (n=5)</b>	<b>Le Devoir (n=76)</b>	<b>Métro (n=18)</b>	<b>Total (n=135)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux</b>	2,5 (n=1)	20 (n=1)	26 (n=20)	11 (n=2)	<b>18 (n=24)</b>
<b>Acteurs juridiques et patronaux</b>	28 (n=10)	40 (n=2)	13 (n=10)	16,5 (n=3)	<b>18,5 (n=25)</b>
<b>Acteurs syndicaux</b>	67 (n=24)	40 (n=2)	61 (n=46)	67 (n=12)	<b>62 (n=84)</b>
<b>Acteurs policiers</b>	2,5 (n=1)	0	0	5,5 (n=1)	<b>1,5 (n=2)</b>

Les acteurs syndicaux sont largement plus cités que les autres acteurs, sauf dans *La Presse*. Cette fréquence met à l'avant-plan leur agentivité dans les différentes situations conflictuelles abordées. Ces résultats produisent le même effet que les procès d'inclusion et d'activation des acteurs syndicaux dans les titres, les amorces et les thèmes. Le discours rapporté est surtout celui des sources syndicales officielles (ex. président, porte-parole, officier). À l'inverse, la faible fréquence de citations

attribuées aux acteurs policiers et gouvernementaux met leur agentivité à l'arrière-plan de la même manière que les procès d'exclusion et de passivation des titres, des amorces et des thèmes.

Dans *La Presse*, les deux citations qui donnent la parole aux acteurs syndicaux sont :

- l'expression « politiques d'austérité » (Teisceira-Lessard, 2015b) attribuée à la trentaine de syndicats ayant voté une grève pour le 1<sup>er</sup> mai;
- l'extrait de la vidéo promotionnelle de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) dans lequel est mentionné l'objectif des actions qui consistent à « perturber autant que possible les activités commerciales » du centre-ville et à « déranger l'ordre établi » (2015-05-02).

En attribuant le terme « politiques d'austérité » au vocabulaire syndical, *La Presse* joue le jeu de la lutte symbolique que mène le gouvernement Couillard contre l'utilisation du mot « austérité ». Il préfère utiliser le mot « rigueur » (Salvet, 2014) pour décrire ses politiques budgétaires axées sur les compressions budgétaires, la réduction de personnel, les privatisations et les restructurations. Le journal cite une seule déclaration du premier ministre Couillard dans laquelle on lui permet de cadrer le débat des négociations avec le Front commun. Il s'agit de la saine gestion du budget que lui demandent les travailleurs québécois. Les citations attribuées à la CRT sont surtout utilisées pour définir la situation selon ses termes juridico-bureaucratiques. Par exemple, la CRT parle de « cessation concertée de travail » (Teisceira-Lessard, 2015b) plutôt que de grève.

Dans le *Métro*, les citations attribuées aux acteurs syndicaux sont celles des sources syndicales officielles qui explicitent les objectifs et les raisons politiques de leurs actions. Le discours rapporté sert aussi à décrire l'aspect opérationnel perturbateur des actions avec les termes « perturbation » et « désobéissance civile » (Shaffer, 2015). Comme pour *La Presse*, les citations du gouvernement rapportent le discours du premier ministre concernant sa volonté de maintenir l'équilibre

budgétaire. Quant aux citations des acteurs juridiques et patronaux, elles rapportent leurs euphémismes bureaucratiques telle l'objectivation « mesures administratives » pour parler de la suspension d'enseignants. Les acteurs policiers sont cités une fois pour annoncer le début d'opérations de surveillance des militants qui s'organisent en vue du 1<sup>er</sup> mai.

Au *Journal de Montréal*, les sources syndicales officielles sont citées dans leur dénonciation et leur déception des actions des acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux. Leurs citations expriment aussi leurs positions politiques contre l'austérité et leur volonté d'aller de l'avant dans leurs actions. Deux textes du 1<sup>er</sup> mai attribuent aux acteurs syndicaux le fait d'être unilatéralement dans une « logique d'affrontement » avec le gouvernement. Or, la source de cette citation, le président de la CSN Jacques Létourneau, estime plutôt que cette logique décrit la situation dans laquelle se trouvent *à la fois* les centrales syndicales et le gouvernement. La citation n'est imprimée au long que dans *Le Devoir* (Dutrisac, 2015). Des enseignants sont cités lorsqu'ils expriment leurs émotions et leurs opinions face à la suspension d'enseignants par la direction du Collège Rosemont. La décision de la CRT est citée notamment sur le fait que le droit de grève des enseignants n'est pas acquis. Les acteurs patronaux se voient donner la parole pour décrire formellement la situation des suspensions d'enseignants ainsi que pour aborder les effets négatifs de la grève sur les étudiants. Les acteurs gouvernementaux ne sont cités qu'une seule fois, à travers la voix du ministre de l'Éducation, qui se fait compréhensif de l'usage potentiel de moyens de pression par les syndicats. Quant aux policiers, ils sont aussi cités une fois pour donner leur appréciation des opérations de répression de la soirée du 1<sup>er</sup> mai.

Au *Devoir* comme au *Journal de Montréal*, les sources syndicales officielles sont surtout citées lorsqu'elles dénoncent les actions des autres acteurs sociaux. Les citations sont aussi largement utilisées pour aborder la préparation des syndicats aux actions et sous-entendre les effets perturbateurs qu'elles auront en raison de leur ampleur. Les enseignants sont cités pour s'exprimer sur les suspensions vues comme

des punitions « exemplaires » commandées par Québec (Collectif d'auteurs, 2015). Les citations des acteurs syndicaux servent aussi à exprimer leurs positions contre les politiques d'austérité et leurs effets sur la population afin de légitimer leurs actions. Le discours prêté aux directions syndicales soutient surtout que la « population » se rangera aux arguments des syndicats lorsque les mesures d'austérité l'affecteront davantage (Roulot-Ganzmann, 2015; Paré, 2015). D'autres citations mentionnent les conditions de travail des syndiqués, surtout dans *Le Devoir* mais jamais dans *La Presse*. Une seule citation présente les acteurs syndicaux comme les vecteurs du « ras-le-bol généralisé de la population » (Le Devoir, 2015). *Le Devoir* se distancie toutefois du terme « austérité » (Rettino-Parazelli, 2015a). *Le Devoir* cite les acteurs gouvernementaux d'abord et avant tout pour rapporter leur discours sur la nécessité de respecter la loi et les conventions collectives. Les citations d'acteurs gouvernementaux mettent de côté l'aspect confrontationnel des relations de travail au profit d'un discours de négociation raisonnée qui s'en tient au cadre de la loi telle qu'elle est pratiquée au Québec. Or, *Le Devoir* est le seul journal à faire mention, dans le courrier des lecteurs, d'une décision de la Cour suprême du Canada qui, si elle avait été mobilisée par la CRT, aurait permis une pratique différente du droit de grève des enseignants de cégeps. Quant à la CRT, sa décision est citée notamment pour expliquer sa position selon laquelle la grève porte préjudice aux étudiants. La CRT est aussi citée dans sa volonté de ne pas vouloir « judiciariser davantage le conflit », ce à quoi les acteurs syndicaux répondent qu'elle l'a déjà trop fait.

#### 4.5.2.2 Conclusion partielle

À l'exception de *La Presse*, tous les journaux citent abondamment les acteurs syndicaux dans leur dénonciation et leur déception face aux actions du gouvernement, de la CRT et de la direction du Collège de Rosemont. Comme dans les titres et les amorces, on retrouve ici le rôle passif prêté aux syndicats face aux institutions. Les citations présentent aussi les motifs politiques mobilisés par les acteurs syndicaux

(opposition à l'austérité en raison de ses effets négatifs) pour légitimer leurs actions. Les quotidiens se distancient toutefois de ces énoncés, notamment des termes « grève sociale », « austérité », « logique d'affrontement », « perturbation économique » et « désobéissance civile ». En attribuant ce vocabulaire uniquement aux acteurs syndicaux, les journalistes et les éditeurs se distancient de leur caractère politique et par le fait même en distancient leur audience. En attribuant la notion de « grève sociale » aux acteurs syndicaux, les journalistes et les éditeurs signalent à leur audience que ce projet de mobilisation massive à travers tout le Québec contre les politiques d'austérité du gouvernement appartient à l'univers des syndicats, pas forcément au leur. Les citations servent aussi à souligner que ces actions perturberont l'ordre social, notamment en raison de leur ampleur. Le rôle des acteurs syndicaux est ici activé, comme dans les titres, les amorces et les thèmes. Si les citations attribuées aux acteurs syndicaux mentionnent leurs doléances, elles nous en disent très peu sur leurs revendications, leurs conditions de travail ou leur vision politique. Bien que les acteurs syndicaux soient les acteurs centraux des textes, le discours journalistique ne leur permet pas d'exprimer l'importance de leur rôle dans le contexte de lutte contre l'austérité et ainsi de légitimer leur combat comme celui de toute la classe travailleuse. Ils sont vus, au mieux, comme un groupe de pression. Seule une citation du *Devoir* affirme la légitimité du combat syndical comme celui de la majorité de la population.

Ce sont plutôt les citations des autres acteurs sociaux qui permettent de cadrer les enjeux des conflits soulevés. Au *Devoir*, les citations attribuées aux acteurs gouvernementaux rapportent leur discours concernant la nécessité pour les syndicats de respecter la loi et les conventions collectives afin d'en arriver à une entente négociée. Peu cités dans les autres journaux, les acteurs gouvernementaux y soutiennent leur volonté de maintenir une politique axée sur l'équilibre budgétaire – comme le réclamerait « l'ensemble des Québécois qui travaillent » – dans le cadre des négociations avec le Front commun (Jasmin, 2015). Hors des limites de son projet de « rigueur », le gouvernement menace implicitement ses opposants d'un

décret ou d'une loi spéciale. Comme l'analyse des thèmes l'a montré, celle des citations indique que le discours journalistique n'appréhende pas les actions syndicales hors du cadre de la Loi et de l'ordre qui en découle. Les citations attribuées aux acteurs juridiques et patronaux vont dans le même sens. Elles sont surtout utilisées pour définir la situation selon des termes juridico-bureaucratiques et souligner l'aspect négatif de la grève sur le droit des étudiants à suivre leurs cours. Pour tous les journaux, les citations attribuées à la CRT sont tirées de la décision officielle du tribunal. Très peu cités, les acteurs policiers annoncent le début d'opérations de surveillance des militants qui s'organisent en vue du 1<sup>er</sup> mai dans le *Métro* et donnent leur appréciation des opérations de répression du soir du 1<sup>er</sup> mai dans le *Journal de Montréal*. Ces citations servent à produire un discours axé sur le respect de la loi et de l'ordre.

#### 4.5.3 Pratiques idéologiques

Dans cette dernière section, nous tentons de savoir si les stratégies d'invisibilité/hypervisibilité appliquées aux représentations de la classe travailleuse (Moon et Rolison, 1998) le sont aussi en ce qui concerne les représentations des acteurs syndicaux compilées jusqu'ici.

##### 4.5.3.1 Un capitalisme « naturalisé »

D'entrée de jeu, aucun des journaux analysés ne mentionne le régime économique et politique actuel – le capitalisme – qui permet aux élites de déployer les politiques d'austérité tant décriées par les acteurs syndicaux. Aucun article ne discute du capitalisme, de son fonctionnement, de sa reproduction, de son utilité ou encore des liens entre l'austérité et la crise du capitalisme. Richardson (2007:136) souligne que cette omission est en soi une « preuve d'un discours de naturalisation, puisque toute discussion ou critique du capitalisme (en tant que concept, en tant que

système, en tant que réalité matérielle) est, presque universellement, hors de l'agenda ». <sup>111</sup>

#### 4.5.3.2 Des syndiqués turbulents qui ne représentent pas la « population »

L'analyse sociosémantique de la représentation des acteurs syndicaux montre à la fois des stratégies d'invisibilité et d'hypervisibilité. La classe travailleuse est invisibilisée lorsque les acteurs syndicaux sont dépersonnalisés, surtout dans *Métro*, principalement en référence à leurs moyens de pression (ex. grève, action, marche) ou à leur supposée attitude perturbatrice (ex. affrontements, contestation, vives tensions). Le gouvernement, la CRT et les policiers agissent sur ces objectivations et ces abstractions plutôt que sur les personnalisations des travailleurs eux-mêmes. Inversement, la classe est hypervisibilisée, surtout dans le *Journal de Montréal*, par la personnalisation des auteurs des perturbations, grâce à la figure des enseignants et des manifestants activement impliqués dans des actions directes. Les acteurs syndicaux et la classe s'effacent aussi derrière des personnalisations transclassistes comme « manifestants ». De plus, les formulations bureaucratiques opposant des acteurs syndicaux passifs à des acteurs institutionnels dépersonnalisés actifs participent à dépolitiser le conflit en le réduisant à la dimension du respect de la Loi, surtout à *La Presse* et au *Devoir* (ex. Teisceira-Lessard, 2015a).

Les résultats de l'analyse visuelle des photos montrent aussi l'utilisation des stratégies d'invisibilité/hypervisibilité pour représenter les acteurs syndicaux. De manière générale, ils sont représentés comme un exogroupe par rapport aux communautés et aux audiences imaginées par les journaux. D'une part, pour tous les journaux, ils sont surtout dépersonnalisés prenant l'aspect de larges groupes de personnes homogènes. Cette stratégie plonge l'observateur dans l'incertitude quant aux conditions matérielles d'existence des personnes représentées. Travaillent-elles ?

<sup>111</sup> Traduction libre par l'auteur de « *This in itself is evidence of a discourse of naturalisation, since any discussion or critique of capitalism (as a concept, as a system, as a material reality) is, almost universally, off the agenda.* »

Sont-elles syndiquées ? Sont-elles concernées par les négociations dans le secteur public et parapublic ? D'autre part, les acteurs syndicaux sont personnalisés lorsqu'il s'agit de photos de représentants officiels, d'un professeur suspendu et de manifestants arrêtés par la police. Dans tous les journaux sauf *Métro*, des photos d'arrestations brutales ou de répression hypervisibilisantes sont mises côte-à-côte avec des photos invisibilisantes de larges groupes. Cette manoeuvre amalgame les syndiqués en grève avec les manifestants arrêtés. Les acteurs syndicaux apparaissent alors comme une frange turbulente de la classe travailleuse, voire irrespectueuse de la loi et violente. « L'usage de la violence marque la distinction entre ceux qui sont fondamentalement *dans* la société et ceux qui sont *en dehors* de celle-ci »<sup>112</sup>, affirment Hall et coll. (1978:68). Les actions qui visent à stigmatiser et à punir ceux qui enfreignent la loi « se présentent comme une *réaffirmation symbolique dramatisée* des valeurs de la société et de ses limites de tolérance »<sup>113</sup> (Hall et coll., 1978:66)

Du côté des thèmes, ils présentent une hypervisibilité des acteurs syndicaux qui sont principalement représentés en train de commettre des actes illégaux ou de nature à perturber l'ordre public. D'après Philo et Hewitt (1976:14), cette obsession des grèves et de la perturbation conduit les médias à ignorer presque totalement « le rôle plus large que jouent les syndicats dans la gestion et l'organisation de l'économie en général ». Les actions conflictuelles des acteurs syndicaux – que le *Journal de Montréal* dépeint comme défavorables au public et motivées par leurs propres intérêts – les représentent comme une partie de la classe travailleuse qui nuit à sa majorité ainsi qu'au projet politique du gouvernement. L'accent mis sur la perturbation permet de dépolitiser les enjeux de classe des actions du 1<sup>er</sup> mai afin de les repolitiser selon une vision néolibérale disciplinaire héritée des classes dominantes. Cette vision consensuelle de la société présente le recours à la loi comme un moyen légitime et

<sup>112</sup> Traduction libre par l'auteur de « *The use of violence marks the distinction between those who are fundamentally of society and those who are outside it.* »

<sup>113</sup> Traduction libre par l'auteur de « [...] *stands as a dramatised symbolic reassertion of the values of the society and of its limits of tolerance.* »

institutionnel de régler les conflits, *a fortiori* s'il y a violence. Créée par le Parlement, la loi incarne la volonté de la population. La décision de la CRT pour arrêter l'agitation des acteurs syndicaux est présentée comme légitime dans la majorité des thèmes, sauf dans les textes opinatifs qui paraissent dans *Le Devoir* et *La Presse* après le 1<sup>er</sup> mai. La majorité de la population, considérée comme une instance consommatrice de services publics et non comme une classe sociale, voit ainsi ses intérêts consuméristes défendus par l'application de la loi, quand bien même serait-elle antidémocratique. Selon Martin (2004:5) :

En mettant l'accent sur les marchandises, les nouvelles commerciales grand public – comme la publicité qui les soutient – dissimulent les travailleurs qui se cachent derrière ces marchandises de marque et la myriade de conditions dans lesquelles ils travaillent. Le résultat ultime du cadrage des nouvelles du monde du travail selon l'axe de la consommation est que les nouvelles critiquent souvent sévèrement les actions des travailleurs et soutiennent de façon enthousiaste les actions du capital.<sup>114</sup>

Les acteurs syndicaux sont également hypervisibilisés par la fréquence des citations leur étant attribuées. La majeure partie de ces citations présentent un discours où des sources syndicales officielles personnifiées manifestent leur dénonciation et leur déception face aux actions du gouvernement, de la CRT et de la direction du Collège de Rosemont. Les citations servent aussi à souligner que les actions syndicales perturberont l'ordre social, notamment en raison de leur ampleur. Un certain nombre de citations abordent finalement les motifs politiques mobilisés par les acteurs syndicaux pour légitimer leurs actions. Plusieurs mentionnent les conditions de travail des syndiqués, surtout dans *Le Devoir*, mais jamais dans *La Presse*. Seule une citation du *Devoir* affirme la légitimité du combat syndical contre l'austérité comme étant celui de la majorité de la population. Les journaux se distancient toutefois de cette opposition à l'austérité, signalant à leur audience que

<sup>114</sup> Traduction libre par l'auteur de « *With this focus on commodities, the commercial mainstream news – like the advertising that supports it – obscures the laborers behind those branded commodities and the myriad of conditions in which they work. The ultimate outcome of the news media's consumer-oriented framing of labor stories is that the news is often severely critical of labor's actions and enthusiastically supportive of capital's actions.* »

cette lutte concerne l'univers de représentation sociale des syndicats, par forcément la leur ou celle de la classe travailleuse. La stratégie d'invisibilisation est détectable par le faible nombre de syndiqués de la base utilisé comme source non officielle dans les citations. En revanche, les citations prêtées aux acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux dépolitisent le contexte de lutte nationale contre l'austérité qui motive les actions des acteurs syndicaux. Ces citations repolitisent les acteurs syndicaux comme un exogroupe, une partie agitée et minoritaire de la classe travailleuse qui agit dans l'illégalité. *La Presse* permet ainsi à Philippe Couillard de repolitiser la classe comme « l'ensemble des Québécois qui travaillent, qui paient des impôts et des taxes, et qui s'attendent à ce que le gouvernement les gère bien et ne dépense pas plus qu'il gagne » (Jasmin, 2015). Ce discours néolibéral présuppose que la classe travailleuse partage la volonté du gouvernement d'appliquer ses politiques d'austérité afin de maintenir le cap sur l'équilibre budgétaire<sup>115</sup>. Ce partage supposé de la vision politique des classes dirigeantes aplanit les contradictions de classe et repolitise l'ensemble de la population comme une communauté d'électeurs satisfaits<sup>116</sup>.

#### 4.5.3.3 Conclusion partielle

Globalement, peu importe la source des citations, ces dernières n'offrent pas de discours fondamentalement divergents sur la nature des conflits sociaux et sur les solutions à mobiliser pour les régler. À *La Presse* et au *Métro*, même si les acteurs syndicaux sont autorisés à parler des motifs de leur mécontentement, en somme, ils ne le sont pas à formuler des solutions alternatives à celles du gouvernement pour régler les problèmes abordés. Au *Journal de Montréal*, les citations sont utilisées pour

<sup>115</sup> Si près de 71 % des Québécois semblent partager l'agenda de réduction des dépenses du gouvernement en mai 2014 (Bourgault-Côté, 2014), la proportion s'inverse en novembre 2015 (Léger, 2015), en pleine période de moyens de pression syndicaux.

<sup>116</sup> Dans les faits, ce sont environ 29% des Québécois et des Québécoises aptes à voter qui ont bel et bien choisi un gouvernement libéral. Seul étalon de la légitimité, le verdict des urnes fait disparaître les classes sociales au profit d'un individualisme concurrentiel devant se plier à la loi. En outre, un sondage Léger (Léger, 2015) montre un taux soutenu d'insatisfaction à l'égard du gouvernement Couillard de 60% de juin à novembre 2015.

nourrir un discours d'affrontement dans le cadre de la légalité. De plus, les citations y servent à développer un discours du consommateur-étudiant lésé par les enseignants en grève. Les différents enjeux soulevés par les citations s'imbriquent les uns dans les autres afin d'intégrer le discours journalistique de statu quo étudié jusqu'ici. Les journaux offrent les événements à comprendre dans les limites du respect de la loi et de l'ordre social capitaliste, jouant ainsi le jeu du gouvernement. Le discours de désordre social aide à séparer la dimension juridico-légale de la lutte syndicale du Front commun de sa dimension politique. La dépolitisation du conflit s'opère en réduisant sa dimension politique à sa dimension juridique. Dans sa décision, la CRT affirme d'ailleurs que « les raisons pour lesquelles les [associations syndicales] intimées ont décidé de tenir une journée de grève ne sont pas pertinentes aux fins du présent litige » (CRT, 2015:3).

*Le Devoir* présente un discours légèrement différent. Davantage de citations sont utilisées pour légitimer les actions syndicales, spécialement celle de la grève dite illégale des enseignants de cégeps. Certaines citations font le lien entre la lutte politique contre l'austérité et la lutte juridique de la direction du Front commun. Un discours de résistance des acteurs syndicaux face aux politiques d'austérité du gouvernement ainsi qu'à son instrumentalisation de la loi à travers la CRT a frayé son chemin dans les pages du quotidien, en particulier dans le courrier des lecteurs. Le 7 mai paraît un plaidoyer d'universitaires en faveur d'une reconnaissance légale du droit de grève de protestation. Le 16 mai, 526 enseignants de cégeps signent une lettre de solidarité avec les enseignants suspendus et réclament le même droit à la « grève sociale ». Le discours journalistique présente toutefois cette reconnaissance légale du droit de grève de protestation comme l'horizon ultime des auteurs des lettres. Au final, l'enjeu politique du 1<sup>er</sup> mai se réduit à un combat légal dans le cadre de l'État de droit capitaliste.

En somme, les journalistes et les éditeurs appliquent des stratégies discursives d'invisibilité et hypervisibilité (Moon et Rolison, 1998) de la classe travailleuse aux

acteurs syndicaux dans les titres, les amorces, leurs thèmes ainsi que dans les citations des différentes sources. Le discours journalistique renvoie à l'arrière-plan ce qui lie les acteurs syndicaux à la classe travailleuse, c'est-à-dire la voix des syndiqués de la base ainsi que la description de leurs conditions de travail. Le discours journalistique évalue comme légitime la pratique sociale du droit de grève et du droit de manifester dans la mesure où elle se conforme au cadre légal des relations de travail. Au-delà de cette limite, les syndicats disposent d'un pouvoir injustifié. La trame narrative du gouvernement-gardien-de-la-société vs les syndicats-menaçant-la-stabilité-sociale légitime implicitement une réponse ferme, voire autoritaire, de la part des employeurs ou du gouvernement (Chamberland, 1975:69-73; Charest, 1975:108-109; Greenberg, 2004:356; McColl, 1981:425; Souchard, 1989:239-240). Au final, ce sont les victimes de l'austérité, les travailleurs et les travailleuses, qui se trouvent exclues et « blâmées » par les journaux d'avoir voulu désobéir à la loi pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de vie.

## CONCLUSION

### 5.1 Préoccupations de départ

Dans ce travail, nous avons exploré plusieurs aspects du discours de quatre quotidiens francophones du Québec concernant les mobilisations syndicales historiques qui ont entouré le 1<sup>er</sup> mai 2015. Comme partie intégrante des appareils d'hégémonie du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste (Gramsci, 1983), les médias disposent d'un pouvoir qui leur permet de cadrer les syndicats et leurs pratiques selon les limites bien précises du projet néolibéral des élites actuelles. Les discours journalistiques de notre étude de cas mobilisent une série de stratégies discursives visant à représenter les enjeux des conflits de travail, les acteurs sociaux concernés ainsi que leurs rôles. La pratique des journaux vise ainsi à produire des effets idéologiques qui participent à reproduire les rapports de domination sociale en vigueur, spécialement entre les classes sociales.

Le contexte d'austérité néolibérale hérité de la crise économique de 2007 a entraîné des comportements gouvernementaux de plus en plus rigides quant à la gestion des droits démocratiques des populations, notamment au Québec (Martin, 2015). La menace constante d'une loi spéciale visant à décréter unilatéralement les conditions de travail des syndiqués en négociation à travers le Front commun 2015 constitue un exemple de ce comportement disciplinaire. La remise en cause par les classes dominantes des droits démocratiques de la population, en particulier le droit de grève et le droit de manifester, a des répercussions dans leur discours et dans celui des médias. Dans ce contexte, nous avons cherché à savoir dans quelle mesure le discours journalistique participe à la disciplinarisation des pratiques syndicales.

### 5.2 Contextualisation

La crise économique mondiale commencée en 2007 a ouvert une brèche dans les

institutions étatiques et dans le discours social. Les classes dominantes mues par le programme néolibéral s'y sont rapidement engouffrées. Après plusieurs années de promotion du discours néolibéral et d'application de mesures d'austérité, les effets déstructurants sur les institutions étatiques ont été aussi désastreux au Québec qu'ailleurs dans le monde. La crise a également précipité un phénomène de polarisation politique massif dont les mobilisations historiques durant le Front commun 2015 sont l'expression la plus marquante des dernières années au Québec.

La crise économique a contraint les propriétaires d'entreprises de presse à opérer de profonds changements dans leur production. Ces changements ont participé à maximiser la rentabilité des entreprises aux dépens des conditions de travail de leurs employés. Nous soutenons que les changements globaux et locaux se sont aussi fait sentir au niveau du discours des journaux.

La rationalisation néolibérale du discours des journaux entraîne une représentation du *statu quo* capitaliste comme un état naturel des choses. Ce qui trouble le consensus social est alors étiqueté d'illégitime et de déviant, puis traité dans les journaux comme une célébration du consensus et un dénigrement de la dissidence. D'une part, l'attrait de ce discours de la déviance sert les intérêts économiques des propriétaires des journaux en permettant de maximiser leur potentiel d'intérêt à devenir une « nouvelle ». D'autre part, cette forme marchandisée du discours journalistique permet de maintenir les rapports idéologiques nécessaires à la cohésion du projet de la gouvernance néolibérale. Les conflits de travail apparaissent ainsi comme anormaux et inutiles, ou du moins temporaires. Le discours journalistique les cadre systématiquement hors de la lutte des classes et des dynamiques capitalistes. Le discours néolibéral repris par les journaux réduit la dimension politique des conflits de travail à leur dimension juridique, *a fortiori* s'il y a transgression de la barrière sociale de la violence. Les rapports inégalitaires à l'origine des conflits de travail ne sont ainsi attribuables qu'aux individus incapables de s'adapter au marché.

### 5.3 Questions de recherche

Nous avons tenté d'expliquer comment les journalistes et les éditeurs représentent, dans le discours journalistique de quatre quotidiens francophones québécois, les acteurs sociaux lors de la période entourant la journée d'action nationale du 1<sup>er</sup> mai 2015. Nous nous sommes ensuite questionnés sur les raisons de ces représentations en nous basant sur des perspectives critiques touchant l'économie, le politique et l'idéologique.

### 5.4 Approche méthodologique

L'objectif a consisté à savoir si la manière dont les journalistes et les éditeurs manient le langage pour représenter les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015 contribue ou non à maintenir ou à reproduire les rapports de domination en vigueur. Nous avons posé le modèle relationnel dialectique de CDA développé par Fairclough (1995a, b, 2000b, 2003) et présenté par Richardson (2007) comme cadre général de notre méthodologie afin d'identifier les traces des processus idéologiques dans le discours journalistique québécois concernant les actions syndicales entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015.

Nous avons effectué nos analyses à trois niveaux contextuels différents : pratiques textuelles, pratiques discursives et pratiques sociales. Les résultats obtenus au niveau textuel ont été comparés aux résultats des niveaux supérieurs ou aux déductions attendus. Les résultats du niveau discursif ont également été comparés à ceux des pratiques sociales.

Pour les pratiques textuelles, nous avons mobilisé le modèle de la représentation des acteurs sociaux en discours développée par Van Leeuwen (2008) afin d'analyser la représentation des acteurs sociaux dans les titres et les amorces des textes. Cette analyse nous a permis de faire des liens entre les choix lexico-grammaticaux,

l'encodage préférentiel du sens des représentations et leur articulation dans l'hégémonie discursive néolibérale. Nous avons également utilisé des notions sémantiques du modèle de la représentation visuelle des acteurs sociaux de Kress et Van Leeuwen (2005) afin d'analyser la représentation des acteurs sociaux dans les photos qui accompagnent les textes. En ce qui concerne les pratiques discursives, nous avons identifié les thèmes (tels que conceptualisés par Van Dijk, 1985, 1988a, 1988b) qui se dégagent simultanément des titres et des amorces. Nous avons ensuite identifié les facteurs valeurs donnés aux nouvelles selon Harcup et O'Neill (2001) présentés par ces thèmes. Dans la partie sur les pratiques sociales, nous avons mobilisé des notions d'économie politique critique et radicale (Schlosberg, 2017) afin de déduire le discours auquel nous devrions nous attendre considérant le pouvoir tridimensionnel (Lukes, 1974) des propriétaires de chaque journal. Notre analyse des pratiques politiques a consisté à déterminer quels acteurs sociaux ont été en mesure de définir politiquement les événements en nous basant sur des travaux des *Cultural Studies* (Hall et coll., 1978) et de la linguistique critique (Van Dijk, 1993). Finalement, notre analyse idéologique basée sur une approche marxiste de l'idéologie (Marx et Engels, 1982; Waynes, 2003) et de la fonction idéologique du discours des journaux (Lénine, 1977) nous a permis d'identifier les stratégies d'invisibilisation/hypervisibilisation (Moon et Rolison, 1998) présentes dans notre corpus pour masquer les liens entre la classe travailleuse et les acteurs syndicaux.

## 5.5 Résultats et interprétations

### 5.5.1 Analyse de la représentation des acteurs sociaux en discours

Dans la séquence d'événements de notre corpus, les acteurs gouvernementaux, juridiques et patronaux sont représentés activement dans leur puissance à agir sur le

déroulement de la « grève sociale » et sur le comportement des enseignants. De leur côté, les acteurs syndicaux constituent les objets affectés par leurs décisions. Ils sont toutefois bien actifs dans l'organisation de la grève et d'actions directes, dont les policiers, automobilistes, passants et étudiants se retrouvent passivement à faire les frais.

Les acteurs syndicaux sont les acteurs les plus représentés dans les titres et les amorces. Ils le sont à la fois présentés comme des acteurs actifs et passifs. Ils sont actifs lorsque les enseignants, les manifestants ou les syndicats sont engagés dans des processus de grève ou d'action directe. Ils sont représentés comme les seuls acteurs responsables du déclenchement des grèves et des actions. L'accent est mis sur l'aspect massif de leurs actions. Le rôle du gouvernement est alors mis à l'arrière-plan ou exclu, ce qui peut décourager le questionnement concernant ses responsabilités dans l'éclosion des conflits (voir Trew, 1979:97). Les acteurs syndicaux sont représentés passivement lorsque « la grève des enseignants » subit la menace du gouvernement, la décision de la CRT ou les suspensions du Collège de Rosemont. L'accent est encore mis sur les acteurs syndicaux, en particulier sur leurs actions perturbatrices.

En général, les acteurs gouvernementaux sont représentés activement dans la gestion du conflit de travail impliquant les enseignants de cégep. Ils sont principalement dépersonnalisés pour représenter le pouvoir, ce qui ajoute une force impersonnelle bureaucratique et consensuelle à leurs actions. Les acteurs gouvernementaux tentent de trouver une issue légale et démocratique au conflit en demandant, à travers le CPNC, l'intervention de la CRT. Le gouvernement est ainsi représenté comme le gardien de la loi et de l'ordre, soucieux d'éliminer un conflit dont il n'est pas responsable (voir Trew, 1979:106).

La CRT occupe également un rôle actif et principalement dépersonnalisé dans le conflit. Elle ordonne aux enseignants de ne pas débrayer. Les directions de cégep se retrouvent à devoir faire appliquer cette décision de la CRT, ce que seule la direction du Collège de Rosemont fera. Toutefois, son rôle est supprimé ou est mis à l'arrière-

plan par des procès d'objectivation. Les acteurs syndicaux sont par le fait même remis de l'avant.

De leur côté, les policiers sont impliqués passivement dans la répression des actions entourant la journée du 1<sup>er</sup> mai. Ils sont davantage dépersonnalisés, ce qui contribue à masquer leur agentivité. La mise de l'avant de leur vulnérabilité met l'accent sur l'aspect violent de l'action des manifestants. Ces « affrontements » et ces « vives tensions » violentes imputées, du moins en partie, aux manifestants légitiment l'intervention des policiers et font porter la responsabilité de la violence aux victimes mêmes de la répression policière (Dupuis-Déri, 2013b:213). Cette narration renforce la mise en récit officielle d'une police « forcée » d'intervenir pour rétablir l'ordre suite à des méfaits.

La formulation bureaucratique opposant des acteurs syndicaux personnalisés à des acteurs institutionnels dépersonnalisés participe à représenter leur statut de vulnérabilité face à des pouvoirs impersonnels. Masquer le rôle actif qu'a joué le gouvernement et les policiers dans la répression des enseignants grévistes et des manifestants du 1<sup>er</sup> mai participe à légitimer l'ordre établi ainsi que l'acceptation du contrôle social en découlant. L'effacement d'une partie des acteurs impliqués dans la grève et les actions directes participe à dépolitiser les enjeux de ce 1<sup>er</sup> mai 2015.

### 5.5.2 Analyse des représentations visuelles des acteurs sociaux

Les représentations visuelles des acteurs sociaux ne montrent pratiquement que les acteurs syndicaux et policiers. La majeure partie des photos des journaux montrent soit des acteurs syndicaux comme de larges groupes homogènes de personnes en action, soit des acteurs policiers qui intimident ou répriment des manifestants. La représentation proéminente des policiers n'est pas utilisée dans les titres et les amorces.

De manière générale, les acteurs syndicaux sont représentés comme appartenant à

un exogroupe. Ils sont d'abord et avant tout représentés comme de larges groupes homogènes sur lesquels l'observateur a un pouvoir symbolique. Ils sont représentés comme des individus lorsqu'il s'agit de photos de représentants officiels, de manifestants arrêtés ou d'un professeur suspendu. Ces observations concordent avec celles relevées dans notre analyse des représentations sociosémantiques concernant les rôles actifs et passifs attribués aux acteurs syndicaux.

Les acteurs policiers sont aussi représentés comme un exogroupe. Toutefois, ils sont représentés symboliquement comme égaux à l'observateur. Les acteurs policiers sont présentés comme de petits groupes actifs très homogènes qui intimident la foule, arrêtent les manifestants ou les aspergent de poivre de cayenne. Peu de photos les représentent dans un rôle passif, soit comme porte-parole, soit comme victimes de la violence des manifestants. Le rôle surtout actif des acteurs policiers dans les photos diffère de celui surtout passif décrit dans les titres et les amorces.

Le seul acteur gouvernemental est représenté comme appartenant à l'endogroupe de l'observateur, proche et égal à lui. Il est toutefois donné à voir comme un objet avec lequel il n'y a pas d'engagement ni d'interaction. Il est représenté de façon spécifique, comme individu, dont l'action est celle d'un tribun politique. Dans l'analyse sociosémantique, les acteurs gouvernementaux sont aussi représentés activement, mais davantage de manière dépersonnalisée.

L'exclusion des acteurs juridiques et patronaux de la représentation visuelle participe à gommer leur rôle dans les situations couvertes. Ces acteurs sont également parmi ceux qui sont les plus exclus et dépersonnalisés de notre analyse sociosémantique des titres et des amorces.

Le 2/3 des photos a été publié le 2 mai pour essentiellement représenter la « casse », la perturbation, la violence et l'intimidation des actions de la veille. De plus, tous les journaux joignent des photos de perturbation aux textes de bilan des actions syndicales du 1<sup>er</sup> mai. Cette stratégie d'amalgame participe à décrédibiliser les acteurs syndicaux et à leur accoler un rôle d'acteur perturbateur violent. Elle nourrit aussi le discours selon lequel les personnes qui participent à des actions de

perturbation ou de désobéissance civile « courent après le trouble » et sont les seules responsables de leur propre répression.

### 5.5.3 Analyse des thèmes

Le nombre élevé de thèmes où les acteurs syndicaux sont représentés en train de commettre des actes illégaux ou de nature à troubler l'ordre public offre constamment à voir leur action comme conflictuelle, défavorable pour le public ou motivée par leurs propres intérêts. L'unique thème qui mentionne les étudiants les représente comme les consommateurs lésés par les actions syndicales. Ces thèmes interpellent leur audience à titre de consommateur potentiellement affecté par les événements mis en récit. Quant au gouvernement, il tient principalement le rôle de celui qui s'oppose, avec la direction du Collège de Rosemont, à l'action gréviste des enseignants grâce à la solution démocratique que constitue le recours au tribunal de la CRT.

L'enjeu de la majorité des thèmes est celui du respect par les syndicats de la loi et de l'ordre. Si certains textes opinatifs abordent la légitimité de la pratique du droit de grève (notamment dans *La Presse* et *Le Devoir*), la plupart des thèmes font mention des conséquences des manifestations et de la grève sur l'ordre social. Ce discours journalistique opère une dépolitisation des enjeux du 1<sup>er</sup> mai en minimisant la mise en contexte politique des actions. De plus, à la suite du gouvernement, les journaux reprennent le discours de séparation entre la dimension légale et la dimension politique intrinsèque à la lutte syndicale du Front commun. Dans cette vision du *statu quo* social, les actions conflictuelles du 1<sup>er</sup> mai apparaissent comme déviantes.

### 5.5.4 Analyse des facteurs valeur des thèmes

La forte présence de facteurs valeur dans tous les thèmes concorde avec

l'injonction capitaliste de mettre des événements en récit de manière à dégager un maximum de valeur de leur forme « discours marchandise » sur le marché discursif. Les thèmes principaux traitent de l'action des syndicats sous l'angle de l'illégalité et de la perturbation sociale. Notre analyse des facteurs valeur semble montrer que les textes ont été produits puis mis en circulation principalement en raison de cette mise en récit négative d'une situation de conflit où des organisations puissantes – qui représentent des centaines de milliers de membres – contreviennent à la loi et menacent les intérêts de l'audience perçue comme une instance consommatrice potentiellement lésée dans l'offre de services publics.

#### 5.5.5 Analyse des pratiques économiques

L'analyse politico-économique critique de l'entreprise Québecor nous autorise à nous attendre à un discours antisyndical de la part de son journal phare, le *Journal de Montréal*. C'est effectivement ce que montrent les résultats de l'analyse des représentations sociosémantiques des acteurs sociaux, l'analyse de leurs représentations visuelles ainsi que l'analyse des thèmes abordés. La même démarche appliquée à Power Corporation of Canada nous fait anticiper un discours antisyndical et propatronal à *La Presse*. Les résultats découlant de nos analyses précédentes concordent avec cette attente. Dans le cas du *Devoir*, l'indépendance structurelle de l'entreprise et ses stratégies commerciales dirigées vers une classe moyenne petite-bourgeoise permettent un discours plus sensible aux enjeux du monde du travail étant donné qu'il est guidé par un « intérêt public » réformiste. Son discours demeure néanmoins axé sur les acteurs syndicaux, l'aspect perturbateur de leurs actions et les solutions légales de régler les conflits de travail. Pour le *Métro*, son discours commercial orienté vers les couches plus jeunes de la classe travailleuse est similaire à celui de *La Presse*.

### 5.5.6 Analyse des pratiques politiques

À l'exception de *La Presse*, tous les journaux citent abondamment les acteurs syndicaux dans leur dénonciation et leur déception face aux actions du gouvernement, de la CRT et de la direction du Collège de Rosemont. Comme dans les titres et les amorces, on retrouve ici le rôle passif prêté aux syndicats face aux institutions. Les citations présentent aussi les motifs politiques mobilisés par les acteurs syndicaux pour légitimer leurs actions. Les quotidiens se distancient toutefois du caractère politique de ces énoncés en attribuant le vocabulaire des moyens de pression aux acteurs syndicaux. Les journalistes et les éditeurs distancient ainsi leur audience de l'aspect politique de leur lutte. Les citations servent aussi à souligner que ces actions perturberont l'ordre social, notamment en raison de leur ampleur. Le rôle des acteurs syndicaux est ici activé, comme dans les titres, les amorces et les thèmes. Si les citations attribuées aux acteurs syndicaux mentionnent leurs doléances, elles nous en disent très peu sur leurs revendications, leurs conditions de travail ou leurs visions politiques. Bien que les acteurs syndicaux soient les acteurs centraux des textes, le discours journalistique ne leur permet pas d'exprimer l'importance de leur rôle dans le contexte de lutte contre l'austérité et ainsi légitimer leur combat comme celui de toute la classe travailleuse. Ce sont plutôt les citations des autres acteurs sociaux qui permettent de cadrer les enjeux des conflits soulevés. Comme l'analyse des thèmes l'a montré, l'analyse des citations des acteurs gouvernementaux, juridiques, patronaux et policiers indique que le discours journalistique n'appréhende pas les actions syndicales hors du cadre de la Loi et de l'ordre qui en découle.

### 5.5.7 Analyse des pratiques idéologiques

En somme, les journalistes et les éditeurs appliquent des stratégies discursives d'invisibilité et hypervisibilité (Moon et Rolison, 1998) de la classe travailleuse aux acteurs syndicaux dans les titres, les amorces, leurs thèmes ainsi que dans les citations des différentes sources. Le discours journalistique renvoie à l'arrière-plan ce qui lie les acteurs syndicaux à la classe travailleuse, c'est-à-dire la voix des syndiqués de la base ainsi que la description de leurs conditions de travail. Le recours à ces stratégies produit un discours qui donne à voir les acteurs syndicaux comme un exogroupe contestataire, voire violent, de la classe travailleuse. L'accent mis sur leurs actions et leurs possibles impacts relègue au second plan l'explication du contexte et des conditions de travail des syndiqués. Le rôle social des syndicats dans l'organisation de la classe travailleuse est ainsi presque totalement masqué. Cette stratégie discursive permet de dépolitiser les enjeux de classe des actions du 1<sup>er</sup> mai afin de les repolitiser selon une vision néolibérale disciplinaire et consensuelle. Cette vision réduit la dimension politique des conflits à leur aspect juridique du respect de la Loi. La majorité de la population, considérée comme une instance consommatrice de services publics et non comme une classe sociale (Hackett, 1983), voit ainsi ses intérêts consuméristes défendus par la limitation du droit de grève et de manifester, quand bien même serait-elle antidémocratique. Au final, ce sont les victimes de l'austérité, les travailleurs et les travailleuses qui y résistent, qui se trouvent exclues et « blâmées » par les journaux d'avoir voulu désobéir à la loi pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de vie.

### 5.5.8 Apports théoriques et pratiques

Nos analyses combinées nous ont permis de caractériser qualitativement le discours des quatre grands quotidiens francophones québécois en opérant parfois des vérifications d'ordre quantitatif. La comparaison des résultats issus des différentes analyses contextuelles nous a permis de vérifier systématiquement les caractéristiques de ce discours. Ces croisements nous ont menés à tirer une conclusion claire : le discours journalistique entourant les actions syndicales du 1<sup>er</sup> mai 2015 est désavantageux pour les syndicaux ainsi que pour leurs membres. Il « naturalise » les rapports sociaux capitalistes, ce qui participe à légitimiser l'ordre social et le contrôle en découlant. Le discours journalistique favorise la mise en récit des acteurs gouvernementaux et patronaux, ce qui entraîne une dépolitisation des enjeux du 1<sup>er</sup> mai. Cette journée n'aura pas été racontée comme la plus grande journée d'action syndicale depuis plus de dix ans, mais bien comme celle où des enseignants de cégeps et des manifestants ont brisé la loi. Nos conclusions concordent avec celles tirées par les études s'étant penchées sur le sujet de par le monde.

Nos résultats garniront le faible corpus de travaux universitaires critiques québécois et canadiens concernant le discours des médias sur les syndicats et sur la classe travailleuse en général. Les liens établis entre les représentations du discours journalistique et les différents facteurs économiques, politiques et idéologiques qui les façonnent donnent à ce travail une originalité qui permet d'aller au-delà des impressions subjectives (aussi justes soient-elles) et des travaux empiriques quantitatifs d'analyse de contenus.

Nous espérons également avoir fourni des ressources conceptuelles et des résultats empiriques utiles aux organisations syndicales ainsi qu'à leurs membres. Nous souhaitons qu'elles s'en outillent afin de développer des stratégies de communication et de mobilisation efficaces pour contrer les discours antisyndicaux.

De plus, au-delà d'un discours défensif renouvelé, nous souhaitons aussi offrir des pistes de réflexion pour le redéploiement d'un discours offensif, c'est-à-dire stratégiquement efficace dans la bataille pour l'hégémonie, autant discursive que politique. Pour Lénine (Worontzoff, 1975) comme pour Gramsci (1996), la pratique journalistique a un rôle clé à jouer dans la formation d'une conscience politique chez la classe travailleuse. La création d'un nouvel appareil d'hégémonie communicationnel par la classe travailleuse est une tâche stratégique clé pour l'extirper de son état de classe subalterne. Si un discours de classe favorable aux travailleurs a été et peut théoriquement encore être articulé par les journalistes des médias bourgeois (voir Costain, 2005), nous croyons que la classe travailleuse ne peut voir ses intérêts complètement défendus que par des médias qu'elle contrôle. Un média de masse conçu par et pour les travailleurs permettrait de structurer un discours de classe en opposition radicale avec le discours dominant. Le fait qu'aucune organisation de la classe travailleuse ne tienne à mettre sur pied un tel média démontre la faillite politique de leurs directions actuelles. Cette incapacité à penser stratégiquement la lutte pour l'hégémonie reflète la décomposition d'une gauche qui est passée de la solidarité de classe à la célébration de la fragmentation sociale basée sur la politique des identités, approche dont la rectitude politique et la censure participent à reproduire les rapports dominants.

D'après Gramsci (1996), le développement d'une conscience collective menant à l'hégémonie passe par trois moments :

- la formation d'une unité à partir de la fonction du groupe dans la production;
- la construction d'un programme de contrôle et de définition de l'État;
- la mise sur pied d'une force politique capable de diriger des couches sociales au-delà de ses limites étroites de classe.

À la lumière des résultats de notre travail, nous croyons que ce programme constitue la clé d'un changement de paradigme radical dans le champ journalistique.

Nous croyons qu'un discours et une pratique de classe chez les acteurs syndicaux sont plus que jamais nécessaires pour contrecarrer l'action des élites néolibérales. C'est à travers l'expérience de cette lutte que les travailleurs et les travailleuses pourront dégager des revendications transitoires (Trotsky, 2016) visant à faire le pont entre leurs besoins concrets et la nécessité de bâtir le socialisme. Finalement, c'est en forgeant son propre véhicule politique indépendant, un parti de masse des travailleurs et des travailleuses, que la classe travailleuse sera en mesure d'imposer son hégémonie politique sur l'ensemble de la société. Comme le mentionne André Tosel (2005:56), « [l]e socialisme n'a d'avenir que s'il prend en charge la totalité des manifestations vitales du peuple travailleur pour les transformer dans le sens d'une haute culture, analogue à celle de la Renaissance ».

## 5.6 Bilan des limites

Nous nous sommes restreints à un corpus d'une trentaine de textes pour des raisons de faisabilité. À l'origine, ce travail avait comme ambition de couvrir toute la période de négociations 2015 entre le Front commun et le gouvernement. Nous avons amassé plus de 400 textes couvrant une période d'environ un an. Face à cette charge de travail trop exigeante, nous avons décidé de réduire la période étudiée aux actions exceptionnelles entourant le 1<sup>er</sup> mai 2015. Ce choix coupe néanmoins ces textes de la continuité discursive dont ils sont des maillons. Examiner, par exemple, le traitement journalistique d'une journée de grève de l'automne 2015 aurait donné des résultats distincts pouvant enrichir et nuancer notre travail.

Nous nous sommes également restreints à l'analyse des titres, des amorces et des photos pour les mêmes raisons de faisabilité. Nous en avons décidé ainsi après avoir pris conscience de l'ampleur du travail qu'implique l'encodage sociosémantique de la totalité des textes. Notre analyse circonscrite nous fait certainement perdre une

richesse textuelle qui aurait pu améliorer notre travail. Des brides de discours, dont celui des grévistes, circulent dans le discours plus général et constituent des éléments de résistance qui échappent partiellement à la naturalisation du capitalisme.

Notre partie consacrée à l'analyse des pratiques sociales aurait nécessité une étude plus approfondie de la société québécoise. Au-delà des discours comme objet d'étude, les outils de la sociologie critique, notamment ceux de Bourdieu, nous auraient été utiles pour mieux analyser les hiérarchies sociales, les formes de pouvoir, les liens entre l'État, le capital, les syndicats, etc. Nous aurions pu intégrer au cadre théorique des distinctions entre les formes de capital et les champs. Ces distinctions nous auraient permis de mieux situer le groupe des enseignants de cégeps au sein des divisions de classe.

Les genres d'analyses effectuées (socio-sémantique, sémantique, politico-économique, politique, idéologique) ne nous ont pas permis de réaliser une CDA complète qui aurait pris en compte l'impact des représentations dans la reproduction des rapports sociaux chez les audiences. Comme le souligne Philo (2007:191), l'impact du discours journalistique doit être évalué en mobilisant des outils d'analyse d'audience. Nous ne pouvons ainsi que présumer les impacts que le discours journalistique antisyndical a sur la population québécoise.

En outre, le passage de l'information journalistique aux supports numériques impose de prendre en compte ce corpus afin d'avoir une vue plus complète du discours journalistique. Dans le cadre de ce travail, une telle démarche aurait notamment ajouté les publications du site web de Radio-Canada (*ici.radio-canada.ca*) et du Huffington Post (*huffingtonpost.ca*) à notre corpus.

### 5.7 Pistes de recherche

L'analyse critique du discours journalistique sur les syndicats pose un certain

nombre de questions. Par exemple, quelle est l'influence de l'hégémonie discursive néolibérale dans la formation des futurs journalistes ? Nous pensons qu'une étude des représentations de la classe travailleuse et des syndicats dans les manuels et les documents de formation donnés aux étudiants et aux étudiantes en journalisme par leurs professeurs serait utile afin de mieux comprendre les pratiques professionnelles qui en découlent.

ANNEXE A

Tableau 3.1 Liste des titres des textes du corpus

<b>Date</b>	<b>Titres</b>	<b>Journal</b>
2015-04-24	Branle-bas le 1er mai	Métro
2015-04-25	Éducation - Le ministre comprend les profs mécontents	Journal de Montréal
2015-04-25	Grève sociale du 1er mai 2015 - Répétition générale avant une grève à l'automne?	Le Devoir
2015-04-29	3000 éducatrices en grève vendredi	Journal de Montréal
2015-04-29	Cégeps - Québec veut bloquer la grève des professeurs	La Presse
2015-04-29	Cégeps - Québec veut empêcher la grève des professeurs	Le Devoir
2015-04-29	Collégial - Québec veut bloquer la grève des enseignants	Métro
2015-05-01	Fonction Publique - Les syndicats dans une « logique d'affrontement »	Journal de Montréal
2015-05-01	La grève des profs de cégep déclarée illégale	Journal de Montréal
2015-05-01	Deux arrestations lors d'une manif contre l'austérité	Journal de Montréal
2015-05-01	Cégeps - La grève des professeurs déclarée illégale	La Presse
2015-05-01	Dialogue de sourds entre Couillard et les syndicats	Le Devoir
2015-05-01	« Grève sociale » du 1er mai - Québec accusé de saper la contestation	Le Devoir
2015-05-01	Avant-goût de la grève sociale d'aujourd'hui	Métro
2015-05-01	Enseignants de cégep - Grève bloquée	Métro
2015-05-01	Secteur public. Les syndicats se butent au gouvernement Couillard	Métro
2015-05-01	De la militance à la complaisance	Journal de Montréal
2015-05-01	Le grand dérangement	Journal de Montréal
2015-05-02	Dix cégeps en grève malgré l'interdiction	Journal de Montréal
2015-05-02	Manifestation - Le centre-ville en proie à de vives tensions	Journal de Montréal
2015-05-02	Fête des travailleurs - Affrontements entre policiers et manifestants	La Presse
2015-05-02	Des actions aux quatre coins du Québec contre les politiques d'austérité	Le Devoir
2015-05-02	Les enseignants seront punis, dit le ministre	Le Devoir

2015-05-02	La fête d'une élite syndicale	Journal de Montréal
2015-05-02	1er mai - La marche et le feu	Le Devoir
2015-05-06	Grèves - Six profs du Collège de Rosemont suspendus	Journal de Montréal
2015-05-06	Grève du 1er mai : Six enseignants sont suspendus	Le Devoir
2015-05-06	Collège Rosemont - Six enseignants suspendus	Métro
2015-05-07	La décision de la CRT sur la « grève sociale » - Un rendez-vous manqué avec l'état du droit	Le Devoir
2015-05-08	Collège Rosemont - Les étudiants pénalisés par les suspensions	Journal de Montréal
2015-05-15	Reconquérir notre droit à l'exercice de la grève	La Presse
2015-05-16	Cinq jours sans salaire pour des profs de Rosemont	Journal de Montréal
2015-05-16	Collège de Rosemont - Fin de session interrompue pour six profs suspendus au Collège de Rosemont	Le Devoir
2015-05-16	"Nous sommes toutes et tous des organisateurs de la grève sociale du 1er mai"	Le Devoir

## ANNEXE B

Tableau 4.3 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour le *Métro*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=3)</b>	67 (n=2)	0	33 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=4)</b>	0	25 (n=1)	75 (n=3)
<b>Acteurs syndicaux (n=10)</b>	30 (n=3)	40 (n=4)	30 (n=3)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0	0

Tableau 4.4 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour le *Métro*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=4)</b>	75 (n=3)	25 (n=1)	0
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=4)</b>	100 (n=4)	0	0
<b>Acteurs syndicaux (n=10)</b>	80 (n=8)	20 (n=2)	0
<b>Acteurs policiers (n=1)</b>	100 (n=1)	0	0

Tableau 4.5 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour le *Journal de Montréal*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=4)</b>	25 (n=1)	0	75 (n=3)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	0	20 (n=1)	80 (n=4)
<b>Acteurs syndicaux (n=21)</b>	33 (n=7)	57 (n=12)	10 (n=2)
<b>Acteurs policiers (n=3)</b>	33 (n=1)	67 (n=2)	0

Tableau 4.6 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour le *Journal de Montréal*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=8)</b>	50 (n=4)	37,5 (n=3)	12,5 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	60 (n=3)	0	40 (n=2)
<b>Acteurs syndicaux (n=21)</b>	81 (n=17)	14 (n=3)	5 (n=1)
<b>Acteurs policiers (n=5)</b>	60 (n=3)	20 (n=1)	20 (n=1)

Tableau 4.7 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour *La Presse*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=2)</b>	50 (n=1)	0	50 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=3)</b>	0	0	100 (n=3)
<b>Acteurs syndicaux (n=7)</b>	28,5 (n=2)	43 (n=3)	28,5 (n=2)
<b>Acteurs policiers (n=1)</b>	100 (n=1)	0	0

Tableau 4.8 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour *La Presse*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=7)</b>	71 (n=5)	29 (n=2)	0
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=12)</b>	92 (n=11)	8 (n=1)	0
<b>Acteurs syndicaux (n=12)</b>	50 (n=6)	50 (n=6)	0
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	100 (n=2)	0	0

Tableau 4.9 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les titres pour *Le Devoir*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=7)</b>	72 (n=5)	14 (n=1)	14 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	0	40 (n=2)	60 (n=3)
<b>Acteurs syndicaux (n=17)</b>	29 (n=5)	65 (n=11)	6 (n=1)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0	0

Tableau 4.10 Proportions des inclusions/exclusions par acteur social dans les amorces pour *Le Devoir*

	Inclus (%)	Mis à l'arrière-plan (%)	Supprimés (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=12)</b>	50 (n=6)	17 (n=2)	33 (n=4)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=14)</b>	93 (n=13)	0	7 (n=1)
<b>Acteurs syndicaux (n=24)</b>	50 (n=12)	50 (n=12)	0
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0	0

## ANNEXE C

Tableau 4.13 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du *Métro*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=2)</b>	100 (n=2)	0
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=0)</b>	0	0
<b>Acteurs syndicaux (n=5)</b>	20 (n=1)	80 (n=4)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

Tableau 4.14 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces du *Métro*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=6)</b>	67 (n=4)	33 (n=2)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	80 (n=4)	20 (n=1)
<b>Acteurs syndicaux (n=22)</b>	36 (n=8)	64 (n=14)
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	50 (n=1)	50 (n=1)

Tableau 4.15 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du *Journal de Montréal*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=2)</b>	50 (n=1)	50 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=0)</b>	0	0
<b>Acteurs syndicaux (n=14)</b>	43 (n=6)	57 (n=8)
<b>Acteurs policiers (n=3)</b>	0	100 (n=3)

Tableau 4.16 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces du *Journal de Montréal*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=7)</b>	29 (n=2)	71 (n=5)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=3)</b>	67 (n=2)	33 (n=1)
<b>Acteurs syndicaux (n=30)</b>	60 (n=18)	40 (n=12)
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	100 (n=2)	0

Tableau 4.17 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres de *La Presse*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=1)</b>	100 (n=1)	0
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=0)</b>	0	0
<b>Acteurs syndicaux (n=4)</b>	25 (n=1)	75 (n=3)
<b>Acteurs policiers (n=1)</b>	0	100 (n=1)

Tableau 4.18 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces de *La Presse*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=7)</b>	86 (n=6)	14 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=7)</b>	57 (n=4)	43 (n=3)
<b>Acteurs syndicaux (n=25)</b>	32 (n=8)	68 (n=17)
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	0	100 (n=2)

Tableau 4.19 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les titres du *Devoir*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=8)</b>	62,5 (n=5)	37,5 (n=3)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=1)</b>	100 (n=1)	0
<b>Acteurs syndicaux (n=14)</b>	50 (n=7)	50 (n=7)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

Tableau 4.20 Proportions des activations/passivations par acteur social dans les amorces du *Devoir*

	<b>Activation (%)</b>	<b>Passivation (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=11)</b>	73 (n=8)	27 (n=3)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=10)</b>	90 (n=9)	10 (n=1)
<b>Acteurs syndicaux (n=34)</b>	50 (n=17)	50 (n=17)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

## ANNEXE D

Tableau 4.23 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du *Métro*

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=3)</b>	0	100 (n=3)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=2)</b>	0	100 (n=2)
<b>Acteurs syndicaux (n=12)</b>	25 (n=3)	75 (n=9)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

Tableau 4.24 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du *Métro*

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=8)</b>	0	100 (n=8)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	0	100 (n=5)
<b>Acteurs syndicaux (n=26)</b>	19 (n=5)	81 (n=21)
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	50 (n=1)	50 (n=1)

Tableau 4.25 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du *Journal de Montréal*

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=4)</b>	25 (n=1)	75 (n=3)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=4)</b>	0	100 (n=4)
<b>Acteurs syndicaux (n=21)</b>	33 (n=7)	67 (n=14)
<b>Acteurs policiers (n=4)</b>	25 (n=1)	75 (n=3)

Tableau 4.26 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du *Journal de Montréal*

	Personnalisé (%)	Dépersonnalisé (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=16)</b>	25 (n=4)	75 (n=12)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	0	100 (n=5)
<b>Acteurs syndicaux (n=38)</b>	50 (n=19)	50 (n=19)
<b>Acteurs policiers (n=4)</b>	0	100 (n=4)

Tableau 4.27 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres de *La Presse*

	Personnalisé (%)	Dépersonnalisé (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=1)</b>	0	100 (n=1)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=2)</b>	0	100 (n=2)
<b>Acteurs syndicaux (n=10)</b>	30 (n=3)	70 (n=7)
<b>Acteurs policiers (n=2)</b>	50 (n=1)	50 (n=1)

Tableau 4.28 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces de *La Presse*

	Personnalisé (%)	Dépersonnalisé (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=20)</b>	5 (n=1)	95 (n=19)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=7)</b>	43 (n=3)	57 (n=4)
<b>Acteurs syndicaux (n=37)</b>	24 (n=9)	76 (n=28)
<b>Acteurs policiers (n=3)</b>	67 (n=2)	33 (n=1)

Tableau 4.29 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les titres du *Le Devoir*

	Personnalisé (%)	Dépersonnalisé (%)
<b>Acteurs gouvernementaux (n=8)</b>	37,5 (n=3)	62,5 (n=5)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=5)</b>	0	100 (n=5)
<b>Acteurs syndicaux (n=24)</b>	25 (n=6)	75 (n=18)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

Tableau 4.30 Proportions de personnalisations/dépersonnalisations par acteur social dans les amorces du *Le Devoir*

	<b>Personnalisé (%)</b>	<b>Dépersonnalisé (%)</b>
<b>Acteurs gouvernementaux (n=14)</b>	21 (n=3)	79 (n=11)
<b>Acteurs juridiques et patronaux (n=15)</b>	13 (n=2)	87 (n=13)
<b>Acteurs syndicaux (n=52)</b>	33 (n=17)	67 (n=35)
<b>Acteurs policiers (n=0)</b>	0	0

## RÉFÉRENCES

AGENCE QMI [2015a] *3000 éducatrices en grève vendredi*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-04-29. p.25

AGENCE QMI [2015b] *Fonction Publique - Les syndicats dans une "logique d'affrontement"*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-01. p.24

AGENCE QMI [2015c] *Six profs du collège de Rosemont suspendus*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-06. p.7

ALTHUSSER, Louis [1968] *Théorie d'ensemble*. Éditions du Seuil. Paris

ALTHUSSER, Louis [1976] *Idéologie et appareils idéologiques d'État. Notes pour une recherche*. dans ALTHUSSER, Louis. *Positions (1964-1975)*. Éditions Sociales. Paris p.67-125

AMOSSY, Ruth [2010 (2000)] *L'argumentation dans le discours*. Armand Colin. Paris. 276p.

ANGENOT, Marc [1984] *Le discours social : problématique d'ensemble*. dans BOURQUE, Gilles, DUCHASTEL, Jules ; ROBIN, Régine (dirs) *Cahiers de recherche sociologique*. 2(1):19-44

ANGENOT, Marc [1989] *1889. Un état du discours social*. Éditions du Préambule. Longueuil. 1168p.

ANGENOT, Marc [1991] *Les idéologies ne sont pas des systèmes*. dans *Cahiers Ferdinand de Saussure*. 45:51-76

ANGENOT, Marc [2006] *Théorie du discours social, Notions de topographie discursive et de coupure argumentative*. Exposé pour *Discours en contexte : théories des champs et analyse de discours : recherches européennes*. Lausanne. 17 mars 2006. Discours social. Montréal. 50p.

ARTZ, Lee [2015] *On the Material and the Dialectic : Toward a Class Analysis of Communication*. dans ARTZ, Lee; MACEK, Steve; CLOUD, Dana L. (dirs) *Marxism and Communication Studies. The Point is to Change it*. Peter Lang Publishing. New York. 258p.

ASSOCIATION OF MACHINISTS & AEROSPACE WORKERS (AIM) [1980] *Network News and Documentary Report*. 30 juillet 1980

AUBIN, Benoît [2015] *De la militance à la complaisance*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-01. p.34

BACHRACH, P.; BARATZ, M. S. [1970] *Power and Poverty : Theory and Practice*. Oxford University Press. New York.

- BEAUDET, Pierre [2009] *La reconfiguration des classes sociales au Canada: exploration préliminaires*. dans *Nouveaux Cahiers du socialisme n°1. Les classes sociales aujourd'hui*. Collectif d'analyse politique. Montréal. p.77-92
- BEHARELL, Peter ; PHILO, Greg (dirs) [1977] *Trade Unions and the Media. Critical Social Studies*. Macmillan. Londres. 150p.
- BÉLISLE, Sarah [2015] *Dix cégéps en grève malgré l'interdiction*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-02. p.12
- BELL, Allan [1991] *The Language of News Media*. Blackwell. Oxford. 296p.
- BENSMAN, David [1983] *The Press Joins the Steel War on Labor*. dans *In These Times*. Janvier 12-18
- BERGER, L. Peter; Luckmann, Thomas [1967] *The Social Construction of Reality. A Treatise in the Sociology of Knowledge*. The Penguin Press. Londres. 249p.
- BERNIER, Marc-François [2008] *Journalistes au pays de la convergence. Sérénité, malaise et détresse dans la profession*. Les Presses de l'Université Laval. Québec. 194p.
- BERNIER, Marc-François [2010] *Les journalistes face à la convergence des médias au Québec: un aperçu des raisons d'un rejet massif*. dans *Canadian Journal of Communication*. 35:565-573
- BERNSTEIN, Basil [1981] *Codes, Modalities and the Process of Cultural Reproduction : A Model*. dans *Language and Society*. 19:327-63
- BERNSTEIN, Basil [1986] *On Pedagogic Discourse*. dans RICHARDSON, J. (dir.) *Handbook for Theory and Research in the Sociology of Education*. Greenwood. Westport. p.205-90
- BERNSTEIN, Basil [1990] *The Structuring of Pedagogical Discourse*. Routledge. Londres.
- BERTHIAUME, Pierre [1981] *Le journal piégé ou l'art de trafiquer l'information*. VLB Éditeur. Montréal. 198p.
- BEAUCHEMIN, Mario [2015] *Reconquérir notre droit à l'exercice de la grève*. dans *La Presse*. 2015-05-15. p.A17
- BICKES, Hans; OTTEN, Tina; WEYMANN, Laura C. [2014] *The financial crisis in the German and English press : Metaphorical structures in the media coverage on Greece, Spain and Italy*. dans *Discourse & Society*. 25(4):424-445
- BIGNELL, Jonathan [1997] *Media Semiotics. An Introduction*. Manchester University Press. Manchester. 224p.
- BLOMMAERT, Jan [2005] *Discourse. A Critical Introduction. Key Topics in*

*Sociolinguistics*. Cambridge University Press. Cambridge.

BLUMLER, Jay.G.; GUREVITCH, Michael [1995] *The Crisis of Public Communication*. Routledge. Londres. 248p.

BOILEAU, Josée [2015] *1er mai - La marche et le feu*. dans *Le Devoir*. 2015-05-02. p.B4

BOK, Derek ; DUNLOP, John T. [1970] *Labor and the American Community*. Simon and Schuster. New York

BOUCHER, Marie-Pierre; NOISEUX, Yanick [2010] *Effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail des Québécoises : huit études de cas*. dans *Les Cahiers de l'IREF*. no.23. UQAM. Montréal. En ligne [[https://iref.uqam.ca/upload/files/Cahier\\_no\\_23\\_10\\_juin\\_2010.pdf](https://iref.uqam.ca/upload/files/Cahier_no_23_10_juin_2010.pdf)]

BOURDIEU, Pierre [1977] *Sur le pouvoir symbolique*. dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 32(3):405-411

BOURDIEU, Pierre [1984a] *Homo Academicus*. Les Éditions de Minuit. Paris. 304p.

BOURDIEU, Pierre [1984b] *Questions de sociologie*. Les Éditions de Minuit. Paris. 282p.

BOURDIEU, Pierre ; WACQUANT, Loïc [2000] *La nouvelle vulgate planétaire*. dans *Le Monde Diplomatique*. 2000-05-01. p.6-7. En ligne [<http://www.monde-diplomatique.fr/2000/05/BOURDIEU/2269>]

BOURDIEU, Pierre [2001] *Langage et pouvoir symbolique*. Éditions du Seuil. Paris.

BOURGAULT-CÔTÉ, Guillaume [2014] *Sondage Léger : creux historique pour le PQ*. dans *ledevoir.com*. 2014-05-10. Consulté en ligne le 2018-07-15 [<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/407985/sondage-leger-creux-historique-pour-le-pq>]

BOURHIS, Richard Y.; GAGNON, André [1994] *Les préjugés, la discrimination et les relations intergroupes*. dans VALLERAND, Robert J. (dir.) *Les Fondements de la psychologie sociale*. Gaëtan Morin Éditeur. Montréal. p.708-773

BOURQUE, Gille. DUCHASTEL, Jules [1988] *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*. Les Éditions du Boréal. Montréal.

BOZONELOS, Petty [2004] *The Tension Between Quality Journalism and Good Business in Canada: A View From the Inside*. dans *Communication*. 29:77-92 et 86

BRENNEN, Bonnie [2005] *Lockouts, protests, and scabs : A critical assessment of the Los Angeles Herald Examiner strike*. dans *Critical Studies in Media Communication*. 22(1):64-81

BRIN, Colette ; ST-PIERRE, Marilou [2013] *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*. Centre d'études sur les médias. Québec. 60p.

BUCI-GLUCKSMANN, Christine [1975] *Gramsci et l'État. Pour une théorie matérialiste de la philosophie*. Librairie Arthème Fayard. Paris. 456p.

BURNS, Anne [2001] *Analysing Spoken Discourse : Implications for TESOL*. dans BURNS, Anne et COFFIN, Caroline (dirs) *Analysing English in a Global Context : A Reader*. Routledge. Oxon.

CANADIAN MEDIA CONCENTRATION RESEARCH PROJECT (CMCRP) [2015] *Media and Internet Concentration in Canada. Report, 1984-2014*. Novembre 2015. 48p. Disponible en ligne [[http://www.cmcrp.org/wp-content/uploads/2015/11/Media\\_InternetConcentration1984-2014\\_for\\_web.pdf](http://www.cmcrp.org/wp-content/uploads/2015/11/Media_InternetConcentration1984-2014_for_web.pdf)]

CARBASSE, Renaud [2010] « *Du solide et du concret* » : concentration de la propriété et convergence journalistique au sein du groupe Québecor Média. dans *Canadian Journal of Communication*. 35(3):585-594

CARBASSE, Renaud ; GOYETTE-CÔTÉ, Marc-Olivier [2013] *L'impact des stratégies de convergence sur le travail journalistique : Le cas des travailleurs de l'information de Québecor Média*. dans *Recherches en communications*. 39:13-29

CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MÉDIAS (CEM) [2015a] *Données financières relatives aux divers secteurs médiatiques canadiens et québécois*. dans *cem.ulaval.ca* Consulté en ligne le 2015-12-13 [<http://www.cem.ulaval.ca/pdf/Donneesfinancieres.pdf>]

CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MÉDIAS (CEM) [2015b] *La presse quotidienne*. dans *cem.ulaval.ca* Consulté en ligne le 2016-05-15 [<http://www.cem.ulaval.ca/pdf/pressequotidienne.pdf>]

CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MÉDIAS (CEM) [2015c] *Portrait de la propriété dans le secteur des quotidiens au Québec et au Canada*. dans *cem.ulaval.ca* Consulté en ligne le 2018-06-26 [<http://www.cem.ulaval.ca/pdf/Concentrationquotidiens.pdf>]

CHAMBERLAND, Claire [1975] *Analyse de l'image des négociations des secteurs public et para-public en 1972 dans six quotidiens québécois*. Version préliminaire d'une recherche. CEQ. Québec.

CHARAUDEAU, Patrick [1997] *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Nathan. Paris. 286p.

CHARAUDEAU, Patrick [2005] *Quand l'argumentation n'est que visée persuasive. L'exemple du discours politique*. dans BURGER, Marcel; MARTEL, Guyliane (dirs) *Argumentation et communications dans les médias*. Éditions Nota bene. Montréal. p.29-49

- CHARAUDEAU, Patrick [2006b] *Un modèle socio-communicationnel du discours. Entre situation de communication et stratégies d'individuation*. dans *Médias et Culture. Discours, outils de communication, pratiques : quelle(s) pragmatique(s)?*. L'Harmattan. Paris. 92p.
- CHARAUDEAU, Patrick [2009] *Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique*. dans *Corpus* 8. p.37-66 En ligne [<http://corpus.revues.org/1674>]
- CHARAUDEAU, Patrick ; MAINGUENEAU, Dominique [2002] *Dictionnaire d'analyse du discours*. Éditions du Seuil. Paris. 666p.
- CHAREST, Candide [1975] *Analyse de l'information et des éditoriaux présentés sur le Front commun par les hebdomadaires A-1*. Thèse de maîtrise en science politique. Université du Québec à Montréal. Montréal. 113p.
- CHARLTON, Sébastien; GIROUX, Daniel; LEMIEUX, Michel [2016] *Les Québécois et l'information à l'ère du numérique*. Centre d'études sur les médias. Sainte-Foy. 108p.
- CHERMESH, Ran [1982] *Press criteria for strike reporting: Counting or selective presentation?* dans *Social Science Research*. 11(1):88–101
- CHOUINARD, Tommy [2015] *Péladeau refuse de prendre position*. dans *lapresse.ca*. 2015-09-05. Consulté en ligne le 2018-07-09 [<http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201509/04/01-4898017-negos-avec-la-fonction-publique-peladeau-refuse-de-prendre-position.php>]
- CHOULIARAKI, Lilie; FAIRCLOUGH, Norman [1999] *Discourse in Late Modernity : Rethinking Critical Discourse Analysis*. Edinburgh University Press. Edinburgh.
- CIRINO, Robert [1971] *Don't Blame the People : How the News Media Use Bias, Distorsion and Censorship to Manipulate Public Opinion*. Diversity Press. Los Angeles.
- CLAYMAN, Steven E. [1990] *From talk to text – Newspaper accounts of reporter source interactions*. dans *Media, Culture & Society*. 12:79-103
- COALITION OPPOSÉE À LA TARIFICATION ET À LA PRIVATISATION DES SERVICES PUBLICS [2015] *Journée de mobilisations, de grèves et de perturbations contre l'austérité: La Coalition Main rouge cible les banques*. dans *nonauxhausses.org*. 2015-05-01. Consulté en ligne le 2018-07-23 [<http://nonauxhausses.org/journee/>]
- COLLECTIF D'AUTEURS [2015] *"Nous sommes toutes et tous des organisateurs de la grève sociale du 1er mai"*. dans *Le Devoir*. 2015-05-16.
- COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (CRT) [2015] *2015 QCCRT 0218*.

Montréal. 11p.

COMPTON, James [1997] *Toronto Papers Misrepresented Last Year's Days of Action*. dans *NewsWatch Monitor*. 1(2)

CONSEIL DU TRÉSOR [2014] *Rigueur et responsabilité dans la gestion des dépenses*. 36p. En ligne  
[\[http://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget\\_depenses/14-15/RigueurResponsabiliteGestionDepenses.pdf\]](http://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/14-15/RigueurResponsabiliteGestionDepenses.pdf)

CORNELLIER, Louis [2005] *Lire le Québec au quotidien*. Les Éditions Varia. Montréal. 162p.

COSTAIN, Gene [2005] *Reporting on Labour: Class Consciousness and the Uncertain Ideological Boundaries of Canadian Journalism*. dans *Javnost-The Public*. 12(1):49-69

COTTER, Colleen [2001] *Discourse and Media*. dans SCHIFFRIN, Deborah; TANNEN, Deborah; HAMILTON, Heidi E. (dirs.) *The Handbook of Discourse Analysis*. Blackwell. Oxford. p.416-36

COUTU, Michel; COIQUAUD, Urwana; FONTAINE, Laurence-Léa [2015] *La décision de la CRT sur les "grève sociale" - Un rendez-vous manqué avec l'état du droit*. dans *Le Devoir*. 2015-05-07. p.A7

COWARD, Rosalind; ELLIS, John [1977] *Language and Materialism: Developments in the Semiology and the Theory of the Subject*. Routledge and Kegan Paul. Londres.

CRAFT, James A. ; ABOUSHI, Suhail [1983] *The Unions Image : Concept, Programs and Analysis*. dans *Journal of Labor Research*. 4(4):299-314

DAIGNEAULT, Richard; RIOUX, Michel [1973] *La Grande Tricherie*. Confédération des syndicats nationaux. Montréal. 272p.

DARDOT, Pierre; LAVAL, Christian [2013] *The New Way of the World : On Neoliberal Society*. Verso. Londres.

DAVID, Françoise [2015] *Le grand dérangement*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-01. p.32

DEWERTH-PALLMEYER, Dwight [1997] *The Audience in the News*. Mahwah. LEA.

DESROSIERS, Éric [2015] *Les inégalités appauvrissent l'économie. Nous avons atteint un point critique, note l'OCDE*. dans *ledevoir.com* 2015-05-22. En ligne  
[\[http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/440723/les-inegalites-appauvrissent-l-economie\]](http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/440723/les-inegalites-appauvrissent-l-economie)

DOSTALER, Gilles [1978] *Marx. La valeur et l'économie politique*. Éditions

Anthropos. 200p.

DOUGLAS, Sara; PECORA, Norma; GUBACK, Thomas [1985] *Work, Workers and the Workplace: Is Local Newspaper Coverage Adequate?* dans *Journalism Quarterly* 62(4):855-860

DOUKAKI, Vaia [2015] *Legitimation Mechanisms in the Bailout Discourse*. dans *Javnost-The Public*. 22(1):1-17

DOUZINAS, Costas [2013] *Philosophy and Resistance in the Crisis: Greece and the Future of Europe*. Polity. Cambridge.

DOWNING, John [1980] *The Media Machine*. Pluto Press. Londres

DUBUC, Pierre [2015] *PKP dans tous ses états*. Les Éditions du Renouveau québécois. Montréal. 156p.

DUPUIS-DÉRI, Francis [2013a] *Broyer du noir. La répression policière de la "déviance politique" au Québec*. dans DUPUIS-DÉRI, Francis (dir.) *À qui la rue? Répression policière et mouvement sociaux*. Les Éditions Écosociété. Montréal. p.122-58

DUPUIS-DÉRI, Francis [2013b] *Printemps érable ou Printemps de la matraque? Profilage politique et répression sélective pendant la grève étudiante de 2012*. dans DUPUIS-DÉRI, Francis (dir.) *À qui la rue? Répression policière et mouvement sociaux*. Les Éditions Écosociété. Montréal. p.198-241

DUTRISAC, Robert [2014] *Coiteux annonce « l'État du XXIe siècle »*. dans *ledevoir.com*. 2014-11-26. En ligne [<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/424971/coiteux-annonce-l-etat-du-xxie-siecle>]

DUTRISAC, Robert [2015] *Dialogue de sourds entre Couillard et les syndicats*. dans *Le Devoir*. 2015-05-01. p.A10

EHRENREICH, Barbara [1995] *The Silenced majority: Why the average working person has disappeared from American media and culture*. dans DINES, G.; HUMEZ, J. M. (dirs.) *Gender, Race and Class in Media: A Text-Reader*. Sage. Londres. p.40-42

FAIRCLOUGH, Norman [1989] *Language and Power*. Longman. Londres / New York

FAIRCLOUGH, Norman [1995a] *Media Discourse*. Arnold. Londres. 214p.

FAIRCLOUGH, Norman [1995b] *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. Longman. Londres

FAIRCLOUGH, Norman [2000a] *Discourse, social theory and social research: the*

- discourse of welfare reform*. dans *Journal of Sociolinguistics*. 4(4):163-195
- FAIRCLOUGH, Norman [2000b] *New Labour, New Language?* Routledge. Londres.
- FAIRCLOUGH, Norman [2001] *The Dialectics of Discourse*. dans *Textus*. 14(2):231-42
- FAIRCLOUGH, Norman [2003] *Analysing Discourse: Textual Analysis for Social Research*. Routledge. Londres. 270p.
- FAIRCLOUGH, Norman [2005] *Critical discourse analysis*. dans *Marges Linguistiques*. 9:76-94
- FAIRCLOUGH, Norman [2010] *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*. Pearson Education Limited. 592p.
- FAIRCLOUGH, Norman; GRAHAM, Phil [2010] *Marx as a critical discourse analyst: the genesis of a critical method and its relevance to the critique of global capital*. dans FAIRCLOUGH, Norman. *Critical Discourse Analysis. The Critical Study of Language*. Pearson Education Limited. p.301-346
- FAIRCLOUGH, Norman; WODAK, Ruth [1997] *Critical discourse analysis*. dans VAN Dijk, Teun A. (dir) *Discourse Studies. A Multidisciplinary Introduction. Vol.2 Discourse as Social Interaction*. SAGE. Londres. p.258-84
- FAIRCLOUGH, Norman; FAIRCLOUGH, Isabela [2012] *Political Discourse Analysis*. Routledge. Londres.
- FISHMAN, Mark [1978] *Crime Waves as Ideology*. dans *Social Problems*. 25(5) :531-543
- FISHMAN, Mark [1980] *Manufacturing the News*. University of Texas Press. Austin. 190p.
- FISKE, John [1987] *British Cultural Studies and Television*. dans ALLEN, Robert C. (dir) *Channels of Discourse*. University of North Carolina Press. Chapel Hill. p.270-272
- FORTIER, Marco [2015] *Les enseignants seront punis, dit le ministre*. dans *Le Devoir*. 2015-05-02. p.A3
- FOUCAULT, Michel [1969] *L'Archéologie du savoir*. Gallimard. Paris.
- FOUGEYROLLAS, Pierre [1976] *Contre Levi-Strauss, Lacan et Althusser. Trois essais sur l'obscurantisme contemporain*. Savelli-Éditions librairie de la Jonquière. Paris. 216p.
- FOWLER, Roger [1981] *Literature as Social Discourse : The Practice of Linguistic Criticism*. Indiana University Press. Bloomington. 215p.

- FOWLER, Roger [1991] *Language in the News. Discourse and Ideology in the Press*. Routledge. New York. 254p.
- FOWLER, Roger; HODGE, Bob; KRESS, Günther; TREW, Tony [1979] *Language and Control*. Routledge & Kegan Paul. Londres
- FRANCOEUR, Louis-Gilles [2011] *Politiques énergétiques – Jusqu’où va l’influence de Power?* dans *ledevoir.com*. 2011-05-11. Consulté en ligne le 2018-07-05 [<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/323065/politiques-energetiques-jusqu-ou-va-l-influence-de-power>]
- FRANCOEUR, Chantal [2012] *La transformation du service de l’information de Radio-Canada*. Presses de l’Université du Québec. Québec. 198p.
- FRANK, J.A. [1984] *La dynamique des manifestations violentes*. dans *Revue canadienne de science politique*. 17(2):326-27
- FRANK, J.A.; KELLY, Michael [1979] « *Street politics* » in *Canada : An Examination of mediating factors*. dans *American Journal of Political Science*. 23(3)
- FRONT COMMUN 2015 [2014] *Notre argumentaire*. Consulté en ligne le 2018-07-04 [<http://frontcommun.org/comprendre/argumentaire/>]
- FUCHS, Christian [2017] *Preface: Horst Holzer’s Marxist Theory of Communication*. dans HOLZER, Horst. *The Forgotten Marxist Theory of Communication & Society*. TripleC. 15(2)686-725
- GALTUNG, Johan; RUGE, Mari [1974] *Structuring and Selecting News*. dans COHEN, Stanley; YOUNG, Jock (dirs.) *The manufacture of news. Social problems, deviance and the mass media*. Constable. Londres. p.62-72
- GANS, Herbert J. [1980] *Deciding What’s News: A Study of « CBS Evening News », « NBC Nightly News », « Newsweek », and « Time »*. Vintage Books. New York. 393p.
- GITLIN, Todd [1980] *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. University of California Press. Berkeley / Los Angeles. 352p.
- GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP [1976] *Bad News*. Routledge and Kegan Paul. Londres
- GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP [1980] *More Bad News*. Routledge and Kegan Paul. Londres, Boston & Henley. 484p.
- GLASGOW UNIVERSITY MEDIA GROUP [1982] *Really Bad News*. Writers and Readers Publishing Cooperative Society Ltd. Londres. 170p.
- GODIN, Pierre [1973] *L’information-opium. Une histoire politique de LA PRESSE*.

Éditions Parti Pris. Montréal. 470p.

GOLDMAN, Robert ; RAJAGOPAL, Arvind [1991] *Mapping Hegemony : television news coverage of industrial conflict*. NJ:Ablex. Norwood

GRAHAM, Phil [1999] *Critical systems theory : A political economy of language, thought, and technology*. dans *Communication Research*. 26(4):482-507

GRAHAM, Phil [2000] *Hypercapitalism : A political economy of informational idealism*. dans *New Media and Society*. 2(2):131-156

GRAMSCI, Antonio [1983] *Cahiers de prison, tome II: Cahiers 6 à 9*. Gallimard. Paris. 720p.

GRAMSCI, Antonio [1996] *Cahiers de prison, tome I: Cahiers 1 à 5*. Gallimard. Paris. 720p.

GREENBERG, Joshua [2004] *Tories, Teachers and the Media Politics*. dans *Journalism Studies* 2(1):73-91

GRENIER, Marc (dir) [1992] *Critical Studies of Canadian Mass Media*. Butterworths. Toronto. 384p.

GUILLAUME, Marc [1975] *Le capital et son double*. Presse Universitaires de France. Paris. 172p.

GUILLETTE, Bruno-Pierre [2015] *1<sup>er</sup> mai 2015 : Bilan et perspectives de la lutte contre l'austérité*. dans *Réflexions socialistes* 2(2):11-13

GUNSTER, Shane [2008] *Listening to Labour : Mainstream Media, Talk Radio, and the 2005 B.C. Teachers Strike*. dans *Canadian Journal of Communication*. 33:661-683

GUTSTEIN, Donald; HACKETT, Robert A. et NewsWatch Canada [1998] *Question the Sun! A content analysis of diversity In the Vancouver Sun before and after the Hollinger take-over*. School of Communication. Université Simon Fraser. Burnaby. 48p.

HACKETT, Robert A. [1983] *The Depiction of Labour and Business on National Television News*. dans *Canadian Journal of Communication* 10(1):5-50

HACKETT, Robert A.; GRUNEAU, Richard; GUTSTEIN, Donald; GIBSON, Timothy A.; NewsWatch Canada [2000] *The Missing News. Filters and Blind Spots in Canada's Press*. The Canadian Centre for Policy Alternatives/Garamond Press. Ottawa/Aurora. 258p.

HALL, Stuart [1974] *The determinations of news photographs*. dans COHEN, Stanley; YOUNG, Jock (dirs.) *The manufacture of news. Social problems, deviance and the mass media*. Constable and Co Ltd. Londres. p.176-190

- HALL, Stuart [1997] *Representation : Cultural Representations and Signifying Practices*. SAGE. Londres.
- HALL, Stuart [2008a] *Codage/Décodage*. dans HALL, Stuart. *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*. Éditions Amsterdam. Paris. p.169-183
- HALL, Stuart; CRITCHER, Chas; JEFFERSON, Tony; CLARKE, John; ROBERTS, Brian [1978] *Policing the Crisis. Mugging, the State, and Law and Order*. The MacMillan Press Ltd. 426p.
- HALLIDAY, Michael Alexander Kirkwood [1967-1968] *Notes on Transitivity and Theme in English. Parts 1,2,3*. dans *Journal of Linguistics*. 3(1):37-81; 3(2):199-244; 4(2):179-215
- HALLIDAY, Michael Alexander Kirkwood [1978] *Langage as Social Semiotic*. Arnold. Londres.
- HALLIDAY, Michael Alexander Kirkwood [1985] *Introduction to Functionnal Grammar*. Arnold. Londres.
- HANNIGAN, John A. [1985] *Laboured Relations : Reporting Industrial Relations News in Canada*. Centre for Industrial Relations. University of Toronto.
- HARCUP, Tony; O'NEILL, Deirdre [2001] *What is News? Galtung and Ruge Revisited*. dans *Journalism Studies*. 2(2):261-80
- HARTLEY, John [1982] *Understanding News*. Methuen. Londres et New York. 204p.
- HARTMAN, Paul [1975/76] *Industrial relations in the news media*. dans *Industrial Relations Journal*. 8(4):4-18
- HARVEY, David [2005] *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford University Press. Oxford.
- HARVEY, David [2007] *Neoliberalism as Creative Destruction*. dans *American Academy of Political and Social Sciences*. 6(20):21-44
- HARVEY, David [2010] *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*. Profile Books. Londres.
- HERMAN, Edward. S.; CHOMSKY, Noam [1988] *Manufacturing Consent. The Political Economy of the Mass Media*. Pantheon Books. New York
- HUMBY, Tracy-Lynn [2012] *Legal Professional Identity Formation and the Representation of Legal Professionals in Classroom Talk*. Thèse de doctorat en philosophie. University of the Witwatersrand. Johannesburg. 376p.
- HUTT, Clive [1987] *The reporting of industrial relations on breakfast-time television*. dans *Industrial Relations Journal*. 18(2):90-99

HYMAN, Richard [1977] *Strikes*. Fontana. Glasgow. 218p.

ICI RADIO-CANADA.CA [2015] *L'austérité au coeur de toutes les manifestations en ce 1<sup>er</sup> mai*. dans *ici.radio-canada.ca* 2015-05-01 En ligne [<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/718661/journee-travailleurs-manifestations-austerite-chantier-chum>]

JE PROTÈGE MON ÉCOLE PUBLIQUE. *Triste premier anniversaire du mouvement Je protège mon école publique*. Montréal. 2016-05-01

JENSEN, Klaus Bruhn [1987] *News as Ideology : Economic Statistics and Political Ritual in Television Network News*. dans *Journal of Communication*. 37(1):8-27

JONES, Peter E. [2001] *Cognitive linguistics and marxist approach to ideology*. dans DIRVEN, R.; HAWKINS, B.; SANDIKCIOGLU, E. (dirs) *Language and Ideology. Volume 1 : Theoretical Cognitive Approches*. John Benjamins. Amsterdam. p.227-251

KNIGHT, Graham [1982] *Strike Talk : a case study of news*. dans *Canadian Journal of Communication* 8(2):61-79

KNIGHT, Graham [2001] *Prospective News: press pre-framing of the 1996 Ontario public service strike*. dans *Journalism Studies* 2(1):73-91

KOLLER, Veronika [2009] *Analyser une identité collective en discours: acteurs sociaux et contextes*. dans *SEMEN*. 27:69-95

KOPYTOWSKA, Monika [2012] *Editorial : Critical Persepctives on Ideology, Identity, and Interaction*. dans *CADAAD*. 5(2)i-xiv

KOREN, Roselyne [2004] *Sur la critique du constructivisme en communication*. dans *Questions de communication*. 5:203-211

KOZOLANKA, Kirsten [2006] *Taming Labour in Neo-Liberal Ontario : Oppositional Political Communication in a Time of « Crisis »*. dans *Canadian Journal of Communication* 31(3)

KRESS, Gunther; HODGE, Robert [1981] *Language as Ideology*. Routledge & Kegan Paul. Londres/Boston/Henley. 164p.

KRESS, Gunther; VAN LEEUWEN, Theo [2005] *Reading Images. The Grammar of Visual Design*. Routledge. Londres/New York. 288p.

KRUGMAN, Paul [2015] *The case for cuts was a lie. Why does Britain still believe it?* dans *The Guardian*. 2015-04-29. En ligne [<https://www.theguardian.com/business/ng-interactive/2015/apr/29/the-austerity-delusion>]

KUMAR, Deepa [2001] *Mass media, class, and democracy: The struggle over newspaper representation of the UPS strike*. dans *Critical Studies in Media*

*Communication*. 18(3):285-302

KUMAR, Deepa [2008] *Outside the Box. Corporate Media, Globalization, and the UPS Strike*. University of Illinois Press. Urbana/Chicago. 238p.

KUTTER, Amelie [2014] *A catalytic moment : The Greek crisis in the German financial press*. dans *Discourse & Society*. 25(4):446-466

LA PRESSE CANADIENNE [2014] *Les services publics pourraient passer à la trappe, reconnaît Leitão*. dans *ledevoir.com* 2014-08-26 En ligne [<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/416892/des-services-publics-pourraient-passer-a-la-trappe-reconnait-leitao>]

LA PRESSE CANADIENNE [2015a] *Enseignants de cégep - Grève bloquée*. dans *Métro*. 2015-05-01. p.3

LA PRESSE CANADIENNE [2015b] *Secteur public - Les syndicats se butent au gouvernement Couillard*. dans *Métro*. 2015-05-01. p.10

LA PRESSE CANADIENNE [2017] *Dernier numéro imprimé de La Presse*. dans *lapresse.ca* 2017-12-30 En ligne [<http://www.lapresse.ca/arts/medias/201712/30/01-5148642-dernier-numero-imprime-de-la-presse.php>]

LABROSSE, Alexis [2016] *La présence syndicale au Québec en 2015*. Direction de l'information sur le travail. Travail, Emploi et Solidarité sociale Québec. Québec. 27p.

LACLAU, Ernesto; MOUFFE, Chantal [1985] *Hegemony & Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*. Verso. Londres/New York.

LAPAVITSAS, Costas; KALTENBRUNNER, Annina; LINDO, Duncan; MICHELL, J.; PAINCEIRA, Juan Pablo; PIRES, Eugenia; POWELL, Jeff; STENFORS, Alexis; TELES, Nuno [2010] *Eurozone Crisis : Beggar Thyself and Thy Neighbor*. dans *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*. 12(4):321-373

LAURIN-DESJARDINS, Camille [2015a] *La grève des profs de cégep déclarée illégale*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-01. p.14

LAURIN-DESJARDINS, Camille [2015b] *Collège Rosemont - Les étudiants pénalisés par les suspensions*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-08. p.26

LAURIN-DESJARDINS, Camille [2015c] *Cinq jours sans salaire pour des profs de Rosemont*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-16. p.30

LAVOIE, Jasmin [2015] *Fête des travailleurs - Affrontements entre policiers et manifestants*. dans *La Presse*. 2015-05-02. p.A12

LE DEVOIR [2015] *"Grève sociale" du 1er mai - Québec accusé de saper la contestation*. dans *Le Devoir*. 2015-05-01. p.A1

- LE JOURNAL DE MONTRÉAL [2015a] *Éducation - Le ministre comprend Les profs mécontents*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-04-25. p.24
- LE JOURNAL DE MONTRÉAL [2015b] *Deux arrestations lors d'une manif contre l'austérité*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-01. p.14
- LE POINT [2008] *Une légende du monde des affaires parle*. dans *lepoint.fr*. 2008-06-26. Consulté en ligne le 2018-07-10 [<http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2008-06-26/une-legende-du-monde-des-affaires-parle/916/0/255995>]
- LÉNINE, Vladimir Ilitch [1977] *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*. dans *Oeuvres choisies en trois volumes 3*. Éditions du progrès. Moscou. p.339-424
- LÉGER [2015] *La Politique au Québec. Sondage Léger Le Devoir – Le Journal de Montréal – Le Journal de Québec*. 2015-11-21. 27p. En ligne [[http://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage\\_qc.pdf](http://www.ledevoir.com/documents/pdf/sondage_qc.pdf)]
- LÉVESQUE, Chantal; MÉTRO [2015] *Avant-goût de la grève sociale d'aujourd'hui*. dans *Métro*. 2015-05-01. p.3
- LINDLOF, T R [1995] *Qualitative Communication Research Methods*. Thousand Oaks. SAGE Publications. Londres.
- LÖWY, Michael [1985] *Paysages de la vérité. Introduction à une sociologie critique de la connaissance*. Éditions Anthropos. Paris. 228p.
- LUKES, Steven [1974] *Power : A Radical View*. Polity. Cambridge.
- LYNCH, Roberta [1981] *The Media Distort the Value of Labor Unions*. dans *In These Times*. Juillet 15-28
- MAINGUENEAU, Dominique [2009, (1996)] *Les termes clés de l'analyse du discours*. Éditions du Seuil. Paris. 160p.
- MARTIN, Christopher R. [2004] *Framed! Labor and the Corporate Media*. ILR Press/Cornell University Press. Ithaca/Londres. 248p.
- MARTIN, Éric [2015] *Le projet « austéritaire ». La « révolution » néolibérale de l'État*. Institut de recherche et d'informations socio-économiques. 16p.
- MARX, Karl [1971] *Le Capital. Livre Troisième. Tome III*. Éditions sociales. Paris. 322p.
- MARX, Karl [1970] *Salaire, prix et profit*. Éditions en langues étrangères. Pékin. 80p.
- MARX, Karl [1972] *Contribution à la critique de l'économie politique*. Éditions Sociales. Paris. 310p.

- MARX, Karl [1972b] *Le Capital. Livre Premier. Tome I.* Éditions sociales. Paris. 320p.
- MARX, Karl [1973] *Le Capital. Livre Troisième. Tome II.* Éditions sociales. Paris. 274p.
- MARX, Karl [1973b] *Notes marginales pour le « traité d'économie politique » d'Adolphe Wagner.* dans *Le Capital. Livre Premier. Tome III.* Éditions sociales. Paris. p.241-253
- MARX, Karl [1976] *Thèses sur Feuerbach.* dans MARX, Karl; ENGELS, Friedrich. *Oeuvres choisies en trois volumes. Tome premier.* Éditions du Progrès. Moscou. p.7
- MARX, Karl; ENGELS, Friedrich [1982] *L'idéologie allemande.* Éditions sociales-Messidor. Paris. 280p.
- MAUTNER, Gerlinde [1995] *Only Connect. Critical Discourse Analysis and Corpus Linguistics.* Unit for Computer Research on the English Language Technical Papers 6. 31p.
- MAZZONI, Marco; BARBIERI, Giovanni [2014] *Grasshoppers Against Ants of Malfunctions of Capitalism? The representation of the European Economic Crisis in the Main Italian Newspapers.* dans *Perspectives on European Politics and Society.* 15(2):238-253
- McCHESNEY, Robert [2004] *La lutte pour des médias démocratiques.* dans CHOMSKY, Noam; McCHESNEY, Robert. *Propagande, médias et démocratie.* Les Éditions Écosociété. Montréal. p.189-200
- McCOLL, Margaret J. [1980] *The Mass Media and Industrial Relations News : A Case Study.* dans *Journal of Industrial Relations* 22(4):420-441
- McNAIR, Brian [1994] *News and journalism in the UK.* Routledge. Londres. 212p.
- McNAIR, Brian [2005] *The emerging chaos of global news culture.* dans ALLAN, S. (dir) *Journalism : Critical Issues.* OU Press. Maidenhead. p.151-167
- MERCILLE, Julien [2013] *The role of the Media in Fiscal Consolidation Programmes : the Case of Ireland.* dans *Cambridge Journal of Economics.* 38(2):281-300
- MÉTRO [2015a] *Collégial - Québec veut bloquer la grève des enseignants.* dans *MéTRO.* 2015-04-29. p.5
- MÉTRO [2016] *Merci à nos 1 202 000 lecteurs!* dans *journalmetro.com.* 2016-07-28. Consulté en ligne le 2019-01-22 [<http://journalmetro.com/actualites/montreal/1000282/merci-a-nos-1-202-000-lecteurs/>]

- MICKLETHWAIT, John; WOOLDRIDGE, Adrian [2014] *The Fourth Revolution : The Global Race to Reinvent the State*. Penguin Press. 305p.
- MILIBAND, Ralph [1982] *L'État dans la société capitaliste*. François Maspero. Paris. 308p.
- MILLS, Sara [1995] *Feminist Stylistics*. Routledge. Londres. 240p.
- MOALLA, Taïeb [2010] *La lettre de Péladeau fait réagir*. dans *journaldequebec.com*. 2010-01-21. Consulté en ligne le 2018-07-09 [http://www.journaldequebec.com/2010/01/21/la-lettre-de-peladeau-fait-reagir]
- MOON, Dreama Gail; ROLISON, Garry L. [1998] *Communication of classism*. dans HECHT, Michael. L. (dir.) *Communicating Prejudice*. SAGE. Thousand Oaks. p.122-135
- MORE, André [1976] *Le front commun à travers l'objectif de Radio-Canada*. dans *Chroniques* 17 :61-67
- MORLEY, David [1976] *Industrial Conflict and the Mass Media*. dans *Sociological Review* 1(1) :245-268
- MURDOCK, Graham [1973] *Political Deviance : the press presentation of a militant mass demonstration*. dans COHEN, Stanley; YOUNG, John (dir) *The Manufacture of News*. CA:Sage. Beverly Hills. p.156-175
- MUHLMANN, Géraldine [2004] *Du journalisme en démocratie*. Payot & Rivages. Paris.
- MYLES, Brian [2016] « *Le Devoir* » gagne en popularité. dans *ledevoir.com*. 2016-04-15. Consulté en ligne le 2019-01-22 [https://www.ledevoir.com/culture/medias/468165/le-devoir-gagne-en-popularite]
- MYLONAS, Yiannis [2012] *Media and the Economic Crisis of the EU : the "Culturalization" of a Systemic Crisis and Bild-Zeitung's Framing of Greece*. dans *tripleC*. 10(2):646-671
- MYLONAS, Yiannis [2014] *Crisis, Austerity and Opposition in Mainstream Media Discourses of Greece*. dans *Journal of Critical Discourse Studies*. 11(3):305-321
- MYLONAS, Yiannis [2015] *Austerity Discourses in "Der Spiegel" Journal, 2009-2014*. dans *tripleC*. 13(1):248-269
- NGUYEN, Minh [2015] *Compilation des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. 49p. En ligne [http://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/Austerite2014-2015\_31-mars-2015.pdf]
- ORFALI, Philippe [2015] *Collège de Rosemont - Fin de session interrompue pour six*

- profs suspendus au Collège de Rosemont*. dans *Le Devoir*. 2015-05-16. p.A2
- ORTU, Claudia [2008] *The denial of class struggle by British Governments in their anti-union discourse (1978-2007)*. dans *Critical Discourse Studies*. 5(4):289-301
- ORTU, Claudia [2012] *Industrial Relations and Conservative Governments in the Eighties. Argumentation and Linguistic Strategies for the Taming of Trade Unions*. ARACNE editrice S.r.l. Rome. 120p.
- OUELLET, Maxime [2016] *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*. Les Éditions Écosociété. Montréal. 316p.
- PARÉ, Isabelle [2015] *Des actions aux quatre coins du Québec contre les politiques d'austérité*. dans *Le Devoir*. p.A3
- PARENTI, Michael [1986] *Inventing Reality : The Politics of the Mass Media*. St. Martin's Press. New York.
- PERRIER, Yvan [2001] *De la libre contractualisation à la négociation factice*. Éditions Nota Bene. 148p.
- PETITCLERC, Martin ; ROBERT, Martin [2013] *La loi spéciale et son contexte historique. La désinvolture du gouvernement quant au droit de grève*. dans *histoireengagee.ca*. 2013-07-07. Consulté en ligne le 2018-07-19 [<http://histoireengagee.ca/la-loi-speciale-et-son-contexte-historique/>]
- PETITCLERC, Martin ; ROBERT, Martin [2015] *La « solution miracle » : le droit de grève et la loi spéciale au Québec*. dans CREVIER, Philippe ; FORCIER, Hubert ; TRÉPANIÉ, Samuel (dirs.) *Renouveler le syndicalisme. Pour changer le Québec*. Les Éditions Écosociété. Montréal. p.71-86
- PHILLIPS, L.; JØRGENSEN, M. W. [2002] *Discourse Analysis as Theory and Method*. SAGE. Londres
- PHILO, Greg.; HEWITT, John [1976] *Trade unions and the media*. dans *Industrial Relations Journal*. 7(3):4-19
- PHILO, Greg [2007] *Can discourse analysis successfully explain the content of media and journalistic practice?* dans *Journalism Studies*. 8(2):175-196
- PHILPOT, Robin [2011] *Derrière l'État Desmarais: POWER*. Les Éditions des Intouchables. Montréal. 206p.
- PLUMMER, Brad [2012] *IMF : Austerity is much worse for the economy than we thought*. dans *The Washington Post*. 2012-10-02. En ligne [<https://www.washingtonpost.com/news/wonk/wp/2012/10/12/imf-austerity-is-much-worse-for-the-economy-than-we-thought/>]

- POSCA, Jean-Simon [2006] *L'image des syndicats dans les éditoriaux de trois quotidiens montréalais lors de la première année du gouvernement québécois dirigé par Jean Charest (avril 2003 - avril 2004)*. Mémoire de maîtrise en science politique. Université du Québec à Montréal. Montréal. 84p.
- POTVIN, Maryse [2008] *Crise des accommodements raisonnables. Une fiction médiatique?* Athéna Éditions. Outremont. 280p.
- PUETTE, William J. [1992] *Through Jaundiced Eyes : How the Media View Organised Labor*. ILR Press. Ithaca. 228p.
- RADWANSKI, George [1971] *Paul Desmarais - Paper should report facts, leave judgment to readers*. dans *The Gazette*. 1971-12-10. p.7
- RAFAIL, Patrick [2010] *Asymmetry in Protest Control? Comparing Protest Policing in Montreal, Toronto, and Vancouver*. dans *Mobilization*. 15(4)
- REISIGL, Martin ; WODAK, Ruth [2001] *Discourse and Discrimination : Rhetorics of Racism and Antisemitism*. Routledge. Londres.
- REISIGL, Martin ; WODAK, Ruth [2009] *The discourse-historical approach*. dans WODAK, Ruth ; MEYER, Michael (dirs) *Methods of Critical Discourse Analysis*. SAGE. Londres. p.87-121
- REITSMA, Travis G. [2012] *How the media view public-sector workers : A critical discourse analysis of a 2009 municipal workers' strike in Windsor, Ontario*. Thèse de maîtrise en Arts. University of Windsor. Windsor. 106p.
- RESHEF, Yonatan; KEIM, Charles [2014] *Bad Time Stories. Government-Union Conflicts and the Rhetoric of Legitimation Strategies*. University of Toronto Press. Toronto/Buffalo/London. 222p.
- RETTINO-PARAZELLI, Karl [2015] *Cégeps - Québec veut empêcher la grève des professeurs*. dans *Le Devoir*. 2015-04-29. p.A5
- RETTINO-PARAZELLI, Karl [2015b] *Grève du 1er mai - Six enseignants du Collège de Rosemont sont suspendus*. dans *Le Devoir*. 2015-05-04. p.A4
- RICHARDSON, John E. [2007] *Analysing Newspapers. An Approach from Critical Discourse Analysis*. Palgrave MacMillan. New York. 268p.
- ROBITALLE, Antoine [2014] *Repenser l'état du Québec. La bible de Couillard?* dans *ledevoir.com*. 2014-10-06. En ligne [<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/420321/repenser-l-etat-du-quebec-la-bible-de-couillard>]
- ROLLINGS, Jerry [1983] *Mass Communications and the American Worker*. dans MOSCO, Vincent; WASKO, Janet (dir) *The Critical Communications Review. Vol.I : Labor, the working class, and the media*. Norwood. NJ:Ablex. p.135-152

- ROUILLARD, Jacques [1994] *Le syndicalisme, 1910-1978*. dans LAHAISE, Robert; BISSONNETTE, Lise; ROCHER, Guy (dirs.) *Le Devoir: reflet du Québec au 20e siècle*. Éditions Hurtubise HMH ltée. Ville LaSalle. p.279-312
- ROULOT-GANZMANN, Hélène [2015] *Grève sociale du 1er mai 2015 - Répétition générale avant une grève à l'automne?* dans *Le Devoir*. 2015-04-25. p.H1
- RUELLAN, Denis [1993] *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*. Presse universitaires de Grenoble. Grenoble. 240p.
- SALVET, Jean-Marc [2014] *Couillard préfère le mot « rigueur » à « austérité »*. dans *lesoleil.com*. 2014-05-20. Consulté en ligne le 2018-07-05 [<https://www.lesoleil.com/actualite/politique/couillard-prefere-le-mot-rigueur-a-austerite-22eff69ed6311a09821a42ae4f2beeef>]
- SAOUTER, Catherine [2000] *Le langage visuel*. XYZ éditeur. Montréal. 216p.
- SAMSON, J. Jacques [2015] *La fête d'une élite syndicale*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-02. p.46
- SCALI, Dominique [2015] *Manifestation - Le centre-ville en proie à de vives tensions*. dans *Le Journal de Montréal*. 2015-05-02. p.7
- SCHILLER, Dan [1979] *An Historical Approach to Objectivity and Professionalism in American News Reporting*. dans *Journal of Communication*. 29(4):46-57
- SCHLOSBERG, Justin R. [2017] *Media Ownership and Agenda Control. The hidden limits of the information age*. Routledge. New York. 180p.
- SCHMIDT, Diane E. [1993] *Public Opinion and Media Coverage of Labor Unions*. dans *Journal of Labor Research*. 14(2):151-164
- SELTZER, Curtis [1981] *The Pits: Press Coverage of the Coal Strike*. dans *Columbia Journalism Review* 20(2):67
- SHADE, Leslie Regan [2005] *Aspergate: Concentration, Convergence and Censorship in Canadian Media*. dans SKINNER, D.; COMPTON, J. R.; GASHER, M. (dirs) *Converging Media, Diverging Politics*. Lexington Books. Oxford. p.101-116
- SHAFFER, Marie-Eve [2015] *Branle-bas le 1er mai*. dans *Métro*. 2015-04-24. p.4
- SILVA, Edward [1995] *More Perishable than Lettuce or Tomatoes*. Fernwood. Toronto.
- SPIEGEL, Peter [2015] *Donald Tusk interview: the annotated transcript*. dans *ft.com*. 2015-07-16. Consulté en ligne le 2018-07-15 [<https://www.ft.com/content/ff50e5a9-7b15-3998-a9f1-c11359dc01b8>]
- SOUCHARD, Maryse [1989] *Le discours de presse. L'image des syndicats au*

- Québec (1982-1983). Éditions du Préambule. Longueuil. 264p.
- STATISTIQUE CANADA [2013] *Bulletin de service. Éditeurs de journaux. 2012.* Division des industries de service. No. 63-241-X au catalogue. 7p. En ligne [[http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2013/statcan/63-241-x/63-241-x2013001-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2013/statcan/63-241-x/63-241-x2013001-fra.pdf)]
- STEUTER, Erin [1999] *The Irvings cover themselves: media representations of Irving Oil refinery strike, 1994-1996.* dans *Canadian Journal of Communication.* 24(4)
- STIGLITZ, Joseph [2014] *L'austérité a échoué.* dans *La Presse.* 2014-09-30. En ligne [<http://www.lapresse.ca/debats/votre-opinion/201409/29/01-4804704-lausterite-a-echoue.php>]
- SU, Jung Min [1997] *Constructing Ideology : A Critical Linguistic Analysis.* dans *Studies in the Linguistic Sciences.* 27(2):147-66
- TC MEDIA [2015] *Collège Rosemont - Six enseignants suspendus.* dans *Métro.* 2015-05-06. p.5
- TEISCEIRA-LESSARD, Philippe [2015a] *Cégeps - Québec veut bloquer la grève des professeurs.* dans *La Presse.* 2015-04-29. p.A3
- TEISCEIRA-LESSARD, Philippe [2015b] *Cégeps - La grève des professeurs déclarée illégale.* dans *La Presse.* 2015-05-01. p.A5
- TELEVISION BUREAU OF CANADA (TVB) [2015] *Net advertising Revenue.* Dernière mise à jour 2015-07-14. En ligne [<http://www.tvb.ca/pages/nav>]
- TEUBERT, Wolfgang [2009] *La linguistique de corpus : une alternative.* dans *SEMEN 27* :185-211
- THOMPSON, John B. [1984] *Studies in the Theory of Ideology.* University of California Press. Berkeley. 348p.
- THOMPSON, John B. [1987] *Langage et idéologie.* dans *Langage et Société.* 39:7-30
- THOMPSON, John B. [1990] *Ideology and Modern Culture.* Stanford University Press. Stanford. 362p.
- TITSCHER, S. ; MEYER, M. ; WODAK, Ruth ; VETTER, E. [2000] *Methods of Text and Discourse Analysis.* SAGE. Londres. 278p.
- TOSEL, André [2005] *La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci.* dans *Quaderni.* 57:55-71
- TRACY, James F. [2004] *The news about the newswriters : Press coverage of the 1965 American Newspaper Guild strike against the New York Times.* dans

*Journalism Studies*. 5(4):451-467

TRACY, James F. [2006] « *Labor's Monkey Wrench* » : *Newsweekly Coverage of the 1962-63 New York Newspaper Strike*. dans *Canadian Journal of Communication*. 31(3):541-560

TRADES UNION CONGRESS (TUC) [1979] *A cause for concern – Media coverage of industrial disputes January and February 1979*. TUC Publications. Londres. p.19-25

TREMBLAY, Gisèle [1986] *Le traitement des rapports collectifs de travail dans la grande presse d'information au Québec*. Rapport de la Commission consultative sur le travail et la révision du Code du travail. Les Publications du Québec. Québec. 88p.

TREW, Tony [1979] *Theory and ideology at work*. dans FOWLER, Roger; HODGE, Bob; KRESS, Günther; TREW, Tony (dirs.) *Language and Control*. Routledge & Kegan Paul. Londres. p.94-116

TROTSKY, Léon [2016] *Programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale. La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir*. M Éditeur. Saint-Joseph-du-Lac. 134p.

TUCHMAN, Gaye [1972] *Objectivity as Strategic Ritual*. dans *American Journal of Sociology*. 77:660-679

TUCHMAN, Gaye [1978] *Making News. A Study in the Construction of Reality*. The Free Press. New York. 244p.

VAN DIJK, Teun A. [1985] *Introduction : Discourse Analysis in (Mass) Communication Research* dans VAN DIJK, Teun A. (dir.) *Discourse and Communication. New Approaches to the Analysis of Mass Media Discourse and Communication*. Walter de Gruyter. Berlin/New York. p.1-9

VAN DIJK, Teun A. [1988a] *News Analysis. Case Studies of International and National News in the Press*. Lawrence Erlbaum. Hillsdale. 326p.

VAN DIJK, Teun A. [1988b] *News as Discourse*. Lawrence Erlbaum. Hillsdale. 200p.

VAN DIJK, Teun A. [1991] *Racism and the Press*. Routledge. Londres/New York. 276p.

VAN DIJK, Teun A. [1993] *Elite Discourse and Racism*. SAGE. Londres. 320p.

VAN DIJK, Teun A. [1995] *Discourse Analysis as Ideology Analysis*. dans SCHÄFFNER, Christina; WENDEN, Anita (dirs.) *Language and Peace*. Dartmouth Publishin. Aldershot. p.17-33

VAN DIJK, Teun A. [1996] *Discourse, power and access*. dans CALDAS-

- COULTHARD, Carmen Rosa ; COULTHARD, Malcom (dirs.) *Texts and Practices – Readings in Critical Discourse Analysis*. Routledge. Londres. p.84-104
- VAN DIJK, Teun A. [1998] *Ideology*. SAGE. Londres
- VAN DIJK, Teun A. [2001] *Critical Discourse Analysis*. dans SCHIFFRIN, D.; TANNEN, D. et HAMILTON, H.E. (dirs). *Handbook of Discourse Analysis*. Blackwell. Oxford.
- VAN Dijk, Teun A. [2003] *The Discourse-Knowledge Interface*. dans WEISS, G.; WODAK, Ruth (dirs.) *Critical Discourse Analysis : Theory and Interdisciplinarity*. Palgrave Macmillan. Basingstoke. p.85-109
- VAN DIJK, Teun A. [2005] *Contextual Knowledge Management in Discourse Production. A CDA Perspective*. dans WODAK, Ruth; CHILTON, Paul (dirs.) *A New Agenda in (Critical) Discourse Analysis*. Benjamins. Amsterdam. p.71-100
- VAN Dijk, Teun A. [2007] *Editor's Introduction*. dans VAN Dijk, Teun A. (dir.) *Discourse Studies*. SAGE. Londres
- VAN LEEUWEN, Theo [1996] *The Representation of Social Actors*. dans CALDAS-COULTHARD, Carmen Rosa ; COULTHARD, Malcom (dirs.) *Texts and Practices – Readings in Critical Discourse Analysis*. Routledge. Londres. p.32-70
- VAN LEEUWEN, Theo [2009] *Représenter les acteurs sociaux*. Traduction assurée par Adèle Petitclerc, assistée de Philippe Schepens. dans *Semen* 27:33-67
- VAN LEEUWEN, Theo [2008] *Discourse and Practice : New Tools for Critical Analysis*. Oxford University Press. Oxford
- VAN LEEUWEN, Theo [2006] *Critical Discourse Analysis*. dans BROWN, Keith (dirs.) *Encyclopedia of Language and Linguistics. 2nd edition. Vol.3*. Elsevier. Oxford. p.290-294
- VAN LEEUWEN, Theo ; WODAK, Ruth [1999] *Legitimizing immigration control : a discourse-historical analysis*. dans *Discourse Studies* 1(1):83-118
- VASTERMAN, Peter [1995] *Media hypes A framework for the analysis of publicity waves*. Consulté en ligne le 2018-05-02 [http://vasterman.blogspot.com/1995/09/media-hypes-framework-for-analysis-of.html]
- VINCENT, Diane; DUBOIS, Sylvie [1997] *Le discours rapporté au quotidien*. Nuit blanche éditeur. Montréal. 152p.
- VOLOCHINOV, Valentin N. (BAKHTINE, Mikhail) [1979 (1929)] *Le marxisme et la philosophie du langage. Essai d'application de la méthode sociologique en linguistique*. Les Éditions de Minuit. Paris. 240p.

- WAYNE, Mike [2003] *Marxism and Media Studies. Key Concepts and Contemporary Trends*. Pluto Press. Londres. 290p.
- WEBER, Max [2003] *Économie et société 1*. Édition Pocket. Paris. 416p.
- WESTERGAARD, John [1977] *Power, class and the media*. dans CURRAN, James; GUREVITCH, Michael; WOOLLACOTT, Janet (dirs.) *Mass Communication and Society*. Edward Arnold. Londres. p.95-115
- WETHERELL, Margaret; POTTER, Jonathan [1993] *Mapping the Language of Racism : Discourse and the Legitimation of Exploitation*. Columbia University Press. 246p.
- WHITE, Peter R.R. [2000] *Functional Grammar*. University of Birmingham. Birmingham
- WODAK, Ruth [1996] *Disorders of Discourse*. Longman. Londres
- WODAK, Ruth [2001] *What CDA is about – a summary of its history, important concepts and its developments*. dans WODAK, Ruth; MEYER, Michael (dirs.) *Methods of Critical Discourse Analysis*. Sage Publications. Londres/Thousand Oaks/New Delhi.
- WODAK, Ruth [2002] *Aspects of Critical Discourse Analysis*. dans *ZfAL*. 36:5-31
- WODAK, Ruth [2006] *Critical Linguistics and Critical Discourse Analysis*. dans ÖSTMAN, J-O. et VERSCHUEREN, J. (dirs) *Handbook of Pragmatics*. John Benjamins. Amsterdam. p.1-24
- WODAK, Ruth [2007] *Pragmatics and Critical Discourse Analysis: A Cross-disciplinary Inquiry*. dans *Pragmatics & Cognition*. 19:203-25
- WODAK, Ruth [2011] *Complex texts : Analysing, understanding, explaining and interpreting meanings*. dans *Discourse Studies* 13(5):623-633
- WODAK, Ruth [2013] *Critical Discourse Analysis : Challenges and Perspectives*. dans WODAK, Ruth (dir.) *Critical Discourse Analysis. Volume I. Concepts. History. Theory*. SAGE. p.x-xliii
- WODAK, Ruth; de CILIA, Rudolf; REISIGL, Martin; LIEBHART, Karin [1999] *The Discursive Construction of National Identity*. Edinburgh University Press. Edinburgh.
- WORCESTER, M. Robert [1998] *Demographics and values: What the British public reads and what it thinks about its newspapers*. dans BROMLEY, Michael; STEPHENSON, Hugh. (dirs.) *Sex, Lies and Democracy*. Longman. Londres. p.39-48
- WORONTZOFF, Madeleine [1975] *Nom: LÉNINE Profession: JOURNALISTE. Lénine et la presse révolutionnaire*. Éditions de la Taupe rouge. Paris. 138p.
- ZELIZER, B. [1989] "Saying" as collective practice: Quoting and differential adress

*in the news.* dans *Text.* 9:369-388

ZACK, Albert J. [1977] *The Press Bias on Labor.* dans *AFL-CIO American Federationist* 84(10):1-7

